
39003003794624



HISTOIRE DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EN RUSSIE

J.-W. BIENSTOCK

HISTOIRE DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EN RUSSIE

I

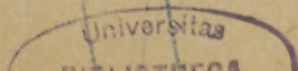
(1790-1894)

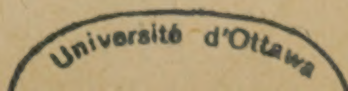


PAYOT & Cie PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

—

1920





INTRODUCTION

La révolution qui a éclaté en Russie, au mois de mars 1917, n'a pas tant étonné le monde par sa soudaineté et sa rapidité, qu'elle ne l'a surpris par son développement et par la forme qu'elle a revêtue.

Une dynastie qui régnait depuis trois siècles, une autocratie despotique à l'égal d'une satrapie d'Orient, une puissante armée de dix millions d'hommes, un immense empire dont le pouvoir était centralisé plus qu'en tout autre Etat européen, tout cela brusquement s'est effondré ; de tout cela, en quelques mois, il n'est rien resté.

Un pays agricole, dont l'industrie, qui ne date que de vingt-cinq ans, est encore à l'état embryonnaire, voit surgir la dictature du prolétariat, et cette dictature pactise avec l'impérialisme le plus farouche. Les classes intellectuelles, qui toujours furent en tête du mouvement libérateur, et contribuèrent pour la plus grande part à la révolution, contraintes d'abandonner le pouvoir, se voient condamnées à une rapide et systématique extermination. La révolution, qui a éclaté pendant la guerre, alors que l'ennemi occupait une large portion du territoire russe, non seulement ne suscite pas l'union patriotique, mais provoque au contraire un mouvement séparatiste qui disloque l'immense empire en dizaine de pays proclamant leur indépendance. Comment expliquer la possibilité de tous ces faits, d'apparence si paradoxale, qui ont engendré un tel chaos ? Pour cela il faut se rappeler que l'empire russe, situé entre l'Occident et l'Orient, s'est formé, ou, comme on dit en russe, « s'est ramassé »,

par un processus tout particulier à lui, en Europe. La Russie jouait le rôle de tampon entre deux civilisations très dissemblables, et cela explique les hésitations qui caractérisent la politique russe à partir de l'accession au trône du premier Romanov. L'immensité du pays et la diversité des populations n'ayant rien de commun entre elles : ni la langue, ni les coutumes, ni les mœurs, faisaient presque une impossibilité d'un pouvoir unique, cependant que les empereurs de Russie voyaient leur mission divine dans le maintien de l'unité de l'empire, dans un constant agrandissement territorial et dans l'extrême centralisation du pouvoir. Les Etats composant l'empire russe d'abord résistèrent, mais à mesure que le pouvoir central moscovite se fortifia cette résistance devint de plus en plus faible. Pierre le Grand lui porta le dernier coup. Doué d'une volonté de fer, et d'un génie indiscutable, Pierre le Grand n'admettait aucun obstacle à ses desseins. Persuadé qu'il conduirait la Russie aux plus brillantes destinées en changeant le cours de son histoire, il n'hésita pas. Il résolut d'imposer par la force, à la Russie, des mœurs et des institutions étrangères, de détruire les usages nationaux et de faire de ses sujets des Allemands et non des Russes.

Dans un article très intéressant de Louis Proal (1), le rôle de Pierre le Grand est mis en relief avec une netteté saisissante. L'auteur s'arrête surtout aux prédictions de Rousseau qui écrivait : « Sans doute Pierre I[er] a fait de grandes choses. Il voulait passionnément la grandeur de la Russie. Il a même sacrifié à cette noble ambition son fils Alexis, qui lui paraissait incapable de continuer son œuvre. Mais il croyait qu'il ne pouvait l'accomplir que par l'imitation des institutions étrangères et surtout allemandes, et avec le concours des étrangers et notamment des Allemands..... C'est sous l'influence allemande

(1) *Les prédictions de Diderot, Rousseau et Condillac sur la Russie.* Mercure de France, 6 août 1918.

que Pierre Ier abolit la hiérarchie moscovite et y substitua le tableau des rangs qui, dans ses quatorze classes, comprend le monde officiel russe. C'est à l'Allemagne qu'il emprunte les titres honorifiques qui ne désignent pas des fonctions réelles ; le *tchine*, qui fait dépendre le rang de l'emploi n'a été que le règne de la bureaucratie, c'est-à-dire de la routine, de la paresse, de la médiocrité. Il a eu pour résultat de maintenir la noblesse dans une étroite dépendance, de l'éloigner des campagnes, de la pousser dans les villes où s'acquièrent les rangs. Les grands seigneurs attirés à la Cour prirent l'habitude de quitter leurs domaines, dont ils laissaient l'administration à des intendants qui pressuraient les paysans avec une dureté impitoyable. »

Dans son admiration de l'Allemand, Pierre Ier va jusqu'à la schlague, qu'il introduit en Russie, et lui-même, à sa Cour, bâtonne personnellement les grands seigneurs coupables de quelques fautes. Rambaud a dit, parlant de Pierre le Grand, qu' « il habituait à coups de canne ses gentilshommes à se sentir des hommes libres et des Européens. »

Pierre le Grand exigea aussi que la langue allemande fût seule parlée à la Cour. Il donna à son fils un gouverneur allemand et l'envoya étudier à Dresde. Puis il l'obligea à épouser contre son gré une princesse allemande, qui, ainsi qu'il était stipulé dans les négociations du mariage, devait amener en Russie une Cour tout allemande. Le premier pangermaniste, Leibnitz, qui avait été mêlé à ces négociations, comme l'affirme Rousseau, avait composé à l'occasion de ce mariage des acrostiches latins et des vers français.

Ainsi, grâce à Pierre le Grand, les Allemands s'implantèrent profondément en Russie où ils occupèrent peu à peu les plus hautes situations à la Cour, dans l'administration et même dans l'armée. Grâce à Pierre le Grand, remarque J.-J. Rousseau, « l'esprit national russe a été

complètement faussé ; il ne pouvait se développer librement et ne faisait que copier l'étranger. » Rousseau en conclut que le génie de Pierre le Grand ne fut qu'imitateur, et dans sa *Consultation sur la meilleure forme de gouvernement pour la Pologne* il conseille aux Polonais de veiller surtout au maintien des institutions nationales : « Si vous faites en sorte qu'un Polonais ne puisse jamais devenir un Russe, je vous réponds que la Russie ne subjuguera pas la Pologne. Elle pourra l'engloutir mais ne parviendra pas à la digérer. »

Pierre le Grand allait jusqu'à proscrire le costume russe ; il avait fait adopter par la noblesse les modes d'Allemagne qui s'infiltrèrent jusque dans les couches inférieures de la population. Enfin Pierre le Grand rompit le premier avec la tradition qui voulait que le tsar prît pour épouse une Russe ; il épousa une étrangère, et après lui presque tous les empereurs russes épousèrent des Allemandes, de sorte que le sang allemand coula si abondamment dans les veines de la famille régnante de Russie qu'à la fin elles ne continrent plus une goutte de sang russe : la maison Romanov devint Holstein-Gottorp.

La bureaucratie introduite en maîtresse par Pierre le Grand supplanta les anciens boyards et devint une sorte de féodalité qui pressurait et écrasait le peuple. Les empereurs qui, autrefois, résolvaient le sort de leurs peuples par leur politique personnelle, perdaient peu à peu toute influence sur la direction des affaires, étant subjugués à leur tour par la toute-puissante bureaucratie. Aussi, dès le règne de Catherine II, entend-on un cri de révolte contre cette bureaucratie, importation étrangère imposée à la Russie. Ce premier cri de révolte c'est le livre célèbre de Radistchev : *Voyage de St-Pétersbourg à Moscou*, paru en 1790, dont l'édition fut brûlée de la main du bourreau, tandis que l'auteur, condamné à mort, vit cette peine commuée en celle de déportation à perpétuité en Sibérie. Ce livre était le *premier acte*

révolutionnaire d'un membre de la société russe contre le régime qui l'opprimait. Toute la lutte révolutionnaire n'est que la lutte contre cette bureaucratie imposée par Pierre le Grand et devenue le véritable fléau de la Russie. La bureaucratie se dressait comme une muraille entre le peuple et le pouvoir suprême. Aussi quand les idées de liberté qui, de la littérature, se répandirent peu à peu dans la conscience de la société pour atteindre ensuite les couches profondes du peuple, se traduisirent par des actes, ce fut à saper cette muraille qu'elles s'appliquèrent. Mais quand enfin cette muraille s'écroula elle entraîna dans sa chute le pouvoir suprême.

La révolution russe de 1917 est l'aboutissement logique de toute l'histoire de la Russie. On espérait, il est vrai, qu'elle n'éclaterait qu'à la fin de la guerre, car, au début des hostilités, tous les partis politiques, même les plus extrêmes, avaient conclu une sorte de trêve ; l'union sacrée s'était faite pour mener la lutte contre l'ennemi de la Russie, l'Allemagne. C'est le gouvernement lui-même qui, ne comprenant pas la portée des événements, ne se rendant pas compte de la haine accumulée dans le peuple et de ses souffrances, c'est lui qui, par ses mesures, poussa le peuple à bout et hâta l'explosion. Pour comprendre la révolution russe et se rendre compte de son développement, il faut donc connaître préalablement tout le mouvement révolutionnaire depuis ses origines jusqu'à nos jours.

Après le livre de Radistchev, la révolte des Décembristes fut la première manifestation révolutionnaire en Russie. Les mouvements insurrectionnels antérieurs avaient eu exclusivement le caractère de révolutions de palais : on tuait un souverain pour le remplacer par un autre. Même la tentative de limitation du pouvoir de l'impératrice Anna Ioanovna, en 1730, par les *vier-*

Verkhovniki (1), ne peut être regardée comme une manœuvre révolutionnaire. C'était le complot d'un petit groupe d'oligarques pour arracher le pouvoir au profit de leur caste. Ce sont les guerres napoléoniennes qui ont jeté parmi la jeunesse intellectuelle russe, et surtout parmi les jeunes officiers, les premiers ferments politiques. C'est pendant leur séjour à Paris qu'ils s'enthousiasmèrent pour les idées de la Révolution française, qu'ils apportèrent en Russie.

Le mouvement des Décembristes, comme on le sait, fut étouffé dans le sang. Mais en dépit de la potence et du bagne, les idées de liberté, éveillées par ce mouvement, ne pouvaient plus être arrêtées. La littérature, malgré toutes les rigueurs de la censure, se charge de les répandre, et, à partir de ce moment, elles poussent en Russie de profondes racines. En 1849 éclate « la conspiration » des *Petrachevtsy*. Ensuite c'est l'influence considérable de Hertzen et de son ami Michel Bakounine qui, de l'étranger, appellent dans le *Kolokol* (La Cloche) la société russe à la révolte contre le régime autocratique, et le son puissant de cette Cloche se répand jusque dans les coins les plus éloignés de la Russie.

Jusqu'en 1861, dans le mouvement révolutionnaire domine presque exclusivement l'influence des Russes émigrés à l'étranger. A partir de 1861 le mouvement commence à prendre corps en Russie même où paraît la première proclamation publiée dans une imprimerie clandestine, connue sous le nom de *Velikorouss* (Grand Russien). L'émancipation des paysans, qui date du 19 février 1861, donna une grande poussée à la diffusion des idées révolutionnaires en Russie. Cet acte d'émancipation, que les historiens officiels attribuent à la grande magnanimité de l'empereur Alexandre II, en réalité était

(1) Membres du *Conseil supérieur* qui, à la mort de Pierre II, s'emparèrent du pouvoir, et parmi lesquels les princes Galitzine et Dolgorouki jouèrent un rôle prépondérant.

arraché au gouvernement après une série de troubles et de révoltes armées des paysans, véritables jacqueries qui commençaient à inquiéter sérieusement le gouvernement tzariste. Alexandre II, en même temps qu'il signait le célèbre rescrit au gouverneur général de Vilna, Nazimov, dans lequel pour la première fois il exprimait sa volonté de donner la liberté aux paysans, lui disait dans un entretien intime, qu' « il vaut mieux que la liberté vienne d'en haut, pour qu'on ne l'arrache pas d'en bas ».

Une fois transplanté en Russie le mouvement révolutionnaire ne put être étouffé. Les proclamations se succèdent suivies de procès politiques retentissants. Mais jusqu'en 1878 le mouvement garde un caractère presque exclusivement pacifique : il se borne à la propagande des idées socialistes parmi les paysans et les ouvriers. Cette longue période idéaliste est caractérisée par ce qu'on appela en Russie « aller au peuple ». Les jeunes gens des deux sexes abandonnaient leurs familles, renoncaient à leurs études, sacrifiaient tout leur avenir pour aller se mêler au peuple, vivre de sa vie, souffrir de ses souffrances, lui apprendre à lire et écrire et surtout lui inculquer les idées socialistes. C'était la période d'adoration du peuple, que la littérature représente comme un dieu endormi qu'il faut réveiller.

Il est vrai que plusieurs esprits clairvoyants étaient plus modérés dans leurs espérances sur le peuple et sur la forme que prendrait la révolution en Russie. Par exemple, Tchernychevski écrivait en 1874 dans le journal de Pierre Lavrov, *Vperiod* (En avant) : « Le peuple ignorant, plein de préjugés grossiers et d'une haine aveugle pour tous ceux qui ont abandonné ses sauvages coutumes, le peuple ne ferait aucune différence entre les gens qui portent l'habit allemand (européen). Avec tous il agirait de la même manière ; il ne ferait grâce ni à la science ni à la poésie, ni à l'art ; il détruirait toute notre civilisation. »

Leroy-Beaulieu, qui cite ces paroles de Tchernychevski, écrivait en 1893 : « Ce que pourra être une révolution populaire en Russie, le passé suffit à l'apprendre. Avec le socialisme agraire, les provinces reverraient la sanglante jacquerie de Pougatchev. Une révolution chez le peuple de l'Europe le plus ignorant et le plus crédule dépasserait probablement en barbarie toutes nos terreurs et nos communes. Les Russes qui cherchent à déchainer les passions populaires ne se font guère illusion. Ils n'ont pas sur la placidité, sur la bonté moutonnière du peuple, la naïve assurance des philosophes du XVIIIe siècle. Beaucoup sentent qu'eux-mêmes seraient la proie du monstre par eux provoqué. Ils savent que pareils au Samson de l'Ecriture ils risquent de s'ensevelir sous les ruines faites par leurs mains. »

Mais les jeunes idéalistes russes des années 70 croyaient précisément en cette bonté moutonnière du peuple ; par milliers ils allaient à lui, se réservant de cruels désenchantements. Les « nihilistes », comme on appelait alors, après Tourgueniev, les jeunes intellectuels qui « allaient au peuple », pensaient qu'étant donné le caractère exclusivement pacifique de leur propagande, le gouvernement n'y mettrait point obstacle, leur activité ne pouvant être tenue pour crime ou même délit dans aucun pays d'Europe. Mais ils se trompaient grandement. Le gouvernement vit d'un très mauvais œil cette propagande parmi le peuple et s'empressa de sévir contre elle avec une rigueur impitoyable. Ainsi le seul fait de détenir un livre interdit par la censure valait souvent à son possesseur l'exil en Sibérie ou même les travaux forcés ; et ces peines étaient infligées également à quiconque se permettait de lire et commenter l'Evangile. La cruauté du gouvernement augmenta encore et devint terrible après l'attentat de Karakosov contre l'empereur Alexandre II, en 1866.

Parmi les grands procès politiques qui furent jugés

pendant cette première période du mouvement révolutionnaire, jusqu'en 1877, il faut citer celui du fameux Netchaiev, fondateur de la Société clandestine *Narodnaia Raspravas* (La vindicte du peuple) et celui des *Dolgouchintzy*.

Cette période idéaliste et idyllique du nihilisme, cette évangélisation des masses par la jeunesse intellectuelle se termina, en 1878, après que le célèbre procès des 193 eut arraché les nihilistes et les socialistes à leur rêve de prédication pacifique et de réforme sociale sous les yeux indifférents de l'autorité. Une nouvelle méthode, terroriste, avait été envisagée dès 1877. Dix-sept jeunes gens s'étaient réunis en « congrès » dans une petite ville du gouvernement de Tambov, Lipetzk, et avaient décidé de marcher carrément sur les traces de Karakosov. On étudia les moyens, on se partagea les rôles, on rédigea un programme, on forma une Commission dirigeante avec un Comité exécutif, et on résolut de remplacer désormais le revolver par la dynamite et autres explosifs ; on prit pour mot d'ordre « mort pour mort » ainsi que le déclara le célèbre révolutionnaire Jéliabov, au procès des meurtriers d'Alexandre II.

Une pareille politique, si éloignée des principes et de la propagande pacifique du nihilisme théorique et humanitaire des années précédentes, ne pouvait être acceptée de tous sans résistance. Une scission se produisit dans le parti révolutionnaire russe, jusqu'alors uni : les violents, ou terroristes, préconisaient « la suppression » des gouvernants ; tandis que les modérés ou simples propagandistes repoussaient le meurtre. Les terroristes formèrent le parti de la *Narodnaia Volia* (La Volonté du Peuple), et les modérés le parti du *Tchorny Peredіel* (Partage général ; littéralement, partage noir) ; et tandis que ce dernier était plus purement socialiste et plus rural, l'autre était plus politique et plus citadin.

La période terroriste dura, avec quelques accalmies, environ quatre ans, et se termina par le meurtre

d'Alexandre II, tué le 1er/13 mars 1881, la veille du jour où devait être signé l'acte constitutionnel déjà envoyé au *Messager officiel* pour y être publié le lendemain.

A la fin des années 70, l'industrie commença à se développer en Russie, grâce à la construction de plusieurs lignes de chemins de fer. Les fabriques et les usines, dont le nombre augmentait considérablement, attirèrent vers les centres industriels des centaines de milliers d'ouvriers. Les révolutionnaires commencèrent alors une propagande active parmi les masses ouvrières. Si en effet la jeunesse intellectuelle formait presque seule les cadres révolutionnaires, peu à peu, surtout après le procès des 193, nous voyons à côté d'elle des personnes appartenant à toutes les classes de la société : des magistrats, des avocats, des officiers, des ouvriers, des paysans figurent dans les procès politiques qui deviennent de plus en plus nombreux. En effet, les mesures répressives du gouvernement augmentent au fur et à mesure que s'élargit le mouvement révolutionnaire : les prisons regorgent, les potences se dressent par centaines, c'est par milliers que se rendent en Sibérie les condamnés aux travaux forcés pour crimes politiques. Mais rien n'arrête le mouvement. A la place des révolutionnaires jetés au fond des cachots des forteresses de Schlüsselbourg et de Pierre et Paul, paraissent de nouveaux combattants, et la lutte continue. C'est un duel formidable dans lequel nous voyons d'un côté le gouvernement le plus despotique, avec tout l'appareil terrible dont il dispose : police, gendarmerie, troupes ; de l'autre côté un groupe de quelques milliers de jeunes gens, forts par la sympathie ouverte ou cachée de toute la partie éclairée de la société. C'est grâce à cette sympathie que les révolutionnaires russes pouvaient continuer leur propagande, publier en milliers d'exemplaires leurs brochures, leurs tracts, leurs proclamations. Entre les révolutionnaires qui sont en Russie, et ceux qui, pour échapper

aux persécutions du gouvernement, se sont enfuis à l'étranger, s'établit une communication permanente.

A mesure que le mouvement s'étend, qu'il gagne la société, les partis politiques commencent à se former. Les anciens partis : celui de la *Narodnaia Volia* et du *Tchorny Perédiel* cèdent la place au parti socialiste révolutionnaire et au parti social-démocrate, ce dernier se scindant à son tour en deux fractions : les *bolcheviki* et les *mencheviki* (maximalistes et minimalistes).

A côté de ces partis socialistes paraissent également des partis politiques bourgeois : les constitutionnels démocrates (cadets) et le parti plus modéré connu dans la suite sous le nom de parti octobriste. En 1905, les partis révolutionnaires se sentaient déjà assez forts pour tenter la première révolte ouverte contre le gouvernement. Bien qu'avortée cette tentative de révolution aboutit à l'acte constitutionnel du 17/30 octobre 1905 qui dotait la Russie de son premier Parlement.

Pendant dix ans la lutte entre le gouvernement et l'opposition se poursuivit dans l'enceinte du palais de Tauride sur le terrain parlementaire, et, en dehors de cette enceinte, sur le terrain révolutionnaire. Contraint à donner au peuple russe une sorte de Constitution, le gouvernement autocratique de Nicolas II ne pouvait se résigner à abandonner une partie de son pouvoir, et toute la seconde moitié du règne de ce souverain n'est que la lutte incessante et terrible pour reprendre ce qu'il a dû céder. Pour cela le gouvernement avait recours à tous les moyens. Il déclara la guerre non seulement aux révolutionnaires des partis extrêmes mais à toute la société russe, ne reconnaissant pour amis que les fonctionnaires de l'Okhrana et de la gendarmerie. Cette lutte formidable, implacable, aboutit à la révolution de 1917 et à la chute de la dynastie des Romanov.

Tel est le schéma du mouvement révolutionnaire en Russie, d'après lequel le plan de notre travail se trace

de lui-même. La première partie comprendra l'aperçu du mouvement révolutionnaire russe depuis la parution du livre de Radistchev, en 1790, jusqu'à l'avènement de Nicolas II, embrassant ainsi un siècle. Le règne de Nicolas II, la révolution de 1905, les neuf années de lutte parlementaire et la guerre, jusqu'à la révolution de mars 1917, formeront la deuxième partie. La troisième partie embrassera la révolution russe de mars 1917 jusqu'à nos jours.

Les sources et documents pour servir à l'étude du mouvement révolutionnaire en Russie sont fort nombreux. Au cours de notre travail nous citerons ceux auxquels nous avons eu recours, et nous en donnerons la liste complète, ainsi que la table des noms, à la fin de notre ouvrage.

J.-W.-B.

CHAPITRE PREMIER

Radistchev et son livre. — Alexandre Ier. — La révolte des décembristes.

Comme nous l'avons dit dans l'introduction, le premier cri de révolte d'un sujet russe contre le régime autocratique et pour la liberté fut le livre célèbre d'Alexandre Radistchev : *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou*, paru en 1790.

Radistchev, né le 20 août 1749, appartenait à une vieille famille (son arrière grand-père était l'un des compagnons d'enfance de Pierre le Grand) et avait reçu une éducation très soignée sous la direction d'un émigrant français, ancien conseiller au Parlement de Rouen, qui s'était réfugié en Russie pour échapper aux persécutions du gouvernement de Louis XV. En 1762 Alexandre Radistchev entra au Corps des Pages, ce qui lui permit, étant de service au palais, d'observer de près la vie et les mœurs de la Cour de Catherine II.

En Allemagne, où il fut envoyé par l'impératrice, avec onze autres gentilhommes, pour étudier les sciences, Radistchev étonnait ses professeurs par ses capacités extraordinaires, aussi lui et son camarade Ouchakov étaient-ils toujours cités en exemple aux autres étudiants. A propos de ce camarade que la mort lui ravit prématurément, citons la pensée qu'à cette occasion Radistchev nota dans son journal. Cédant à sa prière instante, les médecins qui soignaient Ouchakov lui avouèrent qu'il

n'avait que quelques jours à vivre ; alors il supplia son ami de lui donner un poison pour abréger ses souffrances. Radistchev lui refusa ce service cependant qu'il écrivait dans son journal : « La vie devenue insupportable doit être brisée par la violence. »

Les études de Radistchev à Leipzig étaient des plus variées. Il s'occupait de chimie, qui resta pour toute sa vie son étude de prédilection, des sciences naturelles, du droit romain, et, conformément aux instructions écrites de la main de Catherine II : « du droit naturel et international ». En même temps que les sciences, il étudiait les langues et connaissait à la perfection l'allemand, le français, l'anglais, le latin et l'italien.

Dès son retour en Russie Radistchev entra au service de l'État et bientôt occupa un poste important dans le Collège du Commerce, avec le grade d'assesseur. De là, il passa aux Douanes, dont il devint Directeur. Son premier essai comme écrivain fut la traduction de l'ouvrage de Mably : *Réflexions sur l'histoire grecque* ; ensuite il écrivit une *Histoire du Sénat russe* et différentes études historiques, mais son œuvre principale, qui parut en 1790, c'est le *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou*. Dans la préface de ce livre, Radistchev écrit : « J'ai regardé autour de moi et mon âme s'est sentie souffrir des souffrances humaines ». Il a compris, dit-il, que l'homme est lui-même coupable de ses souffrances parce qu' : « il ne regarde pas directement les objets qui l'entourent mais les regarde à travers un rideau ». Mais pour comprendre « il faut écarter ce rideau » qui cache les véritables sentiments.

Le *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou* est divisé en chapitres dont le premier s'appelle « Le départ » et les autres portent les noms des relais de poste entre Saint-Pétersbourg et Moscou. Le livre se termine par l'arrivée et l'exclamation : « Moscou ! Moscou ! » Tout ce livre est le tableau saisissant de la situation des serfs en Russie, à cette époque, des tristes conditions de la vie du peuple,

et une protestation véhémente contre le régime bureaucratique qui déjà étouffait toutes les velléités de liberté.

Autorisé par la censure, l'ouvrage de Radistchev se vendait assez rapidement. Par hasard, il tomba sous les yeux de l'impératrice. Très libérale dans sa correspondance avec Voltaire, en réalité la grande Catherine était plus despote que ne le fut jamais aucun autre souverain de la Russie. Le livre de Radistchev la mit dans une colère indicible. Sur son ordre l'auteur et l'éditeur furent arrêtés. Le fameux Chechkovsky, chef de la terrible Chancellerie secrète, fut chargé d'instruire l'affaire. Evidemment Catherine avait oublié les instructions qu'elle avait données à Radistchev et aux autres jeunes gens envoyés par elle en Allemagne, d'étudier les principes du droit naturel. Elle fit de l'affaire Radistchev presque une affaire personnelle et rédigea elle-même les questions qu'il fallait poser à l'inculpé. En outre, persuadée que Radistchev devait avoir des complices, elle ordonna l'arrestation de plusieurs personnes. La Chambre criminelle, qui, par ordre de l'impératrice, devait juger Radistchev, n'avait qu'à trouver la loi, l'inculpé étant condamné d'avance. Mais ce n'était pas chose si facile : le livre avait été édité avec l'autorisation de la censure et, en somme, exposait les principes soutenus peu de temps auparavant par l'impératrice elle-même. Néanmoins, la Chambre criminelle appliqua à Radistchev les articles du Code visant les attentats contre la vie des souverains, les complots et la trahison, et le condamna à la peine de mort.

Par bonheur pour Radistchev, juste à ce moment la Russie signait la paix avec la Suède et « par magnanimité et pour la joie générale » Catherine commua la peine de Radistchev, qui fut envoyé en Sibérie. Il y resta six ans. En 1796 l'empereur Paul l'autorisa à rentrer en Russie à la condition de demeurer dans ses terres du gouvernement de Kalouga. Il fut grâcié définitivement en 1801, par l'amnistie générale, don de joyeux avènement

d'Alexandre Ier. Nommé par la suite membre de la Commission pour l'élaboration du code, Radistchev eut de nouveau l'occasion de batailler pour les idées qui lui étaient chères, entre autres pour l'émancipation des serfs. Sur cette question il était sans cesse en lutte avec le président de la Commission, Zavadovsky, et, après une discussion plus violente que les autres, Radistchev, dont les nerfs étaient complètement ébranlés, en rentrant chez lui s'empoisonna, se rappelant que « la vie devenue insupportable doit être brisée par la violence ».

L'œuvre capitale de Radistchev, le *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou*, est intéressante à la fois comme l'exemple le plus caractéristique de l'influence qu'avait prise en Russie, au XVIIIe siècle, la philosophie française et, d'autre part, comme la preuve que les meilleurs esprits russes savaient adapter ses idées aux conditions de la vie russe. Radistchev est, comme l'a appelé Pouschkine, le chantre de la liberté. Non seulement il décrit dans son livre toutes les horreurs du servage, mais il parle de la nécessité de l'émancipation complète des paysans, et donne un plan détaillé de la manière dont l'affranchissement devrait être effectué. Radistchev demande également la justice pour tous, les droits civils absolus pour toutes les classes de la population. Son livre est un réquisitoire violent contre la vénalité des juges et, en général, contre toute la bureaucratie. Il s'élève, en outre, contre la censure, contre l'escroquerie dans le commerce, contre la débauche et le luxe. Enfin il ose dire dans son livre que le gouvernement existe pour le peuple et non le peuple pour le gouvernement.

Les idées exposées par Radistchev étaient si avancées pour son temps et le pouvoir les jugeait si subversives, que la réimpression de son livre, dans son texte intégral, ne fut autorisée qu'en 1888, et encore à condition que le tirage serait restreint et que l'exemplaire ne serait pas mis en vente à moins de cent roubles. Une édition

précédente, tirée en 1870, par Efremov, avait été brûlée comme la première.

Chronologiquement, Radistchev est le premier « révolutionnaire » russe. Ses idées devaient être reprises un quart de siècle plus tard par les Décembristes.

Le 12 mars 1801, l'empereur Paul était tué à Pétersbourg. Plus de soixante personnes, parmi lesquelles son propre fils, avaient participé à cette révolution de palais. Alexandre Ier monta sur le trône. Instruit par des maîtres aux idées libérales tels que le colonel suisse La Harpe, admirateur passionné de Voltaire et de Rousseau ; le fameux Pallas, le mathématicien Masson, le littérateur Mouraviov, on attendait du jeune souverain de grandes réformes. Les premiers actes d'Alexandre Ier répondirent à cette confiance que la société russe mettait en lui. Le 15 mai, trois jours après son avènement au trône il accorda l'amnistie la plus large pour tous les déportés, prisonniers et émigrants politiques : sept cents personnes furent ainsi grâciées, entre autres Radistchev. Sur les murs de la forteresse de Pierre et Paul quelqu'un avait écrit : « Libre de locataires », et l'empereur avait dit, à ce propos : « Il est très désirable que ce soit pour toujours ». Par le même ukase était supprimée la fameuse Chancellerie secrète. Les Molokans (1), envoyés en masse en Sibérie, pendant le règne de Paul Ier, furent également autorisés à rentrer en Russie ; en même temps paraissait un décret de l'empereur très favorable à la liberté des cultes. Le 31 mars de la même année, Alexandre Ier autorisa l'importation de l'étranger des livres et de la musique, interdite par Paul Ier, et l'ouverture d'imprimeries privées. Le nouvel empereur montra aussi, dès le début de son règne, son intention d'améliorer le sort des serfs. Le 28 mai parut le premier ukase inter-

(1) Membres d'une secte russe, persécutée presque jusqu'à la fin du XIXe siècle.

disant la vente des paysans sans la terre et prohibant l'insertion des annonces pour de pareilles ventes ; le 27 septembre était promulgué l'ukase abolissant la torture.

Cette période libérale du règne d'Alexandre Ier dura, avec des intermittences, environ quatorze ans, jusqu'à la conclusion, à Paris, en 1815, de la Sainte-Alliance. Le vent d'impérialisme et de réaction qui soufflait alors sur toute l'Europe n'épargna pas la Russie. Alexandre Ier qui, au début de son règne, s'entourait de jeunes hommes connus pour leurs vues larges, leurs idées libérales, tels que Novossiltzov, P.-A. Stroganov, Adam Czartorisky, V. Kotchoubeï et La Harpe, qui avaient fondé « le Comité secret de l'entourage impérial » que l'empereur lui-même appelait « Comité de salut public », dans la deuxième moitié de son règne tomba entièrement sous l'influence du sinistre tortionnaire Araktchéiev. A dater de ce moment toute la politique intérieure d'Alexandre Ier tend à mettre à néant les réformes libérales qu'il a réalisées dans la première moitié de son règne.

Au début de son règne Alexandre Ier montrait des idées libérales non seulement en ce qui concernait les réformes intérieures de son empire, mais même en politique extérieure. Il était convaincu de la nécessité de l'indépendance de tous les peuples, grands et petits, et, sous ce rapport, très caractéristique est la note qu'il écrivit sur la décision du *Conseil suprême*, ratifiée par l'ukase du 30 mars 1801 et qui confirmait l'annexion de la Géorgie, décidée encore au temps de Paul Ier : « Sa Majesté informe le Conseil suprême qu'elle a une répugnance extrême à accepter ce royaume pour le joindre à la Russie, car elle croit injuste toute annexion d'une terre étrangère. » Le 2 février 1802, Alexandre Ier abolit la censure préventive, et le 8 septembre de la même année il constitua le premier ministère qu'ait eu la Russie, choisissant ses ministres parmi les hommes les plus éclairés et les plus avancés de cette

époque : Kotchoubeï reçut le portefeuille de l'Intérieur ; le poète Derjavine, celui de la Justice ; Zavadovsky celui de l'Instruction publique ; Vorontzov, celui des Affaires étrangères ; Mordvinov, celui de la Marine et de la Guerre ; Vassiliev celui des Finances. En même temps se poursuivait l'amélioration du sort des paysans. En 1803 parut le fameux ukase dit des « Laboureurs libres », d'après lequel les paysans pouvaient racheter leur liberté et des terres. Par ordre d'Alexandre Ier le Trésor donna 120.000 roubles pour faire éditer les œuvres d'Adam Smith, de Beccaria, de Rousseau, de Bentham et autres. Speransky, devenu le conseiller intime de l'empereur, sur l'ordre de celui-ci élabora en 1809 la Constitution finlandaise, excessivement libérale, confirmée solennellement par le manifeste du 15 mars de cette même année. Enfin, durant toute cette période du règne d'Alexandre Ier, des journaux paraissent, des revues se fondent : *Viestnik Evropy* (Le Messager de l'Europe) est fondé en 1802, par Katchenovsky et Karamzine ; *Rousski Viestnik* ; *Syn Otietchestva* (Le fils de la Patrie) ; en un mot, un mouvement littéraire naît en Russie. Mais vers 1811 déjà commence la lutte entre le parti libéral, soutenu surtout par Spéransky et Mordvinov, et le parti conservateur en tête duquel se trouvait le célèbre historien Karamzine. Le 15 mars 1811, Karamzine remit à l'empereur une « Note sur la Russie ancienne et nouvelle », qui attaquait directement le plan réformateur de Spéransky. Le coup porta si bien que l'année suivante, avant qu'éclatât la grande guerre nationale contre Napoléon, Speransky fut accusé ouvertement, par le Ministre de la police, Balachov, de crime contre la sûreté de l'Etat. Le crime, c'étaient ses projets de séparation des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif et l'établissement d'un gouvernement représentatif, car Alexandre Ier, qui avait doté la Finlande et la Pologne de parlements, avait pensé donner le même régime à la Russie.

La guerre nationale, d'une part, provoqua une explosion d'impérialisme et, d'autre part, créa une grande animation dans les sphères littéraires et politiques. Araktchéiev devient tout puissant mais en même temps se fondent : une société littéraire, *Arzamas*, où se recruteront les premiers Décembristes ; une société politique secrète : « L'Alliance du Salut ou des fils véritables de la Patrie », dénommée plus tard « l'Union du bien public », qui compte parmi ses membres A.-M. Mouraviov, Élie Dolgoroukov, Glinka, les frères Mouraviov-Apostol, Iakouchkine, Pestel et Nicolas Tourgueniev, c'est-à-dire ceux qui furent en tête de la révolte du 14 décembre. En Pologne se forme également une société secrète : « La société des vrais Polonais. »

Alexandre Ier qui, au commencement de son règne, rêvait de donner la liberté aux paysans, maintenant approuve l'idée d'Araktchéiev, de créer des colonies militaires où les soldats, transformés en serfs, seraient obligés de travailler la terre, et il laisse le même Araktchéiev introduire dans l'armée russe la bâtonnade, empruntée au code militaire allemand, « cette invention diabolique de l'Allemand sans âme », comme s'exprime l'historien russe Rovinsky. Araktchéiev imagina même une « manière » spéciale de punir les soldats, et cette « manière » qui consistait à infliger aux malheureux condamnés de cinq cents jusqu'à douze mille coups, équivalait en réalité à la peine de mort.

Voici la description de cette punition, d'après Rovinsky qui, plusieurs fois, en fut le témoin oculaire : « Un millier de braves soldats russes sont alignés sur deux rangs, face à face, chacun d'eux armé d'une baguette flexible, *Skvoztraten*, « la rue verte », vivante, mais sans feuilles. Les baguettes, gaiement, s'agitent dans l'air. On fait avancer le coupable, nu jusqu'à la ceinture, les mains attachées aux crosses de deux fusils que tiennent, par l'autre extrémité, deux soldats qui font avancer lente-

ment le malheureux pour que chaque baguette ait le temps de laisser sa trace sur sa peau. Derrière suit une charrette portant un cercueil. On lit l'arrêt. Un roulement de tambour : Une ! deux ! et la rue verte commence à fustiger, à droite, à gauche. En quelques minutes le corps du soldat se couvre de larges plaies, rouges, brunâtres, d'où des gouttes de sang giclent de tous côtés..... « Frères ! Pitié ! » entend-on à travers le roulement sourd des tambours. Mais avoir pitié c'est être puni soi-même, et les baguettes continuent de frapper. Bientôt tout le corps n'est plus qu'une plaie ; parfois des lambeaux de chair se détachent ; et lentement s'avance le mort vivant, les yeux exorbités... Mais voilà qu'il tombe, cependant il reste encore beaucoup de coups à donner. On met le cadavre vivant sur une charrette et de nouveau on le promène aller et retour entre les deux rangées de soldats, dont les baguettes fouaillent la bouillie sanglante. Les gémissements se taisent. On entend un clapotement, comme quand on remue de la boue avec un bâton, et les sinistres tambours battent..... »

Il n'est pas étonnant que dans les colonies militaires, où se pratiquaient souvent de pareilles punitions, et, en général, dans l'armée, les révoltes fussent fréquentes.

L'une des plus importantes fut celle de 1819, dans les colonies militaires du gouvernement de Tchougouiev. Elle se termina par la condamnation de 2.204 soldats, dont 273 furent condamnés à passer de six à vingt-quatre fois devant les « Schpitzruten » de cinq cents soldats. Six officiers étaient impliqués dans cette révolte, ils furent dégradés. Une autre grave mutinerie eut lieu dans le régiment de la garde Sémionovsky, le 17 octobre 1820. Quelques-uns des officiers qui y participaient furent impliquées plus tard dans la révolte des Décembristes.

Alexandre Ier qui, au début de son règne, avait autorisé l'importation en Russie des livres et de la musique, à la fin de son règne fit défense aux Russes d'aller étudier

dans les universités étrangères, surtout allemandes. Cette mesure fut prise à la suite du meurtre de l'espion russe Kotzebue, tué en Allemagne, le 10 mars 1820, par l'étudiant Zand. Toute la fin du règne d'Alexandre Ier, qui se plonge alors dans la théosophie et le mysticisme, est marquée par des persécutions incessantes contre la presse et contre toutes les tendances libérales qui se font jour dans la société russe. Le maçon Labzine, président de l'Académie des sciences, est expulsé de Saint-Pétersbourg et exilé dans le gouvernement de Simbirsk, pour avoir dit qu'à la place d'Araktchéiev, il faudrait nommer à l'Académie le cocher de l'empereur, puisqu'il est l'homme assis le plus près de lui.

En 1823, une Commission spéciale, présidée par Novossiltzov, fut chargée d'enquêter sur les sociétés secrètes en Pologne. Les idées révolutionnaires s'étaient répandues surtout parmi les officiers de la garde et d'autres armes après leur séjour à l'étranger, lors des guerres napoléoniennes. Les différentes sociétés secrètes qui pullulaient pendant les dernières années du règne d'Alexandre Ier s'inspiraient des idées de Radistchev dont plusieurs étaient entrées dans leurs programmes, entre autres celles concernant l'émancipation des serfs.

Au mois de mars 1825, toutes ces sociétés secrètes commencent à se grouper pour former finalement deux grandes sociétés : la « Société du Nord » et la « Société du Sud ». Très importantes aussi étaient la « Société des Slaves unis » et l' « Union du bien public » ; celle-ci, présidée par le célèbre Pestel, joua un rôle prépondérant dans le mouvement révolutionnaire de cette époque.

Mais, à peine nées, la plupart de ces sociétés secrètes étaient dénoncées au pouvoir. La première en date de ces dénonciations est celle de Chervoud, que Nicolas Ier, récompensa par l'autorisation d'ajouter à son nom celui de Vierny (Fidèle), ce qui n'empêcha pas Chervoud-

Vierny d'être condamné plus tard à sept années de prison, pour escroquerie.

Un autre délateur, le capitaine Maïboroda, eut une fin plus tragique : ayant détourné de grosses sommes, au Caucase, sur le point d'être arrêté, il se tua.

Les annales révolutionnaires ont retenu également les noms des délateurs Bochniak et Rostovtzev, ce qui n'empêcha pas ce dernier de faire une brillante carrière administrative.

Avant sa mort, Alexandre I[er] signa le premier ordre d'arrestation concernant la conjuration de Vatkovsky.

Le 14 décembre 1825, moins d'un mois après la mort d'Alexandre I[er], survenue à Taganrog, le 19 novembre, la première insurrection révolutionnaire, celle des Décembristes, éclatait à Saint-Pétersbourg.

La société des Décembristes — comme on appela ensuite le groupe des conjurés du mouvement révolutionnaire du 14/26 décembre 1825 — s'était constituée vers 1815, aussitôt après le retour de Paris des jeunes officiers russes. En 1815, au quartier général de la seconde armée, dont le commandant en chef était le feld-maréchal prince Wittenstein, deux officiers, les frères Mouraviov, fondèrent une société politique secrète. A Pétersbourg, où ils s'étaient rendus pour sonder le terrain dans la garde impériale, ils avaient vu qu'un large mouvement politique existait déjà et que des groupes importants d'officiers, animés des idées de liberté, étaient déjà unis en société secrète. Peu après la création de la société des Mouraviov, les conjurés entrèrent en relation avec le colonel Pestel, aide de camp du feld-maréchal Wittenstein.

Aussitôt que Pestel se fut joint à eux il devint l'âme du groupe. Grâce à lui les aspirations libérales des conjurés reçoivent un caractère pratique et tendent vers un but bien défini. Pestel était un républicain convaincu

mais, homme sagace et organisateur prudent, il comprenait que les convictions des jeunes gens qui formaient la société n'étaient pas encore très fermes, et que, par conséquent, il ne fallait pas aller trop vite. Sans grandes objections, il tomba d'accord avec eux que le but poursuivi par la conjuration serait seulement la limitation du pouvoir autocratique. Il admettait qu'on pouvait s'accommoder d'une constitution comme celle de l'Angleterre, mais laissait entendre, comme le rapporte Hertzen dans son étude sur la Conspiration russe de 1825, que le meurtre de l'empereur n'était pas impossible. Il ne cachait point qu'il lui semblait douteux qu'on pût, par la seule pression de l'opinion publique, forcer l'empereur à renoncer à une partie de son pouvoir, et il s'efforçait de convaincre les conjurés que cela ne pourrait s'obtenir que par la force et qu'il en faudrait beaucoup.

Malgré toute la prudence de Pestel, ces paroles n'étaient pas sans donner d'inquiétudes à ses partisans, et Alexandre Mouraviov, le premier, se sépara de lui pour fonder une autre société qu'il appela « La Société du Nord » où entrèrent Nikita Mouraviov et Ryléev qui, eux aussi, repoussaient les velléités dictatoriales de Pestel. Ces circonstances incitèrent Pestel à réunir à Moscou le Congrès général des Sociétés du Nord et du Sud. L'accord n'ayant pu se faire entre les membres de ces sociétés, les amis de Pestel proposèrent de dissoudre leur société secrète, qui s'intitulait « L'Union du bien public ». Cette proposition fut acceptée et la société fut dissoute le 21 février 1821. Mais ce n'était là qu'une manœuvre. Pestel et ses amis Iuchnievsky, Von-Vizine, N. Mouraviov, Bestoujev-Rumine et d'autres, n'avaient décidé cette dissolution que pour reformer une société d'où seraient exclus les partisans tièdes, susceptibles de trahison. La nouvelle société, organisée sur de nouveaux principes, choisit comme chefs Pestel, Iuchnievsky et N. Mouraviov. Aussitôt formée, elle prit un caractère nettement révo-

lutionnaire, et pendant les deux années de son existence elle s'étendit et se fortifia.

En 1823, furent fondés quatre nouveaux groupes, dépendant de la société mère, dont la direction principale se trouvait à Toultchino, siège de l'état-major général de la 2e armée. Ces quatre filiales portaient les noms de « L'Union du bien public », « L'Union du salut », la « Société du Nord » et la « Société du Sud ». L'influence de Pestel était immense. Il n'avait plus besoin de « recourir à la ruse », comme s'exprime la Commission d'enquête chargée par Nicolas Ier d'instruire le procès des Décembristes. Dans tous ses entretiens « il pose nettement la question du changement complet et radical de la forme du gouvernement sur la base non seulement républicaine mais socialiste » (1), et, dans une des réunions, le sort des membres de la famille impériale fut même envisagé. Les uns ayant opté pour la déportation, les autres pour l'emprisonnement ou l'exil, Pestel déclara froidement qu'il faudrait « les supprimer ». Cette résolution, finalement fut votée. Bestoujev-Rumine reçut la mission d'aller à Varsovie s'entendre avec les sociétés secrètes polonaises, avec lesquelles les conjurés russes étaient en relation, pour que, si la marche des événements l'exigeait, le grand duc héritier Constantin fût tué et que les Polonais, eux aussi, proclamassent la république. La « Société du Sud » forma avec une des sociétés secrètes polonaises une nouvelle société qui reçut le nom de « Société des Slaves réunis », dont le but était l'union de toutes les populations slaves et la formation d'une république fédérative. Sur la proposition de Bestoujev-Rumine, cette société se joignit également à l'organisation principale.

Le temps d'agir approchait. En effet, on commençait à connaître l'existence de ces sociétés secrètes et Ros-

(1) Nicolas Tourgueniev : *La Russie et les Russes*.

tovtsev était déjà parti pour Taganrog avec l'intention de les dénoncer à Alexandre Ier moribond.

Le plan de Pestel était le suivant : arrêter l'empereur et sa famille et en finir avec eux, ensuite s'emparer du Sénat et du St-Synode, forcer les membres de ces deux institutions à proclamer un nouveau gouvernement et, aussitôt cela fait, révoquer tous les hauts fonctionnaires et les remplacer par des membres des sociétés révolutionnaires. Les conjurés avaient des amis dans toutes les sphères, non seulement parmi les militaires, mais dans l'aristocratie des deux capitales et même à la Cour en la personne du jeune Odoievsky, officier dans les Chevaliers-gardes, qui les tenait au courant de ce qui s'y faisait et disait. En outre, ils tenaient l'opinion publique grâce à la littérature, presque toute entre leurs mains, et, par elle, ils agissaient aussi sur la jeune génération. Les poèmes de Ryléev, que Hertzen appelait le Schiller des Décembristes ; les nouvelles de Bestoujev-Rumine ; le recueil l'*Etoile Polaire* qui paraissait de temps en temps ; la revue éditée par le prince Odoievsky, toute cette littérature circulait parmi la jeunesse universitaire et pénétrait jusque dans les écoles militaires.

Les conjurés, surtout les membres de la « Société du Nord », étaient sur le point d'agir, quand, brusquement, les événements se précipitèrent : Alexandre Ier mourait ; la « Société du Sud » était dénoncée ; Constantin renonçait à la couronne, que Nicolas n'acceptait pas encore. Dans les hautes sphères le trouble était extrême. L'armée, les grands dignitaires, les membres même de la famille impériale hésitaient, ne sachant quel parti prendre. Les révolutionnaires crurent le moment propice, et le 14/26 décembre, sur la place du Sénat, à Saint-Pétersbourg, ils levèrent le drapeau de la révolte. On connaît les détails de cette journée. Deux régiments seulement passèrent aux conjurés tandis que les autres restaient fidèles à Nicolas. Quatre coups de canon furent tirés sur les insur-

gés ; la panique devint générale ; une charge de cavalerie acheva de déblayer la place.

La répression de l'insurrection de décembre fut suivie d'un grand procès. Deux cent cinquante inculpés furent déférés à une Commission spéciale, et, parmi eux, cinq furent condamnés à mort ; cent vingt-et-un à la déportation et aux travaux forcés. Les cinq condamnés à mort étaient Pestel, Ryléev, Serge Mouraviov, Kakhovski et Bestoujev-Rumine. Tous marchèrent fièrement à la potence. Devant ses juges Ryléev avait déclaré : « Je pouvais tout arrêter, mais, au contraire, j'ai poussé à l'action. Je suis le principal coupable. Si quelqu'un ici mérite la mort, c'est moi. L'ardeur de mon patriotisme, l'amour de mon pays ont pu me tromper mais je n'ai agi ni par intérêt, ni par ambition, c'est pourquoi je mourrai sans crainte ». Pestel n'exprima que ce regret : « Mon plus grand tort, peut-être, est d'avoir voulu récolter la moisson avant les semailles ».

Rambaud, dans son Histoire de la Russie, a dit de cette première insurrection révolutionnaire : « Bien que les idées des Décembristes étaient peut-être prématurées en 1825, ils avaient su montrer qu'il y avait en Russie des hommes capables de mourir pour la liberté. Si la conspiration des Décembristes n'a pas réussi, son effet moral fut énorme ». « Les canons de la place Saint-Isaac, a écrit Hertzen, ont éveillé toute une génération. Jusqu'alors on n'avait pas eu la possibilité d'une insurrection politique dont le but fut d'attaquer le monstre du tzarisme impérial, les armes à la main, dans les rues mêmes de Pétersbourg. Les assassinats de palais d'un Pierre ou d'un Paul, afin de remplacer un potentat par un autre semblable, n'étaient un mystère pour personne, mais entre ces meurtres clandestins et la haute protestation contre le despotisme, dans la rue, protestation scellée par le sang et les souffrances des héros , il n'y a rien de commun. »

D'ailleurs, les Décembristes eux-mêmes ne comptaient pas trop sur le succès, mais ils comprenaient la grande importance de cette protestation. La veille, le 13 décembre, un tout jeune homme, le poète Odoievsky, en embrassant ses amis, disait avec enthousiasme : « Nous allons à la mort, mais quelle belle mort ! »

CHAPITRE II

Le règne de Nicolas Ier

Dès que Nicolas Ier, frère cadet d'Alexandre Ier, eut atteint sa sixième année, il fut remis entre les mains du général N.-I. Lamsdorf, nommé gouverneur du jeune grand-duc. Ce choix, que rien ne justifiait, n'était pas heureux. Homme foncièrement cruel, le général Lamsdorf avait fait de l'exemple des punitions les plus sévères la base de l'éducation de son élève, et, secondé par les autres professeurs allemands qu'il avait choisis, Adelung et Schtorch, entre autres, il contribua à développer en Nicolas Ier le caractère tyrannique dont l'avait doté la nature, cause d'effroi pour tous ceux qui l'approchaient.

Alexandre Ier étant mort sans enfants, le trône devait revenir à son frère puîné, Constantin Pavlovitch, qui portait le titre de grand-duc héritier. Mais, en 1819, l'empereur Alexandre Ier et Constantin avaient informé Nicolas qu'il serait appelé au trône. Constantin qui avait épousé morganatiquement une comtesse polonaise renonçait, en effet, à tous ses droits. Cependant, n'ayant pas de document officiel de la renonciation de Constantin, quand Nicolas apprit la mort d'Alexandre Ier il prêta serment à l'*empereur* Constantin Pavlovitch. C'est seulement deux jours plus tard que le Conseil d'Empire, en séance solennelle, rompit les cachets de la lettre qui avait été déposée dans ses archives par Alexandre Ier, en 1823, avec l'ordre de l'ouvrir aussitôt sa mort.

De pareilles lettres avaient été également remises au

St-Synode, à la Chancellerie du Sénat dirigeant et à la cathédrale de l'Assomption, à Moscou. Cette lettre contenait la preuve officielle de la renonciation au trône de Constantin, que celui-ci confirma le 12 décembre.

Mettant à profit la confusion provoquée par cet incident, les Décembristes levèrent l'étendard de la révolte.

Après qu'il eut étouffé dans le sang la révolte des Décembristes, Nicolas Ier se fit couronner à Moscou, le 22 août 1826 et, roi de Pologne, à Varsovie, en 1829. Pendant tout son règne Nicolas Ier s'appliqua surtout à préserver la Russie des influences révolutionnaires de l'Europe occidentale, et à maintenir toutes les manifestations de la vie nationale et publique dans des cadres strictement limités. Aux deux principes fondamentaux de l'Etat russe : l'autocratie et l'orthodoxie, on en ajouta officiellement un troisième : le nationalisme. Cette doctrine officielle se résumait à ceci : la Russie est un pays tout à fait à part, une nation tout à fait particulière qui se distingue et *doit* se distinguer de l'Europe par tous les traits caractéristiques de son ordre social. A la Russie, disait cette doctrine, ne sont pas applicables les exigences et les aspirations de la vie européenne. C'est en Russie seulement que règne le véritable ordre de choses conforme aux exigences de la religion et de la vraie sagesse politique. Ainsi le servage, qui atteignit son apogée sous Nicolas Ier, était reconnu comme une des bases fondamentales de la vie russe, et bien que Nicolas lui-même, dans une allocution, ait avoué que le servage est un mal, il considérait que sa suppression serait un mal encore plus grand.

Nicolas Ier institua une Commission législative et promulgua un nouveau code de lois pénales, mais toute la nouveauté se bornait à remplacer, par exemple, un fouet à deux cordes par un fouet à trois cordes, et, bien qu'officiellement la peine de mort n'existât pas en Russie, les punitions qui pouvaient être infligées n'étaient que

la peine de mort déguisée. En 1827, le comte Panine ayant confirmé, à Odessa, l'arrêt de mort prononcé contre deux Juifs pour le passage clandestin de la frontière pendant la peste, Nicolas écrivit sur le rapport : « Faire passer les coupables douze fois devant mille soldats. Grâce à Dieu, chez nous la peine de mort n'existe pas et ce n'est pas moi qui l'introduirai. » Tout Nicolas I[er], avec sa fourberie, sa cruauté épouvantable, est dans cette phrase. Sauf sous Ivan le Terrible, Pierre le Grand et Nicolas II, il n'y eut jamais en Russie autant d'hommes exécutés, fouettés à mort, que sous Nicolas I[er].

La première année de son règne il institua la fameuse Troisième section de la Chancellerie de Sa Majesté, qui se transformera plus tard en la non moins fameuse Okhrana, dont l'organe exécutif était le Corps de gendarmerie. Sur le rapport touchant la création de ce Corps de gendarmerie, Nicolas I[er] écrivit qu'on se propose « de créer à côté de la police répressive une police préventive ».

Le premier chef du Corps des gendarmes, le comte Benkendorf, ayant demandé à Nicolas de quel principe il devait se guider dans ses fonctions, l'empereur lui tendant un mouchoir lui dit : « Voici ce que j'ai à te dire : plus tu essuieras de larmes, plus exactement tu exécuteras ma volonté. » On sait quel océan de larmes a fait verser à la Russie cette Troisième section.

Nicolas introduisit l'organisation militaire partout : dans les administrations civiles et dans les écoles. Quant aux persécutions de la censure, aux poursuites contre les écrivains elles étaient telles que le nombre des œuvres publiées diminuait considérablement d'une année à l'autre. Tous les grands écrivains russes : Pouschkine, Lermontov, Poléjaiev, Kostomarov, Biélinski, Hertzen, Ogariov, Dostoievski, Tourgueniev, le poète ukrainien Chevtchenko et des dizaines d'autres ont été persécutés, ou envoyés comme simples soldats dans des garnisons éloignées, ou emprisonnés. Mais, malgré ces persécutions,

Nicolas Ier ne put étouffer complètement la marche des idées. Il eut beau supprimer les chaires de philosophie dans les Universités, interdire aux jeunes gens d'aller étudier les sciences à l'étranger, entraver par tous les moyens possibles l'enseignement universitaire, malgré tout les idées libérales faisaient leur chemin. Les cours des professeurs d'opinions avancées étaient suivis par des milliers d'auditeurs. Herzen et Ogariov réussirent à fuir à l'étranger d'où retentit bientôt la première parole libre russe. Les poèmes les plus enflammés du grand Pouschkine qui, « après Radistchev, chanta la liberté » étaient répandus en manuscrits, en dépit des rigueurs de la censure et de la police.

Pendant tout le règne de Nicolas Ier la Russie fut en guerre : tantôt contre les Perses, les Kirghis, les Kokhans, les Turkmans, en Asie ; tantôt contre les montagnards du Caucase. Quant à l'Europe occidentale, le principe fondamental de la politique de Nicolas Ier était la lutte contre l'esprit révolutionnaire qui, d'après le comte de Nesselrode « forçait la Russie à soutenir l'autorité partout où elle existe, à la fortifier où elle faiblit, à la défendre où on l'attaque ouvertement ». Contrairement aux représentations de de Nesselrode, qui trouvait que la Russie n'avait aucune raison pour s'immiscer dans les affaires belges, Nicolas Ier ordonna de préparer une campagne contre la France et la Belgique pour rétablir l'ordre ébranlé par la révolution de 1830. L'insurrection polonaise, qui dura plus de neuf mois, empêcha cette campagne.

La cruauté avec laquelle fut étouffée l'insurrection polonaise est indescriptible. Tout le pays fut mis à feu et à sang ; des potences se dressèrent partout ; des dizaines de milliers de Polonais furent condamnés à recevoir de six à douze mille coups de bâton, ou envoyés aux travaux forcés, en Sibérie. On retira à la Pologne sa Constitution, qui fut remplacée par les Statuts organiques.

Après qu'il eut dompté la Pologne, Nicolas Ier voulut prendre des mesures générales et décisives contre les Polonais d'abord, ensuite contre les libéraux et les révolutionnaires. C'est dans ce sens que fut conclu entre l'Autriche, la Prusse et la Russie l'accord de 1833 par lequel les souverains alliés se promettaient assistance mutuelle en cas de crises politiques, et, en vertu de cet accord, la Russie s'ingéra partout pour réprimer les révoltes et les guerres visant à la conquête de la liberté. Ainsi, en 1847, lors du mouvement constitutionnel en Italie, Nicolas Ier mit à la disposition de l'Autriche le trésor de la Russie et lui promit, en cas de besoin, le concours de toutes les forces militaires russes contre le Piémont et la France.

Cette politique atteignit son point culminant en 1849 quand les troupes russes matèrent la Hongrie en révolte contre l'Autriche.

Le résultat de cette politique fut la haine de toute l'Europe pour la Russie, et cette haine fut la cause principale de la guerre d'Orient, en 1855, qui permit de voir que dans la vie intérieure de la Russie, derrière l'ordre apparent et la parade, il n'y avait que chaos et anarchie. Ni armes, ni munitions, ni voies de communication ; la concussion érigée en système dans l'intendance, telle était la situation.

Nicolas Ier, qui avait commencé son règne en étouffant dans le sang le mouvement des Décembristes, le termina, en 1855, par la désastreuse guerre de Crimée, suivie d'une paix honteuse. Les trente années de son règne restent une des pages les plus sombres de l'histoire de Russie. Toute manifestation d'indépendance, quelque innocente qu'elle fût, était réprimée impitoyablement. Il fut interdit de quitter la Russie sans l'autorisation de l'empereur, de recevoir des journaux et des livres étrangers, d'abjurer,

sous peine des travaux forcés, la religion orthodoxe. De multiples entraves furent apportées dans l'enseignement ; les déportations en Sibérie eurent lieu en masse, et la bâtonnade, introduite, d'après le modèle allemand, dans l'armée russe, fit de nombreuses victimes.

Tels furent les moyens de gouvernement de Nicolas Ier. « De 1825 à 1855, écrit Victor Tissot (1), l'empire des tzars ressembla à un sépulcre blanchi ; un seul rouage fonctionnait dans l'ombre : la police. »

L'écrivain Tchaadaiev, dans une lettre célèbre, publiée en 1836, disait : « Le passé de la Russie est vide ; son état présent insupportable, son avenir sans issue » ; et à la mort du grand critique Biélinski, en 1851, l'historien Granovski écrivit : « Que Biélinski est heureux d'être mort assez tôt ! Les forts sont tombés dans le désespoir et considèrent avec une muette indifférence ce qui se déroule autour d'eux. Oh ! comme volontiers on réduirait en poussière ce triste monde. De sourds murmures se font partout entendre, mais où est la force ? Combien il nous est lourd le fardeau de l'existence ! »

Il n'est point étonnant que, pendant le long règne de Nicolas Ier, les idées de liberté n'aient pu se faire jour et que peu de voix se soient élevées pour protester contre l'état de choses existant. Seuls quelques cours de professeurs, celui de Granovski, entre autres, étaient l'occasion pour la société de manifester ses sentiments. Au commencement de 1847, on arrêta, à Kiev, le groupe des professeurs et des intellectuels, dont les membres les plus marquants étaient Kostomarov, professeur d'histoire à l'Université de Kiev, et le poète ukrainien Chevtchenko. Ce groupe s'intitulait « Confrérie de Cyrille et Méthodius ». Dans l'autobiographie de Kostomarov nous trouvons le projet de cette Confrérie qu'il est intéressant de rapprocher des revendications actuelles des différentes natio-

(1) *Russes et Allemands*, p. 177.

nalités de l'empire russe: «... Son but est de répandre l'idée de l'unité slave et de la future fédération des peuples slaves sur la base de l'entière liberté et autonomie des peuples. La religion doit être absolument libre, et toutes les confessions doivent avoir les mêmes droits. La langue russe, comme étant la plus répandue, doit être considérée comme la langue officielle. On propose d'introduire l'instruction obligatoire, d'abolir le servage et tous les privilèges, de supprimer la peine de mort et les châtiments corporels... On envisage que, dans l'avenir, tous les peuples slaves se joindront à la Russie pour former avec elle une fédération. »

La Russie devait être divisée en Etats nord, nord-est et sud-est ; deux Etats sur le Volga, deux dans l'Ukraine, deux en Sibérie, un au Caucase. La Russie blanche devait former un Etat à part, ainsi que la Pologne, la Bohême, la Moravie, la Serbie et la Bulgarie. Une partie de la Galicie devait être jointe à la Pologne, l'autre à l'Ukraine, etc. La Chambre des députés devait siéger à Kiev ; le pouvoir central devait appartenir à un Président de la République, élu pour quatre ans. Pour la défense des frontières, on proposait de créer une armée régulière, mais peu nombreuse, chaque Etat devant avoir une milice.

La police de Nicolas Ier ne découvrit jamais ce projet, dont parle Kostomarov, autrement il est plus que probable que lui et ses amis eussent été exécutés. La Confrérie fut dissoute et ses membres arrêtés à la suite d'une dénonciation les accusant de « propos libéraux ».

Sous Nicolas Ier le mouvement révolutionnaire était encore en embryon, cependant l'esprit de révolte se manifestait par des insurrections paysannes fréquentes que, tout le temps de son règne, Nicolas Ier eut à réprimer, et dont on ne compte pas moins de quatre cents dans différentes régions de la Russie.

Mais, sauf le procès des Décembristes, il n'y eut sous son règne qu'un autre grand procès politique, en 1849,

connu sous le nom de procès des *Petrachevtzy*, du nom du principal organisateur du groupe incriminé : Boutachevitch-Petrachevski. Les arrestations des trente-trois membres composant ce groupe eurent lieu à Pétersbourg et en province, pour « propagande d'idées socialistes, *lecture de la lettre de Biélinski à Gogol*, préparation des esprits à la révolte générale ».

Les principaux chefs de cette conjuration, qui n'existait que dans l'imagination des sbires et des juges de Nicolas Ier, étaient, outre Petrachevski : Dourov, Iastrzembski, Plestchéiev, et un jeune écrivain, connu à cette époque seulement dans quelques cercles littéraires : Th. Dostoievski. Dénoncés par un des membres de la société, Antonelli, une Commission fut nommée spécialement pour juger cette affaire.

Le président, le général Nabokov, imputa à crime aux accusés de « traduire en langue russe les œuvres de Riederman sur le socialisme, afin que puissent les lire les personnes ne connaissant pas l'allemand ; de faire venir et lire dans leurs réunions les ouvrages de Considérant, Fourier, Proudhon, Louis Blanc, Saint-Simon, Cabet, etc. » « Les conjurés, dit la Commission d'enquête, avaient *probablement* l'intention d'agir résolument, ne reculant devant n'importe quel crime susceptible de les amener au but souhaité.... Mais, ajoute-t-elle, tous n'étaient pas au même point. La plupart proposaient d'aller plus lentement mais plus sûrement, notamment par la voie de la propagande qui agit sur les masses. A cette fin, dans les réunions, on discutait des moyens de provoquer dans toutes les classes du peuple l'indignation contre le gouvernement, d'inciter les paysans contre les propriétaires, les fonctionnaires contre leurs chefs ; de profiter du fanatisme des vieux croyants ; de détruire dans toutes les autres classes les sentiments religieux, dont eux-mêmes sont déjà totalement privés, en disant que la religion empêche le développement de l'esprit

humain et, par suite, le bonheur... » « C'est sans doute dans le but de produire un mouvement général, concluait la Commission d'enquête, que nous trouvons réunies ici des personnes appartenant à toutes les classes de la société : gentilshommes, marchands et même artisans. D'ordinaire les conjurations réunissent des personnes plus ou moins proches par leurs situations sociales. C'est ainsi que dans celle de 1825 ne participaient que des gentilshommes, principalement des militaires. Ici, au contraire, à côté d'officiers de la garde, de fonctionnaires du Ministère des Affaires étrangères, on trouve des étudiants, des peintres, des négociants, des artisans et même des marchands de tabac. »

La seule accusation contre les *Petrachevtzy* était donc la propagande des doctrines socialistes, celle de Fourier, en particulier. C'était le premier procès politique où les inculpés n'étaient accusés que de propagande. Nous verrons plus loin que, pendant près de quinze ans, de 1861 à 1875, cette accusation fut la seule portée contre les révolutionnaires, et c'est le crime de propagande pacifique qui valut à un si grand nombre la déportation en Sibérie, les travaux forcés, et parfois même la peine de mort.

Sept des *Pétrachevtzy* furent condamnés à mort, parmi lesquels Th. Dostoievski; cinq étaient acquittés, les autres condamnés à la déportation et la plupart aux travaux forcés. Les sept condamnés à mort étaient déjà au pied de l'échafaud quand on vint leur annoncer que leur peine était commuée en celle des travaux forcés. C'est en entendant la lecture de cette sentence que Dostoievski eut sa première crise d'épilepsie.

Une dizaine d'années avant la mort de Nicolas Ier (le 18 février 1855) un événement s'était produit qui eut une grande influence sur tout le mouvement révolutionnaire russe : en 1846, l'écrivain Hertzen avait émigré à l'étranger, et, en 1850, il avait fondé, à Londres, la première imprimerie libre russe.

CHAPITRE III

Les débuts du règne d'Alexandre II. — L'émancipation des serfs. — Le massacre de Bezdna. — Un article du Kolokol. — L'idée du zemski sobor. — Les troubles universitaires. — Caractère général de la littérature des années 60. — Tchernychevski, Dobrolubov, Pissarev. — Le héros du roman de Tourguéniev : Bazarov.

La débâcle militaire par laquelle se termina la guerre de Crimée montra à toute la société russe l'état de désorganisation dans lequel la politique réactionnaire de Nicolas Ier et de sa bureaucratie avait amené le pays. Les soldats et les matelots qui, avec un courage admirable, défendaient Sébastopol, tombaient et mouraient par milliers, moins du fait des schrapnels et des obus anglais, français et turcs que du manque de vivres et de munitions, dû à l'insuffisance des voies de communications et aux vols de l'intendance.

Préoccupé surtout d'étouffer toute manifestation de l'esprit libre, Nicolas Ier avait négligé l'organisation du pays. La concussion, le pillage se pratiquaient du haut en bas de l'échelle administrative, et, quand le nouvel empereur monta sur le trône le mécontentement général était si grand, le besoin d'un changement complet dans la politique intérieure se faisait sentir si impérieusement, qu'il lui eût été impossible de ne pas tenter quelques réformes.

Elève du poète Joukovsky, Alexandre II était d'ailleurs

un esprit beaucoup plus ouvert, plus large, plus libéral que son père, et il arrivait au pouvoir rempli, incontestablement, des meilleures intentions envers son pays et son peuple.

Dans son premier manifeste, annonçant son avènement au trône, Alexandre II affirmait son intention de procéder à de grandes réformes et, dans le rescrit célèbre au gouverneur général de Vilna, Nazimov, il disait sa volonté d'émanciper les serfs. Des Commissions spéciales, composées de gentilshommes, furent aussitôt constituées pour étudier cette question. A Pétersbourg des salons politiques s'ouvrirent parmi lesquels, le plus connu par ses idées libérales, était celui de la grande duchesse Hélèn Pavlovna, où la question de l'émancipation était débattue à fond. C'est alors que l'influence du journal de Hertzen : *Kolokol* (La Cloche), devint considérable. Katkov disait de lui : c'est la plus grande puissance en Russie. Rigoureusement interdite par le gouvernement impérial, cette feuille insaisissable arrivait de l'étranger en Russie, circulait clandestinement dans toutes les mains, l'empereur la trouvait sur sa table de travail, dans son salon, dans sa voiture. En 1859, la police en confisqua dix-mille exemplaires à la foire de Nijni-Novgorod.

Hertzen avait des correspondants mystérieux dans toutes les provinces de l'empire, et dans toutes les administrations. Il était tenu au courant de tout ce qui se passait même dans les cercles les plus intimes de la Cour. Il connaissait et imprimait les noms des prisonniers enfermés secrètement dans la forteresse de Pierre et Paul ou envoyés en Sibérie. Il dénonçait toutes les concussions, tous les abus, et la crainte de trouver son nom dans *Kolokol* arrêtait parfois les fonctionnaires les plus audacieux. Hertzen exerçait sur la jeunesse universitaire une véritable fascination. Cette influence, il la conserva jusqu'en 1863, mais ensuite, à cause du développement de la réaction en Russie, et surtout à cause

de la position prise par lui dans l'insurrection polonaise, elle déclina peu à peu (1).

Mais tandis que Hertzen soutenait de toute son influence, dans *Kolokol*, le projet de l'émancipation des serfs, les gentilshommes, qui voyaient dans cette réforme une menace directe à leurs intérêts, la combattaient violemment. Les revendications de la noblesse étaient soutenues surtout par le comte Bloudov ; et les gentilshommes réclamaient en échange de l'émancipation des serfs, qu'il devenait impossible de différer longtemps, une prépondérance politique dans les affaires de l'Etat.

Le 19 février 1861, le principe fondamental de l'émancipation, énoncé dans le rescrit au gouverneur général Nazimov, était traduit en un acte législatif : libération des paysans avec la terre, abrogation du pouvoir des seigneurs et de leurs droits de police et de justice ; organisation de l'administration paysanne. C'est le 26 janvier qu'avait eu lieu la séance du Conseil d'Empire, présidée par l'Empereur, où l'acte d'émancipation avait été définitivement arrêté, et s'adressant aux gentilshommes qui exprimaient le vœu, qu'en échange de cette réduction de leurs droits, la noblesse soit admise à une certaine participation dans le gouvernement, Alexandre II leur dit : « Vous devez vous souvenir qu'en Russie c'est le pouvoir autocratique qui fait les lois ».

Quand l'acte d'émancipation fut publié, à côté de l'enthousiasme, dans les sphères libérales il provoqua de l'étonnement et du mécontentement. Les paysans, en effet, étaient libérés avec la terre, mais la terre qu'ils recevaient, ils devaient la racheter aux propriétaires. Au temps du servage, les paysans travaillaient ordinairement trois jours par semaine pour le propriétaire et

(1) Pour terminer l'histoire du *Kolokol* disons qu'en 1870, après la mort de Herzen, son ami et co-directeur, Ogarev, transmit le journal au célèbre révolutionnaire Netchaiev. Sous cette direction, violemment révolutionnaire, six numéros seulement parurent, qui n'eurent aucun succès, et la publication du *Kolokol* s'arrêta là.

avaient pour eux une certaine quantité de terre qu'ils pouvaient travailler les trois autres jours. Avec l'émancipation, les paysans ne recevaient pas toute la terre dont ils jouissaient auparavant, mais environ vingt pour cent de moins, et les prix d'achat, établis par le Comité chargé de rédiger l'acte d'émancipation, dépassaient de cent pour cent la valeur réelle des terres, de sorte que, pour leur liberté personnelle, les paysans russes devaient payer aux propriétaires plus de deux cent millions de roubles.

En outre, l'acte même était très mal rédigé. On prévoyait que l'arrangement entre propriétaires et paysans serait fait par des fonctionnaires spéciaux nommés arbitres territoriaux (*mirovyié posredniki*) ; mais quand l'acte fut publié, il n'y avait pas un seul arbitre territorial désigné, ni cadres où les prendre. Plus d'une année s'écoula avant que commença le fonctionnement de l'arbitrage territorial.

Dans toute la Russie, à l'exception des privilégiés de l'Ouest, les intérêts des paysans étaient grandement sacrifiés à ceux des propriétaires, et la manière dont la réforme était mise en pratique rendait impossible le développement et le perfectionnement de l'exploitation agricole par les paysans. « Avec l'émancipation même des paysans, dit Tchernychevski, on a commencé leur ruine, qui a amené la crise agraire. »

Le manque de précision sur les moyens de réaliser la réforme fut cause qu'en maints endroits de la Russie des collisions sanglantes eurent lieu entre les paysans et les autorités. La plus grave se produisit dans le village de Bezdna, de la province de Kazan, où, par ordre du général Apraxine, la troupe, sans aucune nécessité, tira sur les paysans, très surexcités par la nouvelle de l'émancipation, mais incapables d'interpréter la signification véritable de la liberté qui leur était donnée. Il y eut soixante-et-onze tués et cent quinze blessés. Ainsi que

l'écrivit Hertzen, « le grand acte du 19 février était arrosé de sang, dont les éclaboussures arrivèrent des rives de la Volga jusqu'à la Néva, semant partout la colère et l'indignation. La noblesse de Kazan a fait servir une messe sur ses privilèges de propriétaires de serfs, et les paysans, au lieu d'eau bénite ont été baptisés par des balles pour leur nouvelle vie et le travail libre ».

Ces incidents donnèrent une impulsion vigoureuse à cette littérature spéciale qui, précisément à partir de 1861, s'était développée rapidement et pénétrait dans le peuple sous forme de tracts et de nouvelles écrites en langue populaire, et dont le but était l'agitation révolutionnaire. C'est l'article du *Kolokol*, du 1er juillet 1861, qui ouvre la série de cette sorte de littérature si importante dans l'histoire de la révolution russe. Dans cet article, pour la première fois était tracé nettement un programme politique, de caractère pratique, que l'on conseillait au peuple d'appliquer lui-même. Pour la première fois aussi dans cet article était proclamé le principe, qui devint le mot d'ordre de tout le mouvement révolutionnaire russe et que le premier parti révolutionnaire prit pour nom : Terre et Liberté (*Zemlia i Volia*).

Vu l'importance historique de cet article, intitulé : « Que faut-il au peuple ? » nous en citerons quelques passages. A la question : Que faut-il au peuple ? par laquelle débute l'article, l'auteur répond :

« Tout simplement la terre et la liberté. Sans la terre le peuple ne peut pas vivre, et on ne peut pas l'en priver parce qu'elle est à lui, elle lui appartient. La terre n'appartient à nul autre qu'au peuple. Depuis des siècles le peuple possède en fait la terre ; il verse pour elle sa sueur et son sang, et les fonctionnaires inscrivent sur leurs registres qu'elle est aux propriétaires et au trésor des tzars. Avec la terre on a pris en captivité le peuple lui-même et on a voulu lui faire croire que c'est la loi, que c'est la volonté divine. Mais personne n'a cru cela. On a

fustigé le peuple, on l'a massacré, déporté, condamné aux travaux forcés pour qu'il obéisse aux fonctionnaires. Le peuple s'est tû mais n'a pas cru, et, d'une œuvre inique, on n'a pas fait une œuvre équitable. Par les persécutions on a ruiné le peuple et le pays. Mais voilà que sous la pression de la nécesité on a déclaré la liberté. Le peuple a cru, s'est réjoui et s'est mis à prier. Cependant, quand les généraux et les fonctionnaires ont commencé à expliquer au peuple la nouvelle loi, il s'est aperçu que la liberté ne lui était donnée qu'en paroles non en fait, que la nouvelle loi renfermait toute l'ancienne, seulement sur un autre papier et avec d'autres mots. Il y a la corvée à faire et les impôts à payer comme auparavant ; pour avoir une izba et de la terre, il faut les acheter de son propre argent. On a inventé l'état intermédiaire pour deux, six, neuf ans. On a défini pour le peuple un nouvel état de servage.....

« Pour ceux qui crurent et se turent ce fut bien. Mais à ceux qui, n'ayant pas cru, commencèrent à se plaindre de ce que la liberté n'était pas venue, à ceux-là on vint faire la leçon avec des baïonnettes et des balles et, de nouveau, le sang innocent coula en Russie. Au lieu des prières pour le tzar ce furent les sanglots des martyrs qui tombaient sous les balles ou le knout ou qui s'affaissaient dans les fers sur la route de la Sibérie. Ainsi, de nouveau, par le knout et les travaux forcés, on veut contraindre le peuple à croire que la nouvelle loi est vérité divine ».

Et Hertzen pose de nouveau la question : « Que faut-il au peuple ? » Et il répond :

« La terre et la liberté, l'instruction. Mais comment recevoir tout cela, que faire pour les obtenir ? » Suit alors le vaste programme politique dont voici les points principaux :

1° Déclarer que tous les paysans sont libres avec les terres qu'ils possèdent actuellement ;

2° Les paysans doivent payer des impôts, pour les besoins publics, mais ces impôts ne doivent pas dépasser

ceux que paient les paysans appartenant maintenant à la Couronne ;

3° Les propriétaires doivent être indemnisés par le Trésor ;

4° Réduction des dépenses du gouvernement impérial ;

5° Le peuple doit être débarrassé des fonctionnaires. Pour cela Hertzen expose un projet de self gouvernement paysan ;

6° « ...Et pour que le peuple, ayant reçu la terre et la liberté, les conserve à jamais, pour que le tzar ne lève pas arbitrairement de lourds impôts, ne dépense pas l'argent du peuple à maintenir des troupes inutiles et des fonctionnaires plus inutiles encore, qui oppriment le peuple, pour cela il faut que les taxes et les impôts soient établis par le peuple lui-même, par ses élus. »

Hertzen trace ensuite un mode d'élections par degrés et termine ainsi : « Alors seulement le peuple sera heureux. Voilà ce qu'il faut au peuple, et sans quoi il ne peut pas vivre. »

Dans le même article l'auteur examine également qui doit tâcher d'obtenir la réalisation de ce programme.

« Jusqu'à ces derniers temps, dit-il, tout l'espoir reposait sur le tzar qui devait et pouvait réaliser la volonté populaire. Mais l'assassinat des paysans a montré qu'il n'est pas l'ami du peuple, qu'il est au contraire son ennemi. Les véritables amis du peuple il faut les chercher ailleurs..... Le peuple doit surtout se rapprocher de l'armée. Quand les pères, les mères envoient leurs fils au régiment ils ne doivent pas oublier la volonté populaire ; ils doivent faire jurer à leurs fils qu'ils ne tireront jamais sur le peuple et ne seront pas les meurtriers de leurs pères, de leurs mères, de leurs sœurs, quel que soit celui qui leur en donnera l'ordre, fût-ce le tzar lui-même..... »

Les paroles de Hertzen étaient tombées sur un terrain favorable. Les forces sociales, en état de torpeur pendant le règne de Nicolas Ier, commençaient à se réveiller

depuis 1855 et, en 1861, elles se dressaient déjà contre l'ordre de choses existant et le gouvernement, d'autant plus que ce dernier n'avait pas réalisé les espérances qu'avait mises en lui la société russe vers la fin des années 50. La réforme principale mal conçue, mal réalisée, trop à l'avantage des propriétaires, avait provoqué chez beaucoup le mécontentement et la colère. Quant aux paysans, sans doute ils étaient heureux d'être libres, mais ils commençaient à comprendre en quelle misère ils allaient tomber inévitablement.

Après l'acte du 19 février 1861, qui était en somme le résultat de la volonté personnelle de l'empereur et du travail des éléments sociaux, devait arriver fatalement une période de grandes réformes, tendant à modifier tout l'ordre gouvernemental. Il fallait, comme le réclamaient les slavophiles, attirer le plus grand nombre au gigantesque travail de la reconstitution de l'Etat. Les meilleurs esprits de cette époque conseillaient ouvertement à l'empereur, de s'assurer la collaboration des forces sociales. Constantin Aksakov, comme s'il prévoyait la lutte politique qui devait bientôt s'ouvrir en Russie, remit à Alexandre II, à son avènement au trône, un projet portant convocation du *Zemski Sobor* (1). Mais le gouvernement d'Alexandre II, débordé par le parti réactionnaire et surtout par les propriétaires auxquels on avait arraché les serfs, ne pensait pas à une refonte de tout le mécanisme de l'Etat. La solidité de l'ordre existant ne faisait aucun doute. On reconnut seulement la nécessité de remplacer les anciens fonctionnaires par de nouveaux, de donner quelques satisfactions au parti libéral, mais le gouvernement n'avait nulle intention de faire appel aux forces sociales, de s'assurer leur collaboration. Tout se faisait et se créait comme autrefois dans l'antre de l'Administration. C'est seule-

(1) Sorte d'États Généraux.

ment en 1862 que le Ministre de l'intérieur Valouiev commença à publier dans le journal officiel de cette époque, *Severnaia Potchta* (La poste du Nord), le programme des réformes projetées.

De l'année 1861 date, comme nous l'avons dit, le réveil de toutes les forces sociales, en Russie. Cette année un nouveau facteur parait, du côté de l'opposition : la jeunesse universitaire.

Des troubles avaient bien éclaté dans différentes Universités dès 1857, mais ils étaient d'ordre purement scolaire, sans aucun caractère politique. Au contraire, à partir de 1861, ces troubles commencent à prendre une très grande ampleur et revêtent un caractère nettement politique, causant de graves inquiétudes au gouvernement dont ils attirent toute l'attention, ainsi que le mouvement insurrectionnel en Pologne, dont les indices commencent à se faire jour.

A propos de ces troubles universitaires, Hertzen écrivait dans le *Kolokol*, du 1er novembre 1861 : « ...En Russie, les Universités ont été fermées. En Pologne, les églises, souillées par la police, se sont fermées d'elles-mêmes. Ni la lumière de la raison, ni la lumière de la religion ! Dans quelles ténèbres veulent-ils nous mener ? Ils sont devenus fous !... Mais où devez-vous aller, jeunes gens, quand on a enfermé la science ? Voulez-vous que je vous le dise ? Ecoutez : de tous les coins de notre immense patrie, du Don à l'Oural, du Volga au Dnieper, le gémissement grandit, la révolte se soulève. C'est le premier grondement de la vague, qui commence à bouillonner et apportera beaucoup de tempêtes après un long calme déprimant. *Allez au peuple, dans le peuple* ! Voilà votre place, exilés de la science !... »

La jeunesse intellectuelle russe entendit cet appel et nous verrons avec quelle ferveur, quel enthousiasme quasi religieux elle alla au peuple.

L'amiral comte Poutiatine, protégé du célèbre Phila-

rète, Métropolite de Moscou, ayant été nommé ministre de l'Instruction publique, son premier soin fut de réfréner chaque velléité de libéralisme, ne cherchant d'appui que dans la bureaucratie conservatrice.

Les universités fermées, beaucoup des étudiants exclus allèrent grossir les rangs des futurs lutteurs révolutionnaires. L'écrivain bien connu, Chelgounov, dans son article : *Du passé vers le présent*, a donné une caractéristique remarquable de cette époque et de son influence sur le développement de la société russe : « Jusqu'en 1860, écrit-il, l'attention de la société fut tout occupée par l'émancipation des paysans. Mais quand il ne resta plus qu'à rédiger les statuts du 19 février, la société eut le temps de penser à autre chose. C'est pourquoi, à partir de 1860, commence une autre période dans le travail de la pensée sociale. Ce travail ne présentait pas de difficultés particulières vu que son programme était très simple et se résumait en un seul mot : « liberté ». En bas, les paysans étaient délivrés du servage, en haut, les classes intellectuelles se délivraient de l'Etat tout puissant et des vieilles conceptions moscovites. Il n'y eut jamais et sans doute n'y aura-t-il jamais dans notre histoire de moment plus grand que ce passage de l'idée de l'Etat basé sur le servage et la bureaucratie à l'idée de l'Etat libre. Nous, contemporains de ce changement, qui aspirons à la liberté personnelle et sociale et ne travaillons que pour elle, sans doute nous n'avons pas le temps de réfléchir si nous faisons quelque chose de grand ou d'ordinaire. Nous aspirions simplement au large, et chacun se délivrait, comme il le pouvait, de ce dont il croyait nécessaire de se délivrer. L'idée de liberté, qui nous a tous saisis, pénétra partout et il se fit vraiment quelque chose d'inouï, d'extraordinaire. Des officiers donnaient leur démission pour ouvrir une boutique de lingerie, une librairie, ou pour devenir éditeurs, ou pour créer un journal. L'élan libérateur ne se sou-

tient que par les idéals humanitaires. Ce sont eux qui ont créé toutes les réformes ; ce n'est que grâce à eux que la Russie des années 60 a vu naître tant d'hommes remarquables, dans la littérature, le journalisme, les arts et dans les sphères publiques. En une courte période de temps, en trois ou quatre ans, la société a reçu une foule d'idées et de conceptions dont la plupart ne sont pas encore réalisées. A cette époque se rapporte la première tentative des femmes d'accéder à l'instruction supérieure. On a soulevé la question même de l'université libre. En un mot la société a tendu toutes ses forces pour se creer une situation nouvelle, indépendante, et transporter sur soi le centre de gravité de l'initiative sociale. »

Dans son livre *La Russie souterraine*, Stepniak caractérise cette époque de la façon suivante : « Le commencement de la renaissance de la Russie date, comme on le sait, de la malheureuse guerre de Crimée, qui montra de la façon la plus évidente, la corruption de tout l'ordre gouvernemental russe. Des réformes s'imposèrent. Mais la tentative de rénovation de la Russie sous l'égide de l'empereur autocrate, qui désirait garder intacts tous ses droits sacrés, par l'abolition desquels il fallait commencer, et les prérogatives de la noblesse, qu'il voulait avoir de son côté, par peur de la révolution, une tentative pareille ne pouvait être qu'une demi-mesure, une hypocrisie pleine de contradictions ; en un mot elle était mort-née. Nous ne la critiquerons pas, d'autant plus qu'il n'en est maintenant aucun besoin. A présent toute la presse légale, et la plus modérée, répète ce qui a valu tant de reproches aux socialistes, à savoir que toutes les réformes d'Alexandre II ont été au plus haut degré imparfaites, et que la fameuse émancipation des paysans n'a fait qu'empirer leur situation, les redevances au profit des anciens propriétaires, établies pour leurs misérables lots dépassant de beaucoup ce que la terre pouvait donner. La malheureuse situation des paysans, c'est-à-dire

des neuf-dixièmes de la population, devait faire réfléchir sérieusement tous ceux auxquels était cher l'avenir de la patrie. Il était nécessaire de chercher un moyen quelconque d'améliorer le sort du peuple, et sans doute la pensée publique se fût arrêtée au moyen légal et pacifique si, après la délivrance des paysans du joug des propriétaires, Alexandre II eût délivré la Russie de son propre joug en la dotant, ne fût-ce que d'une parcelle, de liberté politique. Mais précisément il n'en montra nulle envie, et une fois l'autocratie intacte il ne restait à espérer qu'en la bonne volonté de l'empereur. Cependant avec les années cet espoir diminuait de plus en plus.

« Comme réformateur, Alexandre II n'a pas soutenu longtemps l'examen. L'insurrection polonaise, écrasée avec une cruauté inouïe, a été le signal d'une réaction de jour en jour plus terrible. On était forcé d'abandonner tout espoir en les moyens pacifiques et légaux. Il restait soit à se soumettre tacitement à tout, soit à chercher d'autres voies pour le salut de la patrie, et, naturellement, tous ceux qui aimaient la Russie ont choisi ce dernier.

« Ainsi, en même temps que s'accentuait la réaction, le mouvement révolutionnaire grandissait. Les sociétés secrètes paraissaient l'une après l'autre dans les principales villes de Russie. Le coup de revolver de Karakosov, résultat de cet état d'esprit de la société, était un avertissement pour Alexandre II. Mais celui-ci ne voulut pas le comprendre, et à partir de 1866 la fureur de la réaction redoubla. En quelques mois tout ce qui portait encore le cachet du libéralisme des premières années du règne était détruit. Ce fut une véritable bacchanale de réaction. »

Quelques années plus tard cette réaction amenait logiquement le terrorisme.

Jusqu'en 1861, l'inspirateur de la pensée russe fut incontestablement Hertzen qui, « de l'autre rive », envoyait le mot d'ordre à ses compatriotes. Il était le véri-

table chef de l'opposition, la société n'espérait qu'en lui pour la réalisation d'un avenir meilleur au triple point de vue social, économique et politique.

Mais avec le premier souffle de liberté qu'apportèrent les premières années du règne d'Alexandre II, l'influence de Hertzen peu à peu diminua. Le développement des idées libérales marchait alors à pas de géant et Hertzen, détaché de sa patrie, « déraciné », ne pouvait déjà plus satisfaire aux multiples exigences du moment. Sa conception philosophique paraissait retarder, et, à dater de 1863, après qu'il eut lié son nom à l'insurrection polonaise, sa gloire et sa popularité déclinèrent. Ce fut le drame de sa vie : ne donnant plus satisfaction ni à ceux de la droite, ni à ceux de la gauche, il resta seul et isolé. L'erreur de Hertzen fut de se tenir entre l'occidentalisme et le slavophilisme, de donner le pas aux réformes sociales sur les réformes politiques, voulant éviter à la société russe le développement bourgeois de l'Occident, tandis que la société russe écrasée et baillonnée par la terrible réaction de Nicolas Ier aspirait avant tout aux réformes politiques.

C'est alors qu'un autre écrivain, Nicolas Gavrilovitch Tchernychevski, prit la place de Hertzen comme inspirateur de toutes les classes progressistes de la société russe.

Admirateur du philosophe allemand Feuerbach, Tchernychevski était socialiste par ses convictions et révolutionnaire par ses tendances politiques. Il était populiste comme Hertzen, mais faisait passer les réformes politiques avant les réformes économiques, et il croyait possible pour la Russie d'éviter dans son développement la phase capitaliste.

En 1862 le nom de Tchernychevski était le plus populaire en Russie : la jeunesse ne jurait que par lui ; son autorité était grande parmi les littérateurs, et le gouvernement le tenait pour une force redoutable, capable d'en-

traîner toute la société russe dans la voie de la lutte active contre le pouvoir, au nom du triomphe des principes socialistes.

Arrêté et mis en jugement sur une fausse dénonciation, au cours du procès , lecture fut donnée d'une lettre anonyme dans laquelle on mettait en garde le gouvernement contre Tchernychevski « ce socialiste rusé, chef de toute la jeunesse ».

« Si vous n'isolez pas Tchernychevski, écrivait l'auteur de cette lettre, il y aura du malheur, le sang coulera..... C'est une bande de démagogues furieux ; ce sont des cerveaux fêlés. Cette « jeune Russie » a en elle tous les instincts bestiaux. Peut-être pourra-t-on les tuer tous, mais que de sang innocent coulera pour eux. A Voronèje, à Saratov, à Tambov, partout il existe des Comités composés de pareils socialistes et partout il y a de la jeunesse. Envoyez Tchernychevski où vous voudrez mais ôtez-lui la possibilité d'agir. Débarrassez-vous de Tchernychevski au nom de la tranquillité générale. » Vain calcul, car même au bagne Tchernychevski resta le véritable chef spirituel du mouvement révolutionnaire.

Comme écrivain, Tchernychevski se rattachait, par sa conception des problèmes sociaux, aux grands utopistes français de la première moitié du XIX[e] siècle, surtout à Saint-Simon et à Fourier. L'organisation qu'il préconise dans son roman *Que faire* ? est du pur fouriérisme, et ce roman eut une influence considérable sur les jeunes femmes et les jeunes filles de cette époque.

Armando, dans son livre sur le nihilisme, a écrit : « La figure de Tchernychevski est la tête de Méduse que les nihilistes arborent dans toutes leurs tentatives de rébellion contre le tzar. Enfermé dans sa prison de Sibérie, isolé, impuissant, Tchernychevski a fait plus de mal à l'autocratie russe que les Hertzen et les Bakounine pendant leur exil en Europe, avec leurs sociétés secrètes, leur liberté d'action et de propagande. Les socialistes russes

brandissent ce masque de Tchernychevski en répétant le mot de Danton au bourreau : « Tu montreras ma tête au peuple, elle en vaut la peine. »

Le procès de Tchernychevski eut lieu à huis-clos ; les juges étaient des sénateurs désignés spécialement pour cette affaire. La seule chose qui nous est restée de ce procès c'est le rapport d'un sénateur, duquel il résulte que trois chefs d'accusation étaient présentés.

1° Les relations de l'accusé avec l'émigrant Hertzen qui « par la propagande travaille à renverser le gouvernement actuel de la Russie ». Il faut dire que Hertzen a vivement nié ses prétendus rapports et correspondance avec Tchernychevski ; du reste, les juges ont reconnu que les relations de Tchernychevski avec Hertzen n'étaient pas prouvées.

2° D'être l'auteur d'un « Appel aux paysans », remis par lui à un certain Kostomarov pour que celui-ci le publie et le répande (1) ;

3° D'avoir fomenté des révoltes.

Pour ces crimes imaginaires, Tchernychevski fut condamné à quatorze ans de travaux forcés et à la réclusion perpétuelle en Sibérie. Le censeur Nikitenko note dans son journal, le 21 mai 1864 : « J'ai demandé au sénateur Lubostchinski s'il est prouvé juridiquement que Tchernychevski est coupable des crimes qu'on lui impute ? Il m'a répondu que lui ne connait pas de preuves juridiques mais que la conviction morale était contre l'accusé. — Comment dans ce cas l'a-t-on condamné ? — Quelques-uns des membres du Conseil d'Empire ne trouvaient pas de preuves suffisantes pour amener la condamnation sévère qui a été prononcée. Alors le prince Dolgorouki leur a montré des papiers envoyés par la Troisième Section, et les membres du tribunal cessèrent de douter. — Mais quels sont ces papiers ? — C'est un secret... Pourquoi

(1) Ce Kostomarov, neveu de l'historien très connu, dont nous avons parlé précédemment, était l'auteur de cette dénonciation.

en faire un secret s'ils contiennent la preuve évidente de la culpabilité de Tchernychevski. C'est dommage ! »
Il faut remarquer que Nikitenko était plutôt conservateur et que cette note de son journal reflète l'opinion du monde auquel il appartenait.

Condamné aux travaux forcés et à la relégation perpétuelle en Sibérie, Tchernychevski, au bout de vingt ans, reçut l'autorisation de vivre à Astrakhan (octobre 1883). Cette mesure fut prise à la suite de pourparlers du gouvernement avec les révolutionnaires, dont nous parlerons plus loin.

Tchernychevski vécut encore dix ans ; ses travaux furent alors exclusivement littéraires ; parmi ceux-ci citons sa traduction de l'*Histoire Universelle* de Weber. Il mourut à Saratov le 17 octobre 1889.

Tchernychevski avait été le collaborateur principal et l'un des rédacteurs en chef de la revue *Sovremennik* (Le Contemporain), fondée par Pouschkine. Dans cette même revue travaillait un autre jeune écrivain dont l'influence sur la société russe fut également considérable : Dobrolubov.

Dobrolubov s'était fait une place à part dans le supplément satirique du *Sovremennik*, le *Sifflet*, dans lequel il établissait une stricte démarcation entre les « libéralisants » qui n'obéissaient en cela qu'à la mode, et les hommes pour qui la liberté était le mot d'ordre sacré de toutes leurs aspirations morales. L'historien de la littérature russe, Venguerov, a dit de Dobrolubov qu'il était un « critique publiciste », expression qui définit parfaitement le talent de Dobrolubov, après lequel « la critique littéraire devint une véritable tribune, les œuvres littéraires n'étant qu'un prétexte pour exposer les idéals sociaux. Dobrolubov a créé un genre de critique qui s'occupe peu du côté artistique de l'œuvre mais beaucoup des conclusions sociales qui en découlent. Les articles de Dobrolubov avaient l'air de traiter de Tourgueniev, d'Ostrovsky,

de Gontcharov, en réalité c'étaient des manifestes lyriques de la nouvelle conception du monde. »

Le *Sovremennik*, inspiré par Tchernychevski et Dobrolubov, était, aux années 60, la tribune politique où toutes les questions étaient traitées et qui traçait à la société les voies libérales pour le développement de la vie publique.

Un autre organe important à cette époque était le *Rousskoié Slovo*, qui avait pour directeur le comte Kouchelev-Bezborodko. C'est le *Rousskoié Slovo* qui lança sur l'arène de la vie russe un nouveau type : le « réaliste penseur », précurseur du nihiliste.

L'âme de cette revue était le brillant écrivain Dmitri Ivanovitch Pissarev qui, rapidement, se mit en tête de l'opinion extrême. Contrairement à Tchernychevski et à Dobrolubov, qui admettaient la tradition et l'évolution du progrès, le mot d'ordre de Pissarev était la négation absolue et la destruction de tout ce qui était lié d'une façon quelconque à l'héritage du passé, à la tradition. Le meilleur biographe de Pissarev, E. Soloviov a dit de lui : « Il n'a jamais formulé clairement son idéal social, mais il avait un héros, c'était le « réaliste penseur » dont la personnification littéraire est le Bazarov du roman de Tourgueniev : *Pères et enfants*. Le héros de Pissarev ne croit qu'en la raison, qu'en la science. Il est l'ennemi de tous les préjugés qui entravent la liberté, de toutes les séparations de classes et de castes qui empêchent l'homme de travailler dans la sphère de sa véritable vocation car « là seulement il peut apporter le plus grand profit à la société avec le plus grand plaisir pour soi-même ». Mais au nom de quoi le « réaliste penseur » travaillera-t-il ? Au nom du devoir ? Non. Pissarev ne reconnait pas le devoir. Au nom de la responsabilité morale envers l'humanité ? Pas davantage, car le réaliste n'admet pas de responsabilité pareille. Au nom de l'utilité publique ? L'utilité sera sans doute mais ce n'est pas elle qui pousse

au travail. C'est la beauté même du travail, c'est le plaisir qu'on en reçoit. »

Ainsi, tout découle de la personne et tout se ramène à elle. La personne ne demande aucune tutelle, aucun guide, sauf celui de la science. En dehors de soi elle ne cherche ni soutien, ni but. Sans aborder les questions politiques au sens étroit du mot et ne s'attachant qu'à la question sociale, Pissarev pensait que celle-ci ne peut être résolue que par le prolétariat pensant, que le sort de cent millions de Russes se trouve entre les mains des prolétaires intellectuels, dont il voyait l'idéal en Bazarov, ce premier nihiliste littéraire, qui était le héros non seulement de Pissarev, mais de toute la jeunesse de cette époque.

Les théories de Pissarev étaient très goûtées de la jeunesse et ses articles sur Moleschott et Darwin, sur le matérialisme et l'anéantissement des acquisitions du passé obtenaient un succès prodigieux. Pissarev aimait à répéter : « Ce qu'on peut briser il faut le briser. Ce qui supportera le choc est bon ; ce qui tombera en morceaux n'est que poussière. En tout cas, frappe à droite, frappe à gauche, il ne peut être de mal à cela. » Le matérialisme le plus grossier devint ainsi la religion presque dominante de la classe instruite.

Mais le nihilisme, poussant cette doctrine jusqu'à ses conclusions extrêmes, déclarait la guerre non seulement aux traditions religieuses, à la famille, mais à tout ce qui n'était pas basé sur la raison pure et positive, et arrivait logiquement à l'absurde. Ainsi les nihilistes niaient complètement l'art comme manifestation de l'idéalisme et disaient volontiers qu' « un cordonnier est supérieur à Raphael, parce qu'il produit quelque chose d'utile, tandis qu'un tableau de Raphael n'est bon à rien. » La nature même, aux yeux des nihilistes, n'était que « matière pour la chimie et la technique ». « La nature n'est pas un temple mais un laboratoire, et l'homme en elle est un ouvrier » dit le héros de Tourgueniev, Bazarov.

Mikhaïlovski, l'un des meilleurs publicistes russes, dont l'activité littéraire commence à cette époque, a dit à propos du nihilisme que les Bazarov étaient nécessaires alors. « Ils ont paru et ont pris sur eux l'immense fardeau de la lutte impitoyable contre l'ordre de choses existant, lutte qui demandait des sacrifices, des sacrifices, des sacrifices.... Le nihilisme était cette maladie contagieuse, cette maladie de l'enfance après laquelle commence le développement prodigieux des forces, qui jaillissent au dehors. Il fallait profiter de ces forces en leur temps, mais le gouvernement était incapable de comprendre sa vocation historique nationale et le drame terrible se développa avec une logique implacable, engloutissant une masse de vies ».

Telles étaient les influences littéraires et sociales qui préparaient le terrain pour les premiers lutteurs révolutionnaires. Nous n'avons rien dit dans cet aperçu de Michel Bakounine, car nous aurons l'occasion d'en parler en détail à propos de l'influence de l'Internationale sur le mouvement révolutionnaire russe.

CHAPITRE IV

Les premiers cadres révolutionnaires. — La presse clandestine en Russie. — Les premières proclamations et adresses a l'Empereur. — La Société « Velikorouss ». — Une proclamation « a la jeune génération ». — Les premiers procès politiques. — La Société « Terre et Liberté »

L'émancipation des paysans, qui mettait un abîme entre ces deux périodes de l'histoire de la Russie : le règne de Nicolas Ier et le commencement des années 60, appelait une série de réformes dans toutes les branches de l'administration russe. Une nouvelle conception de l'Etat exigeait un tout autre mode de gouvernement.

Les quatre-vingt millions de paysans, hier serfs, pour lesquels les propriétaires étaient les seuls juges et législateurs, ne pouvaient pas, devenus hommes libres, rester soumis au même régime. Il fallait promulguer de nouvelles lois, créer de nouveaux tribunaux. Les propriétaires, estimant qu'ils étaient lésés dans leurs droits par l'abrogation du servage, réclamaient comme compensation leur participation dans la gestion des affaires de l'Etat.

Alexandre II, quoique gardant jalousement les principes et les prérogatives de l'autocratie absolue, dut cependant faire certaines concessions à la noblesse et aux propriétaires et il décréta l'institution des *Zemstvos*, correspondant à peu près aux Etats provinciaux de l'ancien régime en France, ou à ses Conseils généraux actuels.

Après les Zemstvos, la réforme la plus importante fut la création de nouveaux tribunaux et surtout l'institution du jury. Les nouveaux tribunaux exigeant un

grand nombre de magistrats et d'avocats, les universités devinrent de plus en plus peuplées. Ces diverses institutions groupèrent autour d'elles les éléments les plus avancés de la société russe, mais ce sont surtout les universités qui devinrent les centres de l'opposition, en général, et des partis révolutionnaires, en particulier.

C'est en cette année 1861, qui joue un rôle si important dans l'histoire de la Russie, que parait pour la première fois la presse clandestine. Jusqu'à l'été de 1861 la presse russe libre n'existait qu'à l'étranger, d'où elle envoyait abondamment, quoique avec de grandes difficultés, sa production en Russie. Quant à la presse soumise à la censure elle était bâillonnée et réduite à s'exprimer en une langue métaphorique.

Dans les premiers jours de juillet 1861 parut le premier numéro du journal *Velikorouss* (Le Grand Russien), avec lequel s'ouvre l'ère de la littérature clandestine en Russie. Les numéros suivants parurent en août et en septembre. Entre temps, dans la société russe, était répandue une proclamation de caractère polémique, apportée de l'étranger, sorte de réponse à la proclamation du *Velikorouss* et portant en titre : « A la jeune génération ». Ces deux publications entrainèrent des poursuites, qui ouvrirent la longue série des procès politiques.

La proclamation du *Velikorouss*, qui défendait le principe de l'indépendance absolue des nationalités et la liberté pour chaque peuple de disposer de son sort, formulait ainsi, il y a près de soixante ans, ce que revendiquait en 1917, devant le monde entier, la révolution russe triomphante.

Cette proclamation commençait par faire appel aux classes instruites « qui doivent guider le gouvernement incapable de sauver le pays », sans quoi la société subira elle-même le terrorisme, « car le gouvernement incapable de conduire les affaires de l'Etat d'une façon raisonnable sera forcé de recourir au système des représailles ». La si-

tuation des paysans y était ensuite envisagée. « Pour l'instauration pacifique de la légalité il est nécessaire de résoudre la question agraire de façon à satisfaire les paysans ; c'est-à-dire que l'Etat doit leur donner toutes les terres, au moins celles dont ils jouissaient pendant le servage, et les délivrer de toutes les redevances, prenant celles-ci au compte de toute la nation ».

La conclusion du *Velikorouss* touchant la question politique était celle-ci : « Attendrons-nous qu'on nous chasse honteusement de la Pologne, après quoi la nation délivrée nous sera hostile, ou serons-nous assez intelligents pour renoncer bénévolement à une domination ruineuse pour nous et faire des Polonais nos fidèles amis ? » Puis, élargissant la question, le *Velikorouss* en arrivait au droit absolu des nationalités à décider de leur propre sort : « Nous autres, Grands-Russiens, nous sommes assez forts pour rester seuls, ayant en nous-mêmes tous les éléments de la puissance nationale. Fiers de notre puissance nous n'avons nul besoin de chercher, à l'exemple de l'Autriche, cette puissance artificielle, nuisible pour nous, qui consiste à retenir d'autres peuples civilisés dans la composition de notre pays. Nous pouvons et devons reconnaître le droit absolu de toutes les autres nationalités. Nous le devons pour introduire et fortifier la liberté chez nous. Voilà l'explication du nom que porte notre journal. »

La dernière partie de la proclamation était consacrée à la question de la Constituante : « Tous sont d'accord pour ce qui est des traits principaux de l'ordre légal que la Constitution doit établir. Ce sont : la responsabilité des ministres, le vote du budget, l'institution du jury dans les tribunaux, la liberté des cultes, la liberté de la presse, l'abolition de toutes les castes et privilèges, le self-gouvernement dans les affaires de la commune et de la province. Mais que faut-il exiger ? Faut-il exiger que ce soit l'empereur qui octroie la Cons-

titution ou ce soin doit-il revenir à la nation ? Le gouvernement ne sait même pas écrire d'une façon convenable un décret, d'autant moins pourrait-il faire une bonne Constitution, même s'il le voulait. Or il veut conserver l'abus, c'est pourquoi, sous le nom de Constitution, il promulguerait un acte qui, avec de nouveaux termes, conserverait l'autocratie ancienne. Par conséquent il ne faut point exiger l'octroi de la Constitution, mais la convocation de députés qui l'élaboreront en pleine liberté.

« Pour l'élection, des représentants de la nation sont nécessaires : la liberté de la presse, le droit pour les hommes populaires de composer dans chaque province un Comité auquel seront soumises toutes les autorités de la province ; l'établissement d'une loi électorale provisoire, par les hommes jouissant de la confiance du peuple et désignés par lui. »

Il est établi maintenant que l'auteur de cette proclamation, publiée dans le premier numéro du *Velikorouss*, était Tchernychevski. Le tribunal qui le jugea ignorait cela, c'est pourquoi, pour obtenir la condamnation, il fit écrire par Kostomarov une lettre contenant de fausses accusations. Au procès de Tchernychevski, était ainsi appliqué pour la première fois le système de provocation si fréquemment employé par la suite dans les procès politiques, et Kostomarov doit être regardé comme le premier des agents provocateurs, qui pullulèrent dans la suite et dont le plus fameux fut Azev.

Les numéros 2 et 3 du *Velikorouss* étaient consacrés à la question de la dynastie, et contenaient le projet d'une adresse à l'empereur. Cette adresse était conçue en des termes très modérés « que tous les libéraux peuvent accepter », et le *Velikorouss* proposait, pour recueillir les signatures, de créer des Comités dans les villes et les campagnes.

L'idée de pareilles adresses était très répandue à cette époque tant chez les particuliers que parmi les différentes

corporations. C'est ainsi que Hertzen et Ogarev en avaient rédigé une, revisée par Tourgueniev. Il était dit dans cette adresse, qui, d'ailleurs, ne fut jamais remise à l'empereur, que la réforme du 19 février a créé une situation dangereuse, sans issue ; qu'elle ne satisfait personne : ni la noblesse, ni les paysans, ni les marchands, ni les bourgeois, et que, par suite, il y a là un danger pour le trône lui-même. La seule issue à cette situation, disaient les auteurs, serait la convocation du *Zemski Sobor* dont les élections se feraient au suffrage égal et universel.

Parmi les autres adresses composées à cette époque, la plus importante fut celle de la noblesse de Tver, votée au commencement de l'année 1862. La noblesse de Tver y préconisait l'abandon complet des terres aux paysans, dans les termes suivants :

« Cette mesure, non seulement ne nous semble pas la violation de nos droits, nous croyons au contraire que c'est l'unique moyen de garantir la sécurité du pays et nos propres intérêts..... Nous ne prétendons pas parler pour tout le peuple, bien que nous sommes beaucoup plus près de lui et que notre ferme conviction est que la fidélité au trône (blagonamerennost) seule ne suffit pas pour satisfaire aux besoins du peuple ni même pour les indiquer. Nous sommes sûrs que les réformes restent infructueuses parce qu'elles sont prises sans consulter le peuple et sans connaître ses besoins. Réunir les élus de toute la terre russe est l'unique moyen pour résoudre d'une façon satisfaisante les questions soulevées mais non résolues par la loi du 19 février. »

Ainsi, les demandes d'une Constitution, de la convocation de la Constituante émanaient à la fois des classes intellectuelles, de la bourgeoisie et de la noblesse. Il faut noter d'ailleurs que la noblesse de Tver, et plus tard les zemstvos de la même province, furent toujours en tête du mouvement libéral russe.

La proclamation du *Velikorouss* causa l'arrestation

de cinq personnes, entre autres l'officier en retraite Obroutchev, qui fut condamné à trois ans de travaux forcés ; mais le procès, jugé à huis-clos, passa à peu près inaperçu. Peu de temps après la publication de la première proclamation du *Velikorouss* parut, comme une sorte de réplique, la proclamation intitulée : « A la jeune génération ». Allant plus loin que le *Velikorouss*, les auteurs de cet appel à la jeunesse réclamaient la fondation de la république, l'élection d'un président et préconisaient les moyens violents de propagande et de lutte.

Ainsi, dans ces deux premières proclamations se montraient déjà les divergences de vues sur la méthode à suivre pour faire triompher la révolution : la méthode pacifique, la lente méthode de l'évolution, et la méthode violente. Quelques années plus tard, ces deux courants s'accusant plus nettement encore entraineront la scission du parti révolutionnaire en deux groupes : le « Partage général » (Tchorny Perediel) et la « La Volonté du peuple » (Narodnaia Volia).

Les auteurs de la proclamation « A la jeune génération » étaient les littérateurs M.-I. Mikhailov et Chelgounov. La proclamation avait été imprimée à l'étranger. Dénoncé par le jeune lieutenant Kostomarov, neveu de l'historien, qui était en relations très amicales avec le parti, Mikhailov fut arrêté à la frontière avec le ballot de proclamations qu'il transportait. Il fut jugé seul, son procès eut également lieu à huis-clos et se termina par une condamnation à six ans de travaux forcés.

La fin de l'année 1861 avait été toute remplie par les troubles universitaires qui éclatèrent à Pétersbourg, Moscou, Kharkov, Kazan, et eurent une répercussion énorme dans toute la Russie. Les professeurs, parmi lesquels les gloires de la science russe : Kaveline, Stassulévitch, Pypine, Outine, Spassovitch, etc., prirent parti pour les étudiants et donnèrent leur démission.

Kostomarov, le célèbre professeur de l'Université de Kiev, suivit leur exemple.

Mais dans ces troubles universitaires la question de l'enseignement n'était pas seule en cause, des revendications politiques se faisaient entendre, et les Polonais, qui déjà se préparaient à leur insurrection de 1863, y prenaient part.

La situation du gouvernement, à la fin de 1861, était très difficile. Les proclamations, les arrestations parmi les littérateurs, les désordres universitaires, les troubles agraires qui accompagnaient l'émancipation des paysans, le mouvement des Polonais, l'extension de l'émigration, favorisée par eux, les désordres graves de Varsovie, l'agitation générale dans les classes intellectuelles et enfin le courant de caractère nettement constitutionnel dans la noblesse, le gouvernement devait faire face à tout cela. Il avait à choisir entre les concessions ou la réaction impitoyable. C'est à celle-ci que le gouvernement s'arrêta.

Les proclamations se multipliaient. Dans l'une, adressée « A la jeune Russie » (1862), il était question de la République russe sociale-démocrate et, pour la première fois, de la terreur comme moyen de lutte. Une autre, intitulée *Zemskaia Douma,* insistait sur la nécessité de la convocation des représentants du peuple ; une autre encore s'attachait surtout à la question polonaise. Le colonel Krassovsky lançait une proclamation aux soldats de son régiment, où il les adjurait de ne pas tirer sur le peuple si le gouvernement les envoyait réprimer des désordres. Dans les nombreuses proclamations concernant la question polonaise, dont la plupart ont été publiées par *Kolokol,* toujours on insiste sur la nécessité de l'indépendance des nationalités qui composent la Russie, et l'une d'elles, adressée « Aux officiers russes en Pologne » préconise la formation d'une république fédérative.

A ces proclamations, le gouvernement répondait par des arrestations. Il faisait fermer la bibliothèque de Cerno-

Soloviovitch, le Cercle d'échecs et autres lieux où se menait une grande agitation politique et où se formaient des sociétés secrètes. Parmi celles-ci, la plus importante, qui pendant près de seize ans fut, en somme, l'unique centre révolutionnaire, était la Société *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté), fondée au commencement de 1862 par Tchernychevski, Cerno-Soloviovitch et quelques autres. Après celle des Décembristes, c'est dans cette société que nous rencontrons pour la première fois un plan d'action, une large organisation, avec un programme bien défini. Avec elle, qui devait devenir une arme redoutable dans la lutte contre le gouvernement, commence, à proprement dire, la véritable période révolutionnaire de l'histoire russe.

L'année 1862, bien que moins féconde en événements que la précédente, eut cependant une grande importance dans la vie politique russe. Dans le cours de cette année nous voyons se mobiliser toutes les forces sociales pour une attaque contre le gouvernement dans le but de lui arracher des réformes importantes, de l'obliger à liquider l'ancien ordre policier et bureaucratique et d'entrer dans la voie de la convocation de la Constituante. Mais, de son côté, le gouvernement, indécis au début du mouvement révolutionnaire, ne sachant exactement où frapper, commence à s'organiser fortement et passe à l'offensive contre l'opposition dans laquelle il fait de grands vides, supposant que s'il arrive à supprimer les individus qu'il considère comme les chefs de l'agitation, la masse redeviendra docile et le mouvement révolutionnaire prendra fin.

Dans cette lutte le gouvernement ne s'embarrasse pas des moyens. Il applique la loi où elle lui donne des armes, ailleurs il use de la répression administrative, et ainsi, sans jugement, déporte aux confins de la Sibérie ceux dont il juge bon de se débarrasser. Le gouvernement commence à traiter ses adversaires politiques comme des ennemis personnels avec lesquels il n'y a pas à se gêner. Plus les

cadres révolutionnaires s'élargissent, plus les abus de pouvoir deviennent nombreux. Au temps d'Alexandre III, et surtout pendant le règne de Nicolas II, c'est déjà presque la guerre ouverte du gouvernement contre toute la société russe.

Cependant, tout en poursuivant la lutte contre le mouvement révolutionnaire, le gouvernement était forcé de préparer quelques réformes, mais, comme toujours, dans le mystère des bureaux. Ainsi furent élaborées les réformes universitaire et judiciaire. Cette obstination à tenir caché le plan des futures réformes suscita dans les classes intellectuelles et même dans la bourgeoisie une grande méfiance envers le gouvernement. L'opposition, qui se ranime à ce moment, obéit à deux courants, suivis, l'un, par la vieille génération, l'autre par la nouvelle. « Les Pères et les enfants » sont en désaccord non sur le terrain philosophique, comme cela avait eu lieu à la fin des années 50, mais sur la question du minimum et du maximum des exigences politiques. Toutefois, dans bien des cas, les enfants entraînent les pères de leur côté. Cette évolution on peut l'observer dans l'activité de Hertzen et surtout dans celle de Tchernychevski, qui, à cette époque, passe de la théorie à la pratique et devient le véritable chef occulte du mouvement révolutionnaire. C'est pourquoi le gouvernement, sans preuves juridiques, l'envoie dans les mines de Sibérie.

La société politique la plus importante, au début des années 60, était, comme nous l'avons dit, celle qui avait pris pour devise le mot d'ordre lancé par Hertzen : « Terre et Liberté » (*Zemlia i Volia*).

On ne connaît pas encore la date exacte de la fondation de cette société ; on sait seulement qu'elle prit naissance dans les premiers mois de 1862 et que Tchernychevski, Cerno-Soloviovitch, Sleptzov, N. Outine, Rymarenko, N.-F. Pantéléiev ; des collaborateurs du *Sovremennik* : Elisséiev, Chelgounov, Engelgarth ; quelques officiers,

la plupart appartenant à l'Etat-Major, et le brillant colonel d'artillerie P.-L. Lavrov, y prirent une part active.

La société « Terre et Liberté » lança un assez grand nombre de proclamations avant d'être découverte par la police, en même temps qu'elle faisait paraître, à intervalles irréguliers, un journal ayant pour titre *La liberté*. Dans le nº 2 de ce journal nous trouvons l'indication que la société *Vélikorouss*, qui a cessé sa publication après le troisième numéro, a fusionné avec la société *Zemlia i Volia* « au nom d'un but commun ». Dans le premier numéro de *La liberté* sont définis : le but que se propose la société « Terre et Liberté », fondée « pour lutter contre le gouvernement impérial, qui est le pire ennemi du peuple », et le rôle du Comité central de cette société, « représentant de l'opposition anti-gouvernementale »... « Faisant appel ouvertement à tous et à chacun pour aider à délivrer le peuple, le Comité qui, par le cours naturel des choses est placé en tête du mouvement révolutionnaire russe se considère comme responsable devant chaque membre de la société « Terre et Liberté », en ce sens qu'il marchera continuellement vers le but proposé, c'est-à-dire la destruction de l'autocratie impériale et le triomphe des intérêts du peuple, qui doit s'exprimer avant tout dans la convocation de l'*Assemblée Nationale* composée des représentants du peuple libre. Cette Assemblée définira elle-même le nouvel ordre de choses de notre patrie libre et le dernier moment de l'activité de la société « Terre et Liberté » sera la garantie de la liberté des élections à l'Assemblée et la sauvegarde de celle-ci contre toutes les violences qui pourraient être dirigées contre elle ».

Nous verrons plus tard, par la célèbre lettre du Comité exécutif de la société *Narodnaia Volia* (La Volonté du peuple), adressée à Alexandre III après le meurtre d'Alexandre II, que cette nouvelle société s'inspirait des mêmes principes que la société *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté) dont elle était issue. La convocation d'une

Assemblée nationale, tel est le but suprême « révolutionnaire » de la société « Terre et Liberté », de même que le *Velikorouss* demandait dans sa proclamation « non l'octroi de la Constitution, mais la convocation de députés qui l'élaboreront en pleine liberté ».

En juillet 1862, Cerno-Soloviovitch ayant été arrêté, on trouva dans ses papiers un curieux projet de Constitution, élaboré dans tous les détails, et qui avait dû être rédigé non par Cerno-Soloviovitch seul mais par tout son groupe. Ce projet de Constitution était précédé d'une lettre adressée à Alexandre II. On voit, d'après le texte, qu'il se proposait de la remettre personnellement à l'empereur, comme il lui avait remis, en 1858, une note sur la question de l'émancipation. Mais en 1858, au lieu de faire arrêter l'auteur de cette note, Alexandre II y avait écrit de sa propre main : « Appelez-le et remerciez-le en mon nom. Dites-lui que non seulement je ne me fâche pas contre lui mais que je le remercie sincèrement pour la franche exposition de la véritable situation de l'affaire, bien que l'ardeur de la jeunesse l'ait entraîné peut-être trop loin. Qu'il n'abandonne pas son service (1) ; j'espère qu'il pourra me prouver son zèle et son dévouement. Dans cette jeune génération il y a beaucoup de bon et de vraiment noble. La Russie doit attendre beaucoup d'elle ».

Quatre ans plus tard, le même appel « sincère » à l'empereur valait à son auteur huit ans de travaux forcés et Alexandre II, qui disait au début de son règne que la Russie doit beaucoup attendre de la jeune génération, s'employait à combattre par tous les moyens ses généreux élans.

Pantéléiev, dans ses très intéressants « Souvenirs », nous fournit quelques données sur l'organisation de la société *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté). La Russie avait été divisée en plusieurs régions : le Nord, où l'on gardait

(1) Cerno-Soloviovitch était alors fonctionnaire à la Chancellerie du Conseil d'Empire.

encore la mémoire des anciennes libertés ; la région du Volga, avec ses traditions de Stenka-Razine et de Pougatchev ; la région de l'Oural, et la région du Centre. Un Comité central siégeait à Pétersbourg ; chaque région devait avoir son comité recevant ses directives du Comité central, et à la base de l'organisation devait être un groupement de cinq personnes. (1)

Le procès de Cerno-Soloviovitch n'ayant rien révélé de l'organisation politique de la société *Zemlia i Volia* ses membres furent laissés en liberté, mais les autres groupements sociaux, où l'administration voyait l'esprit d'opposition et de liberté, étaient persécutés impitoyablement, et eurent particulièrement à souffrir en l'année 1862. C'est ainsi que fut dispersée une vaste organisation dont le but était de doter la Russie de nombreuses écoles libres du dimanche. Toute la jeunesse intellectuelle s'était attelée avec ardeur à cette œuvre, lui donnant gracieusement son temps et son travail. La découverte, dans ces écoles, de quelques proclamations politiques fut le prétexte de leur fermeture. Du compte rendu du procès qui s'en suivit, où étaient impliquées six personnes, nous apprenons que *la lecture* aux élèves des deux proclamations : « Que faut-il au peuple ? » et « Que doit faire l'armée ? » valut au lecteur neuf ans de travaux forcés. Un autre inculpé, l'étudiant Benevolinski, était accusé d'avoir lu chez lui à ses *deux* disciples « Que faut-il au peuple ? » ce pourquoi il fut condamné à cinq ans et quatre mois de travaux forcés. Les crimes des autres inculpés étaient analogues ; le châtiment fut semblable. Voilà comment Alexandre II traitait cette jeune génération de qui la Russie devait attendre beaucoup.

Une autre proclamation, dont la lecture dans les écoles du dimanche fut tenue pour crime et punie en conséquence, était celle intitulée « A la jeune Russie », que

(1) Quelques années plus tard nous trouvons cette même organisation, à base de cinq personnes, dans le fameux projet de Netchaiev.

nous avons déjà mentionnée. Très répandue dans les deux capitales, cette proclamation avait produit une impression très fâcheuse non seulement dans les milieux conservateurs et libéraux mais aussi dans ceux de l'opposition. Hertzen et même Bakounine, d'un côté, Tchernychevski de l'autre, étaient troublés par l'esprit de cette proclamation, où se révélaient tous les éléments de l'anarchie la plus extrême avec ses conséquences terroristes, et dont la parution coïncidait précisément avec les terribles incendies qui, pendant plus d'un mois, dévastèrent Pétersbourg et qu'on imputa soit aux révolutionnaires, ou comme on disait alors, aux nihilistes, soit aux Polonais.

Dans son article : « Les journalistes et les terroristes » (1) Hertzen parlant de la proclamation « A la jeune Russie » en désapprouve la teneur et dit : « On ne peut appeler aux armes que la veille de la bataille. Chaque appel prématuré est une indication donnée à l'ennemi. C'est une preuve de faiblesse. C'est pourquoi abandonnez la rhétorique révolutionnaire ; unissez-vous plus étroitement en vue de l'unité et de l'organisation. Unissez-vous avec le peuple pour qu'il oublie votre séparation de lui. Propagez non Feuerbach mais *la religion de la terre*, compréhensible pour lui... Et soyez prêts. Le jour fatal viendra ; alors mettez-vous en rang et tombez au champ d'honneur. Mais ce jour ne l'appelez pas *désirable*. Si le soleil se lève sans nuages ensanglantés tant mieux, et si c'est avec la couronne des Monomaques ou le bonnet phrygien qu'importe ! »

Les milieux révolutionnaires étaient si fortement troublés par la proclamation « A la jeune Russie » et désiraient tant effacer la mauvaise impression qu'elle avait faite sur la société russe que Tchernychevski chargea Sleptzov, membre très en vue de la *Zemlia i Volia*, de causer avec ses auteurs pour les amener à composition. Le résultat de ces pourparlers fut une nouvelle procla-

(1) *Kolokol*, 1862, n° 141.

mation : « Avertissement », imprimée à Pétersbourg, dont l'auteur était l'étudiant Ballod, très populaire à cette époque. Quelques jours après cette publication, Ballod était arrêté, au moment où il s'apprêtait à en publier une autre, adressée « Aux officiers ».

L'arrestation de Ballod fut suivie de celle de plusieurs autres personnes, parmi lesquelles un collaborateur de la revue *Rousskoïé Slovo*, Pissarev ; l'étudiant en médecine Rymarenko ; l'étudiant Pierre Tkatchov, qui joua plus tard un grand rôle dans l'émigration russe, avec Paul Joukovsky l'un des émigrants les plus en vue. Nouveau procès politique, et, de nouveau, travaux forcés et déportation en Sibérie. Un autre résultat de ce procès fut la suspension des revues *Sovremennik* et *Rousskoïé Slovo*.

Durant toute l'année 1862, le gouvernement russe fit surveiller très attentivement toutes les personnes qui allaient en pèlerinage chez Hertzen. La police politique avait été considérablement renforcée et entretenait à Londres des émissaires chargés de dénoncer les visiteurs. Par un de ces rapports de police nous savons, par exemple, que le 6-18 juin 1862, quinze personnes se trouvaient réunies le soir chez Hertzen, parmi lesquelles le célèbre pianiste Rubinstein et le jeune savant Metchnikoff. Un autre jour, Maxime Kowalevsky était l'hôte de Hertzen. « On a causé de la proclamation *A la jeune Russie* » ajoute le dénonciateur. Dans les archives de la Troisième Section nous trouvons toute une série de dénonciations du même genre : un jour, « Hertzen a lu un article sur les incendies » ; « Vetochnikov a causé longtemps avec Bakounine », etc. On voit par ces détails que, dès cette époque, la Troisième Section avait des agents dans le sein même des groupes révolutionnaires, système qui se pratiqua plus tard sur une très vaste échelle.

Une des dénonciations mentionnait que Vetochnikov devait se rendre à Pétersbourg, au commencement de juillet, avec des lettres pour différentes personnes, de la

part de Bakounine, Hertzen, Ogarev et Kelsiev. Vetochnikov fut arrêté à la frontière ; une perquisition faite à son domicile fit découvrir dans sa correspondance les noms de certaines personnes qui étaient en rapport avec les émigrants russes à l'étranger.

D'après les enquêtes qui ont abouti au grand procès où étaient inculpées « des personnes accusées de relations avec les propagandistes de Londres », ou « Procès des Trente-deux » on voit que les tendances révolutionnaires avaient gagné de larges cercles de la société, que de nouvelles forces étaient prêtes pour la lutte contre le gouvernement ; que les instigateurs de cette lutte avaient élaboré peu à peu non seulement des projets théoriques d'agitation politique, mais tâchaient de passer de la théorie à la pratique. On étudiait les moyens les plus commodes pour introduire en Russie la littérature révolutionnaire publiée à l'étranger ; on travaillait à entraîner dans le courant révolutionnaire les schismatiques et les vieux croyants, et on nouait des rapports avec eux par l'intermédiaire de Kelsiev ; on réunissait de fortes sommes d'argent, destinées aux buts révolutionnaires ; on envisageait l'opportunité de joindre au mouvement révolutionnaire russe, ceux des Polonais, des Arméniens, et de quelques populations allogènes.

Le Procès des Trente-deux, le premier grand procès politique du règne d'Alexandre II, traîna deux ans. C'est à la fin de 1864 que le Sénat rendit son arrêt par lequel Nicolas Cerno-Soloviovitch, cet homme remarquable par son énergie, son intelligence et ses vastes conceptions politiques, était condamné à douze ans de travaux forcés. Le gouvernement avait trouvé ce moyen de se débarrasser d'un adversaire dangereux. Les autres inculpés furent aussi condamnés, pour des temps variables, aux travaux forcés et à la déportation en Sibérie.

CHAPITRE V

L'INSURRECTION POLONAISE ET SON INFLUENCE SUR LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE. — L'ÉTAT D'ESPRIT D'ALEXANDRE II. — VALOUIEV ET SA POLITIQUE. — LA PRESSE PENDANT LA SECONDE MOITIÉ DES ANNÉES 60. — « QUE FAIRE ? » DE TCHERNYCHEVSKI. — LA PRESSE CLANDESTINE ET LA PRESSE PROVINCIALE. — L'ATTENTAT DE KARAKOSOV.

Après les arrestations et les condamnations dont nous avons parlé, dans cette même période de l'histoire du mouvement révolutionnaire, il faut noter la conjuration militaire dans les provinces de l'Ouest et la tentative d'un soulèvement paysan, des régions de la Volga. Ces deux épisodes sont liés étroitement à l'insurrection polonaise de 1863.

Parmi les troupes logées en Pologne, surtout parmi les officiers, on remarquait depuis longtemps des tendances révolutionnaires, ce qui s'explique par leur contact avec les Polonais qui rêvaient toujours de se séparer de la Russie, de créer un Etat indépendant, les uns sous forme de république, les autres, de monarchie constitutionnelle. Comme en 1825, à l'époque des Décembristes, en 1862 il se forma à Varsovie un groupement, composé à la fois de Polonais et de Russes, militaires pour la plupart, dont le but était de mener une propagande dans l'armée afin de créer une forte organisation révolutionnaire, capable de lutter contre le régime existant. Les officiers Arngoldt, Slivitzky, Kaplinsky, Potiebnia, Novitzki, Kostomzov et le soldat Stchoura étaient les meneurs principaux de ce groupe, qui avait réussi à nouer des relations très étroites avec les chefs du mouvement révolutionnaire polonais, Dombrovski et Siérakovski, ainsi qu'avec les

représentants révolutionnaires de Pétersbourg et de Moscou.

La propagande dans l'armée donna des résultats inespérés. Quand l'affaire fut bien engagée, les conjurés publièrent dans le *Kolokol* une proclamation aux officiers russes, les appelant à la lutte contre l'ordre politique existant ; proclamation qui se terminait par ces paroles : « Nous qui allons à la mort, nous vous saluons ! »

Dénoncés par le frère d'un des conjurés, Slivitzki, les principaux d'entre eux furent arrêtés. Quelques-uns furent fusillés, entre autres le frère du dénonciateur ; les autres envoyés aux travaux forcés en Sibérie, ou condamnés à la prison. Quant au délateur il demanda pour récompense d'être versé dans un des régiments de la garde, mais malgré toute la pression des autorités, dans aucun régiment les officiers ne voulurent l'accepter parmi eux.

Dans le soulèvement des paysans des régions de la Volga là aussi nous voyons travailler en commun les révolutionnaires russes et les révolutionnaires polonais. Le but était d'attirer les troupes russes de la frontière occidentale, pour faciliter le succès de l'insurrection polonaise. Les instigateurs de cette affaire voulurent employer la méthode qui, jadis, avait si bien réussi au fameux Pougatchev, c'est-à-dire lancer un faux manifeste de l'empereur. Ce manifeste devait promettre : 1° aux paysans, toutes les terres, sans aucune redevance ; 2° à la population, le droit d'élire les autorités provinciales ; 3° l'abolition du service militaire ; 4° le licenciement des soldats, auxquels l'Etat donnerait des terres. Les fonctionnaires s'opposant à la réalisation de ce prétendu manifeste impérial, la population devait se révolter contre eux. Nous verrons dix ans plus tard le révolutionnaire Stefanovitch appliquer la même méthode, non sans succès, dans le gouvernement de Tchernigov.

Cette affaire du faux manifeste échoua comme la précédente du fait d'une dénonciation dont l'auteur était

l'un des conjurés lui-même ; et cette fois encore tout se termina par le poteau d'exécution, les travaux forcés, la prison.

Beaucoup plus sérieuse et d'une portée plus considérable fut l'insurrection polonaise, qui éclata en 1863. Nous ne ferons point l'historique de ce mouvement bien connu, sur lequel il existe une très grande littérature ; nous noterons seulement son influence sur le mouvement révolutionnaire russe.

Comme on le sait Hertzen prit parti nettement pour les Polonais et écrivit dans ce sens des articles véhéments. Dans sa « Lettre aux officiers russes », que nous avons déjà mentionnée, Hertzen les conjurait de « ne pas lever leurs armes contre les Polonais, contre des hommes qui cherchent tout à fait justement leur indépendance. Soutenir par la force des armes le gouvernement qui fait le malheur des Polonais et le nôtre, vous ne le pouvez sans commettre un crime conscient ou sans vous humilier au rôle de bourreaux inconscients. Là où la discipline appelle le crime, elle cesse d'être obligatoire. Ne croyez pas à cette religion de l'esclavage. Les plus grands maux des peuples sont basés sur elle... »

Hertzen liait étroitement la cause de la révolution russe avec celle des Polonais, mais il voyait que la Pologne seule succomberait dans sa lutte contre la Russie et il se demandait : « Que fera l'Europe ? Admettra-t-elle encore une fois le partage de la Pologne ? Oui elle l'admettra. Par la bouche d'un monarque elle garantira que la nation polonaise ne périra pas, et elle calmera la sympathie populaire par la nouvelle, lancée de la tribune du Parlement, que « l'ordre règne à Varsovie ». En Angleterre il y aura des meetings inutiles mais très généreux, seule l'Allemagne se réjouira sincèrement qu'en tout cas il y a des Slaves qui battent d'autres Slaves. »

La prophétie de Hertzen se réalisa à la lettre. L'insurrection polonaise fut étouffée dans le sang, le pays dévasté;

près de 100.000 hommes, les plus courageux, les plus capables, périrent sous les coups de l'adversaire ou dans les mines de la Sibérie. En même temps, en Russie, l'insurrection polonaise faisait surgir une grande vague de nationalisme. Katkov, le fameux directeur des *Moskovskia Viedomosti*, y contribua pour beaucoup, et la sympathie pour le mouvement révolutionnaire, dans la société russe, s'en trouva refroidie, d'autant plus que les réformes judiciaires et celles des Zemstvos, introduites en 1864, donnaient satisfaction à une certaine partie de la bourgeoisie, de tendances libérales.

Nous avons dit qu'après la mort de Nicolas Ier, l'opposition s'était canalisée en deux courants, l'un comprenant une partie de la société et les milieux littéraires qui menaient la lutte pour la Constituante ; l'autre purement révolutionnaire, avec les sociétés secrètes et les moyens violents de lutte. Après l'insurrection polonaise, sous l'influence du développement du sentiment national, le premier de ces courants s'affaiblit sensiblement. Sans doute, de temps en temps, de lui émanent encore des tentatives de protestations, des adresses au gouvernement, mais il n'a plus cette force presque irrésistible qu'il avait à la fin des années 50 et au commencement des années 60. C'est beaucoup plus tard, surtout sous l'influence des zemstvos, que le courant constitutionnel reprendra son mouvement et, s'élargissant de plus en plus, se rapprochera peu à peu du courant révolutionnaire, qu'il rejoindra en 1905.

L'insurrection polonaise, écrasée avec la cruauté que l'on sait, fut le point de départ d'une réaction qui devint de jour en jour plus épouvantable.

Les tendances politiques exposées dans l'adresse de la noblesse du gouvernement de Tver à l'empereur, se retrouvaient à peu près identiques dans d'autres adresses présentées à Alexandre II, en 1863. A propos de celle de la noblesse de Moscou, l'historien et biographe d'Alexandre II, Tatistchev, rapporte que l'empereur ayant

reçu le maréchal de la noblesse du district de Zvenigorod, Golokhvastov, lui tint ce langage : « — Je t'ai appelé, bien que je devrais me fâcher contre toi. Mais je ne me fâche pas et veux que toi-même sois juge en cette affaire. Réfléchis et dis ce que signifie cette sortie ? Que désirez-vous ? Le régime constitutionnel ? » Golokhvastov ayant répondu affirmativement, l'empereur reprit : « — Et sans doute vous êtes convaincus que par vanité mesquine je ne veux pas céder une partie de mes droits ? Je te donne ma parole qu'à l'instant je signerais ici, sur cette table, n'importe quelle constitution si je pensais qu'elle fût utile à la Russie. Mais je sais que si je le faisais aujourd'hui, demain la Russie tomberait en morceaux. Et cela, vous-mêmes ne le voulez pas ; l'an dernier vous-mêmes me l'avez dit (1). » Alexandre II pressentait le sens véritable de la révolution russe : le recouvrement, par les différents peuples qui composent la Russie, de leur ancienne liberté et indépendance. Ainsi l'empereur trouvait désirable l'élargissement des droits du citoyen, et admissible le principe de la représentation nationale, mais tout cela dans un avenir très lointain. En attendant on déclarait une guerre impitoyable à quiconque faisait montre de velléités libérales.

Les perquisitions et les arrestations se pratiquaient par centaines. Les personnes soupçonnées de quelque rapport que ce soit avec les révolutionnaires étaient déclarées hors la loi. En même temps le gouvernement tâchait d'amadouer les classes libérales et de les attirer à lui.

Mais tandis qu'on disait partout que les nouvelles institutions des zemstvos ne sont en réalité que l'école préparatoire des institutions représentatives, Valouiev, qui venait d'être appelé au Ministère de l'Intérieur et avait fondé le premier journal officiel du gouvernement : *La Poste du Nord*, avouait franchement dans son journal que la réforme des zemstvos était faite pour « mettre un terme

(1) Tatistchev. *L'empereur Alexandre II. Sa vie, son règne.* Tome Ier.

aux rêves insensés et aux aspirations de liberté des différentes classes ». D'ailleurs, dans la pratique, la réforme était de beaucoup rétrécie en vue de favoriser la noblesse et lui donner la prépondérance en province. Cependant, malgré toutes les mesures de précaution prises par le gouvernement, les zemstvos, par la force des choses, devinrent le berceau du mouvement libérateur russe. L'émigrant bien connu, prince Dolgorouki, écrivait à cette époque : « En ce moment, avec l'ordre de choses existant, les institutions des zemstvos ne seront pas très utiles... ; mais elles sont riches en germes d'un développement remarquable dans l'avenir. Elles formeront une large et solide base pour l'organisation future constitutionnelle en Russie. A présent les zemstvos sont un corps fort, sain, mais sans âme, donc immobile, inerte. La constitution insufflera une âme à ce corps... » Nous verrons plus tard comment se sont réalisées ces paroles du prince Dolgorouki.

A cette époque deux partis s'étaient formés à la Cour, qui envisageaient différemment l'attitude à prendre dans les questions de politique intérieure. Tandis qu'un groupe préconisait une politique nettement nationaliste et l'opposition à toutes les exigences libérales, l'autre opinait pour un compromis, pour une politique de concessions conforme à l'esprit du temps et aux théories politiques de l'Europe occidentale. Le principal représentant du premier groupe était le comte Mouraviov, le fameux « pendeur » qui étouffa l'insurrection polonaise. Il était soutenu surtout par deux dames d'honneur de la Cour : Anna Tutcheva et la comtesse Bloudov. L'autre parti, qui comptait un plus grand nombre d'adhérents, avait en tête le prince Souvorov, alors gouverneur de Pétersbourg, le comte Chouvalov, les partisans du grand duc Constantin Nicolaievitch, le baron Liven et quelques autres.

Chacun de ces partis disposait d'un organe : le premier était soutenu par le journal de Katkov : *Moskovskia Viedomosti* ; le second par le fameux *Goloss* (La Voix), de

Kraievsky. Le *Golos* était en même temps presque l'organe officieux du ministre Libre Valouiev, bien que celui-ci eût son propre journal *La Poste du Nord*. Il était tout puissant dans le monde officiel, surtout quand monta l'étoile du nouveau ministre de l'instruction publique, A-V. Golovnine.

A un certain moment, au cours des années 1864 et 1865, le parti libéral de la Cour l'emporta. Mouraviev fut forcé de donner sa démission, et les *Moskovskia Viedomosti* durent céder la place et la moitié de leurs abonnés au *Golos*.

Une nouvelle revue, *Viestnik Evropy*, fondée par un jeune savant, Stassuliévitch, défendait également le programme du parti libéral.

En 1864, le *Sovremennick* publia le célèbre roman de Tchernychevski : Que faire ? Ce livre, écrit dans les casemates de la forteresse de Pierre et Paul, devint l'arme la plus redoutable qu'ait pu espérer la propagande socialiste. Son action sur la jeunesse studieuse fut considérable. Le critique Venguerov, dans ses études sur l'histoire de la littérature russe dit en parlant de *Que faire ?* « Dans le roman, la sévère figure de l'ascète et du précurseur du mouvement politique de l'époque suivante, Rakhmetov, ainsi que l'acte généreux de Lopoukhov, qui quitte sa patrie pour que la femme qu'il aime puisse s'unir à l'homme qu'elle aime, semblaient parler nettement de l'importance primordiale du sacrifice dans la vie publique et privée. Mais toute l'attention du public se concentra sur l'héroïne du roman, Véra Pavlovna, qui accepte d'un cœur léger le sacrifice qu'on lui fait et voit toute une théorie de rêves roses. Dans ses rêves étaient personnifiés allégoriquement les idéals politiques et économiques de Tchernychevski : la répartition égale de la richesse, le rôle primordial des travailleurs, etc. L'avenir était peint sous des couleurs si attrayantes qu'on ne voyait pas la chose essentielle pour la réalisation de tout cet idéal ; le sacrifice

que doivent faire les pionniers. C'est cette couleur rose qui fit le succès du roman. Etre rénovée comme Vera Pavlovna était très séduisant et l'imiter semblait facile... »

Le roman de Tchernychevski répondait sous une forme concrète à la question de la littérature des années 60 sur le réalisme pratique et l'idéalisme politique. Ce roman, qui devint l'évangile de toute la jeunesse intellectuelle, fit naître un grand mouvement en faveur des petits phalanstères, des unions libres, des mariages fictifs. Il donna une poussée extraordinaire à la question féministe, à l'émancipation de la femme qui, plus que jamais, demande que l'enseignement supérieur lui soit ouvert. La publication de *Que faire ?* marque une date importante dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, car c'est grâce à ce roman que les cadres révolutionnaires commencèrent à se remplir de jeunes femmes et de jeunes filles. Les femmes, en même temps qu'elles exigeaient des droits égaux à ceux des hommes, réclamaient aussi leur part de devoirs et de sacrifices. A partir de cette époque, dans tous les procès politiques, nous trouvons en petit nombre d'abord, puis de plus en plus nombreux, des noms de femmes.

Que faire ? eut encore sur le mouvement révolutionnaire une autre conséquence importante. Le désir des femmes d'accéder aux écoles supérieures ne pouvait être satisfait en Russie où toutes ces écoles leur étaient fermées. Les jeunes femmes russes commencèrent alors à émigrer à l'étranger, surtout en Suisse, où elles furent bien accueillies, et Zurich devint une sorte de La Mecque pour toute la jeunesse féminine russe. Les centaines de jeunes filles admises dans les écoles de médecine et autres institutions d'enseignement supérieur de Zurich, s'initiaient en même temps qu'aux sciences au grand mouvement social, qui secouait à cette époque toute l'Europe, et s'imprégnaient des idées de l'Internationale. En 1873, le gouvernement russe, par un décret stupide, exigea le retour immédiat

en Russie de toutes ces jeunes étudiantes de Zurich. Elles-mêmes, à ce moment, ne pensaient qu'à retourner dans leur patrie, mais au lieu d'y rentrer isolément, elles y revinrent en masse et aussitôt s'adonnèrent avec ferveur, passion, abnégation, à la propagande socialiste parmi le peuple. Ce fut alors cette phase du mouvement révolutionnaire qu'on désigna en Russie par l'expression « aller au peuple ».

A cette époque (1864-1866) la presse provinciale n'existait pas encore et n'était représentée que par les journaux officiels, édités dans chaque chef-lieu, qui n'inséraient que les ordonnances et décrets du gouvernement. Les guides de l'opinion publique en province étaient les grands journaux de la capitale, surtout le *Goloss*, et les revues *Rousskoïé Slovo* et *Sovremennik*, reparues après un an d'interdiction. Mais à côté de ces organes, une grande influence revenait à la littérature clandestine, qui malgré tous les obstacles se répandait et pénétrait partout, surtout dans les écoles supérieures où se recrutait une armée révolutionnaire déjà assez bien préparée. Du reste cette année elle était allée au feu et avait subi pas mal de pertes, et ceux qui revenaient des cachots de la forteresse de Pierre et Paul ou des mines de la Sibérie, attisaient la haine des nouvelles recrues et juraient de se venger des persécutions qu'ils avaient endurées.

Peu à peu, partout en Russie se forment de petits groupes dont le but est l'agitation politique continue, avec des idées de réformes concernant l'ordre économique et social. Quelques années plus tard, le Ministre de la Justice, comte Pahlen, dans son rapport à Alexandre II sur le mouvement révolutionnaire, écrivait que « la province est entièrement contaminée par la propagande révolutionnaire. » Ces petits groupes de conspirateurs ont joué un rôle considérable dans la vie russe ; de leur sein sont sortis presque tous les principaux acteurs de la révolution. Parmi ces groupes, qui se formaient sous le prétexte

d'aide mutuelle et d'études en commun, ceux des étudiants de Pétersbourg et surtout ceux de Moscou jouaient un rôle important. A Moscou les groupes les plus connus étaient celui de Néfédov et celui d'Ichoutine, désignés ainsi du nom de leurs fondateurs.

Dans le journal *Rousskia Viedomosti* (1) nous trouvons des renseignements très intéressants sur le « Cercle de Néfédov ». Avant de citer quelques passages de cet article, dont l'auteur est un ancien membre de ce cercle, nous rappellerons qu'antérieurement aux désordres universitaires de 1861, dont nous avons parlé, les étudiants avaient le droit de libre réunion dans les locaux mêmes de l'Université, pour discuter toutes les questions touchant l'enseignement ou la vie universitaire. Après 1861, les étudiants furent privés de ce droit de réunion : ce fut l'une des causes qui contribuèrent pour une bonne part à la formation de ces cercles clandestins.

« Le but de ces cercles, écrit l'auteur de l'article des *Rousskia Viedomosti*, était le développement intellectuel par des lectures et des causeries. Chaque samedi on se réunissait chez l'un ou l'autre des membres du cercle, une vingtaine environ. On écoutait une étude sur le livre de la semaine précédente qui avait attiré l'attention. Ensuite commençaient les discussions, accompagnées de thé. Dans notre cercle on ne consommait jamais de boissons alcooliques, pas même de bière. On lisait surtout des livres sérieux : histoire, philosophie, sociologie. Nos auteurs préférés étaient Spencer, Darwin, Lewis, J.-S. Mill, Auguste Comte. Les étudiants qui savaient le français étudiaient le cours de philosophie positive de Comte et nous exposaient ses idées en de longues conférences. A cette époque les étudiants ne s'occupaient pas du tout de politique. On lisait les revues. La polémique entre *Sovremennik* et *Rousskoié Slovo* nous passionnait. Les belles lettres nous intéressaient très peu, sauf exception pour

(1) Nº 8, 1909.

Stchedrine et Dostoievski, dont le roman *Crime et Châtiment* provoqua parmi nous de grandes discussions. Mais l'impression la plus forte fut produite par *Que faire ?* de Tchernychevski. Rakhmetov était notre idéal. Parmi les poètes russes notre favori était Nekrassov et parmi les poètes étrangers, Heine. Le cercle auquel j'appartenais était celui de Néfédov, dont le fondateur et l'âme était F.-D. Néfédov, le populiste et ethnographe très connu, aujourd'hui décédé. En automne 1865, il introduisit dans le cercle un jeune homme, fils d'un serf du comte Cheremetiev. Il avait dix-huit ans, l'aspect frêle ; un esprit extraordinaire brillait dans ses yeux ; ses manières étaient gauches. Il se destinait à être maître d'école. Il fréquentait l'Université comme auditeur libre et, dans nos réunions, se mêlait très rarement à nos conversations. J'étais en très bons termes avec lui. Après les examens il partit pour Pétersbourg, où il reçut une place d'instituteur dans une école municipale. Trois ans plus tard cet adolescent modeste et silencieux devenait le héros d'une tragédie qui fit un bruit considérable en Russie et dans le monde entier. Le nouveau membre introduit dans notre cercle par Néfédov était Netchaiev. »

Ainsi, c'est de ce cercle d'aide mutuelle, fondé par Néfédov, qu'est sorti l'un des plus grands révolutionnaires russes, Netchaiev, au nom duquel se rattache toute une période du mouvement révolutionnaire, dont nous parlerons plus loin.

Le cercle d'Ichoutine avait un caractère un peu différent. La militante bien connue, qu'on a surnommée la grand'mère de la révolution russe, Catherine Brechko-Brechkovskaia, parle, dans ses Souvenirs, d'Ichoutine lui-même et de ses amis, jeunes gens des gouvernements de Penza, Vladimir et autres provinces du centre, presque tous de familles aisées, ayant à Moscou beaucoup de relations et d'amis haut placés et auxquels il était facile d'entrer en contact avec les larges couches libérales de la

société. « A ce moment, écrit Brechko-Brechkovskaia, la société, en province et même dans les capitales, croyait encore que le gouvernement désirait vraiment entrer dans la voie des réformes, qu'il accepterait volontiers l'aide de tous les partis avancés de la société, et qu'il n'y a qu'à se montrer sur l'arène de la vie, à proposer ses services, pour rencontrer aide et protection. Les jeunes gens surtout étaient heureux. Ils s'instruisaient, se préparaient, bâtissaient des plans grandioses, comment et avec qui servir la grande œuvre de l'instruction du peuple? Le champ illimité du travail dans toutes les directions attirait toutes les forces généreuses. Les uns se préparaient à construire des écoles et y enseigner ; les autres installaient des bibliothèques, éditaient des livres, écrivaient des manuels et des brochures pour le peuple ; d'autres rêvaient d'établir dans leurs terres des fermes modèles où les paysans s'instruiraient et trouveraient de l'aide. Les jeunes gens prenaient des emplois dans les chancelleries de village, expliquaient aux paysans les nouvelles lois, les défendaient des pieuvres qui rôdaient autour d'eux à la campagne. On achetait des livres de médecine, des remèdes, on soignait les paysans, on leur enseignait l'hygiène, on sauvait de la contagion les enfants et les jeunes gens. Le torrent d'énergie des meilleures forces, accumulées par les siècles, s'élança avec une telle rapidité qu'il ne remarqua pas combien d'obstacles il devait franchir, combien de victimes il laissait en route, comment une main méchante gâtait son travail, comment de plus en plus haut montait le mur d'hostilité dressé par le gouvernement, formant barrière à la progression de la force sociale pour la refouler dans son ancien cadre étroit ».

Le jeune groupe des étudiants de Moscou, convaincu déjà de l'inutilité de toutes les réformes gouvernementales, résolut de se constituer en un noyau révolutionnaire autour duquel s'organiserait un parti, pouvant

entrer en lutte avec le tzarisme et aider le peuple à conquérir sa liberté. Le groupe n'avait pas de programme défini. Il se bornait, au commencement surtout, à la propagande révolutionnaire dans les milieux où ses membres fréquentaient. Un jeune homme de vingt-cinq ans, ardent, énergique, Ichoutine, était en tête de ce groupe. Un de ses premiers adeptes fut un de ses cousins, D.-V. Karakosov. Catherine Brechko-Brechkovskaia qui, en Sibérie, rencontra plusieurs camarades impliqués dans le procès de Karakosov, dit que celui-ci était un homme taciturne, prenant rarement part aux discussions de ses camarades et se bornant à les écouter. Mais un jour, à la fin d'une réunion, il annonça sa résolution de tuer Alexandre II. En quelques mots il tâcha de démontrer que le principe du pouvoir autocratique est incompatible avec toute réforme sociale. Il parlait posément et disait que tous les efforts et les sacrifices des révolutionnaires seront inutiles tant que sera garantie la sécurité du trône. Mais on était encore à l'époque que le grand révolutionnaire Jéliabov appelait « le printemps de la révolution russe », « sa jeunesse rose ». Tous les assistants objectèrent contre cette proposition, affirmant que le peuple n'est pas préparé, qu'il tient l'empereur pour son libérateur et son plus grand bienfaiteur. Ils obligèrent Karakosov à leur donner sa parole qu'il ne mettrait pas son projet à exécution. Karakosov parut y renoncer, mais peu après, le 4 avril 1866, au moment où l'empereur, sortant du Jardin d'été, montait dans sa voiture, Karakosov tira sur lui à bout portant. Un paysan ivre, Komissarov, qui passait juste à ce moment, poussa machinalement le bras de Karakosov et fit dévier le projectile.

C'était la première fois en Russie qu'un attentat était commis contre la personne de l'empereur. Il est vrai que la plupart des souverains russes ont péri de mort violente, mais c'était toujours le résultat d'une conju-

ration de palais. Karakosov était le premier homme du peuple qui tirait sur l'empereur.

Aux courtisans venus féliciter Alexandre II d'avoir échappé à la mort, le tzar dit entre autres, parlant de Karakosov : « Le plus triste c'est qu'il est Russe ». Il faut remarquer, en effet, que tous les attentats sur la personne de l'empereur, qu'il s'agisse d'Alexandre II ou d'Alexandre III, furent commis par des Russes. Les révolutionnaires évitaient que des hommes d'autres nationalités : Polonais, Juifs etc., prissent une part directe dans ces attentats auxquels ils voulaient donner un caractère exclusivement russe. Dans le procès des meurtriers d'Alexandre II, en 1881, nous trouvons cependant un nom juif : Hessia Helfman, mais le rôle de cette accusée était très secondaire ; c'était chez elle qu'avait été discuté le plan de l'attentat.

Le coup de feu de Karakosov fut le signal du retour à la réaction la plus violente, et, pour ses fins, le gouvernement excita les plus bas instincts de la populace, ou tout au moins leur laissa libre cours. Dans l'article des *Rousskiia Viedomosti*, que nous avons déjà cité, l'auteur trace un tableau de Moscou quelque temps après l'attentat du 4 avril. « Celui qui a vécu à cette époque à Moscou se rappelle sans doute l'état d'esprit qui saisit les habitants et l'administration. Sur la Place Rouge s'alignaient des centaines de tonneaux d'eau-de-vie donnés au peuple par les marchands. Partout jouaient des orchestres. N.-G. Rubinstein (1), après un concert à la salle de la Noblesse, parcourait les rues principales de Moscou en dirigeant un orchestre qui jouait l'hymne national, et que suivait une foule immense. Dans les rues se passaient des scènes d'une violence grossière. Les intellectuels étaient souvent frappés, même les femmes. On arrêtait non seulement ceux sur qui planait quelque soupçon mais encore ceux chez qui

(1) Frère du célèbre pianiste, et lui-même artiste remarquable. Il fut le fondateur du conservatoire de Moscou.

l'on trouvait un portrait de Tchernychevski. La situation des Polonais était particulièrement épouvantable. Tout le monde, à Moscou, était persuadé, on ne sait pourquoi, que c'était un Polonais qui avait tiré sur l'empereur. On les chassait de leurs appartements, on leur refusait des emplois, on se privait de leurs services. Enfin on apprit officiellement que l'auteur de l'attentat était Karakosov, natif du gouvernement de Saratov. La vie à Moscou était alors insupportable ».

Des scènes pareilles se répétaient dans presque toutes les villes et les Polonais étaient partout molestés impitoyablement. Le gouvernement s'efforçait de tourner la colère populaire contre les Polonais, de même que, seize ans plus tard, nous le verrons organiser les pogroms juifs pour faire diversion au mouvement révolutionnaire.

Dans la « bacchanale de réaction », qui, suivant l'expression de Hertzen, commença après l'attentat de Karakosov, tous les ministres soupçonnés de la moindre tendance au libéralisme furent sacrifiés, tels Golovnine, le prince Souvorov, le prince Dolgoroukov et d'autres. On les remplaça par les pires suppôts de la réaction. Pour mener l'enquête de l'affaire Karakosov on institua une grande Commission, présidée par le fameux pendeur Mouraviov. A la place du Ministre de l'Instruction publique, Golovnine, on nomma le néfaste Dmitri Tolstoï, qui cumula cette nouvelle fonction avec celle de Procureur général du Saint-Synode, dont il était déjà investi. En fait d'instruction, pendant toute sa longue carrière, le comte Dmitri Tolstoï ne fit qu'étouffer l'enseignement en Russie, et il fut l'un de ceux qui contribuèrent le plus à provoquer l'indignation de toute la société russe et à éveiller en elle des sympathies pour les révolutionnaires. Enfin, à la place du préfet de police, général Annenkov, homme très libéral, on nomma un Allemand naturalisé de fraîche date, F. Trepov, l'un des aides les plus énergiques de Mouraviov.

Nommé Président de la Commission d'enquête pour

instruire le procès de Karakosov, Mouraviov ne s'était pas gêné de dire, devant plusieurs témoins, qu'il trouverait « le moyen de délier la langue des accusés ». Aussitôt le bruit courut à Pétersbourg et dans toute la Russie que les complices de Karakosov avaient été soumis à la torture. Les données positives manquent pour affirmer qu'il en ait été ainsi, mais qu'on ait employé des moyens extra légaux pour obtenir des dépositions désirables, cela ressort indiscutablement du témoignage du prince Kropotkine qui, dans ses *Souvenirs des révolutionnaires,* raconte le récit qu'il entendit en Sibérie d'un gendarme attaché à la garde de Karakosov, dans la forteresse. « C'était un homme rusé, racontait le gendarme. Quand il a été mis dans la forteresse nous avons reçu l'ordre de ne pas le laisser dormir. Nous étions deux pour le surveiller, et, à tour de rôle, toutes les deux heures nous prenions la garde. Il était assis sur le tabouret, et nous le gardions. Dès qu'il commençait à somnoler on le secouait par les épaules pour l'éveiller. Que voulez-vous ; on nous l'avait ordonné. Mais voyez comme il était rusé : il était assis, les jambes croisées, qu'il balançait, pour montrer qu'il ne dormait pas ; eh bien, il sommeillait et continuait de balancer la jambe. Mais enfin nous avons remarqué sa ruse et l'avons signalée à nos remplaçants. Alors on a décidé de le secouer chaque cinq minutes, qu'il balance ou non la jambe. » — « Est-ce que cela a duré longtemps ? » — « Longtemps.. Plus d'une semaine. »

Avec de pareils moyens on pouvait évidemment établir n'importe quel complot.

Les pouvoirs octroyés à Mouraviov, comme président de la Commission d'enquête, étaient extrêmement étendus et le mettaient à même d'agir sur tous les rouages de l'administration et de la vie publique du pays. Hertzen ne s'y trompait pas quand il écrivait dans le *Kolokol* (1) : « Le coup du 4 avril grandit d'heure en heure ; il se trans-

(1) N° 220, 1866.

forme en un malheur général et menace d'entraîner la Russie dans des catastrophes pires encore et non méritées ». Dans le numéro suivant, Hertzen publia une lettre ouverte à l'empereur dans laquelle il le conjurait de se ressaisir et de voir clairement où le mène la réaction. Il insistait sur ce qu'il n'y avait pas conjuration, et c'était vrai; Néanmoins des arrestations étaient opérées un peu partout, et, sauf Karakosov, trente-quatre personnes furent traduites devant le tribunal spécial du Sénat, présidé par le prince Gagarine, président du Conseil des Ministres. Karakosov, jugé à part, fut condamné à la peine de mort par pendaison et exécuté le 3 septembre 1866.

Le procès de ses « complices » eut lieu plus tard : le 24 septembre. C'était, par le nombre des inculpés, le second grand procès politique en Russie. Il offre cette particularité, que, pour la première fois, on appliqua dans les procès politiques les règlements prescrits par le nouveau code de justice, promulgué en 1864, c'est-à-dire que chaque accusé était défendu par un avocat qui avait le droit de voir son client en tête à tête en l'absence de tout témoin ; un acte d'accusation était remis à chaque accusé une semaine avant les débats, etc.

Le cousin de Karakosov, Ichoutine, fut condamné à mort, les autres inculpés, aux travaux forcés pour des temps divers.

Ainsi fut liquidée, en six mois, l'affaire de Karakosov et de ses prétendus complices.

Quant à l'autre héros, le « sauveur » Komissarov, les faveurs impériales dont il fut comblé ne lui profitèrent pas longtemps. Gâté par les fêtes qu'on lui donnait sans cesse dans les différents cercles de la société, élevé au rang de la noblesse, admis par ordre de l'empereur dans le régiment de la garde, Komissarov, étourdi par tant d'honneurs, perdit complètement la tête, s'adonna à l'ivrognerie et à la débauche, et mourut six ans après.

CHAPITRE VI

BAKOUNINE. — NETCHAIEV. — L'INFLUENCE DE L'INTERNATIONALE SUR LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE.

La figure de Bakounine, sa biographie, ses œuvres, son rôle dans l'Internationale sont très connus. Nous ne nous arrêterons à certains traits biographiques et à quelques épisodes de sa vie qu'autant qu'ils se rapportent directement au mouvement révolutionnaire russe.

Né en 1814, à Priamoukhino, village du gouvernement de Tver, Michel Alexandrovitch Bakounine appartenait à une vieille famille de la noblesse, qui le destinait à la carrière des armes.

Il débuta comme officier, mais bientôt donna sa démission, voyagea à travers l'Europe et, en 1845, il arriva à Paris. Là, il entra en relations avec les socialistes les plus connus : Jules Michelet, Lamennais, Proudhon. Expulsé par Guizot, à la suite d'un discours prononcé le 29 novembre 1847, dans un banquet de réfugiés polonais, il passa en Belgique. Il rentra à Paris pendant la révolution de 48, puis se rendit à Berlin.

Arrêté et réclamé par la police de Nicolas Ier, Bakounine fut livré par l'Allemagne. Bien qu'on ne pût lui imputer aucun crime commis en Russie contre les lois russes, il fut cependant envoyé en Sibérie. Il s'évada, réussit à s'embarquer sur un navire américain, arriva au Japon, d'où il partit ensuite pour l'Amérique du Nord. En décembre 1861, il rejoignit à Londres son ami Hertzen, devint membre de la rédaction du *Kolokol* et se consacra presque entièrement aux questions intérieures russes, en général, et à la propagande des idées socialistes, en particulier. Hertzen nous a laissé un portrait remarquable du Bakou-

nine de cette époque : « A cinquante ans, il était demeuré le même étudiant vagabond de l'Université de Moscou, le même bohême de la rue de Bourgogne, sans souci du lendemain, méprisant l'argent, le jetant au vent quand il en avait, empruntant de droite et de gauche quand il n'en avait pas, et cela avec la même simplicité que les enfants envers leurs parents, sans se préoccuper du remboursement, aussi simplement que lui-même donnait tout ce qu'il avait, ne gardant que juste pour son tabac et son thé. Il n'était nullement gêné par cette façon de vivre. Il était né grand nomade, grand vagabond. Si quelqu'un lui avait demandé de définir ce qu'il pensait du droit de propriété, il aurait pu répondre comme Lalande à Napoléon sur Dieu : « Sire, dans mes occupations, je n'ai rencontré aucune nécessité de ce droit. » Il y avait en lui quelque chose d'enfantin, de naïf, de simple, qui lui donnait un charme extraordinaire et attirait à lui les faibles et les forts, ne repoussant que les bourgeois guindés. Sa personnalité accentuée, son aspect étrange et puissant, partout faisaient de lui une de ces individualités devant lesquelles ne passe avec indifférence ni le monde contemporain ni l'histoire. En cet homme était enfermée une activité dévorante, qui n'avait où s'employer. Bakounine portait en soi l'étoffe d'un agitateur, d'un tribun, d'un prédicateur, d'un chef de parti, d'un soldat. Placez-le n'importe où, pourvu que ce fût au rang extrême — anabaptiste, jacobin, ami de Gracchus Babeuf — il aurait entraîné les masses, il aurait secoué le sort des peuples. Il conservait religieusement toutes les habitudes et coutumes de la patrie, c'est-à-dire de la vie d'étudiant de Moscou : des tas de tabac traînaient sur sa table, provision préparée ; sur le papier, la cendre des cigares et, par terre, des verres de thé inachevés. Dès le matin la chambre était enfumée par toute une bande de visiteurs qui semblaient concourir à qui fumerait le plus vite, en un mot qui fumaient comme fument seuls les

Russes et les Slaves. Souvent je me suis amusé de l'étonnement mélangé d'horreur de la femme de chambre de Miss Groos, quant, très tard dans la nuit, elle apportait l'eau chaude et le cinquième sucrier, dans ce laboratoire de l'émancipation slave. Longtemps après le départ de Bakounine de Londres, au nº 10 de *Puddington Green*, on racontait sur sa vie des faits qui renversaient toutes les conceptions de la bienséance du bourgeois anglais. Notons incidemment que sa propriétaire et la femme de chambre de celle-ci l'aimaient follement. Il recevait toujours les visiteurs à n'importe quel moment, et souvent, comme Oniéguine, il dormait ou se retournait dans son lit quand deux ou trois Slaves fumaient déjà avec une hâte fiévreuse dans sa chambre. Il se levait lourdement, faisait ses ablutions, et aussitôt commençait à prêcher. Jamais il ne se montrait ennuyé. Il pouvait sans fatigue parler avec l'homme le plus intelligent ou le plus stupide. Il en résultait parfois des malentendus très drôles. »

Quand éclata l'insurrection polonaise, Hertzen vit avec tristesse que Bakounine « commençait à boire sa boisson révolutionnaire » : « Il marchait avec des bottes de sept lieues à travers les monts et les mers, à travers les années et les siècles. Derrière l'insurrection de Varsovie il voyait déjà sa « belle fédération slave », dont les Polonais parlaient tantôt avec horreur, tantôt avec dégoût. Il se hâtait d'effacer d'une façon quelconque les difficultés, de résoudre les contradictions, et, sans combler les fossés, de jeter au travers des ponts du diable ».

Nous avons cité cette longue caractéristique car elle explique comment Bakounine put tomber entièrement sous l'influence d'un homme d'une énergie aussi farouche que Netchaiev. Bakounine, comme on le sait, entra dans l'Internationale, où il était surtout le représentant des idées révolutionnaires de la fédération du Jura. Mais en 1872, au Congrès international de La Haye, il fut exclu pour avoir organisé une société secrète dans l'Interna-

tionale même. Internationaliste convaincu, Bakounine restait cependant foncièrement slave et aimait ardemment la Russie. C'est sans doute cet amour pour sa patrie qui le tenait toujours dressé contre les tentatives d'hégémonie germanique. Pendant la guerre franco-prussienne il écrivait à ses amis de Lyon : « Le mouvement patriotique de 1792 n'est rien en comparaison de ce que vous devez faire maintenant pour sauver la France. Révoltez-vous, mes amis, au chant de la *Marseillaise* qui, en ce moment, est l'hymne légitime de la France, l'hymne de la Liberté, l'hymne du Peuple, l'hymne de l'Humanité, parce que la cause de la France est devenue celle de toute l'humanité. Oh ! si j'étais jeune, je ne vous écrirais pas de lettres, je serais parmi vous ! »

Après maintes pérégrinations, après avoir fondé une section de l'Internationale en Italie, en Espagne, et une pour la Russie, dont le siège était en Suisse, Bakounine mourut à Berne, le 18 juin 1876.

Sous l'influence de Bakounine, il se créa parmi les révolutionnaires russes une fraction spéciale, les bakounistes, nommés en Russie *Bountari* (Les révoltés), qui organisèrent un mouvement dont nous parlerons plus tard.

L'influence de Bakounine sur les révolutionnaires russes s'exerça moins par l'exemple personnel qu'il donna d'une activité révolutionnaire fiévreuse, qui agissait sur tous ceux qui l'entouraient, que par ses nombreux écrits. L'agitation littéraire fut menée par lui avec une énergie inlassable et la plus grande partie de tout ce qui fut publié alors dans les éditions révolutionnaires russes à l'étranger, devenues nombreuses, était due à Bakounine.

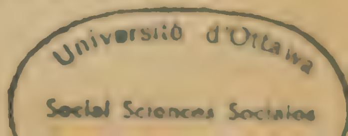
Parfois c'étaient de longs articles écrits entièrement par lui, parfois il se contentait de diriger une revue ; presque tous les articles en tête, dans les éditions révolutionnaires les plus répandues : *Narodnoié Diélo*, *Narodnaia Rasprava*, *Prosvetchenié*, qui paraissaient en Suisse, à en juger par la forme et le fond, sont bien de Bakounine.

Ses idées sur la révolution russe, Bakounine les a exposées maintes fois dans différents opuscules, surtout dans la brochure : *Mouraviov, Pougatchev ou Pestel ?* dans laquelle il proclame l'inévitabilité de la révolution en Russie, et demande à l'empereur d'en prendre la direction, sans quoi la révolution se fera contre lui. Dans une autre brochure : *A mes amis russes, polonais et à tous les Slaves*, Bakounine formule son désir de consacrer ses forces à la cause de la révolution russe, dont il esquissait les principes. Il disait que de la victoire de l'Italie sur l'Autriche datait l'existence en Europe d'un certain nombre de peuples soucieux de leur liberté et capables de créer une civilisation nouvelle basée sur elle : les Italiens, les Grecs, les Magyars, les Roumains, la *grande nation slave*. « Le peuple slave, écrivait Bakounine, plein de force, de sagacité, de talent, presque intact, non affaibli, et qui, si l'on peut dire, n'a fait jusqu'à présent que se préparer à la vie historique, est prêt à prendre la tête de ce mouvement général d'émancipation ». Pour réussir il n'avait qu'à secouer le joug du monde officiel, essentiellement artificiel, conventionnel et parasitaire, qui n'avait plus rien à lui donner et n'était « qu'une alliance monstrueuse de la barbarie tartare et de la science politique allemande ».

C'est la même idée que développe Bakounine dans son livre *L'Empire knouto-germanique* dans lequel nous trouvons entre autres une curieuse et judicieuse remarque sur les chants populaires des travailleurs allemands qui ne parlent que de l'unité et de la grandeur germaniques sans leur promettre la liberté, l'émancipation du travail, un large et noble développement humain. Cependant « ils savent et tout le monde sait qu'aucune de ces belles choses n'existe en Allemagne et qu'elle ne peut devenir le grand empire knouto-germanique qu'en y renonçant pour longtemps, même dans ses rêves ».

La doctrine de Bakounine est, comme on le sait, essentiellement anarchiste. Dans sa critique du principe général





des sociétés humaines et dans l'idée d'anarchie qui en découle, Bakounine est indiscutablement sous l'influence de Proudhon. Mais, plus conséquent que celui-ci, dans la négation de l'Etat il va, sans détours, jusqu'à la conclusion logique. Dans sa théorie, Bakounine unit en un les doctrines anarchiste et collectiviste, en écartant toute trace de l'idée gouvernementale, en attribuant à l'anarchisme un caractère nettement révolutionnaire, et en unissant à la défense obstinée de la liberté individuelle la transmission aux différents groupes sociaux de tous les instruments de production, à commencer par la terre et les mines, jusqu'aux fabriques et aux usines avec leurs machines. C'est seulement grâce à cela que l'anarchisme pouvait se transformer en une pure doctrine théorique et en mouvement social. Mais c'est en vain qu'on chercherait chez Bakounine une représentation concrète de la future société anarchiste, puisqu'il laissait à l'avenir l'œuvre de la création, ne proposant à ses contemporains, comme but principal, que la destruction, le déblayage du terrain pour la construction future. Pour cette destruction et ce déblayage il prêchait la nécessité de manifestations révolutionnaires des masses populaires ; il admettait même des actes terroristes contre les oppresseurs du peuple. Mais puisque les révoltes populaires et la terreur exigent l'organisation des forces, qui ne peut s'effectuer que clandestinement, Bakounine était le fervent partisan des conspirations et des sociétés secrètes, avec leur centralisation et leur discipline de fer.

D'après le biographe le plus consciencieux de Bakounine, Anderson, sa profession de foi politique se réduisait aux propositions suivantes: « Nous n'avons pas de patrie. Notre patrie c'est la révolution universelle. Nous n'avons pas d'autre ennemi que la domination sous toutes ses formes. Nous aspirons à la création du libre monde humain, basé sur le travail, l'égalité, la solidarité de tous les êtres humains. Nous croyons nécessaire : 1° la des-

truction de toutes les institutions politiques, religieuses, juridiques, économiques et sociales sur lesquelles s'appuie l'ordre de choses actuel, bourgeois ; 2° la création de l'organisation indépendante et tout à fait libre des masses affranchies, à la place de l'ordre gouvernemental détruit.

« Dans l'œuvre de la révolution nous sommes ennemis de tout ce qui, de telle ou autre façon, appartient au système actuel, de tout ce qui aspire à être le guide du peuple. Donc nous sommes avant tout les ennemis de ce qu'on nomme la dictature révolutionnaire du gouvernement provisoire. Nous sommes convaincus que tout pouvoir pareil, quelque révolutionnaire qu'il soit, inévitablement, finira par trahir le peuple .et voudra s'éterniser. C'est le peuple qui fait les révolutions. La vraie révolution n'est que parmi le peuple, et tout pouvoir qui est au-dessus du peuple lui est fatalement hostile. Nous avons une foi entière en l'instinct des masses populaires, et nous comprenons la révolution comme l'explosion organisée de ce qu'on appelle les passions révolutionnaires et comme la destruction de tout ce qu'on appelle, dans le langage bourgeois, l'ordre social.

« Nous reconnaissons l'anarchie, cette expression de la vie et des aspirations populaires. C'est de l'anarchie, par la liberté, que doit naître la véritable égalité de tous, basée sur le travail librement organisé. »

Parlant en particulier de la Russie, Bakounine dit : « Nous voulons : 1° que toute la terre russe soit déclarée propriété du peuple, de sorte qu'il n'y ait pas un seul Russe dépourvu de sa petite part de la terre russe ; 2° le self-gouvernement de la commune, du *volost* (1), du district, de la province, et enfin de l'Etat ; que le fonctionnarisme n'existe plus en Russie et que la centralisation bureaucratique soit remplacée par la fédération provinciale libre ; 3° nous désirons que la Pologne, la Lithuanie, l'Ukraine, la Finlande, la Lettonie ainsi que les pays

(1) Division administrative correspondant au canton, en France.

du Caucase, recouvrent leur pleine liberté et le droit de s'organiser à leur gré sans aucune intervention directe ou indirecte de notre part ; 4° nous voulons l'union fraternelle, et si possible fédérale, avec la Pologne, la Lithuanie, l'Ukraine, les provinces baltiques et les peuples du Caucase. Nous sommes tenus et prêts à les aider contre toute violation et contre les ennemis extérieurs, surtout les Allemands, dès qu'ils nous appelleront à leur aide. »

Le biographe de Bakounine, Anderson, remarque assez justement que Bakounine qui exigeait la destruction universelle, qui criait partout *nihil, nihil*, ne montre pas la moindre intention de morceler la Russie. « Non, dit Bakounine, qu'il n'y ait en Russie qu'un seul peuple indivisible, mais n'ayez pas peur il pourra se diriger lui-même. Le peuple connait ses hommes et chez ceux-ci il y a plus de bon sens que dans la noblesse, élevée dans la débauche et l'oisiveté. N'ayez pas peur aussi qu'avec le self-gouvernement provincial soit rompu le lien des provinces entre elles et que s'effondre l'unité de la terre russe. Non, l'autonomie des provinces ne sera qu'administrative ; elle ne concernera que la législation intérieure, juridique et non politique, et dans aucun autre pays, excepté peut-être la France, le peuple ne possède, à un degré aussi élevé que le peuple russe, le sens de l'unité de l'Etat et de la grandeur nationale. »

Telles sont, en traits généraux, les idées maîtresses de Bakounine, qui lui ont valu l'épithète d'apôtre de l'anarchie. En 1869, à l'époque où il a été surtout dominé par l'idée de la révolte insurectionnelle, quand, d'après l'expression de Hertzen, en lui bouillonnait le cyclone de la destruction, il fit la rencontre de l'homme qui a joué dans le mouvement révolutionnaire russe un rôle considérable et qui fut, si l'on peut dire, le précurseur des bolcheviks : S.-G. Netchaiev.

Avant de parler en détail de la vie et de l'activité révolutionnaire de Netchaiev, disons quelques mots de l'in-

fluence de l'Internationale sur le mouvement révolutionnaire russe. Sur ce point des renseignements précieux nous sont fournis par l'un des premiers fondateurs de la *Narodnaia Volia* (La Volonté du peuple), Stepniak (Kravtchinsky), dans son livre *La Russie souterraine.*

Après avoir mentionné que ce fut surtout la propagande de Tchernychevski, de Dobrolubov, de Hertzen, de Bakounine et autres qui développa dans la jeunesse russe le désir de l'activité révolutionnaire, Stepniak écrit : « Une nouvelle vague puissante vint de l'étranger ; elle avait sa source dans la « Société internationale des ouvriers », dont la force atteignit son apogée pendant les premières années qui suivirent la Commune. Il y a lieu de distinguer deux voies différentes par lesquelles l'influence de l'Internationale gagna la Russie ; ce fut, d'un côté, par la littérature, de l'autre, par l'action directe de différentes personnalités.

« Deux écrivains : Michel Bakounine, orateur et agitateur, qui fonda la section anarchiste ou fédéraliste de l'Internationale, et Pierre Lavrov, philosophe et publiciste remarquable, ont rendu, par leur plume, un grand service à notre cause : le premier, comme auteur du livre sur la révolution et le fédéralisme, dans lequel sont développées les idées sur la nécessité de l'insurrection immédiate ; le second, comme directeur de la revue *Vperiod* (En avant). Malgré des divergences sur certains points les deux écrivains reconnaissent la révolution paysanne comme l'unique moyen capable de modifier la situation intolérable du peuple russe.

« Mais l'Internationale avait aussi une influence directe sur le mouvement russe. Ici, il nous faut revenir un peu en arrière, parce qu'à ce point le mouvement révolutionnaire russe touche au mouvement purement individualiste qu'on a appelé le nihilisme. La lutte pour l'émancipation des femmes s'est confondue avec le désir de celles-ci d'accéder à l'enseignement supérieur. Les écoles supé-

rieures étant fermées aux femmes russes, elles sont allées à l'étranger pour y acquérir l'instruction qu'on leur refusait dans leur pays. La libre Suisse, qui ne fermait à personne ni ses frontières, ni ses Universités, devint le pays d'élection de ces nouvelles pèlerines, et, à un moment donné, Zurich fut leur Jérusalem. De tous les côtés de la Russie, même de la lointaine Sibérie, des jeunes filles, presque des enfants, une valise à la main, souvent n'ayant que de maigres ressources, s'en allaient seules, à des milliers de kilomètres, avides d'acquérir cette science qui pouvait, pensaient-elles, leur donner l'indépendance désirée. Mais, arrivées dans ce pays, objet de leurs rêves, elles y trouvaient non seulement des livres scientifiques mais un large mouvement social, dont la plupart ne soupçonnaient même pas l'existence. Et là, encore une fois, se montrait la différence entre l'ancien nihilisme et le socialisme de la génération suivante. Qu'est-ce que toute cette science, se demandaient les jeunes filles, sinon le moyen d'acquérir une situation plus avantageuse au sein même des classes privilégiées auxquelles nous appartenons déjà ? Qui, sauf nous, profitera de tous les avantages promis par la science ? Et si personne, alors quelle différence y a-t-il entre nous et cette masse de sangsues qui vivent de la sueur et des larmes de notre malheureux peuple ? Alors, au lieu de l'Ecole de Médecine, les jeunes filles se mirent à fréquenter les séances de l'Internationale, à étudier l'économie politique et les œuvres de Marx, de Bakounine, de Proudhon et autres fondateurs du socialisme européen. Bientôt Zurich, de centre des études scientifiques qu'il était, se transforma en un immense club. Sa gloire se répandit dans toute la Russie. Les jeunes gens s'y rendirent par centaines. Le gouvernement impérial, trop prévoyant, fit alors paraître, en 1873, un stupide et honteux décret, qui enjoignait à tous les Russes, sous peine d'être déclarés hors la loi, de quitter immédiatement cette ville pernicieuse. En agissant ainsi le gouvernement se trompait lour-

dement. Parmi les Russes vivant à Zurich déjà se discutaient des plans plus ou moins définis du retour dans la patrie, afin d'y répandre les idées de l'Internationale. Ce décret eut pour résultat qu'au lieu de rentrer en Russie isolément et en des temps variables, presque tous les étudiants y revinrent à la fois. Rencontrés avec enthousiasme par leurs amis, aussitôt, avec toute l'ardeur propre à la jeunesse, ils s'empressèrent de répandre en Russie les idées du socialisme international ».

Enfin, l'Internationale trouva un agent puissant pour sa diffusion dans les milieux révolutionnaires russes, en la personne de Netchaiev.

Nous avons déjà rencontré le nom de Netchaiev en parlant des cercles des étudiants de Moscou. Nous avons vu qu'il avait été reçu dans le cercle de Néfedov. Le procès de 1866 ne le toucha pas. C'est seulement deux ans plus tard qu'on commence à parler de Netchaiev, à Pétersbourg, où il est auditeur libre à l'Université et, en même temps, instituteur dans une école municipale.

A cette époque (1868) éclatent de nouveau de graves désordres universitaires, qui ont leur répercussion dans presque toutes les grandes écoles de la Russie et dont l'importance pour le mouvement révolutionnaire dépasse celle des troubles de 1861. En effet, c'est en 1868, dans les réunions des étudiants, qu'est posée nettement la question de la nécessité et du devoir pour la jeunesse de se consacrer entièrement à l'œuvre révolutionnaire.

Les désordres de 1868 étaient provoqués presque entièrement par la politique réactionnaire d'un des hommes d'Etat les plus néfastes qu'ait eus la Russie : le Ministre de l'Instruction publique, comte D.-A. Tolstoï. Il avait introduit dans les Universités « l'inspection » qui n'était rien d'autre que la surveillance policière des étudiants dans leur vie privée. Il était interdit aux étudiants d'organiser des concerts, des spectacles, des conférences ou autres réunions publiques ; toutes les sommes recueillies au profit

des étudiants pauvres étaient soumises au contrôle le plus sévère de la police.

Toutes ces mesures provoquèrent le mécontentement des étudiants et engendrèrent les troubles qui commencèrent à l'Ecole de Médecine militaire.

Au moindre prétexte les étudiants étaient chassés de l'Université et ils allaient grossir les cadres de l'armée révolutionnaire, ainsi que le reconnaissait, en 1882, le Ministre de l'Intérieur, le fameux Plehve, qui écrivait : « Ces étudiants chassés des Universités forment le contingent principal où la révolution recrute ses membres. Les troubles dans les écoles supérieures et les expulsions qui, inévitablement, les suivent, sont comme une sorte de levée de classe faite par les révolutionnaires dans les rangs de la jeunesse studieuse. »

D'après la déclaration du même Plehve, la statistique policière témoigne que les troubles universitaires de 1861 ont préparé les complices de Karakosov, et que ceux des années 1868 et suivantes fournirent les accusés du procès des 193.

Les troubles universitaires de 1868, d'abord d'ordre purement scolaire, revêtirent bien vite un caractère politique. Netchaiev, qui prenait part aux réunions des étudiants, insistait fortement pour qu'il en fût ainsi : le caractère politique du mouvement universitaire devant, selon lui, assurer aux étudiants les sympathies de la société. Il disait : « La révolution est inévitable ; elle paraît l'unique issue possible, puisque le gouvernement, d'une main ouvre des écoles, et de l'autre, empêche les élèves des universités d'étudier dans ces écoles. » Liant le mouvement des étudiants avec le grand élan révolutionnaire de tout le peuple russe, Netchaiev affirmait dans son programme, qu'il répandait en milliers d'exemplaires parmi les étudiants et la société, qu' « il faut tâcher de créer le plus grand nombre possible de types révolutionnaires, de développer dans la société la conscience de la nécessité

et de la possibilité de la révolution, comme l'unique moyen d'arriver à un ordre de choses meilleur. » Pour lui, la révolution sociale était le but final, et la révolution politique l'unique moyen d'atteindre ce but.

Netchaiev qui était surtout un homme d'action avait tracé tout le plan d'organisation de cette révolution politique : « Jusqu'au mois de mai 1869, l'activité des meilleurs hommes doit être consacrée, à Pétersbourg, à Moscou ainsi que dans les autres villes universitaires, à préparer et lancer la protestation des étudiants des universités et de toutes les écoles supérieures pour que le droit de réunion leur soit reconnu. En même temps, il faut commencer la propagande dans les milieux du prolétariat, qu'il est nécessaire d'organiser. La propagande doit être transportée dans les villes, chefs-lieux et districts et concentrée surtout parmi les artisans, les séminaristes et les classes miséreuses de la province. »

D'après le projet de Netchaiev, l'activité organisatrice, en province, devait remplir tous les mois d'été, et un Congrès général de toutes les organisations avoir lieu en octobre. Quant à l'insurrection, il la fixait au printemps de 1870, « parce que cette année placera devant le peuple beaucoup de questions sérieuses, très importantes pour lui, et aussi parce qu'au cas d'insuccès de l'insurrection dans les centres, la belle saison favorisera la guerre sur la Volga et le Dnieper et que les masses du peuple pourront trouver asile dans les forêts. »

Ainsi, pendant que la jeunesse discute encore les idées généreuses de l'application de la science et du travail à l'amélioration du sort du peuple, et que Bakounine tâche de résoudre les questions de principes, Netchaiev, le premier de tous les révolutionnaires russes, formule pratiquement la solution de ces questions et entre dans les détails de l'organisation du mouvement révolutionnaire lui-même.

On peut dire que Netchaiev est l'une des grandes figures

de la révolution russe, car bien que ses procédés éloignassent de lui beaucoup de révolutionnaires, cependant c'est par lui que la révolution entra dans le domaine de la réalisation pratique ; c'est à sa doctrine et à sa méthode que le terrorisme, et plus tard le bolchevisme, feront de larges emprunts. Si grande était l'importance de Netchaiev, que le célèbre révolutionnaire Jéliabov, qui fut un temps le véritable dictateur du mouvement révolutionnaire, se demanda, à un certain moment, ce qui était le plus avantageux pour la révolution russe : la délivrance de Netchaiev, détenu dans la forteresse de Pierre et Paul ou le régicide ? Et si la question fut résolue au profit du régicide c'est que Netchaiev lui-même en décida ainsi.

L'attentat de Karakosov, le procès qui le suivit et les arrestations en masse qu'il entraina avaient désorganisé le cercle d'Ichoutine et d'autres groupements d'entr'aide et d'enseignement mutuel, qui commençaient à se former à Moscou et ailleurs. Malgré cela le mouvement d'organisation se poursuivait parmi les étudiants et la jeunesse studieuse, et, dans les nouveaux groupements, commençait à se montrer l'élément féminin.

Tchoudnovski, dans ses très intéressants *Souvenirs*, publiés par la revue de Bourtzev, *Byloïé*, dit à propos de ces cercles que « parmi les étudiants se montraient deux courants : l'un modéré, l'autre radical. Dans les réunions des étudiants modérés, il était presque uniquement question de la vie scolaire ; les « radicaux » n'y venaient que de temps en temps, pour donner à nos réunions un caractère social plus large..... Quant aux réunions des étudiants radicaux, les questions de la vie universitaire n'étaient là que le prétexte, et on s'y occupait surtout de politique...

« Dans ces réunions, le mot d'ordre presque général était déjà d' « aller au peuple » ; c'était là le sujet obligatoire de discussions ardentes et obstinées. C'était surtout dans les réunions des radicaux qu'on mettait au premier plan l'obligation de « travailler » dans le peuple et avec le peu-

ple. La question : la science ou le travail ? après de longues et chaudes discussions était mise aux voix, et hélas ! dans la plupart des cas, la grande majorité des assistants se prononçait pour le travail contre la science. C'était très enfantin, très niais mais... quels moments sacrés c'était cependant, et quel enthousiasme chez tous ! Je dois aussi noter que, dès cette époque, le mot d'ordre « aller au peuple » ne demeurait pas exclusivement théorique. Des étudiants abandonnaient leurs études, et, après quelques mois d'apprentissage dans des ateliers de Pétersbourg, ils s'en allaient dans les coins reculés de la Russie, avec le désir passionné de servir leur patrie et leur peuple ».

Les désordres universitaires commencèrent à l'Ecole de Médecine militaire et, le 19 mars 1869, ils éclatèrent à l'Institut technologique, puis à l'Université. Partout le tableau était le même. Les étudiants exigeaient qu'on acceptât leurs requêtes collectives où étaient exposées leurs revendications, d'ordre surtout économique et professionnel (caisses, cantines, droit de réunion, etc.). Les autorités refusaient d'accepter ces requêtes et faisaient jeter en prison les plus ardents parmi les étudiants, qui, chassés de l'Université, étaient ensuite, par ordre administratif, expulsés de la capitale. Pendant ces désordres on distribuait des proclamations, la plupart manuscrites ; mais l'une d'elles, intitulée : « Au Public » était imprimée. Son auteur était un jeune étudiant, Tkatchov, qui joua dans la suite un rôle important parmi les émigrants russes à l'étranger.

Cette proclamation de Tkatchov inquiéta fort la police secrète, en ce qu'elle témoignait de l'existence d'une nouvelle imprimerie clandestine à Pétersbourg, de sorte qu'indirectement elle fut cause de l'arrestation de plusieurs partisans de Netchaiev, qui furent jugés dans le procès dit des *Netchaievtzy*, dont nous parlerons plus loin.

Comme nous l'avons dit, Netchaiev jouait un rôle prépondérant dans toutes les réunions des étudiants. Sans

doute le mouvement de ceux-ci et l'organisation de leurs cercles avaient commencé en dehors de son influence, mais ce fut lui précisément qui leur donna leur caractère politique. Son thème favori était que tout homme honnête doit abandonner ses études et « aller au peuple » afin de lui être utile. Pour cela point n'est besoin d'études transcendantes ; il suffit d'avoir le désir d'aider le peuple, et il y aura toujours assez d'hommes plus instruits, plus cultivés, pour guider ceux qui le sont moins. Comprenant que pour devenir le guide de la jeunesse, pour être le maître de son esprit, il faut jouir d'une grande popularité, avoir un nom, Netchaiev, nouveau venu dans la capitale, résolut d'aller à l'étranger, de se rapprocher de Bakounine, de Hertzen et d'Ogarev, afin de recevoir d'eux, de la « dynastie » du *Kolokol*, une sorte de consécration. Mais peu avant son départ Netchaiev fût arrêté. C'était à la fin de 1869, les désordres universitaires battaient leur plein et la police dispersait partout les réunions des étudiants. Un jour, on apporta chez la sœur de Netchaiev un billet avec ces lignes : « En passant sur le pont j'ai croisé une voiture qui emmenait des prisonniers. De cette voiture on m'a jeté un bout de papier et j'ai reconnu la voix d'un homme qui m'est cher, qui disait : « Si vous êtes un honnête homme remettez cela à destination ». C'est ce que je m'empresse de faire et, à mon tour, je fais appel à votre honnêteté pour détruire ce billet, afin qu'on ne reconnaisse pas mon écriture ». C'était signé : « Un étudiant ». A ce billet en était joint un autre, de Netchaiev, griffonné sur un bout de papier. Il était ainsi conçu : « On m'emmène à la forteresse, ne perdez pas courage et faites des démarches pour moi. Si Dieu le veut nous nous reverrons. »

Ces billets avaient été apportés à la sœur de Netchaiev et à son amie Mlle Kornilova, par une fillette de treize ans dont le nom, dix ans plus tard, devait retentir dans le monde entier : Vera Zassoulitch.

Malgré toutes leurs démarches, la sœur de Netchaiev et son amie ne purent découvrir le lieu de détention de Netchaiev, mais, peu après, le bruit se répandit parmi la jeunesse qu'il avait réussi à s'enfuir sous un uniforme militaire.

Certains biographes de Netchaiev croient que cette arrestation avait été simulée par lui pour se créer une légende héroïque, et se parer, devant ses admirateurs, de l'auréole du martyre. Quoi qu'il en soit, bientôt après Netchaiev paraît à Moscou. Là, il emprunte le passeport d'un ami et, sous le nom de Nicolaiev, il part pour l'étranger dans l'intention de se rapprocher des célèbres émigrants de Londres.

Hertzen, dès la première rencontre avec Netchaiev, ressentit pour lui une forte antipathie, tandis que Bakounine en était enthousiaste, voyant en lui le vrai représentant du prolétariat. Plus tard, après leur rupture, qui survint à la suite des désagréments qu'il eut à cause de lui dans l'Internationale, Bakounine l'a caractérisé ainsi : « Netchaiev est l'un des hommes les plus actifs et les plus énergiques que j'aie jamais rencontrés. Quand il faut servir ce qu'il appelle « la cause », il n'hésite pas, ne recule devant rien et se montre aussi impitoyable pour soi que pour les autres. Voilà les qualités principales qui attirent à lui..... Il n'est pas un coquin ; ce n'est pas vrai ! C'est un fanatique de son idée, mais en même temps un homme très dangereux... Ses moyens d'action sont parfois répugnants... Il est arrivé peu à peu à la conviction que pour créer une société sérieuse, sur des bases solides, il faut suivre la politique de Machiavel et adopter le système des Jésuites : pour le corps la violence ; pour l'âme, le mensonge... Mais en même temps c'est une force parce qu'il possède une énergie extraordinaire. Je me suis séparé de lui avec beaucoup de regrets car le service à notre cause exige beaucoup d'énergie et qu'on la rencontre rarement aussi développée que chez lui. »

Cette caractéristique de Netchaiev est probablement la plus juste de celles qu'on a données du célèbre révolutionnaire. En effet, comme l'écrit Bakounine, les moyens d'action de Netchaiev étaient souvent répugnants. Il regardait tous les hommes, même ses amis, comme des pions qu'on peut toujours sacrifier. Pour lui tous les moyens étaient légitimes, même le mensonge et le meurtre : « Il menaçait, a écrit un révolutionnaire, d'introduire dans l'activité révolutionnaire de telles conceptions et habitudes que c'eût été pour elle la mort ». C'est ce qui fit que Netchaiev rompit non seulement avec Bakounine, mais, comme nous le verrons, avec la *Narodnaia Volia*, qui ne pouvait admettre les plans fantaisistes qu'il proposait et finit par lui répondre que « le charlatanisme est chose très dangereuse ».

Dans le roman célèbre de Dostoievski, *Les possédés*, où il a décrit toute cette période du mouvement révolutionnaire russe, Netchaiev qu'il dépeint sous les traits de Verkhovensky, est représenté là aussi comme un homme qui ne s'embarrasse pas des moyens.

Mais Netchaiev avait tout d'abord complètement séduit le bon et confiant Bakounine. Sans peine, il le persuada que le mouvement des étudiants, dont il se disait l'instigateur, était le commencement du grand incendie social, qui devait embraser toute la Russie, déjà préparée pour cela ; et il se présentait aux yeux du grand révolté comme le vrai héros démagogique, auquel obéissaient en Russie et l'*intelligenzia* et le peuple. Ainsi influencé, Bakounine pesa sur Ogarev pour que celui-ci dédiât à Netchaiev son poème célèbre *L'Etudiant*. Cette dédicace devait jouer dans la suite un rôle assez important : elle rehaussait le prestige de Netchaiev aux yeux de la jeunesse intellectuelle russe. En outre, toujours grâce à l'engouement de Bakounine, Hertzen remit à Netchaiev, quoique non sans répugnance, vingt-cinq mille francs, la moitié d'une

somme qu'on appelait le « fonds commun », dont nous dirons plus loin la provenance.

Ayant reçu cet argent, Netchaiev publia et envoya en Russie une longue lettre proclamation « Aux camarades étudiants », et, au cours de l'été 1869, il élabora le plan d'organisation de la société : *Narodnaia Raspravа* (La Vindicte du peuple) et commença la publication d'une feuille officielle de cette société, dont le premier numéro parut à Genève. Dans cette feuille, Netchaiev exposait son programme. « Nous n'avons qu'un plan négatif, disait-il : la destruction impitoyable. Nous renonçons à élaborer les conditions de l'organisation future, comme incompatible avec notre activité. C'est pourquoi tout travail d'esprit exclusivement théorique nous paraît inutile. Nous considérons l'œuvre de destruction comme une tâche si immense et si difficile, que nous lui consacrons toute nos forces, et nous ne voulons pas nous leurrer de l'illusion de posséder assez de savoir et de force pour la création. C'est pourquoi nous nous chargeons uniquement de la destruction de l'ordre existant. Les générations suivantes se chargeront de l'œuvre créatrice. »

On retrouve dans ces lignes l'influence de la doctrine anarchiste de Bakounine. Plus loin, Netchaiev examine quels sont les obstacles qui peuvent empêcher l'insurrection ou entraver sa marche. Ce sont : 1° les personnes qui occupent les hautes fonctions gouvernementales et qui s'appuient sur la force militaire ; 2° celles qui possèdent une grande puissance économique qu'elles emploient exclusivement pour elles-mêmes, pour leur classe ou pour l'Etat ; 3° celles qui parlent et écrivent moyennant finances, c'est-à-dire les publicistes achetés par le gouvernement, et les littérateurs, qui espèrent tirer profit de leurs flagorneries et de leurs calomnies. Les premières, il faut les exterminer sans hésitation ; les autres, il faut tâcher de les amener à merci et les utiliser pour l'œuvre de l'émancipation du peuple ; au cas d'impossibilité,

il faut les faire taire par n'importe quels moyens. C'est, on le voit, le programme que les bolcheviks ont exécuté à la lettre, dont Netchaiev est ainsi, comme nous le disions, le précurseur.

Parlant de l'empereur, Netchaiev, tout en reconnaissant que la révolution doit supprimer l'empereur et toute sa séquelle, dit qu'il faut le garder vivant jusqu'au triomphe de la révolution paysanne : « ... quand le paysan libre, après avoir brisé les chaînes de l'esclavage, au jour *de la vindicte du peuple*, lui cassera lui-même la tête, en même temps que la couronne haïssable ». Enfin, Netchaiev prévoit qu'avant cette révolte du peuple, qu'il escompte pour l'année 1870, il sera nécessaire d'exterminer toute « la horde des pilleurs du trésor, des flagorneurs du tzar, des tyrans du peuple », et il dresse la liste des premières victimes. Cette ligne de conduite tracée par Netchaiev devait être suivie dix ans plus tard, quand le mouvement révolutionnaire russe entra dans la phase terroriste. Il est curieux de noter qu'en tête de sa liste Netchaiev plaçait Trépov et le général Mezenstev, qui furent en effet les deux premières victimes des terroristes : le premier, blessé grièvement par Vera Zassoulitch ; le second tué par le poignard de Kravtchinsky.

En même temps que ce programme, et en lien avec lui, Netchaiev avait élaboré le plan très détaillé d'une organisation révolutionnaire, qu'il apporta avec lui à Moscou à la fin de 1869. Conformément à ce plan, il commença par former la *Ligue conspiratrice*, la fameuse *Ligue des cinq*, dont l'idée lui avait été donnée sans doute par le premier programme de la société *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté). Ce plan est si caractéristique pour l'histoire du mouvement révolutionnaire russe, qu'il nous faut en indiquer les points principaux, car on y retrouvera les principes de la tactique employée par les révolution-

naires d'aujourd'hui. Citons d'abord les règles générales de l'organisation (1).

1° Toute l'organisation est basée sur la confiance personnelle ;

2° L'organisateur (membre du Comité Central) choisit parmi ses connaissances cinq ou six personnes, et, après avoir causé avec chacune à part, s'étant assuré de leur consentement, il les réunit ensemble et établit ainsi un groupe fermé ;

3° Le mécanisme de l'organisation est caché à tout étranger ; l'activité du groupe doit donc être un secret pour tous, hormis ses membres et le Comité central, auquel l'organisateur présente, dans un délai déterminé, le compte rendu complet ;

4° Le travail est réparti entre les membres du groupe selon un certain plan, basé sur la connaissance du pays, de la classe ou du milieu où doit s'exercer le travail ;

5° Chaque membre du groupe organise à son tour un groupe du deuxième degré, composé également de cinq membres, qui regarde le groupe du premier degré comme le groupe central et lui apporte tous les renseignements qu'il possède et lui rend compte de son activité ;

6° Le principe général de l'organisation n'est pas de catéchiser mais de grouper les forces déjà prêtes, en excluant toutes les discussions ayant trait au but réel ;

7° Toutes les questions posées par les membres à l'organisateur, pour se renseigner sur d'autres cercles, sont écartées ;

8° Pour la bonne marche de l'entreprise, la franchise complète des membres du groupe envers son organisateur est la condition essentielle.

A côté de ces principes généraux, il faut noter encore quelques détails intéressants qui, plus tard, furent adoptés presque tous par les partis révolutionnaires. Tout d'abord,

(1) *Les crimes politiques en Russie au XIX[e] siècle*, vol. I[er].

la question des ressources pécuniaires, que Netchaiev place au premier plan, et qu'il pense résoudre de la façon suivante : 1° contributions directes des membres de la Ligue ainsi que des personnes sympathiques au mouvement révolutionnaire inscrites sur une liste portant le cachet du Comité ; 2° contributions indirectes, sous différents prétextes, des personnes de toutes classes, même n'ayant pas de sympathie pour les révolutionnaires ; 3° organisation de soirées, de concerts, sous différents prétextes légaux ; 4° actions diverses sur les personnes privées. Les entreprises de grande envergure sont interdites à un groupe, comme étant au-dessus de ses forces. Ce n'est que sur l'ordre du Comité qu'un groupe doit aider à l'exécution de pareilles entreprises ; 5° sur toutes les sommes acquises, un tiers doit être remis au Comité.

On a singulièrement grossi les ressources des révolutionnaires russes tant en argent qu'en hommes. Plusieurs journaux réactionnaires allaient même jusqu'à leur attribuer une sorte de budget alimenté par les fonds secrets des Etats hostiles à la Russie, ou par les banques intéressées à la baisse du rouble.

C'était surtout Katkov qui, dans son journal *Moskovskia Viedomosti*, soutenait cette thèse, et calculait quelle somme exigeait une armée de dix mille conspirateurs, pourvus d'une haute solde régulière ? Ce sont là de pures fantaisies.

Leroy-Beaulieu, dans son ouvrage *L'Empire des tzars* (1), écrit avec beaucoup plus de raison : « La guerre ténébreuse soutenue par les nihilistes n'était pas si coûteuse que les haines soulevées par la police de l'Etat n'en pussent faire les frais. Si pauvres qu'on les imagine les révolutionnaires russes étaient assez riches pour payer leurs forfaits. L'amour du merveilleux et la terreur qui grossit tout ont fait évaluer le prix de revient de leurs publications clandestines et de leurs sanglants exploits à un taux beaucoup

(1) Vol. II.

trop élevé. On a parlé de millions là où il suffisait probablement de milliers de roubles. Les terroristes, de même que les propagandistes leurs devanciers, pouvaient puiser du reste à plusieurs sources. Ils avaient leurs contributions volontaires auxquelles participaient tous les adeptes quelque peu aisés. On sait que tel était l'emploi de la maigre dot des jeunes filles qui, pour être libres « d'aller au peuple », recouraient au mariage fictif en usage parmi les nihilistes dans la période de pacifique apostolat.... Aux minces cotisations d'étudiants besogneux, aux collectes et souscriptions faites parmi les mécontents de toutes sortes sont venues se joindre les subventions de quelques néophytes tels que le Dr Weimar, de Pétersbourg, condamné en 1881 ; Dmitri Lizogoub, exécuté en 1879 sur la dénonciation de son ami et intendant Drigo, pour avoir consacré toute sa fortune, évaluée à 200.000 roubles, à la propagande révolutionnaire (1). Plus d'un propriétaire ou grande dame a été soupçonné de dissimuler ses offrandes révolutionnaires sous le masque d'œuvres de bienfaisance. »

Dans la feuille de la *Narodnaia Volia* (Terre et Liberté) et dans plusieurs autres journaux révolutionnaires, on rencontre souvent la mention de dons anonymes de vingt mille roubles et plus. Mais, aux dons spontanés, les révolutionnaires ont ajouté parfois des contributions forcées. Plusieurs riches marchands se sont vus taxés par des correspondants anonymes aux ordres desquels ils n'osaient pas se dérober. Enfin, selon les conseils de Netchaiev, on avait recours également aux « entreprises de grande envergure » et on s'attaquait aux coffres de l'État. Le vol de la Trésorerie de Kharkov, en 1879, vol effectué au moyen d'une galerie souterraine, donna d'un coup aux révolutionnaires un million et demi de roubles, somme qui, à cette époque, représentait une valeur de quatre millions de francs. Ces vols à main armée, ces « expropriations »

(1) Pour le récompenser de sa délation, Drigo toucha ce qui restait de la fortune de Lizogoub, environ 40.000 roubles.

ont été fréquents surtout dans la décade des années 80, et ont procuré au parti révolutionnaire plusieurs millions de roubles.

Après avoir traité des ressources du parti, Netchaiev s'occupe des rapports du révolutionnaire : 1° envers lui-même ; 2° envers les camarades ; 3° envers la société ; 4° envers le peuple, et il se trouve tracer ainsi le portrait du futur terroriste.

Le révolutionnaire est un homme condamné. Il n'a rien à soi, ni intérêts, ni sentiments, ni attachements, ni propriété, ni nom ; tout est englobé par un seul et unique intérêt, par une seule et unique pensée, par une seule passion : la révolution.

Du fond de son être, non seulement en parole mais en fait, il a rompu tout lien avec l'ordre public et avec tout le monde civilisé, avec ses lois, ses convenances, ses conventions, sa morale. Il est son ennemi impitoyable et s'il continue d'y vivre c'est pour le détruire plus sûrement...

Il méprise l'opinion publique ; il méprise et hait dans toutes ses manifestations la morale publique. Pour lui est moral ce qui contribue au triomphe de la révolution ; immoral et criminel ce qui l'entrave...

Le révolutionnaire ne peut avoir d'amitié ou de sympathie que pour celui qui est sincèrement aussi révolutionnaire que lui-même. La mesure de l'amitié, du dévouement et autres devoirs de camaraderie se définit uniquement par le degré de l'utilité dans l'œuvre de la révolution...

Plus loin, Netchaiev dit que chaque révolutionnaire doit avoir sous la main quelques camarades du deuxième ou troisième rang, c'est-à-dire pas tout à fait consacrés dans les affaires de la révolution, qu' « il doit envisager comme une partie du capital révolutionnaire remise à son ordre. Mais ce capital, il doit le dépenser avec économie, et tâcher d'en faire l'usage le plus utile. Lui-même doit se regarder comme un capital qui doit être dépensé pour

le triomphe de la cause révolutionnaire dont il ne peut disposer sans le consentement de ses camarades tout à fait consacrés ».

Il faut dire à l'honneur des révolutionnaires russes que sur ce point ils n'étaient pas d'accord avec Netchaiev, et ce commandement de regarder les autres comme des objets inanimés dont ils pouvaient disposer librement, leur répugnait.

Quant à la société, Netchaiev préconise, comme nous le savons, sa destruction impitoyable. Avec ce but en tête le révolutionnaire « peut et même doit vivre dans la société en feignant d'être autre qu'il n'est. Il doit pénétrer partout, dans tous les milieux, dans la boutique d'un marchand aussi bien que dans la demeure seigneuriale, chez les bureaucrates, les militants, les littérateurs, dans la Troisième section et même au Palais d'hiver ». Sur ce dernier point encore les révolutionnaires n'étaient pas d'accord avec Netchaiev et se montraient résolûment hostiles à tout rapport avec la Troisième section, devenue plus tard l'Okhrana. Ils prévoyaient justement que des rapports avec cette institution pouvaient aboutir au système de provocation , qui, on le sait, a sévi intensivement à partir de 1890.

Netchaiev divisait la société en six catégories, dont la première devait être immédiatement condamnée à mort et exécutée. La deuxième catégorie comprenait les hommes auxquels on laissait la vie provisoirement pour que, par une série d'actes brutaux, ils amenassent le peuple à une révolte irrésistible. Les troisième, quatrième et cinquième catégories étaient celles des hommes occupant une grande situation par leurs richesses, leurs relations, leur talent, etc., qu'il fallait exploiter de toutes les façons au profit de la révolution. La sixième catégorie était celle des femmes ; elle se subdivisait en trois groupes : les femmes « sans âme » dont il fallait profiter en les exploitant. Les femmes ardentes, dévouées, intelligentes, mais

pas encore arrivées à la vraie conception révolutionnaire ; celles-là il fallait tâcher de les convertir. Enfin les femmes dévouées à la cause révolutionnaire, ayant accepté entièrement le programme de Netchaiev, et qu'il « faut regarder comme notre trésor le plus précieux, dont l'assistance nous est indispensable ».

Envers le peuple les rapports du révolutionnaire étaient définis dans le § 23 du catéchisme de Netchaiev : « Par révolution nationale il faut entendre non le mouvement réglé sur le modèle des classes occidentales, mouvement qui s'arrête toujours devant la propriété, la tradition, les soi-disant principes civilisateurs et moraux, et qui, jusqu'à ce jour, partout s'est borné au remplacement d'une forme politique par une autre. Le salut du peuple ne peut être que dans la révolution qui détruira dans la racine tout l'étatisme, toutes les traditions de l'ordre gouvernemental et des classes en Russie ».

Tel était, dans ses grandes lignes, le plan de la fameuse Ligue des Cinq avec lequel Netchaiev arrivait à Moscou, en l'automne de 1869. Il prétendait agir au nom du *Comité central*, dont on n'a jamais pu prouver l'existence, et qui, d'après les historiens du mouvement révolutionnaire russe, se composait sans doute de Netchaiev tout seul. Mais il arrivait à Moscou avec le poème que lui avait dédié Ogarev, et un certificat autographe de Bakounine, le présentant comme membre de l'Internationale. La jeunesse enthousiaste s'inclina devant lui. Tous lui obéirent aveuglément, et, très rapidement, Netchaiev devint le véritable dictateur du mouvement révolutionnaire russe. Avec une énergie inlassable il commence immédiatement à organiser ses *Cinq*. Il va trouver son vieux camarade Ouspensky, alors directeur de la Bibliothèque Tcherkassov, véritable centre de tout le mouvement politique ; puis Orlov et Nicolaiev, avec le passeport duquel il s'était rendu à l'étranger. Ouspensky lui indique l'Ecole supérieure d'agriculture (Petrovsko-Razoumovskaia Academia)

où il trouvera parmi les élèves des adeptes pour sa doctrine.

En effet, il recrute là les étudiants Dolgov, Kouznetzov, Ripman et Ivanov, auxquels il fait croire que toute la Russie est déjà couverte par les ramifications des *Cinq*, et que le nom général de toute l'organisation est *Narodnaia Rasprava* (la Vindicte du peuple) ou « Société de la hache ». Avec une rapidité et une habileté extraordinaires, Netchaiev crée l'un après l'autre plusieurs groupes dans lesquels il introduit non seulement des élèves de différentes Ecoles, mais des bourgeois, des marchands, des officiers, des gentilshommes et des femmes. En moins d'un mois il a déjà enrôlé plus de cent cinquante personnes, et tout cela se fait dans le plus grand mystère lui-même figure sous des noms d'emprunt, il est tantôt Ivan Petrov, Pavlov, Dmitri Feodorov, tantôt l'officier Panine, ou tout simplement le n° 2664. En même temps que de nom il change d'aspect extérieur, et parfois même il revêt le costume féminin.

Pendant qu'il opère à Moscou, Netchaiev ne néglige pas Pétersbourg. Il fonde là neuf sections : l'ingénieur Mikhaïlov, Mlle Dementiev, Tkatchov, qui figurent comme accusés dans le procès des *Netchaievtzy*, sont parmi ses premiers adeptes à Pétersbourg. Dans trente-sept provinces de la Russie, Netchaiev établit des sections et des groupes de ses *Cinq*, et l'on peut dire que c'est lui qui posa les fondements des organisations révolutionnaires en Russie. Sous ce rapport, son rôle dans le mouvement révolutionnaire russe est donc considérable.

Devenu dictateur de ce mouvement, Netchaiev se montra un vrai despote, brisant sans pitié quiconque se permettait de douter de ses destinées. Sa victime la plus connue est le malheureux Ivanov, élève de l'Ecole supérieure d'Agriculture de Moscou. Jusqu'ici la lumière n'est pas encore faite sur l'affaire Ivanov. Etait-il vraiment un espion, comme l'affirmait Netchaiev, ou s'était-il

borné à mettre en doute l'existence du fameux Comité central, comme le croient quelques-uns ? En tout cas, le 21 novembre 1869, Ivanov fut tué par un des *Cinq* du groupe auquel il appartenait et en tête duquel était Netchaiev (1).

Le corps d'Ivanov, assassiné dans une grotte du jardin de l'Ecole d'Agriculture, fut jeté dans l'étang, mais quelque temps après, le cadavre étant remonté à la surface, une enquête judiciaire fut ouverte, qui établit par qui et comment avait été tué Ivanov. Au cours des perquisitions à Pétersbourg on trouva entre autres la proclamation « Au public », imprimée par Mlle Dementiev ; on découvrit les traces de relations existant avec Moscou et la *Narodnaia Rasprava*.

Des arrestations furent opérées à Pétersbourg et à Moscou, en tout 87. L'instruction dura près de deux ans.

Le procès, connu sous le nom de procès des *Netchaievtzy*, s'ouvrit à Pétersbourg le 1er juillet 1871. Quarante-six personnes étaient sur le banc des accusés, parmi lesquels : le gentilhomme Ouspensky, 22 ans ; le citoyen honoraire Kouznetzov, 24 ans ; le secrétaire de Collège Pryjov, 42 ans ; Nicolaiev, 19 ans ; le fils d'un prêtre, Florinski, 24 ans ; le gentilhomme Tkatchov, 27 ans ; Mlle Dementiéva, ouvrière, 19 ans ; la veuve du général Tomilov, le gentilhomme Volkonski ; le citoyen français Pajou de Moncey, le prince Tcherkassov ; le gentilhomme Kowalevsky, etc.

Nous avons cité ces quelques noms pour montrer qu'à cette époque dans les rangs des révolutionnaires se trouvaient des gens de toutes classes. Quant à Netchaiev, il ne figure point dans cette liste, car aussitôt que commencèrent les arrestations à Pétersbourg et à Moscou, ne doutant pas du sort qui lui était réservé s'il était pris, il s'était enfui en Suisse.

(1) Le meurtre avec tous ses détails est décrit d'une façon saisissante par Dostoievski, dans son roman *Les Possédés*.

Ce second voyage à l'étranger ne fut pas, pour Netchaiev, aussi triomphal que le premier. Les désordres universitaires qu'il avait présentés comme son œuvre aux rédacteurs du *Kolokol* n'avaient pas eu l'importance politique qu'il leur avait attribuée et avaient été assez rapidement réprimés par le gouvernement réactionnaire de Timachev, Tolstoï, Chouvalov et Trépov. La flamme révolutionnaire qui, selon ses dires, embrasait déjà toute la campagne russe, s'était montrée également peu vivace, et la Russie paysanne conservait, malgré sa misère, sa foi en Dieu et au Tzar. En outre, des jeunes gens, qui avaient réussi à quitter la Russie et arrivaient en Suisse, apportaient des récits véridiques sur le meurtre d'Ivanov et désignaient le véritable assassin. Tout cela ruinait le prestige de Netchaiev qui, peu à peu, se vit abandonné de tous. Enfin Bakounine lui-même, son soutien principal, se détourna de lui. Netchaiev demeura seul. En même temps le gouvernement russe exigeait de la République helvétique l'extradition de Netchaiev qu'il s'engageait de juger non comme criminel politique mais comme l'un des auteurs du meurtre d'Ivanov.

La libre république céda, et grâce à la trahison de l'émigrant politique Stemkovski, Netchaiev fut arrêté et livré au gouvernement russe.

Traduit devant la Cour d'assises de Moscou, le 12 janvier 1873, Netchaiev, qui avait refusé l'assistance d'un défenseur, eut tout le temps du procès une attitude des plus arrogantes. A la question du président s'il se reconnaît coupable de l'assassinat d'Ivanov ? il répondit, sans se lever : « Monsieur le Président, je suis un émigrant, j'ai cessé d'être un sujet de l'empire russe ; je dédaigne toutes les formalités de votre instruction ; j'aurais honte de vous laisser juge de ma conduite. J'ai cessé d'être l'esclave de votre despote. Vive le *Zemski Sobor* ! » On le fit sortir de la salle. Une rixe eut lieu dans le couloir entre lui et les gardes. Ramené devant ses juges, quand après

un long réquisitoire du procureur, le président lui demanda s'il n'avait pas quelque chose à dire pour sa défense, Netchaiev répondit : « Je trouve humiliant pour moi de me défendre de calomnies évidentes pour tous. Toute la Russie sait que je suis un criminel politique. Je répète ce que j'ai dit au comte Levachov : le gouvernement peut me prendre la vie, mon honneur me reste ».

Reconnu coupable, Netchaiev fut condamné à vingt-cinq ans de travaux forcés et à la relégation en Sibérie. A la lecture du verdict, il répondit par les cris : « A bas le despotisme! Vive la Constituante! » Au lieu d'envoyer Netchaiev en Sibérie, clandestinement on le ramena à Pétersbourg et on l'incarcéra dans le ravelin Alexis, de la forteresse de Pierre et Paul. Mais là, malgré des murs de deux mètres d'épaisseur, Netchaiev réussit à nouer des relations suivies avec le monde extérieur, et il devint en quelque sorte le pivot de toutes les conspirations qui tendaient au meurtre d'Alexandre II. « Netchaiev, a dit un écrivain russe (1), disparut de l'horizon, mais son ombre plana encore longtemps sur la cause de la révolution russe, l'inspirant par son exemple d'une énergie fanatique, de la foi en la nécessité d'un dénouement sanglant dans la lutte entre la société et le gouvernement. »

De la forteresse de Pierre et Paul où il était enfermé, Netchaiev écrivait des lettres au Ministre de la Justice, à l'empereur, pour rappeler la manière infâme dont il avait été arrêté en Suisse et se plaindre de toutes les irrégularités de la procédure. Deux fois le gouvernement essaya d'entrer en pourparlers avec lui. La première fois c'était après son arrestation en Suisse. Le comte Levachov lui proposa de faire, pour la Troisième section, un rapport détaillé sur le parti révolutionnaire, avec indication des noms, des ressources et des projets, moyennant quoi de « brillantes conditions » lui seraient faites. Netchaiev rejeta cette proposition avec indignation. Il croupissait

(1) B. B. Glinski, *La période révolutionnaire de l'histoire russe.*

depuis trois ans déjà dans le ravelin Alexis quand le chef du Corps des gendarmes, le général Potapov, lui renouvela cette proposition. Cette fois la réponse de Netchaiev fut plus rude : il souffleta si fortement Potapov que celui-ci tomba le visage en sang. Après ce geste, Netchaiev fut mis aux fers ; puis on le priva d'encre, mais avec son sang il réussit à écrire des lettres qu'il trouva le moyen de faire parvenir au Comité exécutif de la *Narodnaia Volia*.

En général, pendant les deux ans que Netchaiev resta aux fers il fit preuve d'une force de volonté dont on connaît peu d'exemples.

Cependant, avec le temps, des hommes nouveaux arrivaient au pouvoir, la figure du terrible Netchaiev s'effaçait peu à peu de la mémoire du gouvernement. On commença à alléger son sort ; on détacha ses fers. C'était l'essentiel pour Netchaiev qui, bientôt, prit un ascendant extraordinaire sur ses gardiens, ainsi qu'en témoignèrent des dizaines de témoins lors du procès dans lequel ils furent inculpés. Pour agir sur ses gardiens qui, d'après le règlement ne devaient pas lui parler, Netchaiev prononçait en leur présence de grands monologues, au cours desquels il disait qu'il périt pour eux, pour les paysans, pour le peuple. Souvent aussi il faisait allusion à ses hautes relations à la Cour, se prétendait soutenu par l'héritier du trône, et, quand il fut délivré des fers, il présenta cette mesure comme le résultat des démarches de ses hauts protecteurs. Mais l'estime que lui accordaient ses gardiens avait grandi surtout après la gifle qu'il avait administrée au général Potapov. Bien plus, non seulement ses gardiens l'estimaient mais ils l'aimaient, ils étaient fiers de lui et ne l'appelaient entre eux que « notre aigle ».

L'attentat de Soloviov contre l'empereur rehaussa encore le prestige de Netchaiev aux yeux de ses gardiens, auxquels il l'expliqua comme le résultat d'un complot ourdi par le tzarevitch pour renverser Alexandre II. Enfin, il avait si bien persuadé chaque gardien à part que tous

les autres étaient depuis longtemps à sa dévotion, qu'ils l'étaient devenus en effet, et à ce moment il lui eût été facile de s'évader de la forteresse. Mais cela ne lui paraissait déjà plus suffisant : il avait échafaudé un plan grandiose. Parfaitement renseigné par les récits de ses gardiens sur la topographie de la forteresse, sur la composition des troupes de garde, sur leurs chefs, et comptant sur un assez grand nombre de gens dévoués, il avait arrêté le plan suivant : un jour que toute la famille impériale se rendrait à la chapelle de la forteresse, il prendrait possession de la forteresse, y tiendrait enfermé l'empereur et sa famille et proclamerait l'héritier empereur.

Les deux condamnés politiques : Schiriaiev et Mirsky, enfermés à cette époque dans la forteresse de Pierre et Paul, et avec lesquels Netchaiev se tenait en rapport, désapprouvèrent ce projet, et ils trouvèrent le moyen, de leur côté, d'en instruire Jéliabov, par lequel le Comité exécutif de la *Narodnaia Volia* fut mis au courant. Certaines personnes très renseignées sur les affaires politiques de cette époque affirment même que Jéliabov eut une entrevue avec Netchaiev, dans la forteresse de Pierre et Paul. Le Comité exécutif jugea le projet de Netchaiev irréalisable ; mais il entrevit la possibilité de faire évader les détenus enfermés dans le ravelin. Netchaiev reçut à cette fin ce qui lui avait manqué jusqu'alors, pour travailler à son évasion : de l'argent. Mais précisément à cette époque le Comité exécutif organisait un attentat contre Alexandre II et il laissa à Netchaiev le soin de décider laquelle de ces deux entreprises : son évasion ou le régicide, devait passer la première. Sans hésitation, Netchaiev opta pour le régicide.

Outre ses rapports suivis avec le Comité exécutif, Netchaiev correspondait avec plusieurs membres de la *Narodnaia Volia*, entre autres avec Perovskaia et Arontschik. Netchaiev avait, en effet, obtenu le droit d'écrire des lettres et d'avoir des livres, cela après avoir menacé le directeur

de la forteresse de se laisser mourir de faim. Depuis sept jours déjà il refusait tout aliment, lorsqu'il obtint enfin satisfaction, après quoi il partagea son temps très régulièrement entre la gymnastique, la lecture, la correspondance, l'élaboration de projets révolutionnaires, etc.

Parmi ces projets, était celui de lancer en province, où la foi en l'empereur était très forte, un faux manifeste impérial dans lequel il serait dit que « à la demande de toute la classe de la noblesse, nous avons reconnu pour bien, etc..... de rendre les paysans à leurs propriétaires, de prolonger la durée du service militaire, de raser toutes les églises schismatiques, etc. ». En même temps on aurait envoyé aux prêtres un « décret secret » du Saint-Synode ainsi conçu : « Dieu tout puissant vient d'envoyer à la Russie une grande épreuve. Le nouvel empereur Alexandre III est devenu fou. C'est pourquoi les prêtres, sans dévoiler cet important secret d'Etat, doivent secrètement prier pour que Dieu lui envoie la guérison ». Netchaiev était sûr que les prêtres ne manqueraient pas de parler à tout le monde de ce décret. Ces mesures prises, on aurait envoyé des manifestes d'un soi-disant « grand Concile de toutes les Russies : grande, petite et blanche » d'abord aux paysans, ensuite à l'armée, disant que le Concile a décidé de partager les terres, de supprimer le service militaire et qu'il faut arrêter et juger séance tenante quiconque s'opposerait à l'application de ce manifeste.

Le Comité exécutif rejeta ce projet de Netchaiev, en lui objectant que le charlatanisme est chose dangereuse, que, si on peut l'admettre au moment même de l'insurrection, il ne doit pas servir pendant la période de concentration des forces. Nous verrons plus tard qu'un révolutionnaire, Stefanovitch, reprenant ce projet de Netchaiev, faillit provoquer une insurrection dans le district de Tchiguirine, du gouvernement de Tchernigov.

Cependant, en même temps qu'il préparait l'exécution d'Alexandre II, le Comité exécutif s'occupait de l'évasion

de Netchaiev. Mais Perovskaia ayant été arrêtée, on découvrit chez elle les adresses des femmes ou des maîtresses de quelques-uns des soldats qui gardaient la forteresse. Cela donna l'éveil. On procéda à plusieurs arrestations, entre autres celle du Directeur de la forteresse, Bogorodetzky et de son fils, soupçonnés d'avoir facilité aux détenus de correspondre avec le dehors. Les conditions de détention de Netchaiev devinrent alors très sévères, si sévères que les nouveaux détenus politiques amenés dans la forteresse ne soupçonnaient même pas que là se trouvait le célèbre agitateur de la *Narodnaia Kasprava*. La sévérité du régime auquel se trouva soumis Netchaiev aggrava la tuberculose qu'il avait contractée en captivité, et dans la nuit du 8 mai 1883, il s'éteignit doucement dans sa cellule. Le bruit courut que Netchaiev avait été pendu, mais jusqu'ici rien ne permet d'y donner créance.

L'activité révolutionnaire de Netchaiev eut son épilogue dans le procès des soldats gagnés par sa propagande : vingt-cinq d'entre eux furent, les uns condamnés aux travaux forcés, les autres envoyés dans les bataillons disciplinaires.

CHAPITRE VII

La « liquidation » du mouvement d'opposition. — Les nouvelles nominations administratives. — Hertzen et la jeune génération des émigrants. — Pierre Lavrov ; son activité littéraire et révolutionnaire. — « Vperiod » (En Avant). — L'émigration russe.

La pendaison de Karakosov, la dispersion des cercles universitaires de Moscou, l'arrestation et le procès de Netchaiev, tout cela n'avait pas apaisé le gouvernement qui continuait à rechercher les complices réels ou imaginaires du mouvement révolutionnaire, afin d'anéantir d'un coup toute l'opposition.

Ce fut l'époque des perquisitions, des persécutions, des arrestations sans fin. Les gens avaient peur de se réunir, de parler librement, même chez soi, en famille. Le prince Kropotkine, alors brillant officier de la garde, très loin encore de sa conversion aux idées révolutionnaires, rentrant à Pétersbourg après un long voyage en Sibérie, trouva la capitale toute changée. « Avant notre départ de la Sibérie, écrit-il à ce sujet, nous parlions souvent, mon frère et moi, de la vie intellectuelle que nous allions trouver à Pétersbourg et des nouvelles connaissances intéressantes que nous ferions dans les milieux littéraires. En effet, nous fîmes des connaissances parmi les radicaux ainsi que parmi les slavophiles, mais je dois avouer que nous fûmes désenchantés. Nous avons rencontré une masse de très braves gens (en Russie il y en a beaucoup partout) mais ne répondant pas du tout à notre idéal de l'écrivain politique. Les meilleurs littérateurs — Tchernychevski, Mikhailov, Pissarev — étaient ou dépor-

tés, ou internés dans la forteresse de Pierre et Paul. Les autres, ceux qui voyaient la réalité sous des couleurs sombres, avaient changé leurs convictions et maintenant penchaient plutôt vers une autocratie nationale. Quant à la majorité, bien qu'elle conservât encore son opinion ancienne, elle était devenue si prudente dans son expression, que cette prudence égalait presque la trahison..... En dehors des cercles littéraires la situation était pire encore. Dans les années 60, la Russie, surtout Pétersbourg, comptait beaucoup de gens très avancés qui paraissaient prêts à sacrifier tout à leurs convictions. Qu'étaient-ils devenus ? J'essayais de causer avec quelques-uns. — « Soyez plus prudent, jeune homme », me disait-on. Leur code de philosophie courante était contenu maintenant dans des proverbes, tels que ceux-ci : « La force brise la paille » ; « On ne perçe pas le mur avec son front », et d'autres, malheureusement si nombreux dans la langue russe : « Nous avons déjà fait quelque chose, n'exigez de nous rien de plus », ou « Patientez, cette situation ne peut durer longtemps ». C'est ainsi qu'on nous parlait tandis que nous, la jeunesse, nous étions prêts à nous jeter dans la lutte, à agir, et, s'il le fallait, à sacrifier tout. »

La seule manifestation de l'opinion publique, à cette époque, fut le choc entre le gouvernement et le Zemstvo de Pétersbourg, à propos du budget.

A cette affaire, qui se réduisait en somme à un conflit entre le Zemstvo et le gouverneur de la province, Valouiev donna un caractère politique. Présentant les membres du Zemstvo de Pétersbourg comme des révolutionnaires, il obtint de l'empereur l'ordre de les révoquer tous et de fermer la chancellerie. Le comte André Chouvalov, l'un des principaux orateurs de ce Zemstvo, fut exilé à l'étranger, tandis que le président Krouzé était déporté à Orenbourg.

Cet incident produisit une impression pénible sur toute la société. « Ce sont des journées tristes » écrivait

dans son journal, l'homme si modéré qu'était le censeur Nikitenko, parlant de cette période. Les réactionnaires les plus farouches : le comte Dmitri Tolstoï, Chouvalov, le général Timachev, et surtout Trépov, gouvernent alors la Russie par la peur.

L'attentat commis à Paris le 25 mai 1867 contre Alexandre II, par le Polonais Berezovski, ne fit que fortifier la réaction. L'empereur n'avait pas été atteint, mais il avait été si fortement impressionné qu'il vécut depuis dans une crainte perpétuelle. Quand Trépov, qui devait chaque jour lui faire un rapport sur l'état d'esprit à Pétersbourg, était en retard d'une minute, Alexandre II ne tenait plus en place et demandait à tout son entourage s'il ne se passait rien d'anormal dans la capitale.

Valouiev jugé maintenant trop libéral était remplacé par Timachev ; de même le ministre de la Justice Zamiatnine cédait son portefeuille à un Allemand des provinces baltes, le comte Pahlen, qui parlait à peine le russe.

Quant à la presse, le *Goloss*, après le départ de Valouiev avait perdu beaucoup de son influence ; le journal de Katkov, *Moskovskia Viedomosti*, était devenu l'organe officieux du gouvernement. Les forces libérales avaient pour s'exprimer la nouvelle revue de Stassulevitch : *Viestnik Evropy* et le journal fondé par Korsch : *St-Pétersbourgskia Viedomosti*. Arséniev, Kaveline, Polonski, Wesselovski, Likhatchov et d'autres collaboraient à l'une et l'autre publications.

Le journal de Korsch eut surtout un grand succès quand commencèrent à paraître les brillants feuilletons signés Nieznakometz (*L'Inconnu*), pseudonyme d'un publiciste appelé à un grand avenir : A.-S. Souvorine.

Les autres organes de cette époque : *Dielo* et *Severny Viestnik* avaient peu d'influence sur l'opinion publique.

Ce n'est qu'à la fin de 1868 qu'une certaine animation commence à se manifester dans la littérature, quand le

poète Nekrassov, le publiciste Stchedrine et G.-S. Elisséiev achetèrent à Kraievski sa revue *Otietchestvennia Zapiski* qui, sous leur direction, eut sur la société russe l'influence que possédait le *Sovremennik* du temps de Tchernychevski. Dans cette revue on remarquait surtout les articles brillants de N.-K. Mikhailovsky, autour duquel, pendant les années 70 et 80, se groupèrent toutes les forces littéraires de l'opposition.

Quant à Hertzen, comme nous l'avons dit, après 1863 sa popularité et son influence commencèrent à décliner. Le tirage du *Kolokol*, à Londres, baissait, et moins nombreux étaient les pèlerins russes se rendant chez le célèbre écrivain.

La vie russe à l'étranger se concentrait déjà sur un tout autre point de l'Europe : sur les rives des lacs de Genève et de Zurich, où se rendent de longues théories de jeunes gens, émigrants forcés ou volontaires. C'est à Genève que Hertzen avait décidé, en 1865, de transporter la première imprimerie russe libre et son *Kolokol*, portant en manchette la devise : « Terre et Liberté ». Il pensait que son journal trouverait, dans la colonie russe, de nombreux lecteurs et que là lui-même sentirait plus vivement battre le pouls de la vie russe. Mais le *Kolokol* était resté le vieux *Kolokol*, et ne donnait point de réponse aux questions sociales qui passionnaient la jeunesse d'alors. On trouvait Hertzen ennuyeux ; on le trouvait vieux jeu, et enfin la colonie des émigrants exigeait de Hertzen que le *Kolokol* devînt l'organe de toute la colonie, avec un Comité de rédaction où les décisions seraient prises à l'unanimité. Hertzen repoussa cette demande et resta complètement isolé dans la jeune colonie russe. Il décida alors de cesser la publication du *Kolokol*, en russe, et de l'éditer en français pour donner des renseignements sur ce qui se passait en Russie. Le dernier numéro russe du *Kolokol* parut au mois de juillet 1867.

Le désaccord entre Hertzen et les jeunes révolution-

naires russes réfugiés en Suisse ne fit que s'accentuer, et devint bientôt de l'hostilité. Les jeunes gens qui venaient alors à l'étranger appartenaient à toutes les classes de la société, cependant la plupart étaient sans instruction et n'avaient pas même le désir de s'instruire, préférant, comme le prêchait Netchaiev, renoncer aux études pour s'adonner au travail pratique révolutionnaire. Hertzen, le premier, avait appelé les jeunes gens à « aller au peuple », il voulait qu'ils fussent d'abord armés de toute la science possible ; il ne pouvait donc voir d'un œil indulgent cette jeunesse qui croyait toujours en savoir assez.

Tourgueniev, lui aussi, éprouvait envers cette nouvelle génération les mêmes sentiments que Hertzen. C'était le drame éternel entre les pères et les enfants, qu'il avait si magistralement décrit : « Le commun entre nous, à cette époque, était trop *commun*. Marcher ensemble, servir, comme on dit en France, faire quelque chose ensemble, nous le pouvions, mais vivre ensemble, sans rien faire, cela était très difficile. On ne pouvait pas même penser à une influence sérieuse. L'ambition maladive, impertinente, n'avait pas de frein depuis longtemps. Parfois, il est vrai, ils exigeaient un programme, des guides, mais ils attendaient de nous que nous formulions leurs propres opinions, et ils n'étaient d'accord avec nous qu'autant que ce que nous disions ne contredisait pas ce qu'ils désiraient. Nous, ils nous regardaient comme d'honorables invalides, comme le passé, et ils s'étonnaient naïvement que nous ne fussions pas trop en retard sur eux..... Il n'était pas difficile de prévoir que les nouveaux liens ne tiendraient pas longtemps, que tôt ou tard ils se rompraient et que cette rupture, vu le caractère difficile de nos nouveaux amis, n'irait pas sans de nouvelles conséquences ».

A ces désaccords intellectuels s'ajoutaient des divergences de vues au sujet du « Fonds commun ». L'histoire de ce « Fonds commun », que nous avons mentionné déjà,

en parlant de la visite de Netchaiev à Hertzen, était la suivante. En 1858, un jeune homme, nommé Bakhmetiev, qui avait quitté la Russie à la suite d'une querelle de famille, arriva à Londres, chez Hertzen. Il était possesseur d'une somme de 50.000 roubles et se rendait aux Iles Marquises pour y installer une commune socialiste. Avant de prendre congé de Hertzen, il lui offrit vingt mille roubles « pour les besoins de la révolution ». Hertzen n'accepta cette somme que sur l'insistance de Bakhmetiev, mais la considéra toujours comme appartenant à celui-ci ou ses ayants droit. Les révolutionnaires russes dès qu'ils connurent l'existence de cet argent, demandèrent qu'il leur fut remis pour les besoins de la cause. Après de longues discussions et sur la pression de Bakounine et d'Ogarev, Hertzen en remit la moitié à Netchaiev.

A la fin de 1869, Hertzen, avec sa femme et sa fille malade, partit pour Paris, où il mourut le 9 janvier 1870. « La Cloche » se tut pour toujours.

Vers la même époque parut parmi les émigrants un homme qui devait avoir une influence considérable sur la jeunesse révolutionnaire : Pierre Lavrov. Nous avons rencontré ce nom en parlant du procès de Karakosov. Lavrov était né en 1823, dans le village Melitovo, du gouvernement de Pskov. Nommé professeur de mathématiques à l'Ecole d'artillerie à l'âge de vingt-et-un ans, il se fit connaître au public d'abord par des poèmes traitant de sujets politiques et sociaux, puis par des ouvrages de mathématiques et de philosophie, parmi lesquels nous citerons *Théorie mécanique de l'Univers* ; *Essai sur la théorie de la personnalité* ; *Les Théories contemporaines de la morale et son histoire*, etc. Mais le succès de ces différents ouvrages fut complètement éclipsé par celui des *Lettres historiques*, que, sous le pseudonyme de Myrtov, il publia d'abord dans la revue *Nièdiela* (1861-1869), puis plus tard en un volume. Ces *Lettres* ont joué dans le mouvement populaire des années 70 un rôle prépondérant. Dès leur

apparition, elles devinrent le livre de chevet de toute la jeunesse russe, et plusieurs des idées qui y étaient exprimées sont entrées dans le domaine de la pensée de tout Russe instruit.

Un biographe de Lavrov, Roussanov, a écrit : « Ah ! il fallait vivre aux années 70, à l'époque du mouvement, de la croisade dans le peuple, pour voir autour de soi, pour sentir en soi-même l'influence extraordinaire des *Lettres historiques*. Beaucoup parmi nous, adolescents à cette époque, d'autres, encore enfants, ne se séparaient pas du petit livre usé, lu, froissé. Nous l'avions à notre chevet, et la nuit en le lisant nous l'arrosions de nos larmes. L'enthousiasme nous saisissait et remplissait notre âme d'une soif folle de vivre pour les idées nobles et de mourir pour elles. Avec quelle joie tremblaient nos jeunes cœurs ; avec quelle grandeur se dressait devant nous l'image du bon maître, qui nous était inconnu mais nous était si proche par l'esprit et qui nous appelait à la lutte désintéressée pour l'idée... »

A l'exception de *Que faire* ? de Tchernychevski, aucun autre livre peut-être n'eut autant d'influence sur le mouvement révolutionnaire russe que les *Lettres historiques* de Pierre Lavrov. Le même biographe dit ailleurs : « A un certain moment nous nous enthousiasmâmes pour Pissarev, qui nous parlait de la grande utilité des sciences naturelles pour faire d'un homme un « réaliste penseur » qui désire vivre au nom de son « égoïsme développé », en renversant toutes les autorités, avec pour but la vie libre et heureuse pour soi-même et pour tous ceux qui pensent comme nous. Mais, tout d'un coup, un petit livre nous dit que les sciences naturelles ne sont pas tout dans le monde, qu'on ne peut aller loin avec l'anatomie de la grenouille seule, qu'il y a d'autres questions importantes ; qu'il y a l'histoire, le progrès social, qu'il y a enfin le peuple affamé, épuisé par le travail, le peuple ouvrier qui porte sur soi tout l'édifice de la civilisation et nous permet de nous

occuper de la grenouille et de toutes autres sciences ; qu'il y a une dette impayée envers le peuple, envers la grande armée des travailleurs. Vous pouvez imaginer quel ouragan de pensées nouvelles, de sentiments nouveaux, traversa notre âme ! Comme nous avions honte de nos plans bourgeois d'une vie personnelle heureuse ! Au diable « l'égoïsme raisonnable », le « réalisme penseur », au diable toutes ces grenouilles et autres sujets scientifiques qui nous ont fait oublier le peuple ! Dorénavant notre vie devait appartenir tout entière aux masses, et ce n'est qu'en consacrant toutes nos forces au triomphe de la vérité sociale que nous pouvions ne pas faire banqueroute devant notre pays et devant toute l'humanité. Maintenant, avec le recul du temps, nous voyons avec plus d'évidence encore le rôle important que les *Lettres historiques* (1) ont joué dans la création et le développement de cet enthousiasme élevé et désintéressé, qui poussa les jeunes propagandistes du socialisme à « aller au peuple ».

En 1862, Lavrov avait donné son adhésion à la Société *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté) et s'était lié avec Tchernychevski. En 1865, il entreprit un grand voyage à l'étranger. A son retour, après l'attentat de Karakosov, le 4 avril 1866, il fut arrêté, et malgré que la perquisition pratiquée à son domicile n'eût rien donné, sur l'ordre de Mouraviev, Lavrov, alors colonel, fut traduit devant le Conseil de guerre, qui, l'ayant reconnu coupable d'être l'auteur de quatre poèmes « irrespectueux envers Nicolas Ier et Alexandre II et sympathiques envers des hommes que le gouvernement juge nuisibles par l'orientation de leur esprit (Tchernychevski, Mikhaïlov) » et de propager dans la presse des idées subversives, le condamna

(1) Les *Lettres historiques*, interdites par la censure peu après leur publication, n'ont paru en seconde édition qu'après le manifeste du 17 octobre 1905.

aux arrêts, malgré toute la pression qu'exerça sur lui Mouraviov, pour obtenir une condamnation plus sévère.

Mais le chef de la justice militaire, le général Filosofov (1), modifia ce verdict et, par ordre supérieur, Pierre Lavrov fut exilé à Kadnykov, d'où il continua sa collaboration dans les revues *Otietchestvennia Zapiski* et *Niédiéla.*

· Au commencement de 1870, un révolutionnaire, Herman Lopatine, organisa l'évasion de Lavrov, qui arriva à Paris le 13 mars 1870, quelques mois après la mort de Hertzen. Lavrov était déjà connu en Europe par ses ouvrages scientifiques. Il collabore aussitôt dans la Revue d'Anthropologie, se lie avec Broca et aussi avec le relieur Varlin, représentant de l'Internationale, dont il devient membre. Puis vient la Commune, dans laquelle il prend une grande part, et, en 1871, il se rend à Zurich qu'il quitte bientôt pour aller à Londres. En 1877 il est de nouveau à Paris et s'y installe définitivement, rue Saint-Jacques, où il meurt en 1900.

Pierre Lavrov était à Paris le centre autour duquel se groupa, pendant plus de quinze ans, toute l'émigration russe.

Si Lavrov était internationaliste dans toute l'acception du terme, comme Bakounine il était demeuré foncièrement russe. Dans ses *Lettres historiques*, il avait donné cette belle définition du patriotisme : C'est faire que son pays soit le plus puissant facteur du progrès humain.

Au début de 1872, Lavrov avait eu la visite de délégués venus de Russie pour lui proposer d'éditer une revue russe à l'étranger. C'est ainsi que parut *Vperiod*, que dirigea Lavrov avec V. Smirnov pour collaborateur principal, et qui eut en tout cinq numéros (2). Le journal

(1) Mari d'une des premières féministes russes Mme A. P. Filosofov, qui, à cette époque, avec Mme Stassov et la comtesse Rostovtzev, fonda à Pétersbourg la « Société du travail des femmes » que le gouvernement fit fermer bientôt, la jugeant dangereuse.

(2) Le dernier publié en 1877.

du même nom, publié à Londres, eut quarante-huit numéros. Pendant les années 1875-1876, *Vperiod* fut l'organe du groupe révolutionnaire qu'on appelait les « Lavristes », en opposition aux « Révoltés » ou « Bakounistes ». Il posait comme but la propagande des idées socialistes parmi les paysans et les ouvriers et leur organisation, propagande qui devait s'exercer surtout par la littérature. Nous trouvons des renseignements intéressants sur les conditions dans lesquelles parut la revue *Vperiod*, dans un livre remarquable de Lavrov : *Les populistes propagandistes des années* 1873-1878.

Les points principaux du programme de Lavrov étaient les suivants : 1° tous les efforts de la société doivent tendre à remplacer l'ordre social existant par un autre, basé sur ce principe du collectivisme : donne toutes tes forces à la cause commune et ne prends de la société que ce qui est nécessaire pour ton existence et ton développement ; 2° la communauté qui réalise ce principe suppose : *a*) la communauté des biens ; *b*) le travail général collectif pour le développement commun ; *c*) la solidarité de tous les ouvriers ; *d*) la fédération libre comme type de chaque société humaine ; 3° la transformation à laquelle tendent les socialistes ne peut s'opérer par la voie légale, c'est pourquoi les exigences du socialisme ouvrier ne peuvent être réalisées que par la révolution sociale ; 4° cette transformation ne peut être faite que par le prolétariat ouvrier, par conséquent toute révolution ayant pour but la réalisation des principes du socialisme ouvrier ne peut avoir de succès que si elle est le fait du peuple ; 5° la révolution sociale en Russie doit être préparée par l'organisation secrète des forces révolutionnaires, qui agissent par la propagande et l'agitation tant qu'elles ne sont pas assez puissantes pour une grande explosion révolutionnaire ; 6° l'organisation des forces révolutionnaires qui a le plus de chance d'atteindre ce but doit procéder de la façon suivante :

a) les socialistes révolutionnaires convaincus, sortis de *l'intellegenzia*, formeront le premier cadre de cette organisation ; *b*) les plus aptes d'entre eux se disperseront dans les provinces, parmi le peuple, et rassembleront autour d'eux les meilleures forces du peuple en groupements révolutionnaires ; *c*) ils réuniront tous ces groupements en une vaste fédération socialiste révolutionnaire ; *d*) la propagande pour la révolution sociale pénétrera dans l'armée de telle sorte que, quand éclatera l'insurrection populaire, elle y introduira la désorganisation ; *e*) quand l'organisation socialiste révolutionnaire sera assez forte elle profitera des troubles inévitables dans le peuple pour généraliser ces troubles en une explosion révolutionnaire qui devra embraser la plus grande partie de la Russie ; 7° les insurrections locales infructueuses ne peuvent être considérées comme un moyen commode de préparer l'explosion générale en Russie. « Par conséquent un socialiste révolutionnaire convaincu n'a pas le droit de les provoquer tant que l'organisation socialiste n'est pas assez forte pour assurer la victoire de la révolution ; il doit même s'opposer à une dépense inutile des forces du peuple. Mais quand la révolte du peuple se produit indépendamment de sa volonté, par suite de l'exploitation économique ou de l'oppression par les gouvernants et les classes dominantes, alors le socialiste révolutionnaire convaincu doit se battre dans les rangs du peuple révolté et partager son sort. »

Le programme de Lavrov, qui exigeait la gradation dans l'action, une longue et solide préparation scientifique, ne satisfaisait pas la jeunesse révolutionnaire qui, sous l'influence des discours enflammés de Bakounine et de Netchaiev, exigeait la lutte, l'activité fébrile, la réalisation immédiate de toutes ses espérances. Le représentant de ces tendances de la jeunesse était Tkatchov, impliqué jadis dans l'affaire des troubles universitaires de 1861, puis dans le procès Karakosov et plus tard dans celui des *Netchaevtzy*. Après quatre années de détention dans la

forteresse de Pierre et Paul il avait réussi à s'évader et s'était réfugié en Suisse.

Pendant quelque temps Tkatchov écrivit dans la revue *Vperiod*, mais dès le début il était facile de voir que cette collaboration ne serait pas de longue durée. Lavrov et lui étaient en effet d'opinions trop différentes sur toutes les questions principales, tant théoriques que pratiques, concernant la révolution russe. Ils se séparèrent définitivement à Londres où, en 1874, Lavrov avait transporté son imprimerie. Pour faire pièce à *Vperiod*, Tkatchov fonda à Genève, en 1875, le journal *Nabat* (Le Tocsin), considéré comme l'organe des « Jacobins » russes.

Tkatchov était de ceux qui, comme Netchaiev, croyaient en l'imminence de la révolution en Russie. Il écrivait dans le premier numéro de son journal : « Il est temps de sonner le tocsin. Le feu du progrès économique a déjà touché les bases fondamentales de notre vie nationale. Sous son action, les anciennes formes de notre vie communale tombent déjà, le principe même de la commune se détruit, ce principe qui doit devenir la pierre angulaire de l'ordre futur que nous rêvons tous..... Le feu commence à embraser nos formes gouvernementales. Aujourd'hui nous sommes la force ; aujourd'hui tous nos ennemis sont faibles et désunis ; contre nous le gouvernement est seul avec ses fonctionnaires et ses soldats... Mais que sera demain ? »

Contrairement à Lavrov, Tkatchov ne croit pas que préparer la révolution soit la tâche du révolutionnaire car « la révolution est préparée par les exploiteurs, les capitalistes, les propriétaires, les prêtres, la police, les conservateurs, les libéraux, les progressistes, etc. Le révolutionnaire ne prépare pas la révolution, il la fait. Sonner le tocsin, appeler à la révolution, cela signifie indiquer sa nécessité et sa possibilité immédiate, montrer tous les moyens pratiques de sa réalisation ; définir ses buts principaux. »

Pour Tkatchov le but immédiat de la révolution est l'accaparement du pouvoir politique. Mais cet accaparement, qui est la condition nécessaire de la révolution, n'est pas encore la révolution; il n'en est que le prélude. La révolution se réalise par l'état révolutionnaire qui, d'un côté, supprime tous les éléments conservateurs et réactionnaires du pays, toutes les institutions qui empêchent l'établissement de l'égalité et de la fraternité, et qui, d'autre part, introduit dans la vie des institutions qui favorisent leur développement.

Tkatchov préconisait la formation d'une organisation homogène étrangère à tous les petits cercles, disciplinée, hiérarchisée, soumise à une direction générale,qui aurait introduit l'unité dans l'activité de tous ses membres. « Ce n'est qu'avec une pareille organisation, écrivait-il, que notre but peut être atteint le plus complètement et avec la plus petite dépense de forces. Ce n'est qu'une pareille organisation qui peut assurer la sécurité personnelle des révolutionnaires, et nous donner la possibilité de venger, sur nos bourreaux, nos héros martyrs, nos chers camarades, amis et frères. »

Ainsi, dépassant les « Lavristes » et les « Bakounistes », Tkatchov pressent déjà et préconise la terreur, et nous verrons plus tard les organisateurs de la *Narodnaia Volia*, (La Volonté du peuple), les futurs terroristes, insister sur la nécessité d'une organisation centrale et rêver d'une dictature révolutionnaire.

Mais, à cette époque, « Lavristes » et « Bakounistes » étaient hostiles au programme de Tkatchov. Les premiers estimaient que ses appels à la révolte et à l'insurrection ne pouvaient que provoquer de terribles représailles de la part du gouvernement. Les « Bakounistes », les purs anarchistes, qui niaient en principe tout pouvoir, se détournaient de sa propagande de centralisation et d'autorité.

Tkatchov répondit à ses adversaires en les traitant de

doctrinaires fantaisistes, de bourgeois, de réactionnaires. Le ton de sa polémique était souvent grossier, et, peu à peu, *Nabat* (Le Tocsin) perdit le prestige qu'il s'était acquis à ses débuts. Tkatchov dut abandonner la direction. Peu après une maladie terrible le faisait interner à Sainte-Anne, où il mourut, le 4 janvier 1886, de paralysie générale.

Les émigrants russes de la première moitié de la décade des années 70 n'étaient pas tous groupés autour de Bakounine, de Lavrov et de Tkatchov. Dans son ouvrage, que nous avons déjà cité, Lavrov nous donne sur la question de l'émigration russe à l'étranger des renseignements très intéressants : « Les centres principaux des Russes, étudiants et émigrants, étaient Genève et Zurich, et surtout cette dernière ville. Là, autour de l'Université et de l'École Polytechnique, s'étaient formés des groupes socialistes, les uns ayant adopté le programme de *Vperiod*, les autres partisans convaincus de Bakounine. Mais il y avait encore d'autres éléments, ayant retenu des phases précédentes du mouvement russe une tendance à reléguer au second plan les principes socialistes, l'organisation ouvrière, la lutte des classes, et à placer au premier rang la lutte contre l'absolutisme en Russie ; c'étaient les éléments du futur jacobinisme russe du *Nabat*. Un autre centre important de l'émigration russe en Suisse était Locarno, la capitale de l'anarchisme, où habitait Bakounine. A Genève travaillait l'imprimerie russe fondée par le cercle pétersbourgeois des *Tchaikovtzy*, dont le chef était à cette époque Lazare Goldenberg. Les débris du groupe Outine, hostile aux « Bakounistes », s'étaient réfugiés là. »

Beaucoup de jeunes filles, venues pour étudier la médecine, complétaient la colonie russe de Zurich. Parmi elles plusieurs figurèrent plus tard dans le Procès des 50. Deux bibliothèques russes avaient été constituées et plus de deux cents auditeurs venaient là entendre des conférences

russes sur le rôle des Slaves dans l'histoire, sur les Origines du Christianisme, sur l'évolution de la pensée, conférences dont la plupart étaient faites par Lavrov. Parmi les auditeurs les plus assidus de ces conférences on remarquait une jeune fille, Vera Figner, qui joua dans la suite un rôle si important dans la société *Narodnaia Volia* et Alexandre Kropotkine, frère du célèbre anarchiste. En 1874, la colonie des émigrants s'augmenta d'un membre très important, Herman Lopatine, celui-là même qui avait organisé l'évasion de Lavrov. Il apportait avec lui le manuscrit du *Prologue des Prologues*, de Tchernychevski, publié par les soins de *Vperiod*.

Après l'ukase de 1873, enjoignant à toutes les jeunes étudiantes qui étaient en Suisse de rentrer en Russie, la colonie de Zurich se trouva très réduite ; cette circonstance et en plus l'extradition de Netchaiev poussèrent l'émigration russe vers un autre asile ; la plupart des émigrants se fixèrent alors les uns à Paris, les autres à Londres.

L'année suivante, un nouvel ukase, publié également dans *Le Messager officiel*, exigea le retour de dix-neuf émigrants, parmi lesquels Bakounine, Goldenberg, Lavrov, Lopatine, Ogarev, Outine, etc. Seul ce dernier se soumit à l'ordre du gouvernement russe ; les autres demeurèrent à l'étranger et autour d'eux se groupèrent les émigrants dont le nombre augmentait de jour en jour.

Lavrov, dans son livre *Les populistes propagandistes*, a signalé l'activité de ces émigrants. « Pendant tout le temps que Zurich a été le centre du mouvement russe à l'étranger et après 1874, le groupe n'a cessé d'agir énergiquement, chacun défendant son opinion. La première feuille sortie de l'imprimerie de *Vperiod* était l'appel aux étudiants russes de Zurich, puis, en juillet 1873, parut la première livraison de *Vperiod* et, en mars 1874, la deuxième. Ensuite on publia les *Lettres sans adresses* de Tchernychevski. Les « Bakounistes » ont édité, en 1873 : *L'Etat et l'anarchie* ;

Le développement historique de l'Internationale ; en 1874 : *L'anarchie et Proudhon*. »

A la même fraction, mais indépendant de l'influence de Bakounine, appartenait le « Groupe révolutionnaire des anarchistes russes » qui fit paraître les brochures *Aux révolutionnaires russes*, 1874, et *La Commune de Paris*, 1876.

L'imprimerie de Genève publia dix-sept brochures et volumes. Les « Jacobins » ont édité sept feuilles humoristiques dirigées contre le rédacteur en chef de *Vperiod* et contre les « Bakounistes ».

Toutes ces fractions du parti révolutionnaire entretenaient des rapports avec la Russie par les mêmes intermédiaires qui, à la frontière, recevaient les publications imprimées à l'étranger, et les faisaient entrer en Russie par les contrebandiers. Les plus habiles de ces intermédiaires étaient Zundélévitch et Finkelstein-Litvine. Ces publications, une fois introduites en Russie, étaient répandues toutes, indifféremment, par les mêmes moyens. Leur succès dans les cercles de propagande et d'agitation ne dépendait pas de ce qu'elles appartenaient à tel ou tel groupe, mais de l'écho qu'elles trouvaient parmi la jeunesse russe.

Les brochures et les tracts étant devenus un moyen de propagande non moins efficace que la parole vivante, les révolutionnaires russes organisèrent très rapidement la circulation de cette littérature clandestine, qui fut surtout intense au cours des années 1874-1875. Aux brochures et livres que nous avons cités d'après Lavrov, il faut ajouter des brochures de propagande répandues en Russie en milliers d'exemplaires, à propos du centenaire de Pougatchev, de la famine de Samara, et un conte : *Moudritza Naoumovna*.

Mais pendant que les forces révolutionnaires se mobilisaient à l'étranger, en Russie s'accomplissait un travail formidable. Partout s'organisaient des communes, des

cercles, des groupes, des fractions, d'où sont sortis les « populistes propagandistes », qui annoncèrent en 1873 une véritable croisade dans le peuple — croisade à laquelle mirent fin deux grands procès : celui des 50 et celui des 193.

CHAPITRE VIII

N.-K. MIKHAILOVSKY. — TCHAIKOVSKY ET SON GROUPE. — LES CERCLES DE PÉTERSBOURG, DE MOSCOU ET DE LA PROVINCE. — LA COMMUNE DE KIEV. — « AU PEUPLE ! » — LES DOLGOUCHINTZY. — LA PERSÉCUTION DES RÉVOLUTIONNAIRES. — LE RAPPORT DU MINISTRE DE LA JUSTICE PALHEN. — LES PROCÈS DES 50 ET DES 193. — LA MANIFESTATION DE LA PLACE DE KAZAN.

Les Lettres historiques de Lavrov, rappelant aux classes intellectuelles leurs devoirs envers le peuple ; la propagande et les appels de Bakounine et de Netchaiev, exhortant la jeunesse à « aller au peuple » ; une certaine tendance du journalisme et de la littérature à présenter le peuple comme quelque chose de mystérieux et de sacré, devant quoi il faut s'agenouiller et qu'il faut servir, tout cela avait créé en Russie, au milieu des années 70, un élan d'enthousiasme généreux qui se traduisit par une véritable croisade pour le peuple, comme il ne s'en est jamais produit dans aucun autre pays d'Europe. A cette époque, le héros n'est plus un petit bourgeois présentant ses exigences, c'est un « gentilhomme repentant » qui renonce à ses privilèges historiques et veut racheter les crimes de sa caste envers le peuple. « A côté de l'idéal du perfectionnement personnel on avance le principe du bien public, d'où l'intérêt pour les sciences sociales et l'adoration mystique du peuple », a écrit Venguerov. Partout, dans les journaux, dans les revues, il n'est question que de l'état économique du peuple ; dans les romans, le paysan prend la première place ;

pendant que la jeunesse, écoutant la voix de ses maîtres de prédilection « va au peuple ». Comme conséquence de cet état d'esprit altruiste et démocratique paraît le « populisme progressiste » qui a de commun avec le slavophilisme que lui aussi proclame le particularisme du peuple russe, toutefois avec cette différence notable que ce particularisme réside dans les principes communistes de la vie populaire russe.

En tout cas, toutes les fractions libérales de cette époque se rencontrent dans le désir ardent de s'adonner entièrement au service du peuple, dût-on sacrifier pour cela ses intérêts personnels.

Avec ses *Lettres historiques*, Lavrov avait créé un mouvement très important dans la vie russe. Quand il eut quitté la Russie, sa place fut occupée par l'homme qui possédait la plus grande autorité sur ses contemporains : N.-K. Mikhailovsky, dont les remarquables écrits scientifiques et littéraires unissaient tous les côtés positifs des conceptions philosophiques et historiques de ses prédécesseurs : Hertzen, Tchernychevski, Lavrov. Le rôle de Mikhailovsky a été heureusement défini par Venguerov qui voit son mérite principal en ce « qu'il avait reconnu le danger de la propagande de Pissarev, sur l'égoïsme utilitaire et le réalisme pensant, dans leur sens étroit, dont le développement logique eût conduit inévitablement à négliger les intérêts sociaux. Le jeune sociologue et critique, dans ses articles théoriques ou littéraires, mettait au premier plan, avec une force particulière, la nécessité de servir la société, de se sacrifier pour le bien commun. Développant la doctrine de Lavrov sur le rôle de la personne, il encourageait à commencer ce service *immédiatement* ».

Les articles de Mikhailovsky dans *Otietchestvennia Zapiski*, dans *Niédiéla* et ailleurs étaient lus et discutés dans toutes les réunions de la jeunesse, mais le grand rôle de Mikhailovsky dans le mouvement révolutionnaire

s'exerça surtout pendant les années 1877-1878 quand, dans sa publication clandestine : *Les feuilles volantes*, répandue dans la société russe, il put parler librement de la Constitution et du *Zemski sobor* : « Les affaires publiques, disait-il entre autres, doivent être remises entre les mains de tout le peuple. Si la représentation des élus de la terre russe n'est pas obtenue, alors un *Comité secret de salut public* doit être créé dans le pays. » Mikhailovsky prévoyait ainsi, en 1877, la formation du Comité exécutif de la *Narodnaia Volia* (Terre et Liberté), qui parut deux ans plus tard.

Si la littérature populiste, surtout les œuvres d'Ouspensky, de Zlatovratzky, de Zassodimsky, de Nekrassov, d'Elisséiev, et d'autres, a joué un grand rôle dans le mouvement de la jeunesse de cette époque, la part la plus large revient indiscutablement à Mikhailovsky. C'est sous l'influence de ce mouvement que parurent les groupes des *Tchaikovtzy* et des *Dolgouchintzy*, et beaucoup d'autres, qui se révélèrent au public, lors des procès des 50 et des 193.

N.-V. Tchaikovsky (1) fut l'un des premiers populistes. Le groupe qu'il avait fondé, en 1869, et qu'on appelait le groupe des *Tchaikovtzy*, comptait parmi ses membres principaux V. Alexandrov, mort en 1882, M. Natanson (2), Sophie Perovskaia, Kravtchinski (Stepniak), Léon Tikhomirov (3), et un jeune et brillant officier de la garde, le prince Pierre Kropotkine. Un des membres du cercle des *Tchaikovtzy*, L. Chichko, dans une brochure intitulée

(1) Le même qui, quarante-sept ans plus tard, devenu chef du gouvernement d'Arkhangel, appela les Alliés au secours de la Russie contre les Allemands et les Bolcheviks.

(2) A joué également un grand rôle dans la révolution de 1917, mais dans un camp opposé.

(3) Auteur, avec Mikhailovsky, de la célèbre lettre du Comité exécutif à Alexandre III. Dans la décade des années 90, il passa dans le camp des réactionnaires. Il devint directeur des *Moskovskia Viedomosti*, journal fondé par Katkov.

Souvenirs d'un vieux populiste, donne de très intéressants détails sur le but et le fonctionnement de ce cercle : « Nous voulions former parmi les classes intellectuelles, principalement parmi les meilleurs des étudiants, les cadres du parti socialiste révolutionnaire, ou, comme on disait souvent alors, du parti *vraiment populaire*. Dans ce but les fondateurs du cercle avaient résolu de commencer une propagande systématique parmi la jeunesse des écoles. Ils fondèrent des petits groupes d'instruction mutuelle, réunissant les gens d'une même province, et ces petits groupes, qu'on nommait les *communes*, étaient formés d'amis liés étroitement entre eux. On créa aussi ce qu'on appelait « la librairie », qui, en dehors de son utilité indiscutable, était l'un des meilleurs moyens pour rapprocher la jeunesse et élargir rapidement les cadres. « La librairie » devait répandre à Pétersbourg et dans les autres villes universitaires la littérature légale mais bien choisie, en y ajoutant, autant que possible, les œuvres prohibées, surtout celles de Tchernychevski. Ces livres, pour la plupart, circulaient à crédit et le cercle tâchait que tous les groupes de « l'instruction mutuelle » eussent le même programme de lectures, préparant ainsi toute une génération pour la future activité révolutionnaire ».

Dans le livre de W. Bourtzev, *Cent ans*, et dans l'ouvrage très documenté de B.-B. Glinski : *La période révolutionnaire de l'histoire russe*, nous trouvons la liste presque complète de tous les ouvrages légaux et interdits répandus parmi la jeunesse par le cercle des *Tchaikovtzy*. Cette liste est très intéressante parce qu'elle nous montre sous quelles influences s'est développé en Russie le mouvement révolutionnaire. Nous y trouvons les œuvres de Tchernychevski, Dobrolubov, Pissarev, Nekrassov ; celles de Buckle, de Kostomarov, Stchapov, Serguéiévitch, Mordovtzev, Khlebnikov, J.-S. Mill, Darwin, Draper, Spencer ; les *Lettres historiques* de Lavrov ; *La situation de la classe ouvrière*, de Flérovsky ; le premier volume des œuvres

de Lassalle ; *Le Capital*, de Marx ; le premier volume de *l'Histoire de la grande révolution française*, de Louis Blanc ; *La comédie de l'histoire universelle*, de Scherr ; les romans de Spielhagen ; *Les Faiseurs d'or*, de Zchokke ; les œuvres de Schiller, de Mikhaïlov, etc.

Le cercle édita lui-même quelques livres, entre autres une traduction de *l'Histoire de* 1848, de Louis Blanc. Quand, dans la suite, le groupe des *Tchaikovtzy* commença la propagande parmi les ouvriers et les paysans, il répandit un grand nombre d'œuvres prohibées, éditées à l'étranger ou dans les imprimeries clandestines, en Russie, telles que *Grand père Egor*, les nouvelles de Naoumov, où se font entendre des protestations violentes contre les exploiteurs des paysans et des ouvriers soutenus par les autorités ; *La Russie ancienne*, de Khoudiakov (1), où l'auteur a groupé les événements les plus saillants de la période des *Wietché* (pendant laquelle presque tous les grands centres russes étaient en république) et de celle de Moscou. Ce petit livre fut pendant de longues années le moyen le plus efficace de propagande antimonarchiste. Le groupe publia également des brochures de vulgarisation scientifique, écrites dans un esprit purement rationaliste (2).

Toute cette affaire d'édition était confiée à une Commission spéciale, dans laquelle jouait un rôle prépondérant une jeune fille de dix-huit ans, Sophie Perovskaia. Fille d'un ancien gouverneur général de Pétersbourg, conseiller intime actuel, c'est avec Sophie Perovskaia que sont entrées dans les rangs révolutionnaires des jeunes filles appartenant à la haute aristocratie russe.

(1) Impliqué dans le procès des complices de Karakosov, Khoudiakov est le premier parmi les révolutionnaires russes qui ait écrit des récits populaires tendancieux.

(2) En 1873, le groupe des Tchaikovtzy transporta à l'étranger son imprimerie qui était cachée chez un médecin de Pétersbourg, très populaire à cette époque, le Dr Weimar.

Les *Tchaikovtzy* trouvaient un grand appui dans les zemstvos, et ils furent des premiers qui nouèrent des rapports directs avec leurs représentants. Plus tard cette collaboration devint plus étroite encore.

D'abord, comme nous l'avons dit, le groupe des *Tchaikovtzy* s'occupa surtout de la librairie et de la propagande, mais, dans la suite, il élargit son programme qui se confondit avec celui de Bakounine. Dans un article, publié dans *Byloié,* l'auteur qui, sous la signature « Un Vieillard » décrit le mouvement révolutionnaire russe d'après le procès des 193, dit à ce sujet : « On décida de ne pas étaler ses rapports avec la cause révolutionnaire russe. Les guides du parti anarchiste russe devaient agir en leur propre nom, et Bakounine devait rester le centre caché, comme cela avait eu lieu quand il était allé en Italie et en Espagne. »

Parmi les cercles qui parurent à la suite et à l'exemple de celui des *Tchaikovtzy,* il faut mentionner à part celui des « Artilleurs » fondé en 1872 par trois officiers d'artillerie : Kravtchinski, Rogatchev et Chichko. Les deux premiers voulant « aller au peuple », pour se préparer à leur mission apprirent un métier manuel, car on était convaincu que le peuple se méfierait des intellectuels. Après eux, tous ceux qui « allaient au peuple » se transformaient au préalable en menuisiers, forgerons, laboureurs, marchands ambulants, etc. Chichko, Sidoratzky et quelques autres membres du Cercle des Artilleurs organisèrent à Pétersbourg le premier atelier de serrurerie où les étudiants venaient apprendre le métier. Cet atelier a joué un grand rôle dans l'histoire de la révolution russe ; fréquenté par des centaines d'étudiants il devint une sorte de club politique où se retrouvaient, pour discuter et établir leur plan d'action, les représentants des différentes fractions du parti révolutionnaire.

A Moscou, l'Université et surtout l'Ecole supérieure d'Agriculture (Petrovsko-Razoumovskaia Academia),

étaient les centres autour desquels se groupaient les révolutionnaires. C'était là que Netchaiev avait recruté les premiers adeptes de sa fameuse Ligue des *Cinq*. Dans le groupe de l'Ecole d'Agriculture on remarquait entre autres : Nicolas Sabline ; un jeune homme de grand talent, Nicolas Morosov, qui fut l'un des premiers terroristes et, également, l'un des premiers révolutionnaires enfermés dans la forteresse de Schlusselbourg ; Hyppolyte Mychkine le héros du procès des 193, qui, en compagnie d'un certain Wilde, fonda une imprimerie avec l'argent du propriétaire Voinaralsky, qui donna toute sa fortune, plus de quatre cent mille roubles, pour la cause révolutionnaire.

Les cercles révolutionnaires de Moscou étaient en relations étroites avec les deux cercles de Kiev, dont l'un avait été fondé par Debogori-Mokriévitch, qui a laissé un volume de souvenirs, document précieux pour l'histoire de la révolution russe.

L'autre cercle, dénommé « La Commune », était particulièrement remarquable. D'après Debogori, dans ce cercle, toutes les ressources, mises en commun, étaient partagées également entre tous ses membres ; on mangeait à la même table, on vivait sous le même toit, et n'importe qui, pourvu qu'il connût un des membres du cercle, pouvait venir partager avec les autres le gîte et le couvert. « Chacun, dit Débogori, regardait la *Commune* comme un endroit où il pouvait venir se reposer un jour ou deux, parfois une semaine, pour ensuite « aller au peuple » ou vaquer à d'autres occupations. La *Commune* était quelque chose comme une « gare régulatrice » révolutionnaire. C'était un lieu de rencontre, pas plus, et personne n'exigeait d'elle davantage. Mais, en revanche qui n'y vint-il pas ! Souvent, à la porte de la maison Luminsky, où « la Commune » occupait un pavillon, s'arrêtait une voiture d'où sortait une dame élégamment vêtue, une « libérale », qui venait causer avec les révo-

lutionnaires mais avait pris une voiture fermée pour ne pas être vue.

« Il y venait aussi des ouvriers, tels que Gavrilo et Onissime, pour écouter la lecture des brochures révolutionnaires. Là on pouvait entendre les longs discours de Kablitz qui, renonçant à ses opinions jacobines, était devenu anarchiste-populiste. Là encore éclatait la parole sincère d'une jeune femme énergique, Catherine Brechko-Brechkovskaia. Mais, dans la trop hospitalière « Commune » se glissèrent, en 1874, Larionov, Paul Heine et Gorinovitch, trois mouchards qui la dénoncèrent au gouvernement. »

Le même publiciste nous apprend, qu'à Odessa, un petit groupe de disciples de Tchaikovsky se réunissaient autour de Kovalsky, un des premiers qui opposa la résistance armée aux policiers venus perquisitionner chez lui, et qui fut plus tard exécuté.

Le cercle d'Odessa s'intéressait peu à la doctrine anarchiste et faisait une propagande pacifique parmi les ouvriers ; cependant il a fourni plusieurs chefs à la révolution russe, entre autres Volkhovski, fondateur du *Russian Free Press Fund*, qui rendit de grands services à la cause révolutionnaire, et surtout André Jéliabov. Le cercle d'Odessa, bien qu'entouré de plus de mystère que « la Commune », subit le même sort que celle-ci, du fait de l'agent provocateur Troudnitzky, qui était parvenu à s'y introduire.

Des cercles analogues à celui-ci étaient fondés un peu partout : à Orel, Kherson, Viatka, Vologda, etc. Comme le constate un document officiel que nous citerons plus loin, trente-sept provinces étaient « contaminées » par la propagande révolutionnaire. L'animation dans ces cercles fut surtout grande dans le courant de l'hiver 1873. La jeunesse désertait l'Université pour passer ses journées et ses soirées dans les réunions clandestines où avaient lieu

des débats sans fin sur le socialisme, les questions ouvrières, paysannes, etc.

Dans le livre de Pierre Lavrov, *Les populistes propagandistes*, on trouve des renseignements très précieux et fort intéressants sur cette période qui préparait la croisade dans le peuple. « Ces réunions, écrit-il, étaient les laboratoires dans lesquels s'exaltaient les sentiments révolutionnaires de la jeunesse et s'élaboraient les convictions socialistes. Elles furent le milieu nécessaire où se discernaient les forces révolutionnaires adéquates pour l'organisation des cercles ou pour toute autre activité révolutionnaire. Leur influence éducatrice, au point de vue socialiste, a été énorme. Car maintenant il ne s'agissait plus d'activité civilisatrice : elle était niée par toute l'expérience antérieure et par l'état d'esprit présent de la jeunesse. De même il ne pouvait être question des idéals du perfectionnement personnel qui se résolvaient en fait dans le principe suprême de l'activité publique, dans la propagande des idées socialistes ayant pour but la destruction la plus sûre de l'organisation sociale contemporaine.....

« Parmi les questions pratiques, la plus importante pour la jeunesse de cette époque était celle-ci : *Sous quel aspect faut-il aller au peuple* ? Qu'il faille aller au peuple, cela n'était plus matière à discussion, mais la question de la forme la plus utile n'était pas encore définitivement résolue, et cette question provoquait les discussions les plus passionnées et les plus ardentes. La grande majorité de la jeunesse estimait que l'ouvrier peut mieux que quiconque réussir dans sa propagande près du peuple, qui ne croira et ne suivra qu'un homme du peuple. Il fallait donc dépouiller la peau de l'intellectuel et apprendre un métier manuel. *Ainsi le travail manuel est reconnu comme la condition nécessaire du succès de la propagande socialiste dans le peuple, en même temps qu'il devient un moyen d'existence personnelle.* »

Ailleurs, Lavrov caractérise ainsi la jeunesse : « ...Déjà elle avait un pied dans la voie révolutionnaire. Il ne fallait plus qu'une poussée, une sanction, une parole vivante, et cette parole fut prononcée. « Aller au peuple » fut cette étincelle qui enflamma chez nous le mouvement révolutionnaire. Ce mot était simple, mais la jeunesse y mit beaucoup de sens et de vie. Avec le sentiment du sacrifice qui lui est propre, elle se donna tout entière à ce mot dans lequel elle sentit précisément ce qu'il lui fallait alors : une œuvre vivante à laquelle elle pourrait se consacrer immédiatement, passionnément. « Aller au peuple ! » Cela signifiait rompre tous les liens avec le passé, quitter parents, amis, études, situation sociale et se consacrer au service des masses. Elle n'eut pas peur de cette voie pénible, dangereuse, qui exigeait labeur, privations et sacrifices. Oh ! elle lui paraissait facile, même attrayante. Les travaux forcés ? Mais, est-ce que le peuple pour qui désormais nous voulons vivre n'a pas travaillé et ne travaille pas pire que les forçats pour un misérable morceau de pain ? Les fers ? Mais est-ce que le peuple est libre ? Il est l'esclave de la misère comme nous sommes de misérables esclaves de la plus misérable des tyrannies. La jeunesse regardait courageusement en avant ; l'ancienne apathie n'existait plus ; elle sentait en elle l'afflux de forces nouvelles ; elle n'avait peur de rien. Il n'était pas de sacrifice qu'elle ne fût prête à faire pour le peuple. Elle aimait le peuple sincèrement, franchement, presque naïvement. Dire quelque chose de défavorable pour le peuple c'était se faire un ennemi de la jeunesse. Elle le déifiait, l'adorait, priait en son nom. Aller au peuple, vivre de sa vie, souffrir de ses douleurs, se réjouir de ses joies, lui montrer la racine du mal, le masque hypocrite du progrès contemporain, lui insuffler l'énergie et lui indiquer l'issue de sa pénible situation, telles étaient les aspirations de la jeunesse. »

L'activité pratique des *Tchaikovtzy* était, comme nous

l'avons dit, la propagande parmi les ouvriers des fabriques.

Les *Tchaïkovtzy* ouvraient dans le logement d'un des leurs quelque chose comme une école du soir où les ouvriers déjà gagnés par la propagande amenaient leurs amis, qui venaient s'instruire chez les « étudiants ». C'est ainsi, qu'en l'hiver 1873, chaque semaine, dans un humble logement, s'assemblaient un grand nombre d'ouvriers qui venaient apprendre du prince Pierre Kropotkine les principes du socialisme et de la révolution. Un riche cosaque, Oboukhov, faisait la même chose sur les rives du Don. Le lieutenant Chichko rentrait comme tisserand dans une fabrique de Pétersbourg, pour la même propagande ; et deux membres du groupe : Dmitri Rogatchev et Kravtchinsky (Stepniak) s'en allaient parcourir, comme scieurs de long, la province de Tver. Arrêtés tous les deux sur la dénonciation d'un propriétaire, ils purent s'évader avec l'aide des paysans et gagner Moscou où ils s'occupèrent de propagande parmi la jeunesse.

En automne 1873, tous les *Tchaïkovtzy* se réunirent à Pétersbourg pour se rendre compte des résultats obtenus. Ceux-ci ne répondaient pas tout à fait aux espérances et à l'ardeur de la jeunesse. Kravtchinsky (Stepniak), l'un des premiers qui était allé au peuple et s'était donné corps et âme à cette mission, explique dans son remarquable livre, *La Russie souterraine*, le peu de succès de cette propagande (1) : « Ce mouvement, dit-il, n'était pas politique. C'était plutôt une sorte de croisade empreinte du caractère contagieux et absorbant de tout mouvement religieux. Les hommes aspiraient non seulement à atteindre certains buts pratiques mais aussi à satisfaire un besoin profond de purification morale personnelle. Mais ce mouvement généreux ne pouvait soutenir le choc de la rude et grossière réalité. Ce n'est pas que le paysan russe se soit montré indifférent ou

(1) *La Russie souterraine*, p. 15 et 16. Édition de Londres, 1893.

hostile au socialisme. Habitué comme tout peuple ouvrier aux associations pour différentes productions et possédant en commun, de temps immémorial, l'instrument principal de la production : la terre, le peuple russe était capable plus que tout autre de comprendre le socialisme et de l'envisager avec sympathie. Si jamais il fait une révolution ce sera au nom des principes socialistes. Mais la révolution exige une organisation très forte, qui ne peut être créée que par la propagande socialiste ou purement révolutionnaire. Comme on ne pouvait faire ouvertement cette propagande il fallait avoir recours à une propagande clandestine, impossible dans nos campagnes. Quiconque s'installe dans un village comme artisan, maître d'école ou scribe est tout de suite aussi en vue que sous un réverbère. En outre, le paysan est absolument incapable de garder un secret envers ses amis. Comment voulez-vous qu'il ne cause pas avec son voisin, qu'il connaît depuis tant d'années, sur un fait aussi extraordinaire que la lecture d'un livre, et d'autant plus quand il s'agit dans ce livre de ces choses naturelles et bonnes dont lui parle le socialiste ? C'est pourquoi, dès qu'un propagandiste vient chez un ami, la nouvelle aussitôt se répand dans tout le village, et une demi heure après l'izba est déjà pleine de paysans barbus qui sont venus pour entendre l'inconnu, sans en demander au préalable la permission ni à lui ni à son hôte. Si l'izba est trop petite pour contenir tous les auditeurs, alors on entraîne l'étranger dans la chancellerie du village ou, tout simplement, dans la rue, où il lit ses livres et prononce ses discours. Il est clair que dans ces conditions le gouvernement n'avait pas grand peine pour être au courant de l'agitation faite parmi les paysans. Aussi les arrestations succédaient-elles aux arrestations. En moins de six ans (de 1873 à 1879), deux mille huit cent quatre-vingt-quatre personnes ont été poursuivies pour faits exclusivement politiques ; les neuf dixièmes

pour propagande socialiste révolutionnaire ou pour s'être installées à la campagne alors qu'elles pouvaient être fonctionnaires. »

A partir de 1878 le caractère du mouvement change. La propagande large, c'est-à-dire le seul moyen par lequel on pouvait pousser les paysans à la révolte, est abandonnée, et, à sa place, paraît ce qu'on a appelé « les colonies ». C'étaient des petits groupes qui s'installaient pour longtemps dans certains pays choisis, comptant y développer leur action.

Pour éviter les écueils auxquels s'était heurté le mouvement des années passées, les « colons » agissaient avec une grande prudence, tâchant de ne pas attirer l'attention sur eux et n'entreprenant de propagande que parmi les paysans qu'ils connaissaient personnellement comme gens sûrs et raisonnables. Ce système des « colonies » a duré quelques années sans laisser beaucoup de traces dans le mouvement révolutionnaire russe.

Les premiers qui sont allés au peuple voulaient surtout, comme ils le disaient eux-mêmes, « l'éveiller de son engourdissement, de son sommeil », ce sommeil du peuple, de « la sainte et abominable Russie » que Tourgueniev a présenté d'une façon saisissante dans ce petit poème :

« Tout dort : partout, au village, à la ville, en traîneau, le jour, la nuit, assis, debout....., le marchand, le fonctionnaire dort. Et le prévenu dort ; dans sa tour dort le veilleur sous le froid de la neige, sous l'ardeur du soleil ! Et le juge sommeille, et les paysans dorment d'un sommeil de mort : ils moissonnent, ils labourent, ils dorment ; ils battent le blé et ils dorment ; père, mère, enfants, tous dorment ! Celui qui frappe et celui que l'on frappe dorment également. Seul le cabaret veille, l'œil toujours ouvert ! Et, serrant entre ses doigts un cruchon d'eau-de-vie, le front au Pôle Nord et les pieds au Caucase, dort d'un sommeil éternel notre patrie, la sainte Russie. »

Tandis que les *Tchaikovtzy* mobilisaient les forces révo-

lutionnaires dans les capitales et la province ; tandis qu'à Pétersbourg, après trois mois de débats, se terminait le grand procès des *Netchaievtzy*, un autre révolutionnaire, Dolgouchine, commençait indépendamment sa propagande pratique, d'abord à Pétersbourg, ensuite à Moscou, où il fut arrêté en 1873. Dolgouchine réunissait chez lui, le soir, la jeunesse studieuse, et comme toujours à de pareilles soirées, on discutait à perte de vue sur différentes questions politiques et sur la nécessité « d'aller au peuple ». Bientôt, autour de Dolgouchine, se forma un petit cercle qui loua une maison à la campagne où on installa une imprimerie clandestine. En tout, trois proclamations y furent publiées : *Au peuple russe* ; *Aux intellectuels* ; *Comment vivre d'après les lois de la nature et de la vérité*. Les *Dolgouchintzy*, comme on appelait les membres de ce cercle, faisaient aussi de la propagande parmi les ouvriers des fabriques où ils répandaient leurs proclamations.

Pour ce crime, quatre d'entre eux furent condamnés à des peines variant de deux à dix ans de travaux forcés.

Le procès des *Dolgouchintzy* était comme le prélude des deux grands procès dont nous parlerons plus loin : le Procès des 50 et le Procès des 193. Auparavant notons encore un mouvement d'émigration assez curieux, de Russes allant en Amérique pour y fonder des « communes ». Nous avons déjà parlé de ce Russe venu chez Hertzen avant de s'embarquer pour les îles Marquises. Parmi les raisons de cette émigration, l'une est citée par Debogori-Mokrievitch dans ses *Souvenirs*. Un sien cousin, qui s'était expatrié en Amérique, répondait à tous ses arguments contre cette décision que « l'organisation de la Commune agricole en Amérique n'exclut point la possibilité de travailler en Russie pour le peuple. Au contraire cela présente même de grands avantages. Installés en Amérique et devenus citoyens américains nous pourrons venir en Russie propager nos idées ; le drapeau améri-

cain nous protègera contre la violence des autorités russes, qui n'oseront pas faire de perquisitions chez un citoyen américain... » Toutefois ce mouvement fut très limité. Ce n'est que beaucoup plus tard que commença le grand mouvement d'émigration en Amérique de toute une classe de la population russe : les Juifs victimes des pogroms, et les Doukhobors.

Citons encore pour mémoire un autre courant, moins important, et dont le représentant principal était A.-K. Malikov, qu'on a appelé le précurseur de Tolstoï. Malikov, dès la fin des années 60, développait la théorie de la non résistance au mal par la violence. Impliqué dans le procès de Karakosov il avait été acquitté. Arrêté de nouveau dans l'affaire des 193, après l'interrogatoire d'un gendarme, auquel il avait développé sa doctrine sur l'Homme-Dieu, il fut remis en liberté, avec défense expresse de se livrer à la moindre propagande religieuse. Faressov, dans son livre : *Les hommes des années 70*, résume ainsi la doctrine de Malikov : « Tous les hommes sont Dieu. Tous démontrent la bonté et la puissance du Créateur. Il faut aimer son prochain et on écarte ainsi toute hostilité. Il faut rayer de la langue les mots adversaires, ennemis, guerre, lâcheté et autres conceptions du monde païen. Nous pouvons nous instruire les uns les autres, nous montrer nos fautes, sans oublier notre origine divine et notre parenté avec tous. Si on vous enlève votre unique vache, ne vous taisez pas et n'y aidez pas, mais ne vous posez pas en adversaire. Protestez passivement et, comme le Christ l'ordonne, laissez l'épée dans le fourreau ».

Cette doctrine développée timidement, à un moment où tout était à l'enthousiasme, n'eut ni succès ni influence. C'est seulement un quart de siècle plus tard, quand elle reparut sous la plume de Tolstoï, quand, par des millions de brochures, elle pénétra dans le peuple, c'est seu-

lement alors que cette doctrine contribua pour beaucoup à la préparation des esprits pour la future révolution.

Nous trouvons des données très précises sur la force et le mode de développement du mouvement révolutionnaire russe, à cette époque, dans le rapport secret du Ministre de la Justice, comte Pahlen, qui avait été chargé d'enquêter sur ce mouvement (1). Le comte Pahlen reconnaît d'abord, qu'à la fin de 1874, la propagande révolutionnaire avait gagné la plus grande partie de la Russie — trente-sept provinces. Le Ministre constate que « beaucoup de personnes d'un certain âge, des pères et mères de famille, ayant des situations en vue, non seulement ne sont point hostiles aux révolutionnaires, mais leur témoignent même de la sympathie, les aident, comme s'ils ne comprenaient pas, dans leur fanatisme aveugle, que la conséquence finale d'une pareille activité doit être la perte de toute la société et d'eux-mêmes. Ainsi un riche propriétaire, juge de paix du gouvernement de Penza, N. Douarov, a aidé à cacher un des révolutionnaires les plus dangereux : Voïnaralsky, ancien juge de paix. La femme du colonel de gendarmerie d'Orenbourg, Mme Goloouchev, non seulement n'a pas déconseillé à son fils de prendre part à la propagande criminelle, au contraire, elle l'a aidé de toutes façons. Le professeur à l'Ecole de droit de Iaroslav, Doukhovskoï, non content de recevoir chez lui l'agitateur Kovalik, l'a encore introduit dans l'intimité des étudiants. Plusieurs inculpés politiques, originaires du gouvernement de Viatka, étaient stipendiés par le Zemstvo, et le président de la Chancellerie, Kolobov, ne donnait aucune place sans la recommandation d'un étudiant très compromis, Oftchinnikov. Le docteur Portougalov a caché chez lui plusieurs personnes recherchées par la police pour propagande politique. Une dame riche et âgée, Mme Sophie Soubotine, ne s'est pas bornée à faire elle-même ouver-

(1) Ce document a été publié par la revue de Lavrov, *Vperiod* et reproduit en entier dans la revue de Bourtzev, *Byloïé*, en 1907

tement de la propagande révolutionnaire parmi les paysans de son voisinage, elle y a poussé sa pupille et ses deux filles mineures, qu'elle a envoyées à Zurich pour y faire leurs études. Des filles de conseillers d'État actuels : Nathalie Harmfeld, Varvara Batuchkov, Sophie Perovskaia, la fille du général Lichen von Hertzfeld et beaucoup d'autres sont « allées au peuple », travaillant dans les champs et couchant la nuit avec leurs compagnons de travail, sans que ces actes leur aient valu le blâme de leurs parents et amis, qui, au contraire, n'ont fait que les approuver. Et nombreux sont de pareils exemples. »

Après cette constatation indignée de la dépravation de la société, le Ministre donne la nomenclature des livres et brochures saisis pendant les perquisitions et conclut : « *a*) Il existe en Russie des sociétés secrètes dont le but est de renverser le gouvernement et tout l'ordre existant pour y substituer l'anarchie complète ; *b*) ces sociétés sont constituées par un très grand nombre de petits cercles et même d'individus, qui agissent indépendamment, mais sont liés entre eux par la solidarité des buts et des moyens d'actions et par des relations suivies ; *c*) les rapports entre les cercles et l'organisation de nouveaux groupes sont établis par des délégués autorisés à cet effet ; *d*) la propagande se fait verbalement et par la diffusion de livres, de brochures et de tracts, imprimés ou manuscrits ; *e*) visant un but commun, nettement défini, qui est de renverser l'ordre existant, les révolutionnaires agissent d'après un plan auquel ils se conforment strictement ; *f*) ce plan, dont les traits généraux sont exposés dans la propagande du prince Kropotkine, présente entre autres dangers celui-ci : quelque énergiques que soient les répressions, il y aura toujours un certain nombre de cercles non découverts qui poursuivront inlassablement leur activité criminelle ; *g*) le succès rapide de la propagande doit être attribué d'une part à ce fait que

les agitateurs ne rencontrent pas une désapprobation assez haute de la part de la société qui, ne se rendant pas assez compte de l'importance et des buts de leurs aspirations criminelles, les envisage soit avec indifférence, soit même avec sympathie. D'autre part, les jeunes gens, en grande majorité parmi ceux qui s'occupent de propagande, ne trouvent pas de résistance aux doctrines pernicieuses et destructrices dans le milieu où ils sont élevés, car les bases morales de l'éducation, que seule la famille peut donner, ne paraissent pas très développées chez ces jeunes gens, qui ne possèdent, à leur entrée à l'école, aucun respect solide pour la religion, la famille, le droit des personnes et la propriété ».

Le rapport de Pahlen servit de base à l'accusation dans les procès des 50 et des 193 qui, en fait, ne formèrent qu'une seule affaire. Le publiciste qui signe « Un Vieillard », que nous avons déjà cité, estime que ce fut là une grande erreur du gouvernement. « La Commission chargée de l'enquête, dit-il, évidemment se rendit compte de l'absurdité qu'il y avait à juger des milliers de personnes, et, bon gré mal gré, il fallut en libérer une grande partie et en déporter un grand nombre, administrativement, dans le nord de la Russie et de la Sibérie. Pour l'instruction, confiée à une Commission de sénateurs spécialement désignés, on se contenta de garder environ deux cents personnes. Cent quatre-vingt-dix-sept, dont quatre moururent avant l'ouverture du procès, furent définitivement inculpées ; cent soixante-dix-neuf étaient accusées de faire partie de sociétés illégales dont le but, plus ou moins lointain, était le renversement de l'ordre gouvernemental, crime prévu par la loi (2e partie de l'article 250 du Code criminel). En outre, la plupart d'entre eux étaient encore accusés d'avoir répandu des ouvrages provoquant à la révolte et à la désobéissance au pouvoir suprême (art. 250 du Code criminel). D'autres étaient poursuivis pour différents crimes, tel

Mychkine qu'on accusait d'avoir tenté de faire évade Tchernychevski. »

La plupart des accusés qui figurèrent aux procès des 50 et des 193 nous sont déjà connus ; parmi eux se trouvaient beaucoup de femmes, anciennes étudiantes de Zurich. L'élément nouveau était apporté par quelques révolutionnaires du Caucase, entre autres par le prince Tzitzianov qui avait donné toute sa fortune (200.000 roubles) pour la cause révolutionnaire.

Avec le procès des cinquante, qui dura du 21 février au 14 mars 1877, une question très importante pour le gouvernement se posa. Jusqu'ici tous les procès politiques avaient été jugés à huis-clos. Cette fois, après de longues délibérations du Comité des Ministres, le gouvernement décida que les débats seraient publics et que les journaux en pourraient rendre compte. Cette décision avait été prise par cette considération qu'une des causes principales de l'indifférence de la société envers la propagande de plus en plus intense des principes destructeurs c'était l'ignorance de la situation, même parmi les hauts fonctionnaires, et du danger qu'elle présente. Le Comité des Ministres résolut donc de donner une large publicité à ce procès, ainsi qu'à celui des 193, et à deux autres qui suivirent et dont nous parlerons plus loin.

Le résultat de cette mesure fut tout le contraire de ce qu'en attendait le gouvernement. Stepniak écrit à ce propos : « Les procès des propagandistes, qui eurent lieu en 1877-1878, mettent fin à la première période du mouvement révolutionnaire et sont, en même temps, son apothéose. Le gouvernement russe, désirant marcher sur les traces du second Empire français, qui savait si bien jouer du spectre rouge, décida que les débats de la première grande affaire — le procès des 50 — seraient publics. Il espérait qu'après cela les classes privilégiées se serreraient plus étroitement autour du trône et répudieraient les idées libérales. Mais le calcul se trouva faux.

Même ceux qui étaient hostiles aux révolutionnaires furent frappés de leur désir de se sacrifier. « Ce sont des saints ! » s'exclamaient tous ceux qui assistaient aux débats. Le procès des 193, qui eut lieu à la fin de la même année, ne fit qu'augmenter cette impression. En effet, tout ce qu'il y a de noble et de grand dans la nature humaine semblait concentré dans ce petit groupe de jeunes gens héroïques. Dévoués avec enthousiasme à leur grande idée, ils voulaient sacrifier non seulement leur vie, leur avenir, leur situation, mais leur âme même. Ils voulaient se délivrer de toute autre pensée, de tout attachement personnel pour s'adonner à la cause entièrement et sans retour. Le rigorisme était pour eux un dogme, et même, il y eut une période quand les jeunes gens des deux sexes restaient dans leurs rapports de véritables ascètes. Les propagandistes ne voulaient rien pour eux-mêmes. Ils étaient la personnification du sacrifice le plus pur. Mais ces hommes n'étaient pas ceux qu'exigeait la terrible lutte future. Le type du propagandiste des années 70 avait plus du caractère religieux que du caractère révolutionnaire. Le socialisme était sa foi, le peuple sa divinité. Malgré l'évidence du contraire il croyait fermement que la révolution était pour aujourd'hui ou demain, de même qu'au Moyen âge parfois les hommes croyaient proche le Jugement dernier.

« La réalité implacable porta un coup terrible à cette foi enthousiaste en lui montrant son Dieu tel qu'il était et non tel qu'il l'imaginait. Comme avant il était prêt au sacrifice, mais déjà il lui manquait l'élan irrésistible d'autrefois, l'ancienne soif de la lutte. Après le premier désenchantement il perdit tout espoir en la victoire, et comme il désirait encore une couronne, ce fut la couronne d'épines qu'il ceignit. De même que le premier chrétien il marchait au martyre avec un regard clair, et l'endurait avec calme, peut-être même avec plaisir, car il souffrait

pour sa foi. Il était plein d'amour, n'avait de haine pour personne, pas même pour ses bourreaux.

« Tels étaient les propagandistes des années 1872-1875 ; tels ils se montrèrent aux procès des 50 et des 193. En eux était trop d'idéalisme pour qu'ils pussent résister dans la cruelle lutte qui s'apprêtait ; il leur fallait changer ou disparaître. Mais déjà se formait un autre type de révolutionnaires prêts à prendre leur place. A l'horizon déjà se montrait une figure sombre, comme éclairée du feu de l'enfer, qui, le front haut, le regard hardi et vengeur, commençait à se frayer un chemin parmi la foule effarée pour s'avancer d'un pas ferme sur l'arène de l'Histoire. C'était le terroriste ».

Les accusés des procès des 50 et des 193 transformèrent la barre en une véritable tribune populaire où ils exposèrent leurs aspirations en même temps qu'ils flagellèrent les vices du régime. Chacun de ces procès eut ses héros. Ceux du procès des 50 furent une jeune fille, Sophie Bardina, et surtout l'ouvrier Pierre Alexéiev. C'était la première fois qu'un simple ouvrier se trouvait impliqué dans une affaire politique. Après avoir retracé les souffrances terribles des paysans et des ouvriers appauvris et jetés dans la misère par l'acte d'émancipation du 19 février 1861, Alexeiev s'exprima en ces termes : « De tout ce que je viens de dire il résulte qu'au peuple travailleur il ne reste qu'un espoir : lui-même, et qu'il ne peut attendre de secours de personne, hors la jeunesse intellectuelle. » A ce moment le président voulut lui retirer la parole mais avec plus de véhémence encore Alexeiev poursuivit : « Elle seule nous a tendu fraternellement la main ; elle seule a répondu aux gémissements des paysans de l'empire russe, elle seule a senti jusqu'au fond de son âme ce que signifient ces gémissements et pourquoi on les entend partout ; elle seule n'a pu regarder avec indifférence le paysan fatigué et opprimé, qui gémit sous le joug du despotisme ; elle seule, sans se lasser, nous conduit

en avant pour le bien général du peuple et elle seule vit inséparablement avec nous jusqu'à ce que se lèvent les bras musclés des millions de travailleurs et que le joug du despotisme, défendu par les baïonnettes des soldats, tombe en poussière ».

Au procès des 193, ce fut l'accusé Mychkine qui défendit avec le plus d'éloquence la cause des révolutionnaires :

« Je pense, dit-il, que notre but le plus proche n'est pas de créer la révolution mais d'assurer son issue heureuse, car il ne faut pas être prophète pour prévoir que la conséquence inévitable de la situation désespérée et miséreuse du peuple sera une insurrection populaire générale. Notre rôle est donc seulement de faire en sorte qu'elle soit aussi fructueuse que possible pour le peuple, de le préserver de toutes ces ruses par lesquelles la bourgeoisie européenne occidentale trompe la masse populaire et retient à son seul profit les avantages obtenus par le sang du peuple versé sur les barricades. Pour atteindre ce but, notre activité pratique doit consister à unir et fondre les forces et les aspirations révolutionnaires, à sceller ensemble les deux courants révolutionnaires principaux : l'un qui a paru récemment et déjà a montré une grande force parmi les classes intellectuelles ; l'autre plus large, plus profond, qui ne tarit jamais : le courant populaire. Tout le mouvement des années 1874-1875 eut pour but cette union des éléments révolutionnaires, la formation définitive du parti socialiste révolutionnaire. Malgré toutes les divergences de vues sur certaines questions, les partisans de la révolution sociale sont unis sur ce point que la révolution ne peut être faite que par le peuple lui-même, avec le consentement du peuple au nom duquel elle est faite. Autrement dit, l'ordre gouvernemental actuel ne devra être renversé que quand le peuple lui-même le désirera... »

Fréquemment interrompu par le Président, bousculé même par les gardes, Mychkine eut cependant l'énergie de

poursuivre jusqu'au bout son plaidoyer. « Maintenant, dit-il, je suis pleinement convaincu que mes camarades avaient raison de renoncer d'avance à toute explication devant le tribunal... Maintenant il est évident pour tous qu'ici on ne peut pas dire la vérité, qu'ici, à chaque mot sincère on ferme la bouche de l'accusé. Maintenant j'ai le droit absolu de dire que ce n'est pas un procès mais une simple comédie ou quelque chose de pire..... » A ces paroles les gendarmes intervinrent de nouveau pour faire taire l'accusé qui réussit cependant à achever d'une voix forte : « ...Plus infâme que la maison de tolérance où les femmes, pour vivre, vendent leurs corps, ici les sénateurs, par lâcheté, pour les grades et les gros appointements, font le commerce de la vie des autres, de la vérité, de la justice, de tout ce qu'il y a de plus sacré pour l'humanité. »

Un verdict sévère clôtura le procès des 193, qui avait duré du 18 octobre 1877 au 23 janvier 1878. Douze des inculpés furent condamnés aux travaux forcés pour des délais variant de quatre à vingt-cinq ans ; plus de cent furent déportés en Sibérie ou condamnés à la prison. Les autres furent acquittés, ce qui n'empêcha pas la plupart d'entre eux d'être déportés administrativement en Sibérie.

Parmi les inculpés de ces deux procès plusieurs jouèrent dans la suite un rôle important. Ainsi parmi les condamnés aux travaux forcés se trouvaient Catherine Brechko-Brechkovskaia, Sinegoub, Emelianov ; et parmi les acquittés nous voyons, pour la première fois dans un procès politique, le nom d'un jeune homme : André Jeliabov.

L'impression produite par ce procès sur l'opinion publique était si forte que le tribunal lui-même, en présentant le verdict à la confirmation de l'empereur, fit des démarches pour obtenir qu'il fût adouci. Mais sur l'insistance du chef de la gendarmerie, le général Mesentzev,

Alexandre II, loin de donner satisfaction à cette demande, augmenta les peines de plusieurs des condamnés.

Le ministre Pahlen, dans son rapport, faisait remarquer que le mouvement révolutionnaire jouissait de la sympathie de toutes les classes de la société russe, faute de quoi il ne pourrait se développer. Cette sympathie allait grandissant de plus en plus, et plus tard Léon Tolstoï pouvait écrire à l'empereur Nicolas II : « Sire, il n'y a pas de conjuration du parti révolutionnaire ou autre, il n'y a pas de complot de telle ou telle fraction du parti socialiste contre votre personne ou contre le pouvoir autocratique, il y a la conjuration de toute la société russe contre tout le régime existant. »

Les procès des 50 et des 193 ont contribué puissamment à augmenter le prestige des révolutionnaires devant la société russe. Tous ceux qui y assistaient en sortaient bouleversés, et le vieux Tourgueniev qui, quelques années auparavant, partageait l'antipathie de Hertzen pour les révolutionnaires réfugiés à l'étranger, écrivit, après le procès des 193, un petit poème en prose, un de ses chefs-d'œuvre, intitulé *Sur le seuil* (1).

(1) Je vois un immense bâtiment. Dans la façade une petite porte étroite est ouverte. Au delà de la porte, les ténèbres épaisses. Sur le seuil se tient une jeune fille, une jeune fille russe. Des ténèbres souffle le froid, et, avec le courant glacial, arrive des profondeurs du bâtiment une voix lente. « — O toi qui désires franchir ce seuil, sais-tu ce qui t'attend ? — Je le sais, répond la jeune fille. — Le froid, la faim, la haine, la moquerie, le mépris, l'injure, la prison, la maladie, peut-être la mort. — Je le sais. Je suis prête. Je supporterai toutes les souffrances, tous les coups. — Non seulement des ennemis, mais des parents, des amis ?... — Oui, même d'eux. — Bien. Tu es prête au sacrifice, tu périras et personne... personne ne saura même le souvenir de qui il faut honorer... — Je n'ai besoin ni de reconnaissance ni de respect. Je n'ai pas besoin de nom. — Es-tu prête au crime ? » La jeune fille a baissé la tête. — « Je suis prête, même au crime ». La voix ne reprit pas aussitôt ses questions. — « Sais-tu, dit-elle enfin, que tu peux perdre la foi en ce que tu crois maintenant ; tu peux comprendre que tu t'es trompée et que tu as gâché en vain ta jeunesse ? » — « Je sais cela aussi ». — « Entre ». La jeune fille franchit le seuil et un lourd rideau retombe derrière elle. — « Une imbécile ! » maugrée quelqu'un. — « Une sainte » répond ailleurs une voix ».

En général, l'année 1877 fut féconde en procès politiques. Outre les procès des 50 et des 193, il faut citer celui des paysans du district de Tchiguirine, du gouvernement de Tchernigov, et, du 18 au 25 janvier, celui des organisateurs de la manifestation de la place de la Cathédrale de Kazan, à Pétersbourg, le 6 décembre 1876. C'était la première manifestation publique tentée par les révolutionnaires, qui voulaient faire ainsi une sorte de revue de leurs forces. Ils avaient décidé que la manifestation aurait lieu s'il y avait au moins deux mille ouvriers. Quelques centaines seulement se trouvèrent au rendez-vous ; cependant la manifestation eut lieu.

Voici, d'après le *Journal officiel* russe (n° 276, 1876) comment les choses se passèrent : « Le 6 décembre, à la fin du service religieux, à la Cathédrale de Kazan, des jeunes gens, qu'on ne pouvait supposer appartenir à la jeunesse studieuse, commencèrent à s'assembler dans l'église. Pendant l'office, ces jeunes gens et des femmes qui étaient avec eux se firent remarquer par leur mauvaise tenue ; ils allaient d'une place à l'autre, causant, riant et ayant l'air de se concerter. A la fin de la cérémonie, ces visiteurs inaccoutumés de l'église descendirent l'escalier d'entrée de la Cathédrale, et se groupèrent à quelques pas de là. Un jeune homme qui se trouvait dans cette foule s'adressa à elle en ces termes : « Nous honorons toujours cette date en souvenir de ceux qu'on a envoyés aux travaux forcés... » Puis, après quelques paroles qu'on n'entendit pas, il termina son discours par le cri : « Vive la liberté ! » qui fut répété par la plupart des assistants. Ensuite le même jeune homme prit sous la blouse d'un paysan, son voisin, un drapeau rouge portant en gros caractères ces mots : *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté), et il agita ce drapeau en continuant à crier : Hourrah ! »

Ce jeune homme était Georges Plekhanov.

D'après le récit officiel, la manifestation de la place de

Kazan avait un caractère essentiellement pacifique. Cependant, pour y avoir pris part, vingt-et-une personnes furent traduites devant le Sénat et jugées pour « insurrection». Six des inculpés furent acquittés ; dix condamnés à la déportation en Sibérie et cinq aux travaux forcés. Plekhanov n'était pas parmi les accusés ; il avait réussi à s'enfuir.

Cette manifestation et l'inscription sur le drapeau témoignaient que dans les milieux révolutionnaires existait une nouvelle Société, *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté) qui reprenait, comme nous le verrons, le programme de l'ancienne Société du même nom, disparue à la fin des années 60.

CHAPITRE IX

La Russie après la guerre russo-turque. — Le prince Kropotkine ; son évasion. — L'affaire de Tchiguirine. — L'organisation des évasions. — L'ukase du 9 aout 1878. — Appel du gouvernement a la société russe. — Discours d'Alexandre II aux différents représentants de la société, a Moscou. — La campagne des Zemstvos pour la Constitution. — La réaction. — « Zemlia i Volia » (Terre et Liberté).

En 1877, la Russie se trouvait dans une situation très troublée, non seulement au point de vue de la politique intérieure, mais aussi de sa politique extérieure. Dans les Balkans, les peuples slaves se groupant pour secouer le joug des Turcs, le grand peuple russe devait être fatalement entraîné dans ce mouvement de libération. Les chefs du mouvement révolutionnaire russe rêvaient même de profiter de cette circonstance pour activer et élargir leur action ; un grand nombre d'entre eux s'engagèrent dans les troupes volontaires, qui allaient au secours de l'Herzégovine et de la Serbie.

On sait ce que fut la guerre russo-turque terminée par le Congrès de Berlin. Cette fois encore, comme au moment de la débâcle de Sébastopol, la machine bureaucratique russe laissa voir au monde entier toute sa pourriture et, pendant ces années 1877-1878, malgré les coups terribles portés aux révolutionnaires, surtout aux populistes, ceux qui demeuraient en liberté résolurent d'agir avec encore plus d'énergie et de décision. Ils se proposaient en effet : 1° de venir en aide à leurs camarades emprisonnés, quelques sacrifices que cela exigeât ; 2° de faire comprendre à la société russe que l'armée révolutionnaire, bien que

décimée, était cependant encore vivante et prête à la lutte ; 3° de changer de tactique, et au lieu de la propagande pacifique, purement passive, de passer à l'offensive.

Comme résultat pour le premier point, les évasions succèdent aux évasions. Mychkine, le héros du procès des 193, organise l'évasion de Tchernychevski et n'échoue que par un hasard malheureux. Il était aidé dans cette tâche par Lopatine, le même qui avait fait évader Lavrov. Le prince Kropotkine s'enfuit de l'hôpital militaire Nicolas, en plein jour, devant une foule de plusieurs milliers de personnes. Au moment de son arrestation, Kropotkine avait été mis au secret dans la forteresse de Pierre et Paul (1).

(1) Dans ses *Souvenirs révolutionnaires*, le prince Kropotkine a fait de cette célèbre forteresse une description remarquable dont nous détachons les lignes qui suivent : « Ainsi j'étais dans la forteresse de Pierre et Paul, où, au cours des deux derniers siècles, périrent les meilleures forces russes. Son nom même se prononce à voix basse. C'est là que Pierre Ier fit subir la torture à son fils Alexis et le tua de sa propre main. C'est dans ce cachot, où l'eau pénétrait pendant les inondations, que fut noyée la princesse Tarakanovna (fille adultérine de Catherine II et d'Orlov). C'est là que le terrible Munnich torturait ses adversaires politiques et que Catherine II ensevelissait vivants ceux qui n'approuvaient pas le meurtre de son mari. Mais depuis Pierre Ier, pendant cent soixante-dix ans, les annales de cette immense bâtisse de pierre, qui se dresse sur la Nèva, en face du Palais d'Hiver, ne parlent que de meurtres, de tortures, d'hommes ensevelis vivants, condamnés à la mort lente ou amenés jusqu'à la folie dans les cachots humides et sombres. C'est là que les décembristes, qui ont les premiers déployé chez nous le drapeau de la république et de l'émancipation des serfs, ont enduré le commencement de leur martyre. On peut retrouver leurs traces même maintenant dans la Bastille russe. Là ont été enfermés Ryléiev, Chevtchenko, Dostoievski, Bakounine, Tchernychevski, Pissarev et bien d'autres de nos meilleurs écrivains. Là, on a torturé et pendu Karakosov. Là, quelque part, dans le ravelin d'Alexis, était enfermé Netchaiev, et l'on dit que dans ce même ravelin quelques personnes sont enfermées à vie, sur l'ordre d'Alexandre II, parce qu'elles connaissent des secrets de la Cour qu'elles ne devraient pas connaître.

« Toutes ces ombres se dressaient à mon imagination ; toutefois mes pensées s'arrêtaient surtout sur Bakounine. Livré au gouvernement russe après être resté deux ans dans les prisons autrichiennes, attaché à une chaîne fixée au mur, il avait été enfermé six ans dans le ravelin d'Alexis d'où il était sorti, après la mort du despote de fer, plus énergique que beaucoup de ses camarades demeurés cependant en liberté. Il a supporté tout cela, me disais-je, et moi aussi je ne céderai pas à la prison ! »

Le gouvernement inquiet de l'influence que pourrait avoir dans la haute aristocratie, à laquelle appartenait Kropotkine, sa participation dans le mouvement révolutionnaire, tenta tout d'abord d'obtenir de lui un mot de repentir et une demande de grâce. A cet effet, on lui envoya dans sa cellule le grand-duc Nicolas Nicolaievitch, mais ses exhortations furent vaines. Kropotkine resta inébranlable dans sa foi révolutionnaire.

Etant tombé malade, il fut transféré à l'hôpital Nicolas, d'où il s'évada de la façon qu'il a décrite en détail dans ses *Souvenirs*. Rappelons seulement qu'il fut surtout aidé par le docteur Weimar, dont le cheval, Barbare, pur sang vainqueur de plusieurs courses, lui permit d'échapper à la poursuite des policiers.

Très remarquable aussi l'évasion de la prison de Kiev de Stefanovitch et de ses deux camarades, Deutch et Bokanovsky, qui organisèrent la célèbre affaire de Tchiguirine, qui mettait en pratique le principe des insurrections partielles préconisé par Netchaiev.

Empruntons à *La Russie souterraine* de Stepniak quelques mots sur cette affaire. « En l'été 1877 une grande agitation régnait parmi les autorités du district de Tchiguirine. Des gendarmes couraient de tous côtés comme des fous ; les policiers ne savaient où donner de la tête et n'avaient de repos ni jour ni nuit. Le gouverneur de la province lui-même s'était rendu dans le district.

« Qu'était il donc arrivé ? Ceci : la police avait appris par des prêtres, qui, violant le secret de la confession, s'étaient transformés en mouchards, que parmi les paysans se tramait une dangereuse conspiration à la tête de laquelle se trouvaient les nihilistes. Mais il était impossible d'apprendre les détails, car les paysans, ayant eu connaissance du mouchardage des prêtres, avaient cessé d'aller à confesse. Cependant il n'y avait pas de temps à perdre ; la conjuration grandissait d'heure en heure. Plusieurs indices en faisaient foi. Ainsi, par crainte de se trahir en état

d'ébriété, les conjurés ne buvaient plus d'alcool, et dans les villages où ils étaient en majorité on avait fermé les débits. N'était-ce pas une preuve évidente de la gravité du mouvement. Mais comment pénétrer le mystère ? Les perquisitions faites au hasard ne donnaient aucun résultat. Enfin, par une dénonciation formelle d'un initié, la police put saisir le fil et connaître les noms des conjurés. Leur nombre dépassait trois mille, et le complot, organisé militairement, s'étendait sur plusieurs provinces. Le signal de l'insurrection devait être donné à la fête la plus proche ; et toute cette organisation remarquable avait été créée en huit mois par un seul homme, Jacques Stefanovitch. Il avait imaginé un plan extraordinaire par la hardiesse, l'effronterie, la grandeur, en l'absence de tous principes moraux. Ce plan consistait à soulever le peuple contre l'ordre existant et l'empereur lui-même, au nom de l'empereur. Stefanovitch avait composé un manifeste impérial secret qui appelait le peuple à la révolte générale, vu l'impossibilité dans laquelle était l'empereur de faire quelque chose, étant asservi par la noblesse et la bureaucratie.

« Personne n'avait encore inventé pareille mystification et en même temps une arme aussi puissante pour troubler l'esprit de la masse russe paysanne. Le principe du plan de Stefanovitch — tromper le peuple pour son propre bien et s'appuyer sur la personne de l'empereur même dans un but révolutionnaire — rejeté d'une façon absolue par le parti, ne fut plus jamais repris. Mais l'énergie possède un charme particulier pour les Russes qui comptent si peu d'hommes énergiques. En outre, le plan de Stéfanovitch avait cet avantage qu'il réalisait la première tentative de créer une organisation populaire en se basant non sur les théories générales mais sur les aspirations libérales ; celle du district de Tchiguirine était la lutte du communisme contre l'individualisme ».

L'affaire de Tchiguirine ne réussit pas. Stefanovitch, ses deux collaborateurs principaux, Deutch et Bokanov-

sky, furent arrêtés et, avec eux, à peu près un millier de personnes. On devait les juger pendant l'été 1878 et nul ne doutait de la condamnation à mort des chefs du complot.

L'affaire de Tchiguirine avait été merveilleusement organisée et avec une connaissance profonde de la psychologie paysanne. Bokanovsky avait imprimé le « Décret impérial secret » ainsi que les statuts de la société « La Phalange secrète », dont chaque membre devait prêter serment.

Les chefs des conjurés savaient quel rôle pouvait jouer la religiosité du peuple russe. Ce serment devait être prêté « devant l'image du Saint-Sauveur, devant la Croix, le Saint-Evangile, et deux piques ou couteaux en croix devant lesquels brûlait un cierge. Celui qui prête le serment se met à genoux, lève le médius et l'index de la main droite, pose la main gauche sur sa poitrine et répète les paroles sacrées qui sont lues par le *staroste* ou par un témoin sachant lire et écrire. La formule est celle-ci : « Moi (prénoms et nom de famille), devant l'image du Saint-Sauveur, je jure par le Saint Evangile et la Sainte Croix de sacrifier toute ma vie à la cause nationale de la Phalange. Je jure, par ordre de l'empereur Alexandre Nicolaievitch, de lutter les armes à la main contre les propriétaires, les fonctionnaires et tous les ennemis de mes frères et de mon empereur Alexandre Nicolaievitch, qui nous ont fait perdre notre liberté et qui nous ont pris la terre qui nous a été donnée par Dieu lui-même et l'empereur Alexandre Nicolaievitch en jouissance perpétuelle et gratuite. Je jure de faire tous mes efforts pour recruter des adhérents à la Phalange secrète. Je jure de vivre en paix avec tous les adhérents et de les assister dans le besoin comme mes frères. Je jure de garder le secret absolu sur notre œuvre commune, même en confession, et de ne livrer aux ennemis aucun de mes camarades, et si je remarque chez un autre pareille intention, je jure de le

dénoncer à mon *staroste* (1). Je jure d'exécuter sans discuter les statuts de la Phalange qui portent le cachet du Conseil des Commissaires du peuple, et viennent de l'empereur lui-même. Si je viole mon serment, que la colère de Dieu et de tous les saints retombe sur moi et ma postérité, que tous les malheurs possibles me frappent et que la main d'un frère, membre de la Phalange, ne m'épargne pas. Amen ! »

Après quoi l'adhérent baisait la croix, l'icône et l'évangile.

Au bas du texte de ce serment était apposé un cachet rond, de couleur d'or (2), avec une pique et une hache en croix, et autour l'inscription : « Cachet du Conseil des Commissaires ». L'original portait écrit, soi-disant de la main de l'empereur : « Qu'il en soit ainsi. Alexandre II, Saint-Pétersbourg 1875, 19 février. »

Stefanovitch, Deutch et Bokanovsky enfermés, comme nous l'avons dit, dans la prison de Kiev, purent s'évader avec l'aide d'un camarade demeuré en liberté, Frolenko, qui, sous un faux nom, réussit à se faire admettre à la prison en qualité de gardien, et il sut inspirer une telle confiance au directeur qu'on le chargea de la section des criminels politiques. Il procura aux trois détenus des uniformes de gardiens, et ils sortirent ensemble de la prison.

Dans la rue, le célèbre révolutionnaire Valère Ossinsky les attendait ; il les conduisit jusqu'au Dnieper, où ils prirent une petite barque qui les amena à Krementchoug.

De 1875 à 1878 les évasions se comptent par centaines. On s'enfuit de partout : des prisons de Pétersbourg et de Moscou, de sprisons de la province et de la Sibérie.

(1) Il y avait dans « La Phalange secrète » plusieurs divisions dont les chefs étaient les commissaires, les starostes, etc.

(2) A cause de la couleur du cachet, les paysans appelaient ces statuts et le faux décret « La bulle d'or ».

La revue de Lavrov, *Vperied*, publie dans chaque numéro une chronique intitulée : « Les évasions ». Plusieurs étaient organisées par Sophie Perovskaia qui, restée en liberté après le procès des 193, se consacra avec passion et énergie à l'évasion de ses camarades. Bien entendu ses efforts n'étaient pas toujours couronnés de succès, c'est ainsi qu'elle échoua dans ses tentatives de faire évader Mychkine, Voinaralsky et d'autres camarades condamnés avec eux.

Pour s'évader les révolutionnaires avaient recours non seulement à la ruse mais aussi à la force armée. Avec leurs camarades restés en liberté ils organisaient de véritables attaques contre les convois, tuant les gendarmes et les gardiens qui accompagnaient les condamnés politiques.

Toutefois ce n'était pas encore, pour les révolutionnaires, une méthode de lutte. Ils n'employaient la terreur que dans des cas isolés, pour délivrer des camarades et aussi contre les espions qui se glissaient de plus en plus nombreux dans leurs rangs. Un des premiers espions exécuté fut un certain Finogenov, tué par le révolutionnaire Presniakov. Dans la suite, les exécutions des espions et des gendarmes de tous grades deviennent assez fréquentes : Popko tue, à Kiev, le lieutenant de gendarmerie Gueiking ; Ossinsky organise avec des camarades l'attentat contre Kotlarevsky, substitut à Kiev, arme docile entre les mains de la gendarmerie, etc.

Des dizaines d'affaires très retentissantes ont lieu à Odessa, Kharkov, Pétersbourg, Kiev, Moscou et ailleurs. Les gendarmes qui viennent perquisitionner maintenant sont souvent reçus à coups de revolver. Pendant les années 77-78 une série d'attentats sont commis sur les plus hauts représentants du pouvoir, et enfin, le 24 janvier 1878 à Pétersbourg une jeune fille, Vera Zassoulitch, tire sur le préfet de police Trépov.

Les évasions de Kropotkine, de Stefanovitch, de

Deutch, de Bokanovsky et des autres donnaient au gouvernement la preuve que le mouvement révolutionnaire s'était fortifié et que l'organisation des cercles révolutionnaires était fortement cimentée. En outre, elles démontraient que le service policier fonctionnait mal et que la Troisième Section était, dans les conditions actuelles, une institution insuffisante. Aussi bientôt était-elle remplacée par le Département de la police et la fameuse Okhrana.

Le grand développement du mouvement révolutionnaire exigeait que des mesures fussent prises pour l'enrayer. Par ordre de l'empereur, une Commission spéciale fut formée sous la présidence de Valouiev. Elle était composée des Ministres de la Justice, des Finances et de l'Intérieur ; du chef de la Troisième section et du chef de la gendarmerie. La première question que se posa cette Commission fut de savoir quelle mesure serait le plus efficace : ou disperser les révolutionnaires condamnés ou les concentrer en un endroit ? Le Ministre de la Justice, comte Pahlen, soutenait que le danger provenait de ce que les condamnés politiques étaient disséminés un peu partout et ainsi contaminaient tout le pays ; de sorte que, selon lui, il fallait les grouper tous en une province désignée. Mais les autres membres de la Commission étaient d'avis opposé, et on décida de maintenir la relégation administrative telle qu'elle se pratiquait auparavant.

La statistique du mouvement révolutionnaire présentée dans ce Comité bien qu'imparfaite puisque établie par les soins de la police, néanmoins est assez intéressante. Elle est citée dans l'ouvrage de Glinski (1) auquel nous l'empruntons. Depuis l'affaire de Dolgouchine, c'est-à-dire depuis 1875, jusqu'au 1er janvier 1877, 1.611 personnes — dont 85 0/0 d'hommes et 15 0/0 de femmes — avaient été inculpées dans des affaires politiques. De ce nombre 557 furent mises hors de cause. Des autres : 525 étaient con-

(1) Glinski : *La période révolutionnaire de l'histoire russe.*

vaincues de participation dans les Sociétés propagandistes ; 170 gagnées aux idées révolutionnaires ne pouvaient être accusées, sur preuves formelles, d'avoir pris une part active dans la lutte ; 450 étaient pour la plupart des jeunes gens « aux idées perverties, mais n'ayant pris aucune part active dans l'agitation criminelle. » Les personnes se rattachant au premier groupe furent poursuivies judiciairement ; celles du second furent l'objet de déportations administratives ; quant à celles du troisième on se contenta de les faire surveiller par la police

Jusque dans la première moitié de la décade des années 70, l'élément allogène joua un très petit rôle dans le mouvement révolutionnaire ; on comptait 6,5 0/0 de Juifs ; 1,5 0/0 de Caucasiens et 0,5 0/0 d'étrangers. Mais après 1875 ce pourcentage augmenta, surtout pour les Juifs, qui peu à peu grossirent les rangs des révolutionnaires.

La Commission présidée par Valouiev ne s'arrêta qu'à quelques mesures de renforcement de la police et indiqua la nécessité de transformer la Troisième section. Mais après le procès des 193, après surtout le meurtre du chef de la gendarmerie, Mezentzev, par Kravtchinsky (Stepniak), l'empereur convoqua au Palais d'hiver, le 8 août 1878, une réunion des principaux ministres, dans laquelle il fut décidé que « le droit d'arrêter les personnes soupçonnées de crime contre l'Etat, qui, d'après la loi du 19 mai 1871, n'appartient qu'à la personne chargée de l'enquête, sera désormais étendu aux officiers du corps des gendarmes, et, à leur défaut, aux chefs de la police locale, qui auront le droit d'arrêter non seulement les personnes poursuivies pour crime politique mais celles qui participent dans les désordres ou les réunions dans un endroit public. En cas de déportation administrative de celles-ci, la Sibérie orientale devra être principalement choisie.

« Les personnes se trouvant sous la surveillance de la police qui tenteraient de s'enfuir ou s'enfuiraient seront

punies par la déportation dans la province d'Iakoutsk. Quiconque résistera par la force aux perquisitions ou à l'arrestation sera traduit devant une Cour martiale dont le verdict devra être confirmé et exécuté sans retard... » (1)

Dès le lendemain, 9 août, le Sénat dirigeant recevait déjà l'ukase confirmant toutes ces mesures et les justifiant par les considérations suivantes : « Les cas de crimes politiques, de non obéissance, de résistance aux autorités établies par le Gouvernement, et toute une série de crimes dirigés contre les fonctionnaires sont devenus fréquents ces derniers temps, et témoignent indiscutablement, comme l'a établi l'enquête, qu'il existe une société clandestine de criminels qui, sous l'influence des doctrines socialistes révolutionnaires et autres doctrines destructrices, tendent à renverser l'ordre du gouvernement. Répudiant la nécessité de tout l'ordre public, l'inviolabilité de la propriété, la sainteté de l'union de la famille et même la foi en Dieu, ces malfaiteurs, pour atteindre leurs buts criminels, ne s'arrêtent devant aucun moyen. Par l'accomplissement audacieux des crimes les plus terribles, ils troublent la tranquillité publique et menacent la sécurité des autorités établies par le gouvernement, auquel incombe le devoir sacré de sauvegarder la société et de mettre opposition à ces menées destructrices et criminelles. En conséquence il nous a paru nécessaire de prendre immédiatement des mesures provisoires et exceptionnelles, qui assureront la punition la plus rapide et la plus sévère de ces crimes. Vu cela nous avons reconnu pour bien de soumettre provisoirement toutes affaires criminelles de cette sorte à la compétence des tribunaux militaires avec l'application par ceux-ci des peines établies en temps de guerre. »

On conçoit sans peine quels abus pouvaient naitre du fait que, par cet ukase du 8 août, la police devenait libre d'arrêter à son gré qui elle voulait. L'honneur, la fortune

(1) Tatistchev : *Histoire d'Alexandre II*, tome II.

et même la vie des sujets russes étaient remis entre les mains des gens les moins recommandables et tout à fait irresponsables.

Cet acte du gouvernement devait entrainer fatalement la seule réponse qu'on y pût faire : la terreur.

Avec Alexandre II se répétait la même tragédie qu'avec Alexandre Ier. Pénétré d'idées très libérales lorsqu'il accéda au trône, mais imbu de la nécessité de maintenir envers et contre tout le principe de l'autorité absolue, son règne, surtout dans sa seconde moitié, a été l'un des plus réactionnaires et des plus cruels. Enfin, pour compléter l'analogie avec son grand-père, Alexandre II eut, lui aussi, son Araktchéiev en la personne du ministre Dmitri Tolstoï, d'abord, puis du préfet de police Trépov.

Nous avons déjà parlé du premier. Quant au général Feodor Feodorovitch Trépov, il appartenait à cette catégorie de butors allemands qui, en nombre assez considérable, entouraient le trône d'Alexandre II. Pour lui, la schlague était l'*ultima ratio* et la panacée de tout. Comme chef de police Trépov n'était pas sans qualités. Sous ses ordres la ville devint plus propre, le nombre des crimes et délits de droit commun diminua. Mais en revanche des milliers de personnes furent expulsées par ordre administratif ; tout le monde, du riche propriétaire à l'humble ouvrier, se sentait menacé ; le règne du pot-de-vin atteignit son apogée. Le journaliste Gradovski écrivait à ce propos : « Au lieu des pruneaux et du pain de sucre dont se contentait Skvoznik-Dmoukhanovsky (1), les habitants devaient donner maintenant des marchandises très chères. A chaque fête, il fallait verser de l'argent à la police, et jusqu'à des parts d'actions de Sociétés. Pour tout on exigeait une autorisation préalable ; même pour faire la moindre annonce dans un journal il fallait une autorisation de la police, qui coûtait gros. »

Les abus de pouvoir de Trépov sont sans exemple.

(1) Nom du chef de police dans la comédie de Gogol *Le Reviseur*.

Souvent il expulsait des gens de la capitale sur la simple demande d'un personnage influent. Les prisons étaient devenues trop étroites pour contenir tous les détenus, et ce qui se passait là nous le verrons à propos de l'affaire Zassoulitch.

Sentant que l'ukase du 8 août, qui équivalait à la mise hors la loi de toute une catégorie de citoyens, ne suffisait pas encore, le gouvernement résolut de s'adresser à la société et, le 20 août, parut dans le *Messager officiel* un appel invitant la société russe à prêter son concours au gouvernement dans sa lutte contre les révolutionnaires. Il se terminait par une exhortation à la jeunesse studieuse de réfléchir et peser les conséquences regrettables auxquelles elle s'expose en se laissant entrainer par les tendances socialistes et révolutionnaires.

Comme pour confirmer cet appel du gouvernement, l'empereur, de passage à Moscou, adressa aux représentants des différentes classes, venus le saluer, un discours dans lequel de nouveau il demandait l'aide de la société « pour arrêter la jeunesse entraînée dans cette voie pernicieuse où la poussent des hommes mal intentionnés ». Deux journalistes très conservateurs : Léon Tikhomirov, ancien révolutionnaire passé à la fin des années 80 dans le camp conservateur, et le prince Mestchersky soulignent tous deux que cet appel du gouvernement à la société ne rencontra aucun écho. C'est qu'en échange de son concours, l'empereur ne promettait rien à la société. Non seulement le gouvernement ne cédait rien de son programme policier, bureaucratique, mais même en ce moment critique de la vie de l'Etat, il renforçait son programme réactionnaire, y introduisant des éléments qui le séparaient encore davantage de la société.

Le gouvernement faisait appel à la société et les seules organisations qui représentaient vraiment celle-ci : la presse et les zemstvos, étaient persécutées d'une façon impitoyable, la presse surtout. La censure était à cette

époque au moins aussi terrible qu'au temps de Nicolas Ier.

Gradovski écrit à ce propos : « Quand des crimes politiques étaient commis, notre presse avait une tâche difficile : il lui fallait se révolter et s'apitoyer, glorifier les actes des victimes, des serviteurs du tzar et de la patrie, bien que souvent gens peu défendables.

« Si le journal ne se montrait pas assez impitoyable pour le coupable, aussitôt il était accusé par les organes reptiliens. Les journalistes réactionnaires rivalisant entre eux « lisaient dans le cœur » de la presse libérale et montraient à l'envi leur capacité de mouchards et de bourreaux. »

Quant aux Zemstvos, parmi eux reparaissait le mouvement constitutionnel qui s'était ralenti un peu pendant la première moitié du règne d'Alexandre II. En effet, les quelques réformes libérales d'alors avaient donné satisfaction en partie à la bourgeoisie, et pendant dix ans nous ne rencontrons presque plus, dans les Zemstvos, ces demandes directes ou indirectes d'une Constitution, si fréquentes au début du règne. Mais après cet Appel à la société, il n'en va plus de même, le mouvement constitutionnel grandit de jour en jour, et, à partir des années 1904-1905, il se confond, en un puissant torrent, avec le mouvement révolutionnaire.

Le Zemstvo de Tchernigov fut le premier qui répondit à l'appel du gouvernement. Le promoteur de l'adresse était Petrounkévitch, que nous retrouverons plus tard, à la première Douma d'Etat. Après avoir affirmé ses sentiments de fidélité à l'empereur, le Zemstvo de Tchernigov remarquait que « penser arrêter les idées, celle de l'anarchisme entre autres, par des mesures de sévérité, c'est ignorer l'histoire du développement de la diffusion des idées ». Enumérant ensuite tous les défauts de la machine gouvernementale, les auteurs de l'adresse écrivaient : « N'ayant pas de garanties dans la loi, n'ayant pas d'opinion publique, privée de la liberté de critiquer les idées qui se font jour parmi elle, la société russe représente

une masse inerte, désunie, capable d'absorber tout, mais incapable de lutter. » Ces constatations faites, le zemstvo de Tchernigov disait qu'il faut d'abord donner à la société l'instruction, la liberté de la parole et le sentiment de la légalité, pour qu'elle puisse agir, et terminait en indiquant la nécessité de convoquer les élus de la terre russe, car la société ne commencera la lutte contre le terrorisme qu'après avoir reçu la Constitution.

Dans le même esprit était rédigée l'adresse du Zemstvo de Kharkov.

Mais le gouvernement, s'en tenant à son point de vue, répondit au mouvement révolutionnaire et au mouvement constitutionnel par une mesure non encore expérimentée. Dans une nouvelle réunion, qui eut lieu au Palais d'Hiver sous la présidence de l'empereur, on décida d'instituer des gouverneurs généraux provisoires munis de pouvoirs dictatoriaux.

Les gouverneurs généraux nommés à Pétersbourg, Kharkov, Odessa, Moscou, Kiev, Varsovie avaient les pouvoirs suivants : traduire les civils devant les cours martiales ; expulser par voie administrative toutes personnes dont le séjour dans les provinces confiées à leur direction leur paraîtrait indésirable ; mettre en état d'arrestation, de son propre *motu*, toute personne quels que soient ses grades et sa classe ; suspendre ou supprimer les journaux et revues, dont ils jugeraient l'opinion nuisible, et, en général, prendre selon les circonstances toutes mesures qu'ils reconnaîtront nécessaires pour maintenir l'ordre et la tranquillité dans les provinces qui leur sont confiées.

C'était, comme on le voit par cette courte énumération, le règne absolu de l'arbitraire, qui devenait surtout terrible avec les Gourko, Totleben, Drenteln, Tchertkov, etc., nommés gouverneurs généraux. Plus un général se distinguait par sa cruauté, par son mépris complet des lois, plus il avait de chances d'être nommé gouverneur

général. Le résultat de cette mesure ne tarda pas à se montrer : des répressions impitoyables, des condamnations à mort souvent même sans jugement ou après un jugement très sommaire ; des innocents pendus sur la dénonciation d'un agent de police, quelquefois par erreur de noms. Il va sans dire que les droits de la police et de la gendarmerie étaient élargis démesurément, alors que ceux des juges et des tribunaux réguliers étaient réduits de façon inquiétante.

En même temps le gouvernement tâchait, par tous les moyens, d'arrêter la propagande dans les écoles. Il avait dit dans son appel à la société que « l'étude consciente et saine de la science unie à l'amour du travail est et sera toujours le gardien le meilleur et le plus sûr qui empêchera l'accès dans la voie pernicieuse », mais en même temps il élaborait une série de mesures pour entraver le plus possible l'enseignement secondaire et supérieur. Le comte D. Tolstoï, ministre de l'Instruction publique, introduisait dans toutes les écoles d'enseignement secondaire son fameux système « classique » qui consistait moins à étudier le latin et le grec qu'à enlever à la jeunesse tout désir d'apprendre ; tandis que les leçons d'histoire et de littérature n'occupaient que trois ou quatre heures par semaine, au grec et au latin on consacrait dix heures, et les sciences naturelles étaient à peine effleurées. En outre, Valouiev et Tolstoï préconisèrent la nécessité de développer les écoles ecclésiastiques, et quand Pobiédonostzev fut devenu Procureur général de Saint-Synode tout l'enseignement primaire fut confié à ces écoles.

Quant aux universités, privées même de ce vestige d'autonomie qui leur était demeuré après toutes les mesures coercitives précédentes, la police, qui déjà avait le droit de surveiller les étudiants en dehors de l'Université, reçut celui de les surveiller dans l'université même, une fonction spéciale d'inspecteur, ayant été créée à cet effet.

Tandis que le gouvernement entrait carrément dans

la voie des répressions de la plus terrible réaction et prenait une série de mesures qui ne faisaient qu'irriter la société et répandre le mécontentement dans toute la Russie, une évolution très remarquable se produisait dans les cercles révolutionnaires. Au lieu d'agir isolément ils commencèrent à se rapprocher et bientôt formèrent un groupe compact agissant selon un programme bien déterminé, sous la responsabilité et la direction d'un Comité spécial.

Cette organisation reprit le nom de la Société fondée aux années 60 et s'intitula *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté).

Serébriakov a donné dans son histoire de la société « Terre et Liberté », des renseignements intéressants sur ce groupe dont il fut, avec A.-D. Mikhailov, l'un des principaux fondateurs. Nous avons déjà vu que la propagande dans le peuple, pendant les années 1873-1874, n'avait pas donné les résultats qu'en attendaient les idéalistes de la révolution, et que le gouvernement avait pensé lui porter un coup mortel en faisant arrêter plus d'un millier de personnes. Mais, en réalité, avec ces arrestations il ne fit qu'accélérer le passage d'une phase de la révolution à l'autre. « Les propagandistes restés en liberté, écrit Serébriakov, n'étaient pas découragés et n'avaient pas perdu la foi en leur cause. De retour dans les villes ils commencèrent à reformer leurs rangs décimés. Ils se cherchèrent des adeptes dans le milieu d'où eux-mêmes étaient sortis, c'est-à-dire parmi la jeunesse des écoles. Les circonstances les favorisèrent d'une façon remarquable : d'une part, en automne 1874, il y avait grande affluence de jeunes gens dans les villes universitaires, à Pétersbourg surtout ; d'autre part les désordres avaient provoqué un grand désarroi et un grand mécontentement parmi les étudiants, qui, très sensibles à la propagande des idées socialistes, venaient combler les vides faits dans les rangs des révolutionnaires. » Mais

ceux-ci n'étant pas organisés, chacun restait indépendant et faisait ce qu'il voulait, il en résultait que la faute d'un seul atteignait tous, ce qui permettait au gouvernement de procéder à des arrestations en masse. Le programme même des révolutionnaires n'était pas plus défini que leurs moyens de propagande. « Au contact du peuple, dit Serebriakov, les propagandistes devaient se convaincre que les masses ne sont pas prêtes à accepter intégralement la doctrine socialiste, mais que l'idéal social qui vit dans le peuple n'est pas en contradiction avec elle, et que le principe communiste et l'idée du droit du peuple peuvent servir de base pour passer de l'ordre existant à l'ordre socialiste. Il faut seulement *détruire* tout ce qui fait obstacle à la véritable aspiration populaire, c'est-à-dire débarrasser le peuple de l'état économique et politique, ce qui doit être fait par le peuple lui-même et ne peut l'être que par lui. Cette conviction gagnait de plus en plus et, en 1876, sous le nom de « populisme » (Narodnitchestvo) elle rallia presque tous les socialistes révolutionnaires de cette époque, sauf les Lavristes ».

C'est alors que dans un but de réalisation pratique toutes les forces révolutionnaires s'organisèrent dans la Société *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté), qui devint le véritable centre du mouvement révolutionnaire, jusqu'en 1879, c'est-à-dire jusqu'au moment de sa dislocation en deux grands groupes opposés dans leurs programmes et leurs moyens d'action, qui se dénommèrent *Narodnaia Volia* (La Volonté du peuple) et *Tchorny Perediel* (Le Partage général).

Dans le recueil de Bourtzev *Cent ans* (1) nous trouvons de très intéressants renseignements sur l'organisation de *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté). Vu son activité variée, la Société était divisée en différents groupes :

a) *L'administration* (le centre) gérait toutes les affaires de la Société ; son siège social devait être obligatoirement

(1) P. 138, 139, 140.

la capitale (Pétersbourg). Ses membres étaient élus à la majorité des voix et sa composition changeait fréquemment. A la fondation de la Société ce groupe était le plus actif. Il était chargé entre autres de ce que les révolutionnaires appelaient « La chancellerie céleste », c'est-à-dire la section des passeports, la fabrication des faux papiers, travail qui absorbait énormément de temps. Cependant, malgré sa grande importance, l'administration ne pouvait agir dans les cas sérieux sans demander l'autorisation du *Conseil*, et, dans les cas graves, celle de tous les membres de la Société. Le Conseil n'était pas un groupe à part, ayant des fonctions déterminées. Dans sa composition, du reste très souvent modifiée, entraient toute l'administration et les membres de la Société présents à Pétersbourg ; c'est à eux que s'adressait l'administration dans les cas urgents, et le *Conseil* commença à exister en fait comme un ressort très utile dans le mécanisme général de la direction.

b) *Le groupe intellectuel* s'occupait de la propagande, de l'agitation et de l'organisation parmi la jeunesse des écoles.

c) *Le groupe ouvrier* était chargé de la même tâche parmi les ouvriers.

d) *Le groupe paysan*, le plus nombreux, avait pour champ d'activité la province en général.

e) *Le groupe de désorganisation* occupait une situation particulière et par le caractère de son activité et par le large mandat qu'il avait reçu de la Société. Son but était d'affaiblir le mécanisme gouvernemental, par les actes les plus variés, en y introduisant les éléments d'hostilité et de décomposition (1). Les membres de ce groupe devaient autant que possible se mettre en rapport avec toutes les personnalités appartenant aux sphères gouvernementales, afin de se rendre maitres, par elles,

(1) Moyen de lutte préconisé, comme nous l'avons déjà vu, par Netchaiev.

des fonctions importantes pour le but révolutionnaire. Les objectifs particuliers du groupe de désorganisation étaient les suivants : 1° délivrer les camarades emprisonnés ; 2° les défendre contre les abus administratifs. On savait déjà que les agents du gouvernement se permettaient, dans les prisons, des actes révoltants envers les inculpés pour obtenir d'eux les dépositions désirables ; et la Société « Terre et Liberté » avait cru nécessaire de créer un groupe pour les *cas spéciaux*, par exemple, quand l'honneur de tous les partis révolutionnaires était en jeu ; 3° les défendre contre la trahison, qu'il fallait prévoir avec l'augmentation sans cesse croissante du nombre des révolutionnaires. Aux membres du groupe de désorganisation incombait donc le devoir, dans le cas d'une trahison prouvée, indiscutable, « d'écarter le traître de la circulation », autrement dit, de le tuer.

D'après les statuts de la Société, ce groupe, vu l'importance de son mandat, était largement pourvu en hommes et en argent. Il avait le droit de former des sections, sous la même direction, partout où il le jugeait nécessaire. Toutes les entreprises de désorganisation devaient être menées d'une façon très secrète, l'administration ou le Conseil ne les devant connaître que dans les grandes lignes. Enfin les statuts exigeaient la révision annuelle du programme.

La Société *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté) avait deux organes officiels, l'un du nom même de la Société ; l'autre intitulé : « Les feuilles de Terre et Liberté », qui parurent assez régulièrement pendant deux ans, 1878-1879. La profession de foi de la Société était exposée dans le premier numéro de son journal : « Terre et Liberté », y lisons-nous, voilà la devise qu'avaient inscrite sur leur bannière nos prédécesseurs, les socialistes populistes des années 60. Fidèles à l'esprit et à l'histoire de notre peuple, sur notre drapeau nous inscrivons aujourd'hui les mêmes paroles.

« Nous sommes convaincus que les seules formes de cul-

ture qui ont un avenir historique sont celles qui sont dans l'esprit et dans l'aspiration des masses populaires. Nous ne croyons pas à la possibilité de créer dans le peuple, par un travail préparatoire, des idéals distincts de ceux qui se sont développés en lui par tout son passé. Nous regardons toute tentative de ce genre comme une dépense de forces inutile. En effet, l'expérience de tous les mouvements passés, dans tous les pays, à commencer par les révoltes paysannes jusqu'à la Commune de Paris, nous montre que chaque mouvement révolutionnaire, à mesure qu'il s'élargit, nécessairement développe, purifie et perfectionne les éléments révolutionnaires qui lui ont servi de point de départ. Les révolutions sont l'œuvre des masses populaires ; c'est l'Histoire qui les prépare. Les révolutionnaires ne sont que les instruments de l'Histoire, les représentants des aspirations du peuple. Leur rôle se borne à ceci : organiser le peuple au nom de ses aspirations et de ses exigences, le soulever pour la lutte aux fins de leur réalisation, aider à accélérer ce processus révolutionnaire qui, d'après les lois immuables de l'Histoire, se développe à certaines périodes. En dehors de ce rôle les révolutionnaires ne sont rien. Dans les limites de ce rôle ils sont un des facteurs les plus puissants de l'Histoire ».

Le travail d'organisation de la nouvelle Société *Zemlia i Volia,* formée par le groupement des cercles révolutionnaires épars dans toute la Russie, auxquels se joignirent ceux qui restaient des propagandistes populistes, dura tout l'hiver 1876-1877. On menait des pourparlers avec les cercles de la province, on réunissait des renseignements sur ce qui se passait dans les coins les plus reculés de la Russie ; en même temps on continuait la propagande parmi la jeunesse et on préparait les « communes » à la campagne. La Société « Terre et Liberté » avait décidé d'annoncer son apparition par une grande manifestation publique. C'est cette manifestation qui eut lieu, le 6 décembre 1876, sur la place de la Cathédrale de Kazan.

Au printemps, pendant que les manifestants de la place de Kazan attendaient en prison d'être jugés, leurs camarades se dispersaient dans la province pour installer les « communes » et créer de l'agitation dans les campagnes. C'était la deuxième croisade dans le peuple.

Les « communes » parurent dans les provinces de Saratov, Samara, Nijni, Astrakhan, Kouban, et sur le Don. Sérébriakov, que nous avons déjà cité, dit qu'au cours de cette seconde croisade les révolutionnaires tâchèrent d'occuper une autre position que durant la première : « L'ancienne affirmation dogmatique qui exigeait des révolutionnaires « d'aller au peuple » en simples manœuvres avait perdu de son absolutisme. Comme auparavant un métier manuel était jugé désirable, mais on rejetait de la façon la plus catégorique la situation de l'ouvrier sans asile, qui ne peut inspirer aucune estime aux paysans habitués à respecter l'indépendance matérielle et l'aisance. Désormais, de préférence, la situation du révolutionnaire devait être telle qu'il ait la possibilité de se mettre en contact avec le plus grand nombre possible des habitants, d'entrer dans leurs intérêts, d'avoir de l'influence dans les affaires du village. C'est pourquoi maintenant les révolutionnaires s'arrangeaient pour être fermiers, meuniers, négociants, scribes de village, maitres d'école, infirmiers, médecins. Une autre condition désirable était que dans la « commune » l'un au moins fût originaire du pays. »

Ces communes rencontraient pour leur installation une foule d'obstacles. Les mouchards se glissaient partout, et des révolutionnaires, établis dans un pays, souvent devaient le quitter pour aller s'installer ailleurs sous un autre nom. Par exemple, Alexandre Soloviov, qui, en 1877, faisait de la propagande dans la province de Samara, en compagnie d'Ury Bogdanovitch, de Schedintzev et de Marie von Armfeld, fille du général, dut changer de nom et d'emploi plus de dix fois.

Quant aux résultats de cette seconde croisade dans le

peuple, ils ne furent pas, cette fois encore, ce qu'on avait espéré.

Sérébriakov écrit à ce propos : « Même en dehors des poursuites policières, les populistes étaient forcés de se convaincre que la campagne n'était pas un lieu commode pour l'activité agitatrice. Même dans les endroits où les socialistes réussirent à rester assez longtemps et à acquérir quelque influence parmi les paysans, ils durent finir par reconnaître que, dans l'état actuel, il n'y a aucune possibilité d'organiser le peuple pour des fins révolutionnaires et que celui qui ne veut pas tomber immédiatement entre les griffes de la police doit se borner aux travaux des champs. »

Mais, d'autre part, Plekhanov, dans sa préface à la traduction russe de l'*Histoire du mouvement révolutionnaire*, de Thunn, rapporte que tous les propagandistes qui travaillaient à la campagne affirmaient, contrairement à l'opinion de leurs camarades restés dans les villes, qu'il était nécessaire de rester parmi le peuple,et qu'on y faisait de la bonne besogne. Réfutant Sérebriakov, Plekhanov écrit : « L'activité parmi les paysans n'était point impossible. Les révolutionnaires auraient vaincu les obstacles policiers si leur état d'esprit les avait poussés à persévérer. Mais précisément dans la seconde moitié des années 70, cet état d'esprit subit un grand changement et « aller au peuple » perdit à leurs yeux tout son charme, cela parce que les résultats de leur activité parmi le peuple n'avait pas justifié les espérances radieuses, et si l'on peut dire enfantines, que les révolutionnaires avaient mises en elle. En allant au peuple ils s'étaient imaginé que c'était chose facile de faire la révolution sociale ; certains pensaient qu'en deux ou trois ans on y parviendrait. Une croyance aussi légère devait se briser au premier contact avec la réalité. Il en fut ainsi. Alors le peuple cessa de les attirer parce que « aller au peuple » ne leur paraissait plus le moyen le plus sûr et le plus rapide de renverser l'ordre existant ».

Plekhanov, lui, restait fidèle à ses opinions et à la position qu'il avait prise dans la Société *Zemlia i Volia*. Il ne voulut pas céder quand l'activité du groupe de désorganisation devint de plus en plus débordante, et cette attitude de Plekhanov et de quelques-uns de ses amis amena plus tard la scission de cette Société en deux groupes puissants : le groupe terroriste de la *Narodnaia Volia* (La Volonté du peuple) et le groupe de la propagande pacifique du *Tchorny Perediel* (Le Partage général). C'est de cette scission que devaient sortir ultérieurement les deux grandes fractions du groupe socialiste russe : les socialistes révolutionnaires et les socialistes démocrates.

CHAPITRE X

La propagande de « Zemlia i Volia » (Terre et Liberté) parmi les ouvriers et parmi les étudiants. — Le commencement du terrorisme. — Vera Zassoulitch. — Son attentat contre Trépov. — Le procès de Vera Zassoulitch. — Les premiers terroristes et leurs actes. — Ossinski et Lizogoub.

Si l'organisation des « communes » à la campagne et la propagande parmi les paysans ne donnaient pas des résultats très satisfaisants, en revanche la propagande parmi les ouvriers et parmi les étudiants réussissait merveilleusement. Les membres de la Société « Terre et Liberté », les *Zemlevoltzy*, pour agir sur les ouvriers avaient adopté la méthode suivante : Ils formaient des cercles, composés de jeunes révolutionnaires, n'appartenant pas à proprement parler à la *Zemlia i Volia* mais agissant sous la direction des membres de cette Société. Ces cercles entraient en rapport avec les ouvriers. Le groupe central n'avait que la direction générale de la propagande. Peu à peu, de ces petits cercles naquit une première organisation régulière ouvrière qui prit le nom d' « Union du Nord des ouvriers russes » et exista de 1877 à 1879.

D'après Bourtzev (1) cette « Union », purement ouvrière, s'était formée sous l'influence directe de révolutionnaires appartenant aux classes intellectuelles qui s'occupaient de la propagande dans les fabriques et les usines. Certains

(1) *Byloié*, 1906, n° 1.

des ouvriers faisant partie de cette union avaient déjà subi l'influence de la propagande remontant aux années 60. Cependant, l'Union avait décidé de rester fermée aux intellectuels voyant en eux les principaux coupables du faible développement de l'organisation ouvrière en Russie. Les ouvriers de l'Union voulaient avoir leur journal, qui devait être rédigé, composé, édité par les ouvriers eux-mêmes. En somme, la lutte sourde était déclarée *à l'intelligenzia* au nom de la propagande indépendante ouvrière. Le résultat de cet ostracisme fut que l'Union ne sortit presque jamais des cadres purement professionnels, tandis que la lutte politique des révolutionnaires russes contre le gouvernement s'élargissait de jour en jour et en sapait les bases.

L'Union avait été fondée à la fin de 1877, après le procès des 50, par Victor Obnovsky et Stefan Khaltourine. Elle végéta toute une année, se bornant à organiser parmi les ouvriers des cercles d'enseignement mutuel, des caisses de secours, etc. C'est seulement après s'être rapprochée de la Société *Zemlia i Volia* que l'Union commença à lancer une série de proclamations.

Dans la première de celles-ci, adressée « Aux ouvriers russes », l'Union reconnaissant que les revendications ouvrières ne pourront être satisfaites sans une transformation complète de l'ordre politique existant, traçait ainsi son programme : 1° renversement de l'injuste régime politique et économique en vigueur ; 2° institution d'une libre fédération des peuples basée sur l'égalité politique absolue, avec autonomie intérieure basée sur le droit coutumier ; 3° abolition de la propriété foncière, remplacée par la propriété communale ; 4° organisation équitable du travail, mettant entre les mains des ouvriers les produits et les instruments du travail. Comme corollaire à ce programme, l'Union demandait : *a)* la liberté de parole, de la presse et de réunion ; *b)* la suppression de la police politique et des poursuites pour cri-

mes politiques ; *c*) l'abolition des prérogatives et privilèges de classes ; *d*) l'instruction obligatoire et gratuite dans toutes les écoles ; *e*) la réduction des troupes régulières ou leur remplacement total par une milice populaire ; *f*) le droit de la commune villageoise de gérer les affaires la concernant directement (assiette des impôts ; partage des terres, administration intérieure) ; *g*) l'abolition du système des passeports et la liberté de déplacement ; *h*) l'abolition des impôts indirects et l'établissement d'impôts directs sur le revenu et les héritages ; *i*) la limitation des heures de travail et l'interdiction du travail des enfants ; *j*) la création de Sociétés coopératives, de caisses de prêts et de crédit gratuites pour les associations ouvrières et les communes paysannes.

L'Union réussit à organiser plusieurs grèves, les premières en Russie, mais elle ne put aller loin dans la voie qu'elle s'était tracée : la trahison s'était introduite dans son sein. Grâce au couple Reichstein, agents provocateurs de la Troisième section, la police savait tout ce qui se faisait dans l'Union et renversait ses plans et arrêtait ses membres. Reichstein fut d'ailleurs exécuté par les révolutionnaires, en 1879. En février 1880, l'imprimerie du journal de l'Union, *L'aube du travailleur*, dont un seul numéro parut, était découverte ; un grand nombre de ses membres furent arrêtés, et l'Union du Nord disparut bientôt en tant qu'organisation indépendante.

Quelques mois plus tard paraissait dans le midi de la Russie « l'Union russe du Sud » analogue à l'Union ouvrière du Nord, mais la propagande passait définitivement aux mains des membres de la *Narodnaia Volia*, dont l'Union devint le groupe spécial ouvrier, avec son organe : *Le journal ouvrier*.

La Société *Zemlia i Volia* faisait aussi une grande propagande parmi la jeunesse universitaire et tâchait d'exploiter à son profit les désordres qui éclataient fréquemment dans les grandes écoles russes. Au temps de Netchaiev,

c'était l'École d'Agriculture de Moscou qui fournissait le plus d'éléments révolutionnaires. Maintenant c'était l'École de Médecine militaire de Pétersbourg et l'École Polytechnique. Liée étroitement avec les milieux ouvriers et avec la jeunesse universitaire, la Société *Zemlia i Volia* se transforma en une force puissante, à la fois énergique et fanatique, ne s'arrêtant devant aucun sacrifice. A cette force, qui jouissait d'un grand prestige et que tout le monde en Russie regardait comme une sorte de gouvernement « souterrain », le gouvernement ne pouvait opposer que sa police vénale, sa bureaucratie incapable, ses gendarmes féroces qui, grisés de leur pouvoir, arrêtaient à tort et à travers.

Depuis 1870 des liens étroits s'étaient établis entre les forces révolutionnaires et les milieux littéraires. Les meilleurs écrivains, tels que Mikhailovsky, Gleb Ouspensky, Krivenko, Korolenko, Ertel, avaient pris place aux côtés des révolutionnaires. Mikhailovsky collaborait même d'une façon assidue dans le journal du parti « La volonté du peuple » et dans sa revue. Il publiait là des articles tantôt anonymes, tantôt signés du pseudonyme « Un Grognard », articles qui faisaient sensation non seulement dans les cercles révolutionnaires mais aussi dans les milieux libéraux.

Gleb Ouspinsky, célèbre publiciste des années 70-80, était lié d'amitié très étroite avec les plus remarquables révolutionnaires de cette époque : Ury Bogdanovitch, Jelabov, Perovskaia, Kibaltchich, Sabline et autres, et collaborait dans la revue de Lavrov, *Vperiod*.

Zemlia i Volia, qui prenait peu à peu une place prépondérante dans la société russe, avait des amis partout. On la reconnaissait pour une force agissante réelle, de grande importance dans le développement historique de la Russie. D'ailleurs, dans ses rapports avec les différents cercles révolutionnaires, *Zemlia i Volia* parle comme une personnalité puissante qui domine sur tout le mouvement

révolutionnaire, comme on peut en juger par le « décret » fameux que son Comité exécutif (1) lança en 1879 et qui était ainsi libellé :

« La nouvelle attitude prise les derniers temps par le parti socialiste révolutionnaire tout entier, et qui s'exprime par les meurtres du baron von Geking, de l'espion de Rostov, Nikonov, et d'autres, a donné le prétexte à l'apparition d'un grand nombre de lettres anonymes de menaces contre des fonctionnaires et des personnes privées, cela souvent au nom du Comité exécutif.

« Prenant toute la responsabilité morale de nos actes, nous déclarons au public que les auteurs de ces lettres de menaces n'ont rien de commun avec le Comité exécutif ni souvent même avec le parti révolutionnaire. Aux auteurs de ces lettres nous croyons nécessaire de dire, si ce sont des révolutionnaires, que leurs menaces doivent être exécutées par eux-mêmes et sous leur responsabilité, si ce sont des canailles, que nous les poursuivrons comme nos pires ennemis.

« Pour éviter tout malentendu, les déclarations émanant de nous seront rédigées sur papier à entête du Comité exécutif et revêtues de son cachet. »

Ce cachet était rouge ; au milieu figuraient une hache, un poignard et un revolver, mis en croix ; autour était l'inscription : « Comité exécutif du parti révolutionnaire russe ». Il rappelait assez celui qu'avait apposé Stefanovitch sur sa « Bulle d'or ».

Le Comité exécutif qui avait lancé ce décret comptait parmi ses membres : Valère Ossinski, exécuté en 1879 ; Papko, mort aux travaux forcés à Kara, en 1885 ; Sientianine et plusieurs autres.

Quand la question de l'organe de la Société fut résolue, les *Zemlévoltzy* décidèrent de reviser leur programme et leurs statuts. Le paragraphe d'après lequel « chaque mem-

(1) Ne pas confondre avec un autre comité exécutif très célèbre, celui de *La Narodnaia Volia* (La Volonté du peuple).

bre du groupe s'engage à exécuter l'ordre de la majorité des camarades, si même il ne correspond pas à ses opinions personnelles », souleva surtout de longues discussions, et finalement fut accepté malgré l'opposition violente de A. Mikhailov. La proposition d'Ossinski, d'introduire la terreur politique comme moyen d'action, était rejetée, ce qui n'empêcha pas Ossinski de se rendre à Pétersbourg avec quelques amis pour organiser un attentat contre le tout puissant préfet de police Trepov. Mais il avait été prévenu par une jeune fille, Vera Zassoulitch.

Parmi les manifestants de la place de Kazan, se trouvait un certain Bogolubov, qui avait pris la parole et avait résisté violemment à la police ; il avait été condamné à quinze ans de travaux forcés. Membre de la Société *Zemlia i Volia*, il était « allé au peuple » un an auparavant, dans le territoire des Cosaques du Don, puis dans le gouvernement de Saratov et au Caucase.

Aussitôt après sa condamnation, Bogolubov fut transféré à la maison de détention préventive où eut lieu sa rencontre tragique avec le préfet de police Trepov. Bogolubov et deux de ses camarades étaient conduits à la promenade au moment où Trepov entrait dans la cour. En passant près de Bogolubov, il cria : « Chapeau bas ! » et fit le geste de l'abattre. Bogolubov, voyant le mouvement, s'écarta et remit d'aplomb sur sa tête son chapeau qui était de côté. Alors Trepov, d'un coup de poing, le décoiffa et donna l'ordre de mettre Bogolubov au cachot. Le lendemain, par ordre de Trepov, Bogolubov était puni de cent coups de verge. Pendant que se passait la scène entre Trepov et Bogolubov, les autres prisonniers politiques qui se trouvaient dans la cour, ainsi que ceux qui, derrière les barreaux de leurs cellules, en étaient témoins, poussaient des cris épouvantables, frappaient des coups contre les portes, jetaient leurs gamelles, enfin protestaient autant qu'il était en leur pouvoir.

Des gendarmes et des soldats furent appelés pour réta-

blir l'ordre dans la prison. Un témoin, le Dr Hertzenstein, raconte que ceux-ci, pénétrant par groupes dans les cellules, se mirent à battre tous ceux qui faisaient du bruit et en traînèrent beaucoup dans les cachots : « On tirait les uns par les bras, les autres par les jambes, la tête frappant sur chaque marche de l'escalier. Un jeune homme, G..., eut la tête fracassée à coups de clés ».

Le lendemain, appelé à donner ses soins aux blessés, le Dr Hertzenstein vit les cachots de la prison, construite sur les dernières données de la science pénitentiaire. « Franchissant une petite porte, raconte le docteur, nous nous sommes trouvés dans un couloir étroit, sombre, humide et empuanti. — « Attention, attention ! » me disaient mes guides, pour que je ne touchasse pas les murs du couloir. Sans comprendre de quoi il s'agissait, je prenais toutes les précautions voulues. Nous arrivons à une autre petite porte étroite. On l'ouvre. Bien que la journée fût claire et ensoleillée, là il faisait noir comme dans une chambre aux volets fermés pendant la nuit la plus sombre, et chaud comme dans un bain. Mais faisait-il sec ou humide, impossible de le définir : l'air était irrespirable, l'odeur suffocante. Quelque chose grouillait dans un coin. Je l'entendais, le sentais, mais ne voyais rien. — « C'est le docteur », dit un infirmier à quelqu'un dans l'obscurité. — « Regardez, regardez ! » fit en réponse une voix rapide, caverneuse. Tout cela était fou, et ressemblait à un conte ou à un rêve. — « Qui est ici ? » demandai-je. — « Ditcheskoul ». Et de nouveau la voix sourde répéta avec horreur : — « Regardez, regardez, des vers vivants. »

« Je ne pouvais regarder, on ne voyait rien. Un des infirmiers alla quelque part chercher un bout de chandelle. Nous l'allumâmes. Une lueur rougeâtre éclaira un petit espace autour de nous, laissant dans l'obscurité les autres parties du cachot. Un corps long, couvert de guenilles, se leva du sol nu et on entendit de nouveau : — « Regardez, regardez, les vers vivants. » L'infirmier éclaira avec la

chandelle le sol d'asphalte, tout couvert d'excréments humains dans lesquels grouillaient des vers blancs. Les murs étaient souillés comme le sol. Il n'y avait dans ce cachot ni seau, ni planche, ni rien, sauf des excréments, dans lesquels devait se coucher un homme dont tout le crime était d'avoir désiré pour son peuple un sort meilleur. Il devait rester là assis ou couché, dans cette atmosphère, et sentir grouiller sur son corps les vers puants. Il était au bord de la folie et répétait sans cesse : — « Regardez, regardez. » Il avait essayé de lutter contre cette horreur. Avec des efforts surhumains il était parvenu à briser le vasistas de la porte et, par là, avait jeté l'ordure, à pleines mains, dans l'étroit couloir. Voilà pourquoi les infirmiers m'avaient dit tout à l'heure : « Attention, attention ! »

Le troisième jour, les troubles étaient complètement réprimés, mais malgré la défense faite à la presse d'en parler, il n'était bruit que de cela dans le public. Alexandre II nomma une Commission d'enquête et chargea le Conseiller d'Empire, Grott, de visiter la prison, ce que fit celui-ci en compagnie de son jeune secrétaire V.-N. Kokovstzev. Ils demandèrent à voir le cachot de Ditcheskoul, mais déjà on l'avait nettoyé. L'enquête sur les actes de Trépov n'aboutit également à rien, et l'affaire fut étouffée. Elle allait être ravivée par le coup de feu de Vera Zassoulitch.

La fustigation de Bogolubov avait produit une énorme impression sur les révolutionnaires, car cette punition, quoique prévue par la loi, dans certains cas, pour les condamnés aux travaux forcés, n'avait encore jamais été appliquée aux condamnés politiques. Les révolutionnaires, aussi bien ceux qui étaient en Russie que ceux qui étaient à l'étranger, décidèrent que pour venger un tel acte il fallait exécuter Trépov. Ossinski et Popko vinrent dans ce but à Pétersbourg, délégués par la Société « La délivrance du peuple », qui éditait *Le Tocsin*, journal dont nous avons parlé. Ils louèrent un logement non

loin de la Préfecture et le Dr Weimar mit à leur disposition son fameux trotteur, Barbare. Mais en ce moment se déroulait le procès des 193 et les révolutionnaires décidèrent d'attendre la fin de l'affaire avant d'agir, craignant que l'attentat contre Trépov n'eût d'influence sur le verdict. Mais, tandis que le groupe de désorganisation de *Zemlia i Volia* préparait l'attentat en attendant le moment propice pour l'exécuter, Vera Zassoulitch, impatiente de venger l'offense faite à tout le parti révolutionnaire en la personne de Bogolubov, décida d'agir seule.

Nous avons déjà vu Vera Zassoulitch, encore fillette, allant porter une lettre de Netchaiev à sa sœur. Sa connaissance avec le célèbre révolutionnaire lui valut deux ans de prison. Elle en sortit à dix-neuf ans, et se mit à parcourir la province russe, allant dans les différentes « communes » et centres révolutionnaires. Le 24 janvier 1878, elle se présenta comme solliciteuse à la réception de Trépov. Quand celui-ci arriva devant elle, elle lui tendit tranquillement une requête, signée d'un nom d'emprunt, demandant l'autorisation de donner des leçons. Pendant que Trépov prenait la requête, elle tira de dessous son châle un revolver et le déchargea sur lui. Trépov grièvement blessé s'affaissa. Vera Zassoulitch se laissa arrêter sans aucune résistance.

Cela se passait encore avant la promulgation des deux décrets d'Alexandre II, selon lesquels les affaires politiques devaient être transmises à la juridiction militaire. Vera Zassoulitch fut donc traduite devant la Cour d'assises. L'intérêt provoqué par ce procès était tel, non seulement en Russie, mais à l'étranger, que le congrès de Berlin passa même au second plan. Mr Valbert écrivait à ce propos dans *la Revue des deux mondes* (1) : « Pendant plusieurs jours l'Europe a fait trève à ses perplexités politiques, a cessé de se demander si le congrès

(1) 1er mai 1878.

se réunirait, si l'honnête courtier parviendrait à force de dextérité à concilier les prétentions rivales de l'éléphant et de la baleine. Quarante-huit heures durant, l'Europe a tout oublié : la paix, la guerre, Mr de Bismarck, lord Beaconsfield, le prince Gortchakov, pour ne s'occuper que de Vera Zassoulitch. »

Le Président des assises était un jeune jurisconsulte de grand talent, Anatole Coni ; l'inculpée était défendue par un avocat jeune et déjà célèbre, Alexandrov ; le public était trié sur le volet ; parmi les assistants se trouvait Th. Dostoievski. Gradovski, que nous avons déjà cité, raconte que « quand les jurés se retirèrent après avoir reçu la liste des questions, pendant cette suspension angoissante de la séance, Dostoievski, qui était assis près de moi, exprima son opinion : — « On ne peut pas condamner, dit-il, la punition n'est pas de mise ici, elle est inutile. Il faudrait simplement lui dire : « Va et ne recommence pas une seconde fois ». Mais je crois que nous n'avons pas de formule juridique pareille et alors on la placera sur le piédestal d'une héroïne ».

Alexandrov, se basant sur les dépositions des témoins, qui avaient fait un tableau épouvantable de la cruauté et de l'arbitraire de Trépov et de tout le système en vigueur, ne défendit pas Vera Zassoulitch, rapporte encore Gradovski, « il accusa tout l'ordre gouvernemental. Cela fut sa force et le gage de sa victoire. Les hauts dignitaires qui assistaient au procès disaient dans la suite qu'on n'avait pas jugé Zassoulitch mais Trépov et même le gouvernement, et ils accusaient le Président de s'être prêté à cela. La situation du Président était en effet très difficile, mais il en sortit avec honneur et dignité. Le point culminant du discours d'Alexandrov fut le passage où il disait : « Au bourreau de Bogolubov « il fallait non le gémissement du mal physique mais « celui de l'âme humaine outragée, de la dignité humaine « piétinée. Le sacrilège s'est accompli, le sacrifice honteux

« a été consommé. On a organisé solennellement l'apo-
« théose russe des verges. » A ces paroles il fut interrompu par un tonnerre d'applaudissements et de cris..... Le Président adressa au public un sévère rappel à l'ordre et le défenseur put continuer sa plaidoirie. A l'unanimité Vera Zassoulitch fut acquittée. Une foule immense stationnait dans la rue pour attendre le verdict et accompagner Vera Zassoulitch dans un asile sûr, car le bruit courait — et il était tout à fait justifié — que, par ordre de l'empereur, en cas d'acquittement elle devait être arrêtée et déportée administrativement en Sibérie. En sortant de la prison, où elle était allée chercher ses effets, Vera Zassoulitch monta dans une voiture qui l'attendait ; un jeune homme prit place sur le siège, à côté du cocher, et la voiture partit au galop. Là se place un incident tragique qu'a raconté, comme suit, un témoin oculaire. « C'était près de la rue Kirotchnaia, où se trouve la caserne de gendarmerie. Tout à coup paraît un détachement qui entoure la voiture. La foule se jette pour le repousser. Mais un cri éclate. Le jeune homme assis sur le siège, Sidoratzki, prend un revolver, tire quelques coups, puis se loge une balle dans la tempe et tombe mort sur la chaussée. Tout cela avait été si rapide qu'on ne se rendit pas compte de ce qui se passait. P..., qui était dans la voiture avec V. Zassoulitch, baissa la glace de la portière et cria au cocher : « File plus vite, sans quoi nous serons tous tués ! ». Les gendarmes se défendaient et tâchaient de disperser la foule. Le cocher fouetta ses chevaux et la voiture partit rapidement, tourna rue Nadiejdinskaia, prit ensuite la Perspective Newsky, et échapppa à la poursuite ». Vera Zassoulitch était sauvée ; et quand le Sénat, cassant le jugement, renvoya l'affaire devant le tribunal de Novgorod, elle était déjà à l'étranger où l'avaient accueillie des amis.

A propos du procès de Vera Zassoulitch, la société *Zemlia i Volia*, prenant l'attentat à son compte, lança

deux proclamations adressées : « A tous les honnêtes gens » et « A la société russe ». Dans la première, elle disait entre autres : « Les hommes ayant le sentiment du devoir et du courage civique se réuniront et se lanceront courageusement dans la lutte contre chaque manifestation de l'arbitraire gouvernemental. Mais si notre société s'endort le lendemain, après son premier élan, elle confirmera la justesse de l'opinion des historiens qui affirment que chaque peuple a précisément le gouvernement qu'il mérite. Nous nous adressons avec cet avertissement à tous ceux qui ne désespèrent pas de leurs forces et nous les appelons à la lutte contre l'abus et l'arbitraire. Nous ne fixerons pas d'avance la forme de cette lutte, qui dépendra des circonstances et des événements ». Cette phrase faisait présager l'avènement de la terreur. En effet, les actes terroristes commencent à devenir plus fréquents. Un des premiers fut l'exécution du chef de la gendarmerie, le tout puissant général Mezentzev, le 4 août 1878. Ce meurtre fut accompli par le célèbre révolutionnaire Kravtchinski (Stepniak) avec l'aide d'un des fondateurs de *Zemlia i Volia*, A. Mikhailov et de Barannikov. L'attentat eut lieu à neuf heures du matin, dans la rue Italianskaia, l'une des plus fréquentées de Pétersbourg. Mezentzev tomba frappé d'un coup de poignard, et les trois terroristes, grâce encore au célèbre trotteur Barbare, réussirent à prendre la fuite.

La mort de Mezentzev causa une profonde impression dans les sphères gouvernementales. Le journal *Goloss* écrivit à ce propos un article foudroyant contre les révolutionnaires, réclamant ni plus ni moins que leur extermination. « L'Etat, écrivait l'organe de Kraievsky, ne sera pas affaibli du fait de la suppression des malfaiteurs, quel que soit leur nombre. Il n'en acquerra que plus de force et deviendra plus pur quand les hommes qui ne reconnaissent pas la légalité disparaîtront de la terre. » Le *Goloss* qui, à cette époque, cherchait à reconquérir l'im-

mense influence qu'il avait eue autrefois dans les sphères bureaucratiques, préconisait d'avance le futur programme du gouvernement, qui s'exprima par le décret du 9 août 1878.

Le coup de revolver de Vera Zassoulitch et le meurtre de Mezentzev étaient deux actes terroristes isolés commis à Pétersbourg. Dans le Midi, la terreur trouvait un terrain plus favorable ; là-bas les révolutionnaires Ossinski, Popko, Lizogoub, Kovalsky et d'autres commettent une série d'actes terroristes et font de la terreur un système de lutte.

Le plus remarquable parmi les premiers terroristes russes était ce Valère Ossinski, dont Kravtchinski (Stepniak) dans son livre *La Russie Souterraine* (1) donne cette caractéristique remarquable : «Il était beau comme le soleil, élégant de formes, fort, souple comme un poignard de Damas. Sa tête blonde, légèrement rejetée en arrière, surmontait un cou nerveux, gracieux. Le front élevé, sillonné de petites veines bleues, semblait taillé dans le marbre et le nez régulier, sculptural, donnait à sa beauté ce caractère classique si rare en Russie. Une moustache petite, blonde et une barbe courte encadraient sa belle bouche sensuelle. Ce visage merveilleux était éclairé par de grands yeux bleus pleins de feu et d'ardeur junévile..... Il n'était pas orateur au sens ordinaire de ce mot, mais sa parole possédait cette force de conviction qui résulte d'une foi profonde : il était pénétré d'un enthousiasme qui, involontairement, gagnait ses auditeurs. Le son de sa voix, l'expression de son visage ne nous subjuguaient pas moins que ses paroles. Il possédait le don de retourner des auditeurs adverses qui s'efforçaient alors de se convaincre de la justesse de ses raisons à seule fin de pouvoir être d'accord avec lui..... Arrêté à Kiev au printemps de 1879, il fut jugé le 5 mai et condamné à mort, non parce que l'accusation avait relevé des charges sérieuses contre

(1) P. 47-51.

lui mais parce qu'il avait fait le geste de tirer son revolver de l'étui au moment de son arrestation. Il est vrai que le gouvernement savait qu'Ossinski était l'un des membres les plus influents du parti terroriste et cela suffisait pour dicter au tribunal l'arrêt de mort. Ossinski l'écouta sans trembler. Pendant les dix jours qui s'écoulèrent entre la condamnation et l'exécution, il resta tout à fait calme, même gai. Il réconfortait ses amis, et ne faiblit pas un seul instant. A sa mère, venue le voir, il affirma, que la peine de mort avait été commuée, mais à voix basse il prévint sa sœur, une jeune fille de seize ans, que l'exécution aurait lieu sans doute le lendemain et il lui demanda de préparer leur mère à cette pénible nouvelle. La veille de l'exécution, il écrivit à ses amis une longue lettre, sorte de testament politique. Le 11 mai on le conduisit au supplice en même temps que deux de ses camarades : Antonov et Brantner. Par un raffinement de cruauté on ne lui banda pas les yeux et il dut voir les convulsions de ses amis attachés au gibet. Ce spectacle terrible produisit sur Ossinski une telle impression physique qu'en quelques secondes ses cheveux devinrent blancs ; cependant sa force morale restait inébranlable. A ce moment des gendarmes vinrent lui demander s'il ne voulait pas solliciter sa grâce. Il les repoussa avec indignation (1) et, refusant l'aide du bourreau, d'un pas ferme il gravit les marches de l'échafaud.... Un prêtre s'approcha de lui le crucifix à la main. D'un geste énergique Ossinski lui fit comprendre qu'il reconnaissait aussi peu le roi du ciel que le roi terrestre. La musique militaire entonna la *kamarinskaia*. Quelques minutes après Ossinski n'était plus..... »

« Ossinski — ajoute Stepniak — était doué de toutes les qualités qui donnent à l'homme le pouvoir de diriger les événements. Il n'était pas organi-

(1) Dans le parti révolutionnaire, le recours en grâce à l'empereur fut toujours considéré comme une trahison.

sateur ; son tempérament trop bouillant ne s'accommodant pas d'un travail minutieux. Toutes les forces de son esprit étaient toujours concentrées sur un seul point..... Il fut toujours le prophète du courant qui parfois ne se manifestait pleinement que plusieurs années après. Ainsi, en 1878, quand le terrorisme était encore embryonnaire, Ossinski était déjà partisan du régicide, qu'il voulait introduire dans le programme révolutionnaire ; de même son exigence des réformes politiques était nette et parfaitement définie. Il était au plein sens du mot un homme d'action. Tant que dura le mouvement populiste, il se tint à l'écart ; mais il se joignit au mouvement révolutionnaire quand les paroles cédèrent la place au revolver ou au poignard. Il possédait l'une des plus grandes forces dont la nature ait doué l'homme : la foi, et cette foi il savait la communiquer à ceux qui l'approchaient. C'est pourquoi, naturellement, il devint l'âme des entreprises auxquelles il participa..... Personne ne se désespérait quand Ossinski était là parce qu'il animait chacun par sa foi enthousiaste, inébranlable et par son propre exemple. Il était toujours le premier dans la lutte, se chargeant des missions les plus dangereuses ; son courage confinait à la folie..... En Ossinski nulle trace de pédantisme moralisateur ou prédicateur. C'était un guerrier au cœur courageux et au bras fort. Il aimait le danger et là se sentait dans son élément. La lutte l'enflammait d'une excitation fiévreuse. Il aimait la gloire. Il aimait les femmes et était aimé d'elles ».

Une autre figure remarquable de cette époque est celle de D. Lizogoub, que Stepniak a dépeint de la façon suivante : «... Il était blond, de haute taille, pâle et maigre. Son visage n'était pas beau, mais rien n'était plus agréable que l'expression de ses beaux yeux bleus aux longs cils et que son sourire d'enfant. Il était vêtu très pauvrement. En plein hiver russe, il n'avait qu'un veston de nankin, aminci par de nombreux lavages ; un

haut gilet noir, boutonné jusqu'au col, protégeait sa poitrine; son pardessus était léger, non ouaté; un vieux cache-nez rouge entourait son cou ; il avait comme coiffure une casquette de cuir; il ne portait pas le plaid, adopté par presque tous les révolutionnaires... D. Lizogoub était millionnaire, propriétaire d'un immense domaine dans une des contrées les plus fertiles de la Russie ; malgré cela il vivait plus pauvrement que le dernier de ses ouvriers; tout ce qu'il avait il le donnait pour la révolution..... Ce serait peu de dire que Lizogoub était le plus pur des hommes que j'aie jamais rencontré, je dirai hardiment que dans tous les partis il n'y eut jamais d'homme qui l'égalât par la beauté morale. L'abandon de sa fortune au profit de l'œuvre n'était pas encore la manifestation supérieure de son renoncement ; beaucoup de révolutionnaires donnaient leur argent pour la cause, mais il n'y avait pas d'autres Lizogoub parmi eux. Son extérieur tranquille et calme cachait une âme pleine de feu et d'enthousiasme. Ses convictions étaient pour lui une religion à laquelle il consacrait non seulement toute sa vie mais, chose encore plus difficile, toutes ses pensées. Il n'avait pas de famille. Sa décision de ne pas dépenser un sou en dehors de ce qui pouvait être utile à la cause, il s'y tenait jusqu'à ne pas se permettre de prendre le tramway, et souvent ses amis durent intervenir pour qu'il ne tombât pas malade par suite des privations extrêmes qu'il s'imposait. A toutes les observations de ses amis sur ce sujet, il répondait ordinairement, comme s'il prévoyait sa mort prématurée : — « Cela ne fait rien, il ne me reste pas longtemps à vivre ».

« Cet argent que Lizogoub gardait si jalousement pour la cause était son pire ennemi. Ses parents, dans l'espoir de recevoir sa fortune, l'avaient dénoncé comme membre du parti révolutionnaire. Soumis dès lors à la surveillance de la police il ne pouvait rien faire, car au moindre pas ses biens eussent été confisqués et le parti aurait ainsi

perdu un important soutien. Cette inaction forcée était pour Lizogoub une source de souffrances infinies; il devait assister en spectateur passif à la lutte et au martyre de ses meilleurs amis. Et cet homme qui unissait en lui le courage d'un lutteur et l'enthousiasme d'un prophète; cet homme qui, au prix d'immenses sacrifices, soutint pendant deux ans presque tout le mouvement révolutionnaire, cet homme qui, par ses qualités morales, inspirait le respect infini à tous ceux qui le connaissaient; cet homme dont la présence seule dans le parti augmentait sa force et son autorité, cet homme se regardait comme le dernier des derniers (1).

« Il fut arrêté à Odessa, en l'automne 1878, sur la dénonciation de son gérant et ami Drigo (2), qui le livra au gouvernement sur la promesse que le reste de la fortune de Lizogoub (une quarantaine de mille roubles) lui reviendrait. Personne n'attendait pour Lizogoub un arrêt très sévère : la déportation, ou au pire, quelques années de travaux forcés. Mais, à l'étonnement général, Lizogoub fut condamné à mort. Les témoins oculaires racontent, qu'ayant entendu cet arrêt, il ouvrit la bouche d'étonnement. A la proposition de sauver sa vie par un recours en grâce il répondit par un refus hautain. Le 8 août 1879 Lizogoub était exécuté en même temps que deux de ses camarades, Tchoubarov et Davidenko. Ceux qui l'ont vu dans le trajet de la prison à l'échafaud disent que non seulement il était calme mais que son doux sourire habituel éclairait son visage quand il adressait à ses compagnons des paroles d'encouragement. Enfin se réalisait son désir ardent : se sacrifier à la cause de la révolution. Ce fut peut être le moment le plus heureux de sa vie triste ».

(1) Léon Tolstoï en a fait le héros de son récit : *Encore trois morts*, sous le nom de Svietlogoub.

(2) Tourmenté par le remords, Drigo devint membre actif du parti révolutionnaire. Impliqué dans un procès terroriste, il termina ses jours au bagne.

CHAPITRE XI

L'ATTENTAT DE SOLOVIOV CONTRE ALEXANDRE II. — LES DISSENSIONS AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ « ZEMLIA I VOLIA ». — LE CONGRÈS DE LIPETZK. — LA « NARODNAIA VOLIA » ET LE « TCHORNY PEREDIEL ».

Dans le mouvement terroriste, le Midi avait devancé le Nord, et les attentats qui se produisaient à Kiev, à Kharkov, à Odessa et ailleurs frappaient les esprits par leur audace. C'est dans le Midi que germa l'idée de se venger de Trépov ; c'est là que se joua la tragédie de Tchiguirine, et c'est là encore qu'il fut question de profiter du mouvement slave et de la guerre russo-turque. Sur l'initiative de Stefanovitch, qui agissait en véritable disciple de Netchaiev, fut publié et répandu, en 1877, à Nicolaiev et à Odessa, le faux télégramme de la défaite des troupes russes sur le Danube, cela afin de démoraliser les sphères dirigeantes et de créer le mécontentement des masses. C'est encore dans le Midi qu'on avait fabriqué le télégramme annonçant qu'Alexandre II avait doté la Russie de la Constitution. Mais, en retour, c'est également dans le Midi qu'il fut décidé de traduire devant une cour martiale, jugeant d'après les lois du temps de guerre, les révolutionnaires qui feraient de la résistance lors des perquisitions ou des arrestations. Le révolutionnaire Kovalsky, qui tua un gendarme et blessa plusieurs autres venus pour perquisitionner chez lui, fut le premier à être jugé par la cour martiale et le premier exécuté pour crime politique non lié au régicide. La lutte du

gouvernement et de la gendarmerie était surtout dirigée contre Kiev, Odessa et Kharkov où les arrestations se succédaient sans relâche. Dans cette lutte contre les révolutionnaires se faisait remarquer surtout un jeune capitaine de gendarmerie, Soudéikine. C'est lui qui, en même temps que Kovalsky, avait arrêté Ditcheskoul, que nous avons vu dans le cachot de la prison préventive.

Parmi les actes terroristes de cette époque qui ont eu un grand retentissement il faut mentionner l'exécution du gouverneur de Kharkov, un favori de l'empereur, le prince Kropotkine (1), tué le 9 février 1879 par le révolutionnaire Goldenberg, en raison des violences exercées envers les détenus politiques enfermés dans la prison centrale de Kharkov, ainsi que pour le massacre des étudiants pendant les désordres universitaires. Goldenberg réussit à s'enfuir et ne fut arrêté que quatre mois plus tard (2). Une jeune fille, Ludmila Volkenstein, impliquée dans la même affaire, fut jugée longtemps après, en 1884. Condamnée aux travaux forcés elle fut enfermée dans la forteresse de Schlusselbourg, qui, vers cette époque, commença à devenir le lieu de détention des criminels politiques.

Avec l'exécution de Lizogoub la question des fonds devint très aiguë : la caisse du parti révolutionnaire était à peu près vide. C'est alors que paraît l'idée de

(1) Cousin germain du célèbre révolutionnaire.

(2) Ce Goldenberg, qui fut pendant plusieurs années l'un des membres les plus actifs du parti terroriste, joua cependant un rôle néfaste pour ce parti. Arrêté en novembre 1879, à Elisabethgrad, tandis qu'il transportait de la dynamite destinée à faire sauter le train impérial à Odessa, il livra à un agent de la troisième section, qu'on avait mis dans la cellule voisine de la sienne, presque toute l'organisation de la *Narodnaia Volia*. Une masse d'arrestations furent opérées sur ses indications, et bien que la *Narodnaia Volia* ait pu exécuter Alexandre II, cette société fut tellement éprouvée qu'il lui fallut plus d'une année pour se réorganiser. D'après Bourtzev, Goldenberg se pendit dans sa prison ; mais d'après d'autres historiens du mouvement révolutionnaire russe, notamment B. B. Glinski, pour prix de sa trahison, Goldenberg reçut la liberté et, sous un faux nom, serait encore vivant.

prendre l'argent des caisses de l'État. Dans le sud de la Russie une série d'attentats ont lieu pour s'emparer des fonds des trésoreries de Kherson et Kichinev, ce qu'on a appelé par euphémisme « les expropriations ». C'est également dans le Midi que s'organise tout un système d'attentats contre la vie d'Alexandre II, à commencer par le projet de Vittenberg et de Lovogenko, de faire sauter le bateau sur lequel devait s'embarquer l'empereur, pour finir par la tragédie du 1er mars sur le canal Catherine, à Pétersbourg.

Pendant cette période préparatoire de la terreur, l'activité littéraire du parti révolutionnaire croît considérablement. Des imprimeries clandestines existent maintenant non seulement dans la capitale mais un peu partout : à Kharkov, Kiev, Odessa, Samara, Kazan, Nicolaiev, Jitomir, etc ; en même temps, la littérature révolutionnaire à l'étranger atteint un grand développement. Les proclamations, les tracts, les brochures paraissent déjà par dizaines de mille exemplaires. Par exemple, « L'imprimerie russe libre », fondée en 1877, publie pendant les six premiers mois de son existence : *Décret aux agents de police* ; *Les pères et mères russes à la société russe* ; *A propos de l'exécution de l'espion Nikonov* ; *L'attentat contre Kotlarevsky* ; *Deux séances du Comité des Ministres* ; *le Rapport de Pahlen* ; *Aux ouvriers de toutes les fabriques et usines*, etc. Outre ces tracts, l'imprimerie publie encore : *Les gains de la dernière guerre*, de Dragomanov ; *Aux étudiants des Écoles supérieures*, de Mychkine, une brochure de Kravtchinsky (Stepniak) ; *Mort pour Mort* (à propos de l'assassinat de Mezentzev), et enfin le journal *Terre et Liberté*, dont cinq numéros parurent au cours des années 1878-1879, avec des articles de Stepniak, Plekhanov, Mikhaïlov, etc. Dans d'autres imprimeries paraissaient : *Gromada* (La foule), recueil sous la rédaction de Dragomanov ; un autre recueil *La Commune* ; un recueil de poésies révolutionnaires : *A travers la grille*, etc.

La tendance terroriste s'accentue au début de l'année 1879, et, du Midi, la politique de la terreur gagne un nombre de plus en plus grand de cercles révolutionnaires. Dans les numéros 2 et 3 des *Feuilles de Terre et Liberté*, organe officiel du parti, nous lisons : « Le meurtre politique est avant tout un acte de représailles. Ce n'est qu'après avoir vengé les camarades qui ont péri que l'organisation révolutionnaire peut regarder droit dans les yeux de ses adversaires. C'est seulement alors qu'elle s'élèvera à cette hauteur morale nécessaire au combattant de la liberté pour entraîner les masses. Le meurtre politique est l'unique moyen de défense dans les conditions actuelles et l'un des meilleurs facteurs d'agitation. En portant le coup au centre même de l'organisation gouvernementale, il fait trembler tout le système. Le meurtre politique est la réalisation de la révolution dans le présent. Une force souterraine inconnue appelle devant son tribunal les criminels, quelque haut placés qu'ils soient, leur dicte leur arrêt de mort et les puissants de ce monde sentent que le terrain glisse sous eux, qu'ils tombent de la hauteur de leur puissance dans un abîme sombre, inconnu. Contre qui lutter ? Contre qui se défendre ?..... Autour, personne. Autour, tout est calme. Parfois le cadavre seul témoigne que la catastrophe fut. Nos adversaires sentent que leur existence devient impossible. Ils sentent leur impuissance malgré leur force. Le meurtre politique est l'arme la plus sensible que nous ayons, arme contre laquelle ne peuvent ni les armées ni les légions d'espions.... Voilà pourquoi nous tenons le meurtre politique comme l'un des moyens principaux de lutte contre le despotisme. »

Ailleurs, donnant des renseignements détaillés sur les arrestations, les perquisitions, les déportations administratives qui, en ce moment, s'opéraient en masse par ordre du nouveau chef de la Troisième section, Général Drenteln, successeur de feu Mezentzev, la rédaction de

« *Terre et liberté* » posait cette question: « Comment répondre à cette orgie, comment venger les camarades morts ? » La réponse fut le 1/13 mars.

Le lendemain de la publication de ce numéro de *Terre et liberté*, un inconnu tira sur Drenteln, mais le manqua (1). A la suite de cet attentat les perquisitions et les arrestations ne firent que se multiplier. Non seulement on arrêta des révolutionnaires mais encore de hauts fonctionnaires connus pour leurs opinions libérales ; des littérateurs tels que Lessiévitch; un des directeurs de la Banque d'État, Griboiédov ; le Dr Kadian ; le professeur de droit, Tagantzev ; le neveu du préfet de police, Boutkovitch, etc. Plus de cent personnes furent arrêtées. C'est dans cette atmosphère surchargée, parmi le mécontentement général causé par toutes ces arrestations arbitraires que Soloviov commit son attentat contre Alexandre II.

Nous avons déjà parlé de Soloviov et de sa propagande comme populiste dans le gouvernement de Samara. En 1879, il partit à Pétersbourg. A cette époque, sous l'influence, d'une part, des événements de la vie courante, d'autre part des meurtres politiques précédents, l'idée du régicide commençait à hanter les révolutionnaires. Déjà, en automne 1878, les révolutionnaires du Midi : Davidenko, le sous-officier Lagovenko, Vittenberg, Tchoubarov et quelques autres s'étant assuré des complicités parmi les matelots de la Mer Noire avaient posé près de Nikolaiev une mine sur laquelle devait sauter le bateau portant Alexandre II. La mine avait été découverte à temps par la police.

A Pétersbourg, Soloviov se rencontrait fréquemment avec les révolutionnaires Zoundélévitch, Kviatkovski, A. Mikhaïlov, Kobylianski et Goldenberg. C'est d'ailleurs par la déposition de ce dernier que nous connaissons les

(1) L'auteur de cet attentat était Mirsky, qui réussit à s'enfuir et ne fut arrêté que longtemps après.

détails de l'organisation du complot de Soloviov. Tous les six discutaient d'un attentat contre Alexandre II. Finalement, il fut décidé que l'un d'eux devait s'en charger. Goldenberg, le premier, se proposa pour cette besogne, mais les autres n'acceptèrent pas, jugeant qu'il valait mieux que l'attentat ne fût pas commis par un Juif. De même, Kobylianski, qui était Polonais, fut écarté; les conjurés craignaient que l'on ne vît dans son acte qu'une vengeance de patriote polonais. On tomba d'accord que cet attentat, pour produire tout son effet, devait être l'œuvre d'un Russe. C'est alors que Soloviov proposa ses services. Il fut décidé que l'attentat aurait lieu dans le plus bref délai possible et l'on prévint tous les révolutionnaires qui étaient à Pétersbourg, pour qu'ils pussent quitter la ville. Le D[r] Weimar procura le revolver, et fit savoir que son trotteur Barbare serait à proximité pour faciliter la fuite de Soloviov.

Le 1er avril 1879, Soloviov fit ses adieux à ses camarades et, le 2 avril, non loin du Palais d'Hiver, il tira sur Alexandre II cinq coups de revolver. Aucun d'eux n'atteignit l'empereur. Soloviov fut arrêté sur place. Il avait eu le temps d'avaler une boulette d'acide prussique, mais le poison, peut-être parce qu'il était de préparation ancienne, n'eut pas d'effet foudroyant et le professeur de l'école de pharmacie, Trapp, réussit à administrer à temps un contrepoison.

A ce propos, le Comité exécutif de *Zemlia i Volia* envoya à ce professeur l'avertissement suivant : « Le Comité exécutif ayant lieu de croire que Soloviov, arrêté pour attentat contre la vie de l'empereur, sera, à l'exemple de son prédécesseur Karakosov, soumis à la torture, croit nécessaire de déclarer que quiconque osera avoir recours à de pareils moyens d'instruction sera puni de mort par ordre du Comité exécutif. Le professeur de pharmacie, Trapp, qui s'est déjà montré dans l'affaire Kara-

kosov partisan de pareils moyens, est invité particulièrement à tenir compte du présent avertissement. »

La première conséquence de l'attentat de Soloviov furent les décrets réactionnaires du 9 août, dont nous avons parlé plus haut, d'après lesquels tous les crimes politiques devaient être jugés par une cour martiale. Par décision du tribunal suprême, Soloviov fut condamné à la peine de mort par pendaison. Il fut exécuté le 28 mai.

Parmi les coaccusés de Soloviov se trouvaient, entre autres, le Dr Weimar, qui fut condamné aux travaux forcés, Mikhailov et Natanson.

L'attentat de Soloviov posa nettement devant le parti la question de la terreur, en général, et du régicide en particulier. Dans ses *Souvenirs sur la Narodnaia Volia*, le vieux révolutionnaire Morosov écrit que la majorité des membres présents à Pétersbourg se prononça pour « la continuation de l'œuvre de Soloviov ». Cependant, comme cette résolution avait de violents adversaires, il fut décidé que pour trancher définitivement cette question on ferait appel non pas seulement aux révolutionnaires de Pétersbourg mais à ceux de la province. Il fallait donc réunir les principaux chefs du mouvement révolutionnaire russe. Après de longs conciliabules il fut décidé que la réunion aurait lieu à Lipetzk, dans le gouvernement de Voronéje. Lipetzk étant une ville d'eaux où se rendaient chaque été des voyageurs venus de tous les points de la Russie, la police ne remarquerait pas la présence des révolutionnaires, qui pourraient parler et discuter librement. La question du régicide devait être résolue dans cette réunion, qu'on appela par la suite le « Congrès de Lipetzk », et qui joua un rôle très important dans l'histoire du mouvement révolutionnaire russe. C'est à ce Congrès que parait pour la première fois dans le programme du Comité exécutif du parti socialiste révolutionnaire russe l'affirmation que les révolutionnaires sortis des classes intellectuelles ne doivent

agir que par les masses populaires et ne peuvent rien en dehors d'elles, idée qui avait été exprimée timidement par quelques révolutionnaires de la première moitié de la décade des années 70, mais qui, alors, n'avait pas eu de succès.

Dans l'almanach de la révolution russe, édité sous la direction de Bourtzev, nous trouvons des renseignements très intéressants sur le congrès de Lipetzk, fournis par un des membres de ce congrès, Nicolas Morosov.

Le groupe central de Pétersbourg avait envoyé à Lipetzk : A. Mikhailov, Barannikov, Kviatkovsky, Tikhomirov, Marie Ochanine, Nicolas Morosov. Une jeune société qui s'intitulait « La liberté ou la mort » (*Svoboda ili Smert*) était représentée par Schiriaev (1). Du Midi étaient venus Frolenko, Jéliabov, Kolotkevitch et Goldenberg. Le Congrès de Lipetzk dura du 17 au 20 juin 1879. Dans les statuts du Comité exécutif réorganisé, les actes qui devaient être préparés et exécutés par lui étaient envisagés d'un point de vue nouveau. Au lieu de l'explication ancienne « par cela nous ne faisons que nous défendre et venger les nôtres » on inscrivait : « par cela, nous passons à la lutte active pour la liberté politique pour tous et pour le régime parlementaire comme sa seule garantie. » C'est à Lipetzk que furent décidés, en principe, tous les actes de la lutte terroriste accomplis par la *Narodnaia Volia* (Volonté du peuple) jusqu'à sa disparition, au commencement des années 80.

Aussitôt le congrès de Lipetzk terminé, tous ses membres, sauf Goldenberg, se rendirent par groupes de trois, au congrès de Voronèje, organisé également par la société *Zemlia i Volia* (Terre et liberté), où ils rencontrèrent Plekhanov, Tistchenko, Popov, Perovskaia et Vera

(1) Détenu dans la forteresse de Pierre et Paul, en même temps que Netchaiev, et consulté également sur la question de savoir si les forces de la société « Terre et Liberté » devaient être consacrées à un attentat contre Alexandre II ou à la délivrance des prisonniers de la forteresse, avec Netchaiev, il avait opté pour l'attentat.

Figner, Bogdanovitch et quelques autres révolutionnaires populistes. Ces derniers firent ici une tentative pour conserver l'unité dans l'organisation primitive de *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté) en laissant aux partisans de l'ancienne et de la nouvelle directions l'autonomie presque complète. Mais les évènements ultérieurs montrèrent tout ce qu'un projet pareil avait d'irréalisable. Une partie des populistes, entre autres Perovskaia, Vera Figner et Bogdanovitch, se rallia à la nouvelle direction tandis que d'autres, comme Vera Zassoulitch, Stefanovitch, qui venaient d'être reçus membres de « la Société », se joignirent à l'ancienne.

Le lien entre les deux groupes se rompit définitivement en automne 1879. De cette scission sortirent *La Narodnaia Volia* (la Volonté du peuple) et le *Tchorny Perédiel* (Le Partage général). Ce dernier proclamait comme son but principal la résolution de la question agraire par le partage général de toutes les terres entre les paysans communistes.

D'abord le lieu de réunion choisi était la ville de Tambov, où les révolutionnaires commencèrent à se rendre. Là, un hasard faillit tout compromettre. Les séances du Congrès ne devaient pas avoir lieu dans la ville même mais aux environs, et les congressistes entreprirent des promenades préparatoires en canot, sur la Tina. Un soir, on pria Vera Figner, qui avait une très belle voix, de chanter. Son chant attira l'attention des promeneurs en barques qui, pour mieux entendre, se rapprochèrent du canot des révolutionnaires. La police remarquant cette réunion insolite d'embarcations demanda à tous les passeports. Ceux des révolutionnaires, tous faux, étaient en règle ; cependant ils jugèrent que le séjour à Tambov devenait dangereux et, prévenant les camarades de Lipetzk, il fut décidé que la réunion aurait lieu à Voronèje. Les séances se tenaient là aussi dans les îles de la rivière Voronèje, couvertes de bois,

où les révolutionnaires se rendaient en canot, comme des citadins en partie de plaisir. Vingt-cinq révolutionnaires prirent part à ces séances, la plupart appartenaient au Comité exécutif de *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté) ; les autres avaient envoyé leurs observations par écrit.

Le point principal de la discussion était de savoir si la société admettrait le programme terroriste exposé par Morosov dans son article destiné au journal « Terre et Liberté ». A ce propos, Morosov écrit dans ses Souvenirs : « Plekhanov se leva et, appuyé contre un gros arbre, dit : — « Avant tout je prie Morosov de lire son article sur les meurtres politiques. » Je tirai de ma poche le numéro de la feuille et, bien que très ému, d'une voix ferme je lus mon article. — » Avez-vous entendu, messieurs, est-ce là votre programme ? demanda alors Plekhanov. Un pénible silence d'une minute suivit. Mais tout à coup il fut rompu par la voix affirmative de Frolenko qui s'écria que c'est justement comme cela qu'il faut écrire les articles de tête des organes révolutionnaires. Plekhanov, pâle comme un mort, demanda d'une voix sourde : « Est-ce que vous tous pensez ainsi, messieurs ? ». Il ne s'éleva pas une seule voix pour condamner mon article, tellement les idées que j'y exprimais étaient préparées par les terribles persécutions infligées à toute tentative d'activité pacifique du peuple. Seul Popov me demanda si je reconnaissais ce moyen de lutte comme méthode générale ? Je lui répondis que ce moyen ne me paraissait admissible que dans les périodes de persécutions politiques, quand les autres moyens de lutte sont pratiquement impossibles ; mais qu'aussitôt la liberté de parole garantie et l'absolutisme renversé, c'est par la propagande qu'il faudra agir.

« Quelqu'un des membres de Saratov, que nous avions considérés comme des ennemis implacables de la nouvelle direction, dit alors : — « Dans le vieux programme de

Terre et Liberté on admet avec des droits égaux l'activité politique dans les villes et la propagande des idées socialistes dans les campagnes. » Tous, à l'exception de quatre personnes, convinrent qu'il en devait être ainsi et que dans mon article il n'y avait rien qui fût en contradiction avec l'ancien programme de la Société.

« Plekhanov resta silencieux un moment. Evidemment il était surpris par l'attitude des membres campagnards de « Terre et Liberté » envers la nouvelle direction. — « Dans ce cas, messieurs, dit-il d'une voix sourde et triste, je n'ai plus rien à faire ici. Adieu. » Il s'éloigna lentement dans les bois. Il me sembla que ses jambes avaient peine à le porter. La rupture avec ce vieux camarade de combat m'était très pénible. Que va-t-il devenir, que fera-t-il ? pensais-je. Nous qui pensions être battus facilement nous restons vainqueurs, et lui, qui tout le temps se croyait sûr de la victoire est vaincu. Des sanglots emplissaient ma gorge. — « Mes amis, il faut le faire retourner ! » déclara Vera Figner. — « Non, dit A. Mikhailov, d'une voix émue, quelque pénible que cela soit nous ne devons pas le rappeler. »

« Quatre des partisans de Plekhanov, qui avaient parlé sévèrement de l'attentat de Soloviov, se levèrent pour le suivre, mais après avoir conféré entre eux, à voix basse, ils reprirent leurs places parmi nous. Quelqu'un proposa de décider par vote si l'on pouvait considérer que Plekhanov appartenait encore à l'organisation de *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté). A la grande majorité, la réponse fut négative. Ainsi se termina la première séance du Congrès de Voronèje. »

Pour compléter le tableau de ce Congrès, empruntons à un autre des congressistes, Popov, quelques lignes de ses Souvenirs, publiés en 1906, dans *Byloié* : « Vera Figner et moi sommes partis pour Voronèje. Là, nous choisîmes deux faubourgs isolés, que je connaissais, et nous informâmes nos camarades de Pétersbourg du change-

ment de lieu du Congrès. Puis il me fallut rester deux jours à Kozlov, attendant les congressistes pour leur donner l'adresse du bureau du Congrès, où se tenaient déjà Vera Figner, Titytch (Tistchenko), Aptekman, Khotinsky, Deville, Khorizamenov, Preobrajenski, Stchédrine, Presniakov. Bientôt à eux se joignaient Morosov, A. Mikhailov, Frolenko, Plekhanov, Tikhomirov, Jéliabov, Melle Ochanine, Barannikov, Sophie Perovskaia, Khiatkovsky, Kolodkevitch et Serguéiev. Presque chacun des membres présents avait le mandat d'un absent, quelques-uns avaient même deux ou trois mandats. Le Congrès tint en tout quatre séances : deux dans un endroit très isolé du Jardin botanique, deux dans un bois, sur la rivière Voronèje, près du moulin. Titytch fut élu président du Congrès. Tout d'abord on commença la revision du programme. Les amendements proposés pour chaque paragraphe étaient discutés puis mis aux voix. Les principes fondamentaux du programme de *Zemlia i Volia* (Terre et liberté) restaient immuables. Comme toujours l'activité révolutionnaire devait avoir pour mobile l'intérêt du peuple ; son but : la révolution économique. Le paragraphe concernant l'activité parmi les paysans, qui avant le Congrès était ainsi conçu : « provoquer des protestations dans le peuple sur le terrain des besoins locaux et, en général, profiter de chaque occasion pour susciter les protestations des paysans » était complété. On exprimait la nécessité d'organiser dans les campagnes la terreur agraire, de venger sur les agents du gouvernement les exécutions dont seraient victimes les paysans.

« La deuxième question soulevée au Congrès fut celle de la terreur politique. Le paragraphe du programme de « Terre et Liberté », concernant ce qu'on appelait l'activité de désorganisation, définie auparavant de la façon suivante : «. ....écarter tous agents gouvernementaux qui nuisent à l'activité de la société..... » était modifié

dans le sens que doivent être écartés les agents supérieurs du gouvernement qui dirigent la politique intérieure de la Russie. Ensuite il fut question de « l'œuvre déjà commencée », c'est-à-dire de l'exécution d'Alexandre II, qui avait été décidée à la majorité. Mais, en principe, la question du régicide était restée pendante, et finalement la décision en fut remise au prochain congrès. Quant au journal « Terre et liberté », il fut décidé qu'il conserverait l'orientation exprimée dans le programme modifié du congrès. De l'ancienne rédaction restaient Tikhomirov et Morosov. On leur adjoignit Titytch. Tikhomirov, Frolenko et Mikhailov furent nommés administrateurs. Enfin, avant de se séparer, les congressistes décidèrent qu'un tiers des sommes possédées par la Société serait consacré aux actes terroristes et les deux autres tiers à la propagande dans le peuple. »

Dans ce Congrès, outre Mikhailov et Morosov, Jéliabov et Tikhomirov jouèrent un rôle prépondérant. Plekhanov, dans sa préface pour *l'Histoire du mouvement révolutionnaire en Russie*, de Thun, a donné les caractéristiques de ces deux révolutionnaires, dont l'un, Tikhomirov, abandonna bientôt le parti pour se ranger du côté de la réaction la plus farouche, tandis que Jéliabov devenait le chef véritable, presque le dictateur, du mouvement révolutionnaire, jusqu'en 1881, date de sa mort.

« Chez Jéliabov, écrit Plekhanov, le socialisme était opposé à la politique, tandis que chez Tikhomirov ces deux éléments étaient indissolublement liés entre eux. Jéliabov trouvait que le parti socialiste révolutionnaire devait avant tout obtenir des institutions libres et la garantie des droits personnels, c'est-à-dire la liberté politique, c'est-à-dire la Constitution. Tikhomirov, lui, trouvait que c'était peu. Il demandait : Pourquoi avons-nous besoin d'une Constitution ? Est-ce pour donner à la bourgeoisie de nouvelles possibilités d'organiser et discipliner la classe ouvrière par la privation de la

terre, les amendes et les violences ? Se jeter ainsi dans l'abîme, tête baissée, n'est possible que pour l'homme qui s'incline complètement devant la nécessité du capitalisme en Russie. Tikhomirov ne s'inclinait pas devant cette nécessité. En outre, il était convaincu, comme tous les populistes, que la conquête de la liberté politique que n'accompagne pas une révolution sociale immédiate, est plus dommageable qu'avantageuse à la classe ouvrière, en ce qu'elle confirme le pouvoir de la bourgeoisie. C'est pourquoi Tikhomirov disait que derrière la ligne mystérieuse de la future révolution nous attend le commencement de l'organisation sociale de la Russie. »

Malgré les divergences de leurs opinions politiques, Jeliabov et Tikhomirov étaient tous les deux au premier rang dans le parti naissant de la *Narodnaia Volia* (Volonté du peuple.) Dans la société *Zemlia i Volia* (Terre et liberté), à gauche, A. Mikhailov occupait aussi l'une des premières places. Mikhailov était un révolutionnaire pratique, qui avait créé toute une science de la conspiration et établi toute une série de méthodes et de procédés pour échapper aux investigations et aux recherches de la police. Très exigeant envers les camarades, il disait qu'une fois entrés dans les rangs les révolutionnaires n'ont droit à rien de personnel, et ne peuvent ni risquer leur vie ni celle des camarades. Dans son *Testament* (1), écrit en 1882, après son arrestation, il expose les principes desquels doivent se guider les révolutionnaires.

Après les Congrès de Lipetzk et de Voronèje, les membres du groupe pétersbourgeois de *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté) rentrèrent dans la capitale, espérant que tout se bornerait au départ de Plekhanov seul. Aussi furent-ils très désenchantés en apprenant que beaucoup le considéraient toujours comme membre de la société et, contrairement aux statuts, le consacraient dans ses affaires les plus intimes. A ceux-ci, sous l'influence de

(1) Publié par la revue *Byloié*, 1908.

Deutch et de Stefanovitch, s'était jointe Vera Zassoulitch, dont le nom apparaissait à la jeunesse nimbé d'héroïsme. Parmi les partisans de Plekhanov se trouvait également Mlle Krylov, propriétaire de l'imprimerie clandestine où s'imprimait le journal « Terre et Liberté ». Elle déclara catégoriquement qu'elle ne permettrait pas la publication d'un seul article de la nouvelle orientation. Deux mois passèrent en pourparlers. Finalement il fallut se séparer, se partager les fonds, les archives, etc. Le groupe de Plekhanov et de ses amis prit le nom de Groupe du « Partage général » (*Tchorny Perediel*) ; celui de Morosov, Mikhailov, Jeliabov, etc., s'appela « La volonté du peuple » *Narodnaia Volia*.

C'est donc à cette date, octobre 1879, que remonte la naissance des deux grands partis socialistes russes : le parti socialiste révolutionnaire et le parti social démocrate issus, le premier, de la *Narodnaia Volia*, le second du *Tchorny Perediel*.

Le *Tchorny Perediel* n'a pas laissé de traces très marquantes de son activité dans le peuple ; la vigilance de la police et les mesures répressives prises par le gouvernement ne lui permirent pas, en effet, d'agir largement. Même l'imprimerie de « Terre et Liberté », qui après la scission était revenue au *Tchorny Perediel* bientôt sombrait entre ses mains. Après une série d'insuccès, Stefanovitch, Deutch, Plekhanov et Vera Zassoulitch émigrèrent à l'étranger.

La rivalité des deux groupes n'était point la cause de cet insuccès. Dans ses Souvenirs, Olga Lubatovitch, membre du Comité exécutif de la *Narodnaia Volia*, nie que cette société ait paralysé l'activité du *Tchorny Perediel*. « Au contraire, dit-elle, le duel entre la *Narodnaia Volia* et le gouvernement retenant tous les regards était comme une sorte de paravent pour le *Tchorny Perediel*. En comparant les deux groupes, le gouvernement considérait ce dernier comme presque pacifique et le poursuivait beau-

coup plus faiblement. On peut dire qu'il a péri par son propre épuisement, tandis que tous les membres de la *Narodnaia Volia* ont succombé les armes à la main dans un suprême combat contre le gouvernement. A l'étranger, où ils émigrèrent, Plekhanov, Deutch, Zassoulitch et d'autres sont passés là-bas comme marxistes et social-démocrates, et ils étaient libres de faire une grande propagande en Russie par les tracts et les brochures. »

Pendant que se poursuivaient les pourparlers entre le *Tchorny Perediel* et la *Narodnaia Volia*, celle-ci continuait à manifester une grande et puissante activité. Pour la première fois comme parti révolutionnaire elle se prononçait pour la nécessité, au nom du socialisme, de lutter sans relâche pour la liberté politique, et elle adressa à l'empereur et au gouvernement la demande impérieuse d'introduire en Russie le régime parlementaire et la liberté politique. Bourtzev croit que les idées exprimées dans cette fameuse lettre du Comité exécutif de la *Narodnaia Volia* à l'empereur avaient été émises dès les premiers jours de la formation de ce groupement.

L'activité pratique que les *Narodovoltzy* (1) préconisaient dans leurs écrits était très large. Ils croyaient nécessaire de travailler dans toutes les couches de la société, parmi les ouvriers, les paysans, les étudiants, les militaires. Dès 1880 ils avaient leurs organisations spéciales dans chacun de ces milieux. La question de la lutte active tenait une grande place dans le travail du parti. Le 26 août 1879, le comité réuni à Lesnoy, campagne des environs de Pétersbourg, posait nettement cette question : Faut-il continuer à frapper les hauts fonctionnaires, surtout les gouverneurs généraux, devenus d'une férocité incroyable, ou concentrer toutes les forces du parti contre la personne de l'empereur ? Le principe du régi-

(1) Nom sous lequel on désignait les révolutionnaires faisant partie de la *Narodnaia Volia*.

cide l'emporta. Les *Narodovoltzy* envisageaient l'exécution d'Alexandre II avant tout comme un moyen de lutte. Le faisant responsable de la réaction, ils répétaient toujours qu'eux-mêmes abominent la terreur et qu'ils sont prêts à y renoncer immédiatement si l'empereur change de politique ; et cela était l'expression même de leur sentiment.

L'organisation de la *Narodnaia Volia*, qui, pendant trois ans, ébranla le gouvernement du plus puissant empire, se présentait après les congrès de Lipetzk et de Voronèje, de la façon suivante : Une Commission administrative et un Comité exécutif étaient les organes dirigeant, au sens le plus large du mot, toutes les affaires du parti. D'après ses obligations, la Commission administrative était l'organe supérieur, le Comité exécutif l'organe subalterne, mais, en réalité, ce dernier était complètement indépendant de la Commission et n'agissait que sur sa propre initiative. La Commission administrative devait savoir tout ce qui se faisait dans le mouvement terroriste et même dans tout le parti révolutionnaire. Elle concentrait toutes les ressources qu'elle répartissait ensuite suivant les besoins de la cause. Le Comité exécutif était composé de personnes qui devaient prendre une part active aux entreprises projetées, mais en prévenant la Commission administrative, tandis que les membres de celle-ci ne devaient pas participer dans les actes exécutifs. En outre, il avait été décidé qu'on choisirait des agents du 1er et du 2e degrés. Ceux du premier jouissaient de la confiance absolue, les autres d'une confiance moindre. La Commission administrative devait séjourner à St Pétersbourg, tandis que les membres du Comité exécutif résidaient dans les endroits où leur présence était utile.

Plusieurs paragraphes des statuts de la *Narodnaia Volia* sont visiblement inspirés des statuts fameux de la *Narodnaia Rasprava* (La vindicte du peuple) de

Netchaiev ; tel est par exemple le paragraphe 1er, ainsi conçu : « Dans le Comité exécutif, ne peut entrer que celui qui consent à mettre à sa disposition, sans retour, toute sa vie et toute sa fortune. Par conséquent, il ne peut être question des conditions pour en sortir », et, en général, toute l'organisation du Comité exécutif était basée sur une discipline absolue. C'était en somme la première tentative d'une organisation centraliste hiérarchisée pouvant même amener à la dictature révolutionnaire.

C'est à la troisième et dernière séance du Congrès de Voronèje que Mikhailov prononça un long et violent réquisitoire contre Alexandre II et aborda la question de « la continuation de l'œuvre de Soloviov », question qui devait être définitivement résolue deux mois plus tard, le 26 août 1879, dans la séance du Comité exécutif de la *Narodnaia Volia*.

Au Congrès de Voronèje, Frolenko, Tikhomirov et A. Mikhailov avaient été élus membres de la Commission administrative ; ce dernier avait même protesté contre cette élection, préférant être un agent exécutif. Quant au Comité exécutif, il comprit comme membres tous les autres congressistes. Dans la suite, Sophie Perovskaia, Melle Serguéiéva, Vera Figner, André Presniakov et Iakimova firent parti du Comité, qui compta jusqu'à trente membres. Pour devenir membre du Comité exécutif, il fallait la recommandation de cinq membres actifs. Le Comité exécutif avait plusieurs organes : le journal *La Volonté du peuple*, dont onze numéros parurent pendant les années 1879-1885 ; les *Feuilles de la Volonté du peuple*, qui parurent de 1880 à 1883, puis en 1886, 1890, 1892 et 1896 ; enfin un *Recueil*, non périodique, édité à l'étranger, qui eut cinq numéros pendant les années 1883-1886. En outre, la *Narodnaia Volia* éditait un *Calendrier* et le *Journal ouvrier*, dont parurent six numéros, avec la collaboration de Jéliabov, Grinévétzki,

Vera Figner, etc., et quantité de tracts et de brochures.

Le *Tchorny Peredel* avait aussi son organe, du même nom, dont les premier, deuxième et quatrième numéros furent publiés à l'étranger, et le troisième dans une imprimerie clandestine russe. Les membres de ce parti, les *Tchornyperedieltzy*, lançaient également beaucoup de proclamations et de tracts et publiaient un journal pour les ouvriers : *Zerno* (Le grain). Après l'émigration à l'étranger de la plupart des membres du *Tchorny Peredel*, ceux-ci fondèrent un groupe qui s'appella *Groupa Osvobojdenia Trouda* (Le groupe de l'émancipation du travail).

L'agitation entretenue dans la jeunesse par la *Narodnaia Volia* eut un grand succès et contribua aux désordres universitaires qui devinrent un phénomène courant pendant les années 1880-1890. Son action fut également efficace parmi les militaires. Dès 1880, se forma une organisation révolutionnaire militaire dont plusieurs membres furent jugés au cours des années 1882-1884. Ce premier groupement, qui devint ensuite le groupe central, avait été fondé par Rogatchev, Soukhanov, Schtromberg, Jéliabov, Kolotkevitch, Boutkévitch et Ashenbrenner. Soukhanov fut fusillé; Rogatchev, Schtromberg et Jéliabov, pendus; les autres envoyés aux travaux forcés ou enfermés à Schlusselbourg. Un des membres de ce groupe, Ashenbrenner dit dans ses Souvenirs, publiés en 1906 dans *Byloié*, que « la propagande était efficace et le terrain si favorable, que partout il commençait à se former des groupes similaires, à Cronstad, parmi les marins, les artilleurs et l'infanterie ; à Pétersbourg, dans l'Académie militaire et l'École militaire ; dans les provinces baltes, dans les provinces centrales de la Volga et au Caucase ».

Ainsi, le parti révolutionnaire, grâce à sa nouvelle organisation centralisée et souterraine, recrutait de nombreuses forces nouvelles, puissantes, s'implantait un peu partout, même au sein des administrations les plus redoutées, telle que la fameuse Troisième section.

CHAPITRE XII

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE LA « NARODNAIA VOLIA ». — SON PROGRAMME. — LES ATTENTATS CONTRE ALEXANDRE II. — LORIS-MÉLIKOV ET SA POLITIQUE.

Aussitôt constitué, le Comité exécutif de la *Narodnaia Volia* se mit à l'œuvre et fit preuve d'un talent d'organisation hors ligne. Il recrutait ses membres partout et savait choisir des hommes remarquables par leur intelligence, leur énergie et leur esprit de sacrifice. Le procès du 1er mars, le fameux procès des seize terroristes et des vingt populistes, qui furent jugés au cours des années 1879-1881 et creusèrent de larges vides dans la *Narodnaia Volia*, établirent que dans le Comité exécutif étaient passées, successivement, plus de cent-cinquante personnes, parmi lesquelles des hommes de grande valeur tels que Kibaltchitch, Jéliabov, Trigoni et quelques autres. De plus, la *Narodnaia Volia* sut se créer de nombreuses sympathies partout : parmi les écrivains, les médecins, les avocats, les professeurs, les membres des zemstvos, même parmi les plus hauts fonctionnaires. Elle avait encore réussi à se faire un agent dévoué de Klétotchnikov, qui occupait un poste très important dans la fameuse Troisième section. Grâce à sa situation pendant deux ans Klétotchnikov put prévenir les révolutionnaires des perquisitions et des coups qui les menaçaient, et leur rendit ainsi d'innombrables services. Un hasard livra à la police Klétotchnikov qui fut condamné à douze ans de travaux forcés.

Nous avons déjà parlé des rapports étroits qui unis-

saient *Zemlia i Volia* (Terre et liberté) et la *Narodnaia Volia* aux écrivains Mikhailovsky, Krivenko et Ouspensky. Mais, sauf ceux-ci, plusieurs autres des écrivains qui étaient les véritables guides de l'opinion publique pendant les années 80, tels que Goltzev, Stanukovitch, Chelgounov, Lessiévitch, Annensky, Iujakov payèrent de l'exil dans les provinces du nord de la Russie et en Sibérie leur sympathie pour les révolutionnaires. Quant aux zemstvos, il est indiscutable que les amitiés que s'y créa la *Narodnaia Volia* eurent une grande influence sur le développement de l'esprit constitutionnel dans ces institutions.

Le journal de la *Narodnaia Volia*, ses proclamations, ses brochures, étaient répandus un peu partout, presque autant que jadis le fameux *Kolokol* de Hertzen. Dans un de ses premiers numéros, le journal *Narodnaia Volia* publia le programme du Comité exécutif, dont nous citerons les passages principaux d'après le recueil de Bourtzev : *Cent ans*.

« Par nos convictions fondamentales, lit-on dans ce programme, nous sommes des socialistes et des populistes. Nous sommes convaincus que c'est seulement sur les bases socialistes que l'humanité peut faire entrer dans sa vie la liberté, l'égalité, la fraternité, garantir le bien-être général, le développement complet de la personne et, par suite, le progrès. Nous sommes convaincus que seule la *volonté du peuple* peut établir définitivement les formes sociales, que le développement du peuple n'est solide que s'il est indépendant et libre, que chaque idée doit, pour être réalisée dans la vie, pénétrer préalablement la conscience et la volonté du peuple. Le bonheur du peuple et la volonté du peuple sont nos deux principes les plus sacrés, indissolublement unis....

« Si nous regardons le milieu dans lequel le peuple doit vivre et agir nous voyons qu'il se trouve dans un état de servage économique et politique complet. Comme

ouvrier il travaille exclusivement pour nourrir et entretenir les classes parasites. Comme citoyen il est privé de tout droit. Non seulement la vie russe tout entière ne correspond pas à sa volonté, mais celle-ci il n'ose pas même l'exprimer. Il n'a pas même la possibilité de réfléchir à ce qui pour lui est bien ou mal, et l'idée même de la volonté du peuple est considérée comme un crime contre l'ordre existant. Ligoté de tous côtés le peuple est amené jusqu'à la dégénérescence physique, à l'abrutissement, à la misère, à l'esclavage.....

« C'est pourquoi, comme socialistes et populistes, nous pensons que notre but le plus proche est de délivrer le peuple du joug de l'État contemporain et de faire une révolution politique afin de transmettre le pouvoir au peuple. Cela fait : 1° le développement du peuple sera indépendant et conforme à sa propre volonté et à ses penchants ; 2° dans notre vie russe seront reconnus et soutenus plusieurs principes purement socialistes communs à nous et au peuple.

« Nous pensons que la *volonté du peuple* serait assez bien exprimée par la Constituante élue librement au suffrage universel. Sans doute c'est loin d'être la forme idéale de la manifestation de la volonté du peuple, mais, actuellement, c'est la seule pratiquement possible, c'est pourquoi nous croyons nécessaire de nous y rallier.

« Notre programme, que nous défendrons devant la Constituante, est le suivant : 1° la représentation nationale continue, composée comme nous avons dit plus haut, et qui aura plein pouvoir dans toutes les questions gouvernementales ; 2° une large autonomie locale garantie par l'électivité de toutes les fonctions, l'indépendance de la commune et l'indépendance économique du peuple ; 3° l'indépendance de la commune comme unité économique et administrative ; 4° la remise de la terre au peuple ; 5° l'adoption de mesures ayant pour but de remettre entre les mains des ouvriers toutes les usines et les fabriques ;

6° l'entière liberté de conscience, de parole, de presse, de réunion, d'association, de campagne électorale; 7° le suffrage universel sans aucune limitation de classes et de fortunes ; 8° le remplacement de l'armée permanente par une milice. »

Pour atteindre ces buts le Comité exposait ainsi l'activité du parti : « 1° Propagande et agitation; 2° terrorisme ; 3° organisation de sociétés secrètes et réunion autour d'un seul centre; 4° acquisition d'influences dans l'administration, l'armée, la société, le peuple ».

Dans son programme, le Comité exposait également le *travail préparatoire* qui devait consister : 1° dans la création d'une organisation centrale de combat, capable de commencer l'insurrection; 2° dans la création d'une organisation provinciale révolutionnaire, capable de soutenir l'insurrection, et, 3° de lui assurer le concours des ouvriers des villes; 4° à préparer la possibilité d'attirer à soi l'armée ou paralyser son action; 5° à s'assurer la sympathie et l'aide des classes intellectuelles, principale source de force pendant le travail préparatoire. Enfin; 6° à gagner l'opinion publique de l'Europe.

Le programme exposait en détail comment poursuivre la réalisation de chacun de ces points, et s'étendait longuement sur la propagande parmi les ouvriers et dans l'armée. Il faut dire que les idées exposées dans le programme de la *Narodnaia Volia* avaient beaucoup de partisans dans la société russe et surtout dans la classe ouvrière. Le côté politique de la question avait la sympathie des gentilshommes membres des zemstvos et de l'*intelligenzia*, et le côté économique du programme, bien qu'assez vague, avait les suffrages des autres classes, les classes « convenables », auxquelles il promettait un meilleur avenir. Ainsi, les idées développées par la propagande écrite, assez considérable, de la *Narodnaia Volia*, pénétraient peu à peu dans la conscience de toutes les classes de la société, et les propagateurs de ces idées

rencontraient partout des sympathies. Est-il besoin de dire que l'autre partie du programme, la propagande terroriste, était beaucoup moins bien accueillie. La majorité de la bourgeoisie se contentait des demi-mesures libérales d'Alexandre II et pensait que le programme de la *Narodnaia Volia* pouvait être réalisé sans recourir au régicide et à la terreur. Cependant l'héritier du trône, Nicolas, étant venu à mourir, la société russe qui avait fondé beaucoup d'espérances sur ce prince, homme intelligent, de caractère doux, d'esprit large et libéral, craignait beaucoup que son frère Alexandre, qui devenait héritier, et qui était connu par ses idées étroites et réactionnaires, à son avènement au trône ne ramenât la Russie en arrière, et n'arrêtât la marche lente des idées progressistes. C'est, en effet, ce qui arriva.

En 1879, les services de la police secrète furent considérablement perfectionnés, et bien que la *Narodnaia Volia* eût son agent, Klétotchnikov au sein même de la Troisième section, le gouvernement était assez bien informé de ce qui se passait dans le parti, et, à la lutte terroriste sans merci engagée par les révolutionnaires, il répondit par la terreur blanche, qui décimait les rangs de ses adversaires. En outre, le manque d'argent paralysait souvent les entreprises de la *Narodnaia Volia*. Cependant, malgré tous ces obstacles, malgré les arrestations qui privaient le Comité exécutif de ses membres les plus actifs, il continuait à agir énergiquement et la lutte entre les terroristes et le gouvernement se poursuivit pendant deux ans avec une âpreté implacable.

Après le Congrès de Voronèje, le Comité exécutif commença à élaborer un plan d'attentats systématiques contre Alexandre II. Des mines furent posées en sept endroits de la voie ferrée pour faire sauter le train de l'empereur, qui, de Crimée, rentrait à Pétersbourg. Mais aucun de ces attentats ne réussit, pas plus que celui

de Léon Hartmann et de Sophie Perovskaia, près de Moscou, le 19 novembre 1879.

Vint ensuite l'attentat du 5 février 1880, au Palais d'Hiver, exécuté par S. Khaltourine, sur l'ordre du Comité exécutif. Jusqu'à ce jour Khaltourine était connu comme l'un des principaux agitateurs ouvriers à Pétersbourg. Avec Obnorsky, il avait fondé, en 1878, l'« Union ouvrière russe du Nord. » Longtemps il avait été opposé à la lutte terroriste, qu'il jugeait nuisible à l'œuvre de propagande et d'organisation parmi les ouvriers. Mais, sous l'influence des poursuites systématiques contre les organisations ouvrières, Khaltourine modifia sa façon d'envisager la terreur et lui-même proposa ses services au Comité exécutif pour un attentat contre l'empereur. Au moment où cette proposition lui fut faite le Comité exécutif préparait déjà des attentats en divers lieux ; le plan de Khaltourine fut accepté en cas d'insuccès de ceux-là. C'est pourquoi, après les attentats infructueux de novembre 1879, Jéliabov fut chargé par le Comité exécutif de presser Khaltourine d'exécuter le sien.

Le 24 novembre, au cours de la perquisition pratiquée chez le terroriste Kviatkovski, qu'on venait d'arrêter, on trouva un plan du Palais d'Hiver sur lequel la salle à manger était marquée d'une croix. On fit examiner le sous-sol où travaillait Khaltourine, comme menuisier, mais on ne remarqua là rien de suspect. L'attentat de Khaltourine eut lieu le 5 février, à 7 heures du soir.

Le prince Alexandre de Hesse (1), arrivé à Pétersbourg quelques jours auparavant était, ce soir-là, l'hôte d'Alexandre II, qui donnait en son honneur un grand dîner. Au moment où l'empereur et sa suite se dirigeaient vers la salle à manger, une terrible explosion éclata et toute la salle à manger fut détruite. Onze soldats étaient tués, cinquante-six blessés. Khaltourine avait réussi à

(1) Père de l'ex-impératrice, femme de Nicolas II

s'enfuir ; il fut arrêté deux ans plus tard, après le meurtre du général de gendarmerie Strelnikov, à Odessa.

L'attentat de Khaltourine produisit une impression formidable sur le gouvernement, et dès le 12 février, était nommée la « Commission extraordinaire », présidée par le général Loris-Melikov, munie de pouvoirs dictatoriaux. Mais avant de parler en détail de cette Commission, nous citerons la proclamation du Comité exécutif après l'explosion du Palais d'Hiver.

« Par ordre du Comité exécutif, le 5 février à 6 heures 20 du soir, un nouvel attentat contre la vie d'Alexandre le Pendeur a été commis. Une explosion a eu lieu au Palais d'Hiver. La mine devait éclater en temps voulu, mais l'empereur s'étant rendu au dîner une demi-heure en retard, l'explosion s'est produite pendant qu'il descendait à la salle à manger. Ainsi, pour le malheur de la patrie, l'Empereur est resté vivant. Avec une grande douleur, nous déplorons la perte des malheureux soldats de la garde impériale, de ces gardiens involontaires du malfaiteur couronné. Mais tant que l'armée restera le rempart du despotisme impérial, tant qu'elle ne comprendra pas que, dans l'intérêt de la patrie, son devoir sacré est de se ranger du côté du peuple contre le tzar, de pareils chocs tragiques seront inévitables. Nous rappelons encore une fois à toute la Russie que nous avons commencé une lutte armée, poussés à cela par le gouvernement lui-même qui exerce une oppression tyrannique sur toute activité se proposant le bien du peuple. Le gouvernement est devenu l'obstacle au libre développement de la vie nationale ; lui-même place chaque honnête homme dans l'alternative ou de renoncer à toute idée de servir le peuple ou d'engager une lutte à mort contre ses représentants. Nous déclarons encore une fois à Alexandre II que nous poursuivrons cette lutte tant qu'il ne renoncera pas au pouvoir au profit du peuple, tant qu'il ne remettra pas la réorganisarion de la vie sociale à la Constituante

librement élue, dont les députés auront un mandat précis de leurs électeurs ; et tant que ce premier pas dans l'œuvre de l'émancipation de la patrie ne sera pas franchi, nous tâcherons, coûte que coûte, de le franchir. Nous appelons tous les citoyens russes à nous aider dans cette lutte contre l'arbitraire insensé et inhumain sous l'oppression duquel périssent les meilleures forces de la patrie.

« 7 février 1880. Le Comité exécutif ».

Depuis ces attentats systématiques dont il était l'objet, Alexandre II vivait dans des transes continuelles. Il se cachait, restait enfermé dans son palais, évitant de dormir dans le lit où il avait couché la veille, se méfiant de son entourage et des personnes chargées de veiller à sa sécurité. A table, il tremble de manger des mets empoisonnés ; s'il voyage, le wagon impérial vide est placé en tête du train, tandis que le souverain prend place dans un des derniers wagons, de modeste apparence. Un écrivain russe a pu écrire avec raison : « Alexandre II ordonne comme un despote et tremble comme un esclave. » De plus en plus apeuré, Alexandre II ne savait qui écouter de ceux qui lui conseillaient d'être de plus en plus ferme et impitoyable ou de ceux qui lui conseillaient d'écouter les voix nombreuses qui réclamaient la Constitution. En tête de ces derniers se trouvait le frère de l'empereur, Constantin Nicolaievitch, dont le palais abritait continuellement des séances d'hommes d'Etat aux tendances libérales qui élaboraient différents projets constitutionnels.

Le bruit que la Russie serait dotée prochainement d'une constitution sur le modèle des constitutions européennes se répandait non seulement en Russie mais à l'étranger. Ainsi, en janvier 1880, Bleichreder, le banquier allemand très connu, écrivait à Valouiev qu'en Allemagne on attend pour le 19 avril l'institution d'une *eines creeirten Reichsraths mit Representativ-system*. A la même époque paraissait à Paris une brochure anonyme, publiée

en russe, sous le titre « *Les transformations du Conseil d'Empire* », dont les principales propositions se résumaient à ceci : 1° le pouvoir autocratique et toutes les lois qui le définissent doivent rester intangibles comme maintenant ; 2° la compétence du Conseil d'Empire doit rester inchangée ; 3° dans le Conseil d'Empire doivent être introduits des membres élus, deux par province, où fonctionne la loi sur les zemstvos ; 4° les membres élus du Conseil d'Empire le seront par les réunions des zemstvos de la province auxquels se joindront les maréchaux de la noblesse.

Mais tous ces projets constitutionnels étaient discutés plutôt mollement dans le calme des cabinets, et la société n'apprenait leur existence que par les bruits qui couraient, les journaux n'en pouvant rien dire.

L'explosion du Palais d'Hiver réveilla les sphères bureaucratiques et la question : Que faire ? fut discutée partout. En réponse à cette question, sur l'ordre de l'empereur, une Commission fut instituée pour rechercher par quelles mesures on pourrait arrêter le mouvement révolutionnaire toujours grandissant. Cette Commission, qui devait siéger dans le palais du grand-duc Constantin Nicolaievitch, comprenait tous les ministres, les principaux dignitaires de la Cour, et le grand-duc héritier. Le prince Mestcherski, le fameux directeur du journal *Grajdanine*, qui était adjoint à cette Commission, a raconté dans ses *Souvenirs* que les discussions ne portaient sur rien de nouveau. « On se trouvait, dit-il, devant ce fait que tout ce qu'il était possible de faire pour enrayer le mouvement révolutionnaire avait été fait. On avait créé des gouverneurs généraux munis de pouvoirs presque illimités, les pouvoirs des gouverneurs de province avaient été aussi considérablement élargis. Tous les crimes politiques étaient jugés par des cours martiales ; la police avait été renforcée, que pouvait-on faire encore ? »

Et comme les ministres proposaient diverses mesures

pour augmenter encore les effectifs policiers et les pouvoirs des organes administratifs, le grand-duc héritier, le futur Alexandre III, prit la parole. Ce fut, dit Mestcherski « parce qu'il n'était pas d'accord avec ce qu'on disait autour de lui. Lui seul connaissait la réalité dans toute sa tristesse. Le président ayant demandé à l'héritier jusqu'alors silencieux son opinion sur les projets émis au cours de la séance, le grand-duc répondit qu'il ne croit pas au succès des mesures proposées parce qu'il voit que le mal principal, qui empêche le gouvernement d'être réellement fort dans sa lutte contre les révolutionnaires, n'est pas dans le manque de mesures, déjà trop nombreuses, mais dans les tiraillements entre les différentes administrations, dans l'absence de solidarité entre elles, dans l'hostilité qui règne entre les différents ministères. C'est pourquoi l'unique moyen qui, à son avis, pourrait mettre fin à ce triste état de choses, serait la subordination de toutes les administrations à un seul chef responsable, devant l'empereur, pour l'établissement de l'ordre ; et pour toutes les questions touchant la sécurité gouvernementale intérieure, les ministres seraient tenus d'agir en commun, et de se soumettre à la volonté d'une seule personne .»

Cet avis du grand-duc héritier prévalut, et, le 12 février 1880, l'empereur institua une sorte de Comité de salut public, appelé « Commission exécutive supérieure » dont le chef était le général Loris-Melikov, qu'on appela tout de suite « le dictateur. »

Loris-Melikov était l'un des héros de la guerre russo-turque. Ses capacités administratives remarquables, il les avait déployées surtout dans le gouvernement d'Astrakhan, pendant la peste. Il avait été nommé gouverneur d'Astrakhan, avec des pouvoirs illimités, pour arrêter le fléau, dont le foyer principal était Vetlanka. Dans la suite, Loris-Melikov avait été l'un des premiers gouverneurs généraux de Kharkov. C'est de là qu'Alexandre II

l'appelait au premier poste de l'Empire. Par l'ukase du 12 février, le comte Loris-Melikov eut à sa disposition toute la police de l'empire et toutes les administrations en ce qui concernait la sécurité de l'État. En même temps, il était seul chargé des rapports à faire à l'empereur ; le poste de gouverneur général de St-Pétersbourg était supprimé. Loris-Melikov fit entrer dans la « Commission exécutive supérieure » : Pobiédonostzev, Kakhanov, Kovalevsky, Chamchine, les généraux Tchérévnine et Batianov ; le Procureur du St Synode, Markov ; le directeur du Cabinet du Ministre de l'Instruction publique, Perfiliév, qui tous, à l'exception des réactionnaires Pobiédonostzev et Tchérévnine, passaient pour des libéraux. Les journaux se montraient satisfaits de la nomination de Loris-Melikov et de l'institution de la Commission, et après l'« Appel » de Loris-Melikov, à la société russe, le *Goloss* écrivait que si la Russie se trouve pourvue d'un dictateur, il semble qu'il s'agira pour elle de « la dictature du cœur et de la pensée. »

Katkov lui-même salua les premiers pas de Loris-Melikov; mais du reste il se reprit bien vite, et, avec Mestcherski, l'attaqua énergiquement parce qu'il voulait sérieusement mettre en évidence les maux dont souffrait la Russie, et tous les abus implantés dans le système gouvernemental. De son côté le parti révolutionnaire était mécontent de Loris-Melikov ne voyant dans ses projets que des tentatives très faibles pour améliorer les rouages administratifs et aucun pas en avant pour introduire en Russie le régime parlementaire. En outre, les révolutionnaires craignaient que les mesures de Loris-Melikov, donnant une certaine satisfaction à la bourgeoisie, n'endormissent les aspirations constitutionnelles de la société. Et, en effet, la grande bourgeoisie était complètement satisfaite de l'activité de Loris-Melikov. Son fameux appel à la société russe, qui parut le lendemain de sa nomination, c'est-à-dire le 13 février, et dans lequel

le *Golos* voyait un programme politique, ne différait guère de celui qu'avait adressé à la société Alexandre II, deux années auparavant, comme on en peut juger par les passages essentiels que nous citerons :

« Je reconnais toute la complexité de la tâche qui est devant moi et je ne me dissimule pas la responsabilité qui m'incombe. Ne voulant donner place aux attentes exagérées et hâtives, je puis promettre une seule chose : appliquer tout mon zèle et savoir pour, d'un côté, ne pas admettre la moindre faiblesse, ne reculer devant aucune mesure sévère pour châtier les actes criminels qui font honte à notre société ; d'autre part, pour rassurer et défendre les intérêts légitimes de la partie saine de la population. Je suis convaincu que j'aurai l'appui de tous les gens honnêtes et dévoués à l'empereur et qui aiment sincèrement leur patrie, soumise maintenant à tant d'épreuves imméritées. J'envisage l'appui de la société comme la force principale pour rétablir le cours régulier de la vie gouvernementale, dont l'interruption affecte si profondément les intérêts de la société elle-même. Dans cette attente, je m'adresse avant tout aux habitants de la capitale, témoins les plus proches des crimes inouïs, lui demandant instamment d'envisager l'avenir avec calme et dignité, sans se laisser troubler par les racontars et les bruits faux ou malintentionnés. »

La *Narodnaia Volia*, bien que n'augurant rien de favorable de cet appel, décida cependant d'attendre Loris-Melikov aux actes, et le Comité exécutif refusa de se solidariser avec un certain Mlodetzky qui lui proposait de « supprimer » le dictateur. Le 20 février, Mlodetzki tira à bout portant sur Loris-Melikov, cependant sans l'atteindre. Arrêté sur place il fut jugé le lendemain et condamné à mort. Loris-Melikov intercéda lui-même auprès de l'empereur pour une commutation de peine, mais Alexandre II refusa, et, le 22 février, Mlodetzky fut pendu.

Dans les premiers jours d'avril, Loris-Melikov présenta à l'empereur un grand rapport sur l'état intérieur de la Russie et les mesures à prendre. Il écrivait dans son rapport que les mesures répressives et policières seules ne suffisent pas, qu'il est nécessaire de prendre telles mesures qui prouveront au peuple et aux classes instruites que le cœur du monarque est rempli des mêmes sentiments d'amour et d'affection qu'il y a vingt-cinq ans. « Il n'est pas difficile de prouver ce qui est, gracieux empereur, écrivait Loris-Melikov, mais il n'y a plus de temps à perdre. Maintenant comme après la guerre de Crimée, qui avait laissé la Russie dans une situation peut-être plus difficile encore que celle d'aujourd'hui, tous les regards, tous les espoirs de la Russie sont tournés vers la personne sacrée de Votre Majesté. A côté de mesures d'une fermeté inébranlable contre les criminels, il faut des mesures qui coupent à leurs racines les fausses doctrines. Alors la Russie rénovée saura vaincre les visions chaotiques que les faux prophètes des temps modernes représentent dans les lointains ténébreux, ou sinon les malfaiteurs actuels seront remplacés par d'autres qui laisseront derrière eux le poison pour les générations futures. »

Les mesures proposées par Loris-Melikov étaient : l'unité d'action de toutes les administrations, l'abolition des mesures extrêmes et le retour à l'ordre légal, l'élargissement de la compétence des zemstvos, le rétablissement de la confiance de la société envers le Ministère de l'Instruction publique. L'empereur donna son approbation à ces mesures dont le premier résultat pratique fut la démission du ministre haï de toute la société russe, le comte Tolstoï. A l'Instruction publique il fut remplacé par un homme inconnu jusqu'alors dans les sphères bureaucratiques, Sabourov. Pobiedonostzev devint à sa place Procureur du St Synode.

Comme nous l'avons dit, la *Narodnaia Volia* ne manifestait aucune activité, elle se tenait dans l'expectative.

En outre, elle était occupée à combler les vides faits dans ses rangs par les luttes précédentes. Cette inactivité du parti de la terreur était regardée par Loris-Melikov, comme d'ailleurs par toute la société, comme l'indice du rétablissement du calme.

Au mois d'août ,Loris-Melikov présenta à l'empereur une série de nouvelles mesures d'après lesquelles la Commission exécutive supérieure devenait inutile, toutes pouvant être appliquées « dans l'ordre légal ordinaire, en élargissant la compétence du Ministre de l'Intérieur. » Il proposait aussi de supprimer la fameuse Troisième section et de la remplacer par un Département de la police, rattaché au Ministère de l'Intérieur. L'empereur approuva et nomma ministre de l'Intérieur Loris-Melikov lui-même, qui prit pour adjoints Kakhanov et le général Tchérévnine. En même temps il présenta à l'empereur le projet d'envoyer des Sénateurs en province, aux fins de contrôle et de révision des administrations locales. En outre, le 28 janvier 1881, il présenta à Alexandre II un rapport dans lequel, pour la première fois, timidement, il préconisait l'appel, dans le sein du gouvernement, de délégués élus par la société russe, toute prête, disait-il, à servir de toutes ses forces la grande œuvre des réformes gouvernementales, et Loris-Melikov proposait d'ordonner la convocation « de commissions préparatoires qui examineraient toutes les questions gouvernementales pendantes. » Ces commissions, qui auraient été chargées d'examiner les données fournies pas les révisions des sénateurs ainsi que par les administrations centrales, devaient être composées de fonctionnaires désignés par l'empereur et de personnes connues par leurs travaux ou leur expérience dans les différentes branches de l'administration de l'État. Elles devaient élaborer une série de projets de lois qui, avant d'être transmis au Conseil d'Empire, seraient discutés par une *Commission générale* composée de la façon suivante : « Du président, désigné

par l'empereur ; de personnes nommées par ordre supérieur, prises parmi celles qui participent dans les travaux de la commission préparatoire ; de personnes élues par les provinces dans lesquelles existe l'institution des zemtsvos et par quelques villes importantes ; de personnes nommées par ordre spécial dans les provinces où ne fonctionnent pas les zemstvos. »

Sans doute on était loin du suffrage universel réclamé par tous les partis révolutionnaires et par un grand nombre de zemstvos. Mais tel quel, ce projet, qui marquait cependant un progrès, avait été approuvé et signé par Alexandre II, le 17 février 1881, et dans la matinée du 1er mars, quand Loris-Melikov vint lire son rapport à l'empereur, celui-ci lui remit, pour être inséré dans l'*Officiel*, le communiqué du gouvernement sur la convocation de la Commission générale. Deux heures plus tard, comme il se rendait au manège Mikhailovsky, Alexandre II était tué par une bombe.

En même temps qu'il élaborait un projet de Constitution et recherchait la popularité parmi les classes libérales et la bourgeoisie, Loris-Melikov prenait contre les révolutionnaires des mesures d'une cruauté « asiatique. » Ainsi, le 15 décembre 1880, il envoyait au bagne de Kara l'ordre d'enfermer dans les casemates, tête rasée et fers aux pieds, les nombreux condamnés politiques qui se trouvaient, comme dit la loi russe, « dans la compagnie libre », c'est-à-dire ceux qui, après un certain nombre d'années de bagne, étaient relâchés et, sous la surveillance de la police, jouissaient d'une liberté relative dans la même province où ils avaient fait leur temps de bagne (1). Un assez grand nombre de condamnés politi-

(1) C'est Loris-Melikov qui fit de Kara, un des endroits les plus effroyables de la Sibérie, le principal lieu de déportation des criminels politiques. A l'époque où il lança son fameux ordre pour que ceux de la « compagnie libre » réintègrent le bagne, il y avait à Kara quatre-vingts condamnés politiques dont neuf, qui avaient terminé leurs années

ques se trouvaient dans cette situation. Peut-on imaginer l'état d'esprit de ces malheureux auxquels on annonçait qu'ils allaient de nouveau être jetés en prison. Parmi eux se trouvaient entre autres Chichko, Tcharouchine, Kviatkovsky, Ouspensky, Soïouzov, Bogdanov, Terentiev, et Séménovsky. Ce dernier à cette nouvelle se tua d'un coup de revolver. Avant de mettre à exécution son projet il écrivit à son père ; « ...Depuis qu'on nous avait fait savoir l'ordre de Loris-Melikov, nous interdisant d'écrire des lettres, nous nous attendions à quelque chose de ce genre. Demain, nous devons aller de nouveau en prison. Si le colonel Kononovitch n'était pas aussi bien disposé en notre faveur on nous aurait internés dès la réception de cet ordre. Mais il a confiance en nous et nous a donné quelques jours pour arranger nos affaires. Nous avons profité de ce répit pour nous réunir une dernière fois en liberté et rencontrer ensemble la nouvelle année. Moi, j'en profiterai encore pour autre chose. Je ne sais si ce sera abuser ou non de la confiance du colonel Kononovitch, mais tant pis, je le ferai quand même. Quelqu'un après avoir lu : « ils retournent de nouveau en prison » pensera de nous que nous sommes comme les moutons qui tendent docilement leur gorge au couteau du boucher Mais une supposition pareille serait cruellement injuste. L'unique moyen de sortir de notre situation serait de s'évader. Mais comment fuir par un froid de 37° et sans rien de préparé. ... Au nom de tout ce que vous avez de sacré, pardonnez-moi. Vous savez que mes dernières pensées vous appartiennent et que si j'avais un peu plus de force, je donnerais ma vie pour vous épargner la moindre douleur. Mais mes forces sont épuisées ; il ne me reste rien sauf de devenir fou ou mourir,

d'épreuves, étaient précisément dans la « compagnie libre ». L'année suivante il y avait quatre-vingt trois forçats politiques, hommes et femmes, et à cette époque, il y avait en Sibérie, 2 500 déportés administrativement.

cette seconde issue est malgré tout préférable à la première. »

Cet ordre de Loris-Melikov justifiait ainsi la méfiance qu'en dépit de ses réformes la *Narodnaia Volia* gardait envers lui. Il faut dire en effet que si Loris-Melikov est allé jusqu'à proposer un simulacre de gouvernement représentatif dans cette « Commission générale », ce fut sous la pression de l'agitation libérale très puissante aux années 79 et 80, issue elle-même du mouvement qui s'était manifesté, en 1877 et 1878, dans les classes libérales de la société russe.

A cette époque deux sociétés secrètes s'étaient formées : *La Ligue libérale* et l'*Union des zemstvos* ; elles avaient leurs congrès, participaient comme organisations dans l'agitation libérale légale et faisaient paraître à l'étranger un journal constitutionnel : *La parole libre*. Le premier rédacteur en chef de ce journal était un certain Maltchinsky, qu'on accusa beaucoup plus tard d'avoir été en rapport avec la Troisième section. Après lui le rédacteur en chef fut M. P. Dragomanov.

De leur côté, les classes conservatrices et réactionnaires formaient des sociétés secrètes pour la lutte contre-révolutionnaire. Parmi ces sociétés il faut mentionner *La garde volontaire*, dont faisaient partie Aksakov, Fadéiev, Ignatiev, Vorontzov-Dachkov et quelques autres. Cette société était de tendance slavophile et, bien que luttant contre les révolutionnaires, elle demandait la convocation du *Zemski Sobor*. Enfin beaucoup plus tard, après la mort d'Alexandre II, naquit la *Phalange sacrée*, société contre-révolutionnaire dont l'âme était le grand duc Wladimir assisté du fameux Pobiedonostzev.

Le programme politique de *L'Union des zemstvos* portait avant tout la liberté politique, la fédération de tous les peuples de la Russie, et la convocation de la Douma d'Etat. Mais, en dehors des sociétés secrètes, dans le sein même des zemstvos, des voix réclamaient

la Constitution, si bien que Loris-Melikov élabora son projet de la Commission générale qui aurait peut-être donné satisfaction à la bourgeoisie libérale, mais qui ne pouvait contenter la *Narodnaia Volia* et les autres groupements révolutionnaires. Aussi, tout en gardant une attitude expectante, la *Narodnaia Volia* mobilisait-elle toutes ses forces pour porter un coup mortel à celui qu'elle croyait la source de toute réaction, à l'empereur, et elle continuait une propagande active parmi les ouvriers. « L'union ouvrière du Nord », dont nous avons déjà parlé, lui fournissait des membres très actifs prêts à participer aux actes terroristes.

De son côté, la jeunesse universitaire était toujours en effervescence. Malgré la démission du ministre haï D. Tolstoï, et la nomination à sa place de A. A. Sabourov, Jéliabov et ses amis continuaient à exciter l'ardeur révolutionnaire des étudiants, auxquels ils reprochaient leur passivité. Si bien qu'à l'occasion de l'Acte solennel du 8 février 1881, une grande manifestation fut organisée, au cours de laquelle un étudiant, nommé Poddebski, souffleta le Ministre de l'Instruction publique, Sabourov ; tandis qu'un autre, Cohen-Bernstein, prononçait un discours révolutionnaire à propos de nouvelles mesures introduites dans l'Université par Sabourov. Tous les deux furent déportés dans la province d'Irkoutsk, où ils moururent en 1889, le premier fusillé, le second pendu.

Ce jour du 8 février, dans la foule immense qui emplissait la salle des fêtes de l'Université de Pétersbourg, plusieurs révolutionnaires notoires s'étaient glissés, entre autres Jéliabov, Véra Figner, Soukhanov, des représentants des groupes révolutionnaires ouvriers, et ceux d'une organisation révolutionnaire d'étudiants, en tête de laquelle se trouvaient Poddebski et Cohen-Bernstein. Dans le N° 5 de la *Narodnaia Volia*, paru quelques jours plus tard, les motifs de cette manifestation et de l'agression

contre Sabourov étaient expliqués de la façon suivante : « Le ministère Sabourov, avec ses promesses de faveurs et de libertés, repoussées aux calendes, a suscité un mécontentement, peut être encore plus grand que le ministère Tolstoï. Le système de Sabourov, qui recommande toujours de « patienter », d' « attendre », d' « être sage » etc, qui favorise les jeunes vieillards arrivistes du type qu'on a baptisé, dans les milieux universitaires, de « bonapartistes », a démoralisé les étudiants. Ces messieurs qui, auparavant, n'osaient élever la voix, maintenant profitent de « la patience », de « l'attente », érigées en principe, pour se remuer et s'opposer ouvertement à tout mouvement des étudiants. »

En opposition à ces « bonapartistes », fut créée « l'Union des étudiants » qui, en raison de l'impossibilité de figurer comme organisation légale, était forcée de tenir secrète la liste de ses membres.

Les « bonapartistes » avaient décidé d'ovationner Sabourov, à la cérémonie du 8 février ; l'Union centrale des étudiants (qui groupait la majorité) se proposait au contraire de protester et d'exprimer son mécontentement de n'obtenir que des promesses. D'où le conflit entre les deux groupes d'étudiants, qui s'accompagna de vacarme et de cris et se termina finalement par l'agression de Poddebski.

Cette politique, qui consistait à faire « attendre », les réformes, à « patienter », appartenait, il faut le reconnaître, non à Sabourov seul mais à tout le gouvernement de Loris-Melikov et valait à la *Narodnaia Volia* un grand nombre de nouveaux adhérents recrutés parmi les ouvriers et parmi les étudiants.

Les années 1879 et 1880 avaient été très fructueuses pour le gouvernement, qui avait réussi à faire arrêter quelques-uns des membres du Comité exécutif de la *Narodnaia Volia*, entre autres Goldenberg et A. Mikhailov. En outre, la police avait réussi à mettre la main

sur les imprimeries du *Tchorny Pérédiel* et de la *Narodnaia Volia*.

L'année 1881 débutait encore plus malheureusement pour le Comité exécutif de cette dernière. Le 25 janvier, Barannikov était arrêté ; le 26, c'était Kolotkevitch ; le 28, Klétotchnikov et Morosov. Enfin, le 27 février, les deux membres principaux de la *Narodnaia Volia* : Trigony et Jéliabov, étaient arrêtés à leur tour. C'est alors que le Comité exécutif décida de ne pas différer davantage l'exécution d'Alexandre II.

CHAPITRE XIII

LA MORT D'ALEXANDRE II. — LE PROCÈS DU 1er MARS. — SOPHIE PEROVSKAIA, KIBALTCHITCH, ANDRÉ JÉLIABOV. — LA LETTRE DU COMITÉ EXÉCUTIF A ALEXANDRE III.

Une des premières décisions du parti nouvellement formé, la *Narodnaia Volia*, avait été l'arrêt de mort prononcé contre Alexandre II. Presqu'immédiatement les membres du Comité exécutif se mirent à travailler à son exécution. En automne 1879, l'empereur devant retourner de Crimée à St-Pétersbourg, le Comité exécutif résolut de poser sur le parcours une série de mines.

Le 18 novembre, Jéliabov, Iakimova, Oklatsky et Tikhonov faisaient exploser une mine au passage du train impérial, près de la station Alexandrovskoié. Le lendemain 19, près de Moscou, Hartmann, Perovskaia, Isaiev et Chiriaiev, faisaient sauter le train de la suite de l'empereur, où, par hasard, celui-ci ne se trouvait pas. A St-Pétersbourg, les terroristes entourèrent bientôt l'empereur dans un cercle étroit de pièges, de bombes et de mines. Le 5 février 1880, Stepan Khaltourine faisait éclater une machine infernale sous la salle à manger du Palais d'Hiver ; il s'en faillit de peu qu'Alexandre II n'en fût victime. Le 16 août, nouvel attentat manqué au moyen de mines posées sous le pont Kameny, attentat organisé par Jéliabov et Teterka. Enfin, au courant de l'hiver 1880-1881, les *Narodovoltzy* travaillaient, dans la fromagerie de Kobyzev (1), à la pose d'une mine sous la rue Petite Sadovaia, et, en même temps, élaboraient un

(1) Sous ce nom se cachait le révolutionnaire bien connu Bogdanovitch et, passant pour sa femme, habitait avec lui Iakimova.

plan d'une hardiesse extraordinaire pour un attentat direct contre l'empereur, à l'aide de bombes. Un des membres du Comité exécutif, l'ingénieur Kibaltchitch avait inventé une bombe, pouvant éclater dans n'importe quelle position.

Malgré toutes les précautions prises par le Comité exécutif, le bruit qu'un attentat se préparait contre l'empereur au moyen de mines et de bombes arriva jusqu'au gouvernement. Des arrestations eurent lieu, qui furent une lourde perte pour le parti : Barannikov, Kolotkevitch, Klietochnikov, Morosov, et quelques autres étaient arrêtés. Il fallait se hâter. Pas mal de personnes parmi les hommes publics et les littérateurs « sympathiques au mouvement » savaient aussi qu'un attentat grandiose se préparait contre l'empereur. On en parlait dans les rédactions : au *Slovo*, au *Dielo*, aux *Otietchestvennia Zapiski*. Mikhailovsky, Chelgounov, Krivenko, Ouspensky, Stanioukovitch et d'autres, l'attendaient. Peu de jours avant le 1er mars, à une soirée chez Chelgounov, on discuta vivement de cet évènement attendu. L'arrestation de Jéliabov et de Trigony, le 27 février, et de Merkoulov, empirait la situation ; et dans sa réunion du 28 février, le Comité exécutif fixait l'attentat pour le dimanche matin 1er mars. Toute la nuit Kibaltchitch, Soukhanov, Gratchevsky et quelques autres fabriquèrent dans le logement d'Isaiev et de Vera Figner les bombes, dont un spécimen, essayé la veille, avait donné des résultats satisfaisants. Les bombes furent portées, de bonne heure, le dimanche, par Sophie Perovskaia et Kibaltchitch chez Sabline et Hessia Helfmann, où se rendirent Grinevietzky, Ryssakov, T. Mikhailov, Emélianov, qui devaient lancer les bombes. (1)

(1) Jéliabov, quelques jours avant son arrestation, avait fait appel aux volontaires qui voudraient se charger de jeter des bombes sur l'empereur. Quarante-huit révolutionnaires se présentèrent. Jéliabov choisit cinq d'entre eux, parmi lesquels Grinevietsky. Dans son testament aux camarades, daté de la veille de l'attentat, il écrivait entre

Le plan était de placer l'empereur entre deux feux. Alexandre II devait se rendre au manège, à midi, par la rue Petite Sadovaia. Là, devait éclater la mine de la fromagerie. Au cas d'insuccès, les porteurs de bombes devaient, coûte que coûte, se trouver sur le passage de l'empereur. Celui-ci, cédant à l'insistance de la princesse Iurievskaia-Dolgorouki, son épouse morganatique, évita la Petite Sadovaia (1). Ce changement d'itinéraire fut aussitôt remarqué de Perovskaia qui alla prévenir les porteurs de bombes apostés aux deux extrémités de la rue et les envoya au Canal Catherine où ils devaient attendre le retour de l'empereur du Manège. Il était deux heures un quart. Depuis plus d'une heure les conjurés arpentaient le quai du canal, risquant d'attirer l'attention de la police et d'être arrêtés. Mais voilà que se montre la voiture de l'empereur. Perovskaia, qui n'avait pas de bombes et s'était chargée de prévenir ses camarades, fait le signal convenu. Des mains de Ryssakov

autres : « Alexandre II peut mourir, ses jours sont comptés. Moi ou un autre porterons le coup décisif, qui aura un retentissement formidable dans toute la Russie et se répercutera dans le coin le plus reculé. L'avenir prochain nous le montrera. Il mourra et avec lui nous, ses ennemis, ses meurtriers. C'est nécessaire pour la cause de la liberté... » Et il terminait son testament par ces paroles : « Je ne pourrai pas prendre part dans la lutte suprême. Le sort m'a destiné de périr avant et je ne verrai pas la victoire. Je ne vivrai ni un jour, ni une heure à l'époque lumineuse du triomphe, mais je considère avoir fait par ma mort tout ce que je pouvais faire, et personne au monde ne peut exiger de moi davantage. L'œuvre du parti révolutionnaire a embrasé les éléments incendiaires déjà rassemblés. Jeter l'étincelle sur la poudre et ensuite prendre des mesures pour que l'œuvre commencée s'achève par la victoire. »

(1) Des lettres anonymes reçues au Palais indiquaient cette rue comme dangereuse pour l'empereur. A la suite de ces lettres, adressées également à la Troisième section, le 20 février, c'est-à-dire trois jours avant l'attentat, l'expert du Département de la police, Mordvinov, accompagné de gendarmes et d'agents, fit une perquisition dans la fromagerie Kobyzev, où il ne trouva rien d'anormal. C'est seulement le 4 mars, après qu'on eut informé la police du départ du propriétaire de la fromagerie, qu'une nouvelle perquisition fit découvrir la mine sous la chaussée.

s'envole dans la direction de la voiture, une masse grise qui vient frapper le sol. Une explosion formidable retentit. Des débris de la voiture mise en miettes se dresse l'empereur qui demande si l'on s'est emparé du meurtrier ; et déjà les cosaques et les policiers, accourus sur le lieu de l'explosion, maintiennent Ryssakov. L'empereur détourne ses regards des flaques de sang qui rougit la neige, — la bombe de Ryssakov a tué un Cosaque, un soldat de la garde et un passant — se signe et prononce à haute voix : — « Eh bien, grâce à Dieu, je suis vivant ! » — « Je ne sais si c'est grâce à Dieu », ne put s'empêcher de murmurer Ryssakov apercevant les autres camarades munis de bombes qui arrivaient face à l'empereur, qu'on transportait dans un traîneau qu'on avait fait avancer.

Deux ou trois minutes s'écoulèrent, qui parurent une éternité à Sophie Perovskaia qui, de l'autre côté du canal, assistait à cet acte décisif de la grande tragédie russe. Mais la mort s'avançait sur Alexandre II en la personne de Griniévetzky, qui la veille, dans son testament, apportait son existence en sacrifice à la cause. Maintenant il n'était plus qu'à deux pas de l'empereur. Pour être plus sûr de son coup, levant très haut les bras, il lança la bombe entre lui et l'empereur. Dans le fracas et la fumée de l'explosion, pendant quelques instants on ne distingua rien. Mais l'air s'étant éclairci un peu, aux yeux des conjurés, des policiers et des passants se présenta un spectacle tragique de mort et de dévastation ; dans la boue rouge, gluante, mélange de neige et de sang, gisaient quelques morts et s'agitaient quelques blessés. Des débris de bois, d'étoffes, de chair, d'os de vitres, remplissaient le lieu de l'explosion. L'empereur s'appuyant sur ses mains essayait machinalement de se dresser, mais tout son corps, au-dessous de la ceinture n'était plus qu'une masse informe, sanglante, et il perdit rapidement connaissance. Il est plus que probable qu'il

n'eut même pas la possibilité de se rendre compte de ce qui arrivait et il faut tenir pour fantaisistes les mots « historiques » que, le lendemain, les journaux attribuèrent à l'empereur mourant. Alexandre II expira à trois heures et demie, dans son palais où il avait été ramené ayant encore un souffle de vie.

En même temps que l'empereur était tombé Griniévetzky le corps couvert de nombreuses blessures. Transporté mourant à l'hôpital il recouvra ses sens pour quelques instants. A neuf heures du soir, une demi heure avant sa mort, le juge d'instruction qui se tenait près de son lit, épiant le moment où il lui serait possible de l'interroger, lui demanda : « Quel est votre nom ? » — « Je l'ignore » répondit-il.

Dans la capitale, les Cosaques, les troupes, la police allaient d'une place à l'autre. Le gouvernement craignait une insurrection. Par ordre du Préfet de police, les agents parcouraient les rues, exigeant la fermeture des débits et des restaurants. Le public stupéfait, énervé, s'attroupait autour des lanternes pour lire le premier communiqué du gouvernement écrit par Loris-Melikov, qui débutait par ces mots malencontreux : « La volonté du Dieu Tout-Puissant s'est accomplie. Dieu a voulu rappeler à lui le monarque bien-aimé. »

Le soir, dans les réunions privées et dans les rédactions, il n'était question que du grand évènement de la journée et de ses conséquences possibles. Plusieurs littérateurs, Mikhailovsky entre autres, escomptaient des concessions considérables de la part du gouvernement. Les révolutionnaires, en général, n'étaient pas si optimistes ; toutefois ils s'attendaient à des troubles populaires, pouvant entraîner de grands changements politiques. Enfin le Comité exécutif de la *Narodnaia Volia*, ayant laissé au nouvel empereur quelques jours de répit, par respect pour sa douleur filiale, le 12 mars, lui adressait sa fameuse lettre, qu'on lira plus loin.

De tous les auteurs de l'attentat du 1er mars, le gouvernement ne tint tout d'abord que Ryssakov. Griniévetzky avait succombé le même jour à ses blessures ; Perovskaia avait réussi à s'enfuir, et Emelianov, chargé, au cas d'insuccès, de jeter une troisième bombe, s'était sauvé en aidant à placer Alexandre II mourant dans le traîneau du Commissaire de police Dvorjitzky.

Jéliabov, arrêté, comme nous l'avons dit, avant le 1er mars, garda d'abord le silence sur sa participation dans le complot. Mais quand il vit que le gouvernement ne tenait que Ryssakov, il écrivit au procureur qu'il désirait déposer au sujet de sa participation dans l'attentat du 1er mars. Les membres du parti ayant demandé à Perovskaia, qui était la compagne de Jéliabov, pourquoi il avait fait cela ,Perovskaia répondit qu'on ne pouvait agir autrement : un procès contre Ryssakov seul aurait été trop terne. Sophie Perovskaia fut arrêtée le 8 mars, et Kibaltchitch quelques jours plus tard. En tout six personnes se trouvaient sur le banc des accusés au procès du 1er mars. C'étaient : Jéliabov, Sophie Perovskaia, Essia Helfmann, Kibaltchitch, Ryssakov et Mikhailov. L'accusation était confiée au jeune adjoint du Procureur de la Cour d'Appel de St-Pétersbourg, N. V. Mouraviov, qui, après ce procès, fit une brillante carrière et devint plus tard Ministre de la Justice puis Ministre des Affaires étrangères. Les meilleurs avocats d'alors s'étaient chargés de la défense des accusés. Ounkovsky défendait Ryssakov ; Khartoulary, le paysan Mikhailov ; Guerke, Essia Helfmann ; Gerhardt, le fils du prêtre Nicolas Kibaltchitch ; Kédrine, Sophie Perovskaia. Jéliabov refusa l'assistance d'un avocat, voulant lui-même présenter sa défense. Malgré le talent des défenseurs, malgré le discours remarquable prononcé par Jéliabov, les six accusés furent condamnés à mort. Essia Helfmann obtenait l'ajournement de l'exécution en raison de son état de grossesse.

Le verdict ne surprit personne ; cependant, dans les milieux intellectuels et politiques, on espérait que le nouvel empereur ne voudrait pas inaugurer son règne par l'exécution de six personnes parmi lesquelles deux femmes, car jusqu'alors en Russie aucune femme n'avait été exécutée (1). Partageant cet espoir, le comte Léon Tolstoï écrivit à l'empereur Alexandre III une lettre admirable, qu'on décida d'abord de faire remettre à l'empereur par Pobiédonostzev. Celui-ci ayant refusé de se charger de cette mission, elle fut offerte à l'Académicien Bestoujev-Rumine, qui l'accepta. Mais cette lettre resta sans effet.

Une autre tentative de fléchir Alexandre III fut faite par le philosophe Vladimir Soloviov, qui jouissait à cette époque d'une grande popularité parmi la jeunesse universitaire et aussi dans toutes les classes éclairées de la société russe. Il ne partageait point les idées des terroristes, comme doctrine basée sur la violence, contraire, par conséquent, à la doctrine du Christ; mais en même temps, par la même raison, il était vivement opposé à la peine de mort. C'est sur ce thème que fut annoncée, pour le 28 mars, la conférence de V. Soloviov, dans la salle de la Société de Crédit.

(1) Sophie Perovskaia eut la première cet honneur. Quant à Essia Helfmann, à la suite de l'agitation faite à l'étranger, sa peine fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité. Elle mourut un an plus tard, dans la maison d'arrêt de Saint-Pétersbourg. Une révolutionnaire, Olga Lubatovitch, a raconté dans *Byloé* (1906) des détails sur la fin d'Essia Helfmann : « Durant cinq mois, elle vécut dans l'angoisse de l'exécution. C'est seulement au moment de ses couches qu'on l'informa de sa grâce. En vue de l'accouchement, on l'avait fait transférer dans la maison d'arrêt préventif où on lui donna une grande cellule gardée par des sentinelles. Beaucoup de femmes, bien que ne se trouvant pas dans cette situation, ont perdu la raison, rien qu'à cause de la présence continuelle de sentinelles; tel fut le cas d'Elisabeth Olovennikov. Essia Helfmann ne devint pas folle ; son organisme était trop résistant ; elle mit au monde un enfant vivant et put même l'allaiter. L'enfant était à elle, aucune loi, même au bagne, ne pouvait la priver de son enfant ; cependant, quelques jours plus tard, la nuit, on le lui enleva et on le porta au refuge des enfants abandonnés, sans même prendre de numéro et bien que plusieurs personnes se fussent proposées pour l'élever. La mère ne put supporter ce coup. Elle mourut peu de temps après ».

« La salle, raconte un témoin oculaire (1), était archipleine. Ce n'était pas un meeting, car à cette époque, à Pétersbourg, on ne connaissait pas encore les meetings ; mais le public attendait avec impatience l'orateur. Il y avait comme toujours beaucoup de jeunes gens. Au premier rang des fauteuils se trouvaient des auditeurs plutôt rares dans les Conférences publiques : de hauts fonctionnaires, sans doute de la catégorie des libéraux, et de grandes dames de l'aristocratie, entre autres la comtesse Tolstoï, veuve d'Alexis Tolstoï, et Mme Khitrovo. Personne ne savait comment V. Soloviov développerait sa thèse mais nul ne doutait que tout ce qu'il dirait serait original et très beau. Et voici l'orateur, grand, maigre, plus pâle encore qu'à l'ordinaire. Ses yeux admirables brillent d'une lumière profonde, intérieure, et regardent très loin. Parole bizarre. D'abord une glose longue, mystique, du culte de Notre-Dame ; ensuite de larges horizons sur les mystères de christianisme... Peu à peu la perspective se rétrécit : l'orateur visiblement se rapproche de nous. Encore un pas hardi et il est parmi nous. La langue merveilleuse des dieux devient terrestre. Hautement retentissent des paroles admirables : « Demain le verdict. Maintenant, là-bas, derrière des murs de pierre, on discute comment tuer des gens désarmés... Mais si cela s'accomplit, si l'empereur russe, chef du peuple chrétien, foulant aux pieds les commandements, fait tuer ces hommes, s'il entre dans ce cercle sanglant, alors le peuple russe, le peuple chrétien, ne peut plus le suivre. Le peuple russe se détournera de lui et suivra son chemin à part... »

« Soudain, devant l'estrade surgit une figure trapue ; une main se tend dans la direction de l'orateur ; une voix grossière exclame : — « Toi, traître, il faut t'exécuter le premier ; il faut commencer par te pendre ! » Soloviov se penche pour écouter cette voix, mais déjà une vague

(1) Mme Baudoin de Courtenay. *Byloé*, 1906, n° 3.

humaine s'élance de tous côtés vers l'estrade, et un cri d'enthousiasme, de joie, d'attendrissement jaillit d'un coup de milliers de poitrines et remplit tout l'espace. — « Tu es notre chef, conduis-nous ! » crie-t-on de tous côtés. Des centaines de mains se tendent vers Soloviov, et, une minute après, on voit son visage illuminé qui domine tous les visages jeunes et vieux qui l'entourent, et les mêmes mains portent pieusement leur fardeau de l'estrade dans la salle. « La grâce ! L'amnistie ! » crie-t-on de tous côtés...

« Les portes de sortie sont largement ouvertes. Soloviov tâche en vain de se glisser dans le vestibule. La foule délirante ne veut pas se séparer de lui ; et on le porte trois fois autour de la salle. »

A peine ces ovations prenaient-elles fin que se posait la question de la peine administrative qui attendait V. Soloviov. Le Ministre de l'Instruction publique, qui assistait à la conférence, lui conseilla de se rendre sur l'heure chez Loris-Melikov et de causer avec lui. Soloviov refusa, disant qu'il ne connaît pas personnellement Loris-Melikov. — « Mais ce n'est pas une affaire privée, objecta le Ministre. Autrement faites attention, il vous faudra partir pour Kolymskoié. » — Eh bien soit, on peut s'occuper de philosophie à Kolymskoié », répondit Soloviov. Cependant, grâce à Bestoujev-Rumine, l'affaire n'eut pas de suite ; il fut seulement défendu à Soloviov, de faire, pendant un certain temps, des conférences publiques.

Le 3 avril, Jéliabov, Sophie Perovskaia, Kibaltchitch, Ryssakov et Mikhailov étaient exécutés sur la place Sémionovsky.

Le procès du 1er mars avait fait surgir trois grandes figures de la révolution russe : Kibaltchitch, Jéliabov et Perovskaia.

Kibaltchitch, bien que jeune encore, il n'avait que trente ans, était déjà un grand savant, ingénieur remarquable. Sa conduite était celle d'un homme qui n'a

aucune passion politique et ne s'intéresse qu'à la recherche scientifique. En prison, il se mit au travail aussitôt, se servant des murs comme tableau, avant qu'on lui eût donné du papier. Ses dessins étaient le projet d'une machine à voler, première ébauche de l'aéroplane et du dirigeable. Après sa condamnation à mort, la Société des Ingénieurs de Pétersbourg qui s'intéressait à ses inventions dans le domaine de l'aéronautique, dont avait parlé son défenseur Gerhardt, adressa une note au gouvernement, en insistant pour que la vie soit laissée à Kibaltchitch, dans l'intérêt de la science et pour la gloire de la Russie. Certains proposaient qu'il soit isolé de ses camarades de parti, dans une prison ou une forteresse, mais qu'on lui laissât la possibilité de travailler. Non seulement le gouvernement ne voulut pas s'engager dans cette voie, mais les plans et dessins de Kibaltchitch, retirés à son défenseur, furent brûlés. Ses travaux scientifiques étaient si bien sa grande préoccupation qu'au procès, lorsque le Président donna pour la dernière fois la parole aux accusés, Kibaltchitch dit seulement : « J'ai une déclaration à faire relativement à un objet dont mon défenseur a déjà parlé. J'ai terminé un projet d'appareil aéronautique, que je crois réalisable. J'ai fait l'exposé détaillé de ce projet avec dessins et calculs. Puisque, probablement, je n'aurai pas la possibilité d'entendre l'opinion des experts sur ce projet, et qu'en général, je n'en pourrai suivre le sort, il est à prévoir que quelqu'un, profitant de mon invention, voudra se l'approprier. C'est pourquoi je déclare ici, publiquement, que ce projet m'appartient et que tous les plans et calculs sont entre les mains de Me Gerhardt. »

Sophie Perovskaïa était issue d'une famille de la plus haute aristocratie, branche cadette de la famille Razoumovski à laquelle appartenait l'époux morganatique de l'impératrice Elisabeth Petrovna. Le grand père pater-

nel de Sophie Perovskaia avait été ministre de l'Instruction publique ; son père, pendant longtemps, avait été gouverneur général de St-Pétersbourg ; enfin son oncle était le célèbre comte Vassili Alexéievitch Perovski, conquérant de l'Asie centrale. Comme toutes les personnes de sa génération, Sophie Perovskaia avait eu d'abord le désir de s'instruire. Elle atteignait sa quinzième année quand le mouvement de l'émancipation des femmes battait son plein. Elle fréquenta les Cours supérieurs, s'enthousiasma pour les écrits de Tchernychevski, de Dobrolubov et de Pissarev, dont se nourrissait toute cette jeune génération. Son père, fonctionnaire intègre, monarchiste et despote, ne partageait pas le goût de sa fille pour l'étude, et Sophie quitta la maison paternelle. Elle se lia d'amitié avec la malheureuse famille des sœurs Kornilov, milieu d'où sortit le groupe des *Tchaikovtzy*, dont l'importance fut si grande dans le mouvement révolutionnaire. Sophie Perovskaia appartint quatre années à ce groupe où elle s'acquit l'estime de tous tant par son énergie extraordinaire et sa belle intelligence que par sa sévérité stoïque envers elle-même. Kravtchinski (Stepniak) qui la connaissait intimement a dit d'elle : « Son esprit clair et pénétrant possédait ce grain de philosophie, si rare chez les femmes et qui se manifeste non seulement dans l'art de bien comprendre la question mais dans celui de l'analyser sans perdre de vue toutes les questions subsidiaires qui en découlent. De là provenaient d'une part cette fermeté de conviction rare que ne pouvait ébranler aucun sophisme, et qui, vu la rapidité fiévreuse de notre vie politique, donnait prétexte à l'accuser d'un certain conservatisme ; d'autre part, un art extraordinaire dans la discussion théorique et pratique. »

D'esprit réaliste, Sophie Perovskaia n'exagérait jamais rien et n'attribuait pas à son activité et à celle de ses camarades plus d'importance qu'elle en avait ; aussi

tâchait-elle toujours de l'élargir en cherchant de nouvelles voies, de nouveaux moyens d'action ; de sorte qu'elle avait toujours la première place dans les initiatives des organisations dont elle faisait partie. C'est à elle que Stepniak attribue en grande partie la propagande parmi les ouvriers, introduite par les *Tchaikovtzy*, au cours des années 1871-1872. Elle fut encore l'une des premières à insister sur la nécessité d'étendre l'action révolutionnaire dans les campagnes, comprenant qu'en Russie la victoire ne serait qu'au parti qui pourrait s'appuyer sur les paysans.

Cette recherche perpétuelle du nouveau, du meilleur n'était pas en Sophie Perovskaia le résultat d'un sentimentalisme exagéré. « Chez Perovskaia, dit Stepniak, il n'y avait point de romantisme ; elle était trop positive pour vivre dans le monde des chimères ; elle prenait la vie telle quelle est, tâchant de faire le plus possible au moment présent. La plus grande souffrance pour elle était l'inactivité. »

Arrêtée pour la première fois le 25 novembre 1873, avec un groupe d'ouvriers parmi lesquels elle faisait de la propagande, Sophie Perovskaia fut internée dans la forteresse de Pierre et Paul, et, après quelques mois de détention, elle fut ramenée chez son père qui l'envoya dans une propriété qu'il avait en Crimée. Trois années il lui faudra attendre son procès, le célèbre procès des 193, qui commença en hiver 1877, et dans lequel étaient impliqués presque tous les *Tchaikovtzy*. Sophie Perovskaia fut acquittée. Mais dès cette époque le gouvernement appliquait à presque tous les inculpés acquittés la relégation administrative. Pour y échapper, Perovskaia préféra se cacher et mener une existence « illégale ». Pendant plus d'une année elle se consacra à l'évasion de ses camarades détenus dans la prison centrale de Kharkov, qui était à cette époque le bagne le plus terrible. Mais toutes les tentatives d'évasion, celle de Mychkine d'abord,

ensuite celles de Rogatchev, Kovalik, Voïnaralsky, Mouravsky échouèrent. Sophie Perovskaia était désespérée et c'est à grand peine qu'on put la convaincre de quitter Kharkov, où la police la recherchait.

A la fin de 1878, Perovskaia arriva à St-Pétersbourg et se consacra avec ardeur à la *Narodnaia Volia*. « Elle prend une part très active dans presque tous les attentats découverts et dans plusieurs autres demeurés cachés ; elle était la personne la plus utile dans tous les travaux d'organisation parce qu'avec son esprit calme, pénétrant, elle savait prévoir, apprécier et juger les petits détails desquels dépendent souvent le succès ou l'insuccès des plus grandes entreprises », écrit Stepniak.

Pour tout ce qui touchait la cause révolutionnaire elle était exigeante jusqu'à la cruauté. « Mais sévère pour les autres, elle l'était davantage pour elle-même, dit encore Stepniak. Le sentiment du devoir était le trait le plus saillant de son caractère. Elle cultivait cette vertu austère en elle-même, comme pour étouffer par elle tout ce qui, dans sa nature, lui paraissait trop faible. En effet, par une volonté de fer elle avait su faire d'elle une vraie stoïcienne capable de supporter sans plier les coups les plus rudes du sort. Jamais personne n'entendait d'elle ni plaintes ni gémissements. Elle savait cacher tout en elle : étouffant les souffrances morales, méprisant les souffrances physiques. Malade, se tenant à peine, l'enfer dans le cœur, car la veille a été arrêté l'homme qui était son premier, unique et grand amour (Jéliabov), elle prend en main la direction de l'attentat du 1er mars et, sans une minute de faiblesse, le conduit jusqu'au bout. Ayant appris l'exécution prochaine, inévitable, de l'homme qui lui est cher, elle ne quitte pas le rang un seul instant ; elle court à tous les rendez-vous, elle dirige les affaires comme auparavant, calme, courageuse, et nul de ceux qui la virent durant ces journées terribles

ne pouvait soupçonner quelles atroces souffrances emplissaient son âme. »

Condamnée à mort le 8 mars, pour sa participation dans l'attentat du 1er mars, Sophie Perovskaia entendit tranquillement le verdict et refusa de signer son recours en grâce. Six jours s'écoulèrent entre le prononcé du jugement et l'exécution. Quelle était la cause de ce retard ? Des bruits sinistres couraient. On disait que, sur le conseil de Loris-Melikov, la torture avait été appliquée aux condamnés, *après* l'arrêt, afin qu'on ne pût entendre leurs voix. Jusqu'à présent la preuve de ce fait manque; mais des présomptions graves subsistent. Les parents des condamnés à mort ne furent point autorisés à les voir. La mère de Sophie Perovskaia, qui adorait sa fille, la vit pour la dernière fois le jour du verdict ; les jours suivants on invoqua différents prétextes pour l'éconduire. Enfin on lui dit qu'elle la verrait le 2 avril. En effet, ce jour là, au moment où elle entrait à la prison elle aperçut sa fille qui en sortait sur la charrette la conduisant à la potence. Enfin, quand la charrette s'ébranla, tous les condamnés crièrent quelque chose à la foule, mais un roulement de tambour étouffa leurs voix. Plusieurs témoins de cette scène ont affirmé que les condamnés avaient crié : « On nous a soumis à la torture ! »

Sophie Perovskaia avait un très grand attachement pour sa mère, souvent elle avait risqué d'être arrêtée pour la voir, car, même traquée par la police elle trouvait toujours un moment soit pour l'aller voir, soit pour lui écrire ou lui envoyer des bonbons qu'elle aimait. Dans la lettre qu'elle lui écrivait quelques jours avant son exécution, elle lui disait : « Ma chérie, je t'en supplie sois calme, ne te tourmente pas à cause de moi ; garde-toi pour ceux qui t'entourent et aussi pour moi. Je ne me plains pas de mon sort. Je suis tout à fait calme, car je savais que tôt ou tard il en serait ainsi. Et je t'assure,

maman chérie, que mon sort n'est pas du tout si terrible. J'ai vécu selon mes convictions, agir contre elles je ne le pouvais pas. C'est pourquoi j'attends tout ce qui m'arrive avec la conscience tranquille. La seule chose qui m'oppresse c'est ta douleur, mon trésor; c'est la seule chose qui me fasse souffrir et je ne sais pas ce que je donnerais pour l'alléger. Je baise fortement tes mains. Je te supplie à genoux de ne pas être fâchée contre moi. Mon salut affectueux à tous. Une demande pour toi ma chère maman : achète-moi un col et des manchettes sans boutons parce qu'on ne me permet pas de porter de boutons; le col étroit ; il me faut réparer un peu mon costume qui s'est beaucoup abîmé ici. Au revoir ma chérie. Je te demande de nouveau de ne pas souffrir à cause de moi, de ne pas te tourmenter. Mon sort n'est pas si triste et ça ne vaut pas la peine de t'affliger pour moi. Ta Sonia, 22 mars 1881. »

Le procès du 1er mars a été dominé surtout par la grande figure de Jéliabov, dont le caractère remarquable et la puissante éloquence s'imposèrent au cours des débats. Dans son livre (1), Mr Zévaès appelle Jéliabov le Camille Desmoulins de la révolution russe. Par son énergie farouche, son talent d'organisation, son mépris du danger, on pourrait le comparer à un autre grand conventionnel : Danton.

André Jéliabov fut tout d'abord un populiste enthousiaste. Tout jeune encore il « alla au peuple ». Dans son plaidoyer, il rappela cette période de son activité révolutionnaire « Si vous jetez un coup d'œil sur les comptes rendus des procès politiques, dit-il à ses juges, vous verrez que dans notre lutte, nous, les amis du peuple, n'avons pas toujours eu recours aux explosifs ; elle aussi eut sa jeunesse, toute en rêves roses, si elle a passé, certes ce n'est pas de notre faute. »

Comment Jéliabov passa-t-il du populisme au terro-

(1) *La Révolution Russe.*

risme, Plekhanov l'a dit, dans son journal *Tchorny Péredièl* : « André Jéliabov peut être donné pour le représentant le plus remarquable du radicalisme européen, dans le parti de la *Narodnaïa Volia*. Dans sa biographie écrite par Tikhomirov nous lisons : « L'agitateur politique « se montre en lui de bonne heure. C'est ainsi qu'il prit « une part active dans l'organisation de l'aide aux Slaves, « comptant sur l'œuvre de la régénération des Slaves « pour aider à l'éducation politique de la société russe « elle-même. En général, il faut dire que cet homme, « d'origine paysanne, ne se détourna jamais de la so- « ciété, comme le faisaient la plupart de ceux qui allaient « au peuple. La révolution russe se présentait à lui non « seulement comme l'émancipation de la classe paysanne « ou même ouvrière mais comme la résurrection politique « du peuple russe tout entier. Sur ce point ses opinions « différaient beaucoup de celles de la majorité de son parti. » Ces lignes sont très caractéristiques, ici, le peuple russe « tout entier » est opposé à « la classe paysanne ou même ouvrière », c'est-à-dire la classe des exploités, définie plus ou moins nettement. Jéliabov envisage le but de la révolution russe non du point de vue des intérêts de cette classe mais du point de vue du « peuple russe, en général. »

L'auteur de sa biographie nous explique quelles considérations poussaient Jéliabov à se placer à ce point de vue, qui était étranger à la majorité des révolutionnaires russes de cette époque. Jéliabov raisonnait ainsi : Le parti spécialement révolutionnaire n'a pas pour but des réformes politiques. Cette tâche incombe entièrement aux hommes qui s'intitulent libéraux. Mais, en Russie, ces hommes sont totalement impuissants et, pour toutes sortes de raisons, incapables de donner à la Russie des institutions libres et la garantie des droits personnels. Cependant ces institutions sont si nécessaires, qu'elles absentes, aucune activité n'est possible. Le

parti révolutionnaire est donc forcé de prendre sur soi cette tâche de briser le despotisme et de donner à la Russie les formes politiques avec lesquelles la lutte des idées deviendra possible. Par conséquent, notre but immédiat doit être d'arriver à quelque chose qui donne une base solide à la liberté politique, qui puisse unir tous les éléments capables d'activité politique. Celui qui estime que le parti socialiste révolutionnaire n'a pas pour but les réformes politiques celui-ci s'en tient au vieux socialisme utopique qui est opposé à la politique. Sous ce rapport, André Jéliabov était d'accord avec la majorité des populistes élevés dans la tradition du bakounisme. Mais, convaincu de la nécessité de la lutte politique, Jéliabov et les populistes étaient forcés de reléguer au second plan le but socialiste.

Goldenberg, dans sa déposition, qui dévoilait toute l'activité de la *Narodnaia Volia*, caractérisait Jéliabov comme un homme de génie. Un autre des *Narodovoltzy* : A. V. Tyrkov, inculpé dans le complot du 1er mars, sans pousser l'admiration si loin que Goldenberg, a dit de Jéliabov (1) : « Il personnifiait l'élément combatif, offensif du parti. Son nom, à un certain moment, est devenu synonyme d'esprit extrême, qui ne s'arrête devant rien. La particularité du moment et quelques traits personnels ont pu peut-être effrayer l'imagination publique, mais l'opinion qu'on a pu se faire de lui, exagérée par une certaine presse, n'est pas juste. Le Comité exécutif tâchait toujours de grouper des hommes d'une haute moralité. La sphère d'action de Jéliabov était la rue, les hommes. Il connaissait sa grande influence sur eux et cela satisfaisait son amour-propre exagérément développé. Je pense qu'il lui aurait été difficile de rentrer dans le cadre d'une discipline de parti. Sa nature, involontairement, aspirait à subjuguer tous ceux qui l'approchaient et cherchait le large pour son activité.... Son acti-

(1) *Byloié*, nº 5 ; 1906.

vité était très variée. Il prenait une grande part dans les discussions entre la *Narodnaia Volia* et le *Tchorny Perediel* ; il faisait de la propagande parmi les ouvriers ; il s'intéressait aux affaires des cercles universitaires ; ce fut même lui qui composa la proclamation jetée par Cohen-Bernstein (1). Jéliabov se tenait avec les étudiants comme leur égal, leur camarade. Malgré son tact naturel, en lui cependant restait la cruauté d'une force qui s'élance irrésistiblement en avant se poussant devant les autres. »

Le discours prononcé par Jéliabov, au procès du 1er mars, avait fait sur tout l'auditoire une profonde impression. Dans sa péroraison, il résumait d'une manière saisissante l'histoire du mouvement révolutionnaire russe pendant la décade des années 70, aussi la citerons-nous en entier : « ... La courte période de notre séjour parmi le peuple nous révéla tout ce qu'il y avait de littérature et de doctrinarisme dans nos aspirations, et, d'autre part, nous apprit qu'il y a dans la conscience du peuple beaucoup d'éléments dont il faut tenir compte et qu'il faut conserver. Mais convaincus qu'en raison des obstacles que nous opposait le gouvernement il était impossible de faire passer dans la conscience du peuple les idéals socialistes, les socialistes se sont mués en populistes. Renonçant à la doctrine pure, nous avons résolu d'agir au nom des intérêts reconnus par le peuple lui-même. C'est le trait caractéristique du populisme. Les rêveurs métaphysiciens sont passés au positivisme en se tenant au sol. Ainsi se modifia le caractère de notre activité, et, en même temps, nos moyens de lutte. Il fallait, de la parole, passer aux actes ; à la propagande des idées socialistes, on substitua l'excitation du peuple au nom des intérêts conformes à sa conscience. Au lieu de la parole pacifique nous avons cru nécessaire de passer à la lutte réelle. Cette lutte correspond toujours à la

(1) Pendant l'Acte solennel à l'Université de Pétersbourg, 8 février 1880.

quantité des forces amassées. On résolut de s'essayer d'abord en petit. Il en fut ainsi jusqu'en 1878 et, à cette époque, on songea à une lutte plus radicale : il fut question de trancher le nœud gordien, de sorte que la conception de l'événement du 1er mars doit être rapportée à l'hiver 1877-1878. L'année 1878 fut, en quelque sorte, l'année de transition, comme il résulte des documents, entre autres de la brochure *Mort pour mort*. Le parti ne s'expliquait pas encore toute l'importance du régime politique dans les destinées du peuple russe, bien que toutes les conditions de la vie russe poussassent à la lutte contre le système politique, contre le système gouvernemental... »

A ces paroles, le Président interrompit Jéliabov, qui ne put continuer qu'après une vive altercation.

« L'été 1878, j'étais à la campagne, travaillant dans le peuple. En l'hiver 1878-1879, la situation était sans issue. Le printemps 1879 je le passai dans le Midi. Je savais qu'ailleurs, surtout dans le Nord, les camarades avaient les mêmes soucis que moi. Dans le Nord cette question avait provoqué une scission dans notre société secrète, dans l'organisation *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté), dont une partie se posait précisément les mêmes problèmes que moi et quelques camarades du Midi. D'où le rapprochement qui, au Congrès de Lipetzk se transforma en Union. Les décisions du Congrès de Lipetzk n'étaient pas si étroites qu'on l'a dit dans le réquisitoire. Le principe fondamental était que le parti socialiste révolutionnaire doit consacrer une partie de ses forces à la lutte politique. On a tracé la voie pratique : le coup d'Etat par la conspiration. Pour cela il fallait organiser les forces révolutionnaires dans le sens le plus large. Jusqu'alors, personnellement, je ne voyais pas la nécessité d'une forte organisation. Comme beaucoup de socialistes je croyais possible d'agir en m'appuyant principalement sur l'initiative personnelle, sur le savoir et l'habi-

lités individuels. Et c'est compréhensible. Le but était celui-ci : s'expliquer la conscience du plus grand nombre de personnes parmi lesquelles on vit. L'organisation n'était nécessaire que pour se procurer les instruments, les livres, par exemple, les faire venir de l'étranger, les publier en Russie. Tout le reste n'exigeait pas d'organisation particulière. Mais une fois le coup d'État placé comme but, ce qui exigeait d'énormes forces organisées, nous, moi entre autres, nous avons pris soin de créer cette organisation. Après le congrès de Lipetzk je me suis joint à l'organisation qui avait comme centre le Comité exécutif, et j'ai travaillé à son extension. J'ai tâché, de donner la vie à une organisation unique, centrale, composée de cercles autonomes mais agissant tous selon le même plan et dans le même but.

« Je me résume : Mon but, le but de ma vie, a été de travailler au bonheur commun. Longtemps j'ai suivi la voie pacifique, plus tard j'ai été forcé de passer à la violence. Par mes convictions j'aurais abandonné cette dernière forme de lutte s'il y avait eu la moindre possibilité d'aboutir par la lutte pacifique. »

A l'occasion du meurtre d'Alexandre II, des proclamations furent lancées en masse. Trois numéros de la *Narodnaia Volia* étaient consacrés à ce sujet. Une proclamation spéciale émanait de la section ouvrière du groupe. Mais la plus célèbre de toutes était la fameuse Lettre du Comité exécutif à Alexandre III, écrite le 10 mars 1881 et rendue publique le 12 mars. Cette lettre, l'un des documents les plus importants de la révolution russe, avait été rédigée par Tikhomirov et N. K. Mikhaïlovsky. Voici cette lettre :

« Majesté, Bien que comprenant la douleur profonde que vous éprouvez en ce moment, le Comité exécutif ne croit pas possible de céder au sentiment de délicatesse qui exigerait peut-être de remettre à un certain temps cette explication. Il existe quelque chose de plus

sacré que les sentiments les plus légitimes d'un homme, c'est le devoir envers la patrie, devoir auquel le citoyen est obligé de sacrifier et soi-même et ses sentiments et même ceux d'autrui. Obéissant à ce devoir impérieux nous avons résolu de nous adresser à vous immédiatement, sans attendre, de même que n'attend pas ce processus historique qui nous menace dans l'avenir de fleuves de sang et des catastrophes les plus terribles.

« La tragédie sanglante qui s'est jouée sur le canal Catherine n'était pas un phénomène de hasard, quelque chose d'inattendu. Après tout ce qui s'est passé au cours des dix dernières années elle était inévitable. En cela est son sens profond, que doit comprendre l'homme placé par la destinée en tête du pouvoir gouvernemental. Seul un homme incapable d'analyser la vie du peuple peut expliquer un tel fait par la malfaisance de quelques individus ou même d'une bande. Pendant dix ans, malgré les persécutions les plus sévères, malgré que le gouvernement de l'empereur défunt se jouât de toutes les libertés et des intérêts de toutes les classes et sacrifiât même sa propre dignité pour réprimer le mouvement révolutionnaire, malgré tout cela, pendant dix ans, nous avons vu grandir ce mouvement, qui attirait à soi les meilleurs éléments du pays, les hommes les plus courageux et les plus énergiques de la Russie. Depuis trois ans il est entré en lutte désespérée contre le gouvernement. Vous savez, Majesté, qu'on ne peut accuser le gouvernement du défunt empereur d'avoir manqué d'énergie. On a pendu les innocents et les coupables. Les prisons et les provinces reculées sont pleines de déportés. Des dizaines de ceux qu'on appelait les « chefs » ont été arrêtés et exécutés, et sont morts avec le courage et le calme des martyrs. Cependant, le mouvement ne s'arrêtait pas : il croissait et se fortifiait sans trève. Non, Majesté, le mouvement révolutionnaire n'est pas quelque chose qui dépende des individus. C'est un processus de l'orga-

nisme national, et les potences dressées pour les représentants les plus énergiques de ce mouvement sont aussi impuissantes à sauver l'ordre expirant que l'a été la mort du Christ sur la Croix pour sauver le monde antique dépravé.

« Sans doute le gouvernement peut arrêter et pendre beaucoup d'individus. Il peut anéantir certains groupements révolutionnaires. Admettons même qu'il détruise les plus sérieuses des organisations révolutionnaires existantes, cela ne changera rien à l'état de choses. Ce sont les circonstances, le mécontentement général du peuple, l'aspiration de la Russie vers une nouvelle forme sociale qui créent les révolutionnaires. On ne peut pas exterminer tout le peuple. On ne peut dissiper son mécontentement par des représailles. Au contraire cela le grandit ; c'est pourquoi, à la place de ceux qui sont exterminés paraissent un plus grand nombre d'autres personnes, plus violentes encore, plus énergiques. Ces personnes, dans l'intérêt de la lutte, s'organiseront sans doute, fortes de l'expérience de leurs prédécesseurs. C'est ainsi que l'organisation révolutionnaire, avec le temps, se fortifie en qualité et en nombre. C'est ce que nous avons vu pendant les dix dernières années. Quelle utilité a apporté la perte des *Dolgouchintzy*, des *Tchaikovtzy* et de tous les acteurs des années 1873 et 1874 ? A leur place sont venus les populistes beaucoup plus résolus. Les terribles représailles gouvernementales des années 1878 et 1879 ont fait surgir les terroristes. En vain le gouvernement exterminait les Kovalsky, les Doubrovine, les Ossinsky, les Lizogoub, en vain il détruisait des dizaines de groupements révolutionnaires. De ces organisations imparfaites, par voie de sélection naturelle, s'élaboraient des formes plus solides. Puis ce fut le Comité exécutif, que le gouvernement, jusqu'ici, n'a pu vaincre.

« En parcourant d'un regard impartial la décade que nous avons vécu, on peut à coup sûr prédire la marche

ultérieure du mouvement, si la politique du gouvernement ne change pas. Le mouvement ne peut que croître. Les exploits terroristes se répèteront de plus en plus fréquemment. L'organisation révolutionnaire remplacera les groupes exterminés par des formes de plus en plus perfectionnées et solides. Pendant ce temps, le nombre des mécontents augmentera dans le pays ; la confiance du peuple dans le gouvernement diminuera, et l'idée se développera de plus en plus. Une explosion terrible, des combats sanglants, une secousse épouvantable qui bouleverseront toute la Russie termineront ce processus de destruction du vieil ordre.

« Par qui est provoquée, conditionnée cette terrible perspective ? Oui, Majesté, terrible, et triste ! Ne prenez pas cela pour une phrase. Nous comprenons mieux que quiconque combien est triste la perte de tant de talents, de tant d'énergies dans l'œuvre de destruction, dans les conflits sanglants, alors que, dans d'autres conditions, ces forces pourraient être dépensées pour un travail créateur, pour le développement spirituel du peuple, pour son bien-être, pour sa vie sociale. D'où provient donc cette triste nécessité de la lutte sanglante ? Elle provient, Majesté, de ce qu'il n'existe pas chez nous de gouvernement au vrai sens de ce mot. Le gouvernement, par son essence même, ne doit exprimer que les aspirations du peuple, ne réaliser que la volonté du peuple, tandis que chez nous, excusez cette expression, le gouvernement est dégénéré en une véritable camarilla qui mérite beaucoup plus que le Comité exécutif le nom de bande d'usurpateurs. Quelles que soient les intentions de l'empereur il y a un fait : que les actes du gouvernement n'ont rien de commun avec l'utilité du peuple et ses aspirations. Le gouvernement impérial a soumis le peuple au servage, a remis les masses au pouvoir de la noblesse. En ce moment il crée ouvertement la classe la plus nuisible des spéculateurs et des usuriers. Toutes ces mesures aboutissent

à cela que le peuple tombe dans un esclavage de plus en plus grand, qu'il est exploité de plus en plus. Le gouvernement a mené la Russie à un tel point qu'en ce moment les masses populaires se trouvent dans une complète misère, sont soumises à la surveillance la plus blessante jusque dans leurs foyers, ne sont pas libres même dans leurs affaires publiques locales. Seuls les exploiteurs, les hommes de proie, jouissent de la protection des lois et du gouvernement. Les vols, les pillages les plus révoltants restent impunis. Mais en revanche quel sort terrible attend l'homme qui pense sincèrement au bonheur général.

« Qu'est-ce donc qu'un gouvernement qui garde un « ordre » pareil ? N'est-ce pas une bande d'usurpateurs ? N'est-ce pas la manifestation de la plus grande usurpation ? Voilà pourquoi le gouvernement russe n'a aucune influence morale, aucun appui dans le peuple. Voilà pourquoi la Russie crée tant de révolutionnaires. Voilà pourquoi même le régicide provoque la joie et la sympathie d'une immense partie de la population. Oui, Majesté, ne soyez pas dupe des paroles des flatteurs et des valets : le régicide, en Russie, est très populaire.

« Une pareille situation n'a que deux issues : la révolution, dont aucun supplice ne peut préserver, ou l'appel volontaire du pouvoir suprême au peuple. Dans l'intérêt de notre patrie, pour éviter la perte inutile des forces, pour éviter les terribles conséquences qui accompagnent toute révolution, le Comité exécutif vous invite à choisir la seconde issue. Dès que le pouvoir suprême cessera d'être arbitraire, dès qu'il sera fermement décidé à satisfaire aux exigences de la conscience du peuple, soyez sûr que vous pourrez alors chasser hardiment les espions qui déshonorent le gouvernement, renvoyer les gardes dans leurs casernes et brûler les potences qui dépravent le peuple. Le Comité exécutif cessera de lui-même son activité, les forces organisées autour de lui se disperseront

pour se consacrer au travail civilisateur en vue du bien de notre peuple. La lutte pacifique des idées remplacera la violence qui nous répugne plus qu'à vos serviteurs et que nous ne pratiquons que par triste nécessité. Nous nous adressons à vous, en rejetant toutes les préventions, toute la méfiance qu'a engendrée l'activité séculaire du gouvernement. Nous oublions que vous êtes le représentant du pouvoir qui tant de fois a trompé le peuple et lui a fait tant de mal. Nous nous adressons à vous comme à un citoyen, comme à un honnête homme. Nous espérons que le ressentiment personnel n'étouffera pas en vous la conscience de vos devoirs et le désir de connaître la vérité. Nous aussi pouvons avoir du ressentiment. Vous avez perdu un père ; nous autres nous avons perdu des pères, des frères, des épouses, des enfants, des amis chers. Mais, si le bonheur de la Russie l'exige nous sommes prêts à étouffer nos sentiments personnels. Nous attendons de vous la même chose. Nous ne vous posons pas de conditions. Celles qui sont nécessaires pour que le mouvement révolutionnaire fasse place au travail pacifique sont créées non par nous mais par l'histoire. Nous ne les posons pas ; nous nous permettons seulement de les rappeler.

« Ces conditions sont au nombre de deux. La première : l'amnistie générale pour tous les crimes politiques passés, car ce n'étaient pas des crimes, mais l'accomplissement d'un devoir civique. La deuxième : la convocation des représentants de tout le peuple russe pour réviser les formes existantes de la vie gouvernementale et sociale et les reconstituer conformément au désir du peuple. Nous croyons nécessaire de rappeler que la légitimation du pouvoir suprême par la représentation nationale ne peut être atteinte que si les élections sont faites tout à fait librement. Par conséquent, les élections doivent être faites dans les conditions suivantes : 1° Des députés seront envoyés par toutes les classes indistinctement

et proportionnellement au nombre des habitants ; 2° il ne doit y avoir aucune mesure restrictive tant pour les électeurs que pour les élus ; 3° la campagne électorale et les élections doivent être tout à fait libres, c'est pourquoi, comme mesure provisoire, le gouvernement doit admettre, avant la décision de l'Assemblée nationale, l'entière liberté : (a) de la presse ; (b) de la parole ; (c) de réunion ; (d) de programmes électoraux.

« Tel est l'unique moyen pour ramener la Russie dans la voie du développement régulier et pacifique. Nous déclarons solennellement devant notre pays et devant l'univers que, de son côté, notre parti se soumettra sans réserves à la décision de l'Assemblée nationale, élue suivant les conditions sus-indiquées, et ne se permettra aucune opposition violente envers le gouvernement sanctionné par elle. A vous, Majesté, de décider. Deux voies sont devant vous ; le choix dépend de vous. Nous ne pouvons que prier pour que votre raison et votre conscience vous dictent la seule décision conforme au bien de la Russie, à votre propre dignité et au devoir envers la patrie. Comité exécutif, 10 mars 1881 ».

CHAPITRE XIV

ALEXANDRE III. — LE TRIOMPHE DE LA RÉACTION. — LA TERREUR ROUGE ET LA TERREUR BLANCHE. — L'AFFAIRE DE L'IMPRIMERIE DU « TCHORNY PEREDIEL ». — LES POGROMS.

Alexandre III était, comme homme, tout l'opposé de son père. Alexandre II, viveur et débauché, amoureux du métier militaire, entiché des Allemands, avait une large culture et, bien qu'imbu de la sainteté du régime autocratique, certaines velléités de libéralisme. Son fils, époux fidèle, père de famille modèle, détestait le métier militaire ; très borné, peu instruit, pénétré de l'esprit réactionnaire, le seul point de ressemblance avec son père était sa conviction de la sainteté de l'autocratie. Cependant Alexandre III n'avait guère été préparé au rôle d'autocrate de toutes les Russies. L'héritier du trône devait être le fils aîné d'Alexandre II, Nicolas, homme d'un esprit élevé, d'un caractère doux, qui était fiancé à la princesse Dagmar, fille du roi de Danemark. Quelques jours avant la date fixée pour le mariage, le grand-duc Nicolas était emporté par la tuberculose pulmonaire. Sans demander à Dagmar si le jeune Alexandre, devenu ainsi l'héritier, lui plaisait, il fut décidé qu'elle l'épouserait, et la cérémonie fut célébrée à la date qui avait été fixée pour son mariage avec Nicolas. Le jeune couple s'installa au palais Annitchkov où il vécut à l'écart de la cour, d'autant que Dagmar, devenue Marie Féodorovna, trouvait une véritable marâtre en la princesse Iourievskaia, épouse morganatique d'Alexandre II.

Quand commença la guerre russo-turque (1877), l'héritier du trône, Alexandre, fut nommé commandant d'une armée dont la situation était particulièrement difficile. Avec un seul corps d'armée il était obligé de

surveiller quatre forteresses dont chacune, surtout Roustchouk, pouvait à elle seule l'écraser. Toutes les représentations d'Alexandre au généralissisme, grand duc Nicolas Nicolaievitch, restaient sans effet. En outre, le futur Alexandre III ne savait pas choisir ses collaborateurs. Son état-major, le général Vannovsky en tête, se composait d'hommes honnêtes mais dénués de talent. Tous ses déboires d'alors furent sans doute pour beaucoup dans l'antipathie que montra Alexandre III pour le métier militaire.

La mort d'Alexandre II plaçait inopinément son successeur devant une question qui ne pouvait souffrir de retard : Quelle politique le gouvernement devait-il adopter ? Allait-il suivre ou non l'impulsion libérale, faire des concessions aux revendications sociales, politique inaugurée par Loris-Melikov, et déjà traduite en un acte qui devait être sanctionné par Alexandre II le jour même de sa mort ? Le parti réactionnaire, dirigé par Pobiedonostzev et le Comte D. Tolstoï, l'emporta.

Ce succès de la réaction, dont se réjouit hautement la bureaucratie, accrédita l'opinion, très répandue alors, qu'Alexandre II avait été tué par les *adversaires* de la Constituante et que la terreur n'avait été qu'un instrument entre les mains de la bureaucratie.

A peine une semaine après l'exécution d'Alexandre II, le 8 mars, eut lieu la séance du Conseil d'Empire, en présence d'Alexandre III, pour discuter le projet constitutionnel de Loris-Melikov, approuvé par l'empereur défunt. Malgré la défense chaleureuse du projet, présentée par Loris-Melikov, Milutine et surtout par le grand duc Constantin Nicolaiévitch, l'avis de Pobiedonostzev et du comte Tolstoï prévalut. Les membres libéraux du cabinet : Abaza, Loris-Melikov, Milutine, c'est-à-dire les hommes d'Etat les plus remarquables du règne d'Alexandre II, donnèrent leur démission. Le 13 juin le grand-duc Constantin Nicolaiévitch était lui aussi

forcé de se retirer. La réaction triomphait sur toute la ligne.

Dès le 29 avril paraissait le manifeste qui signifiait nettement à la société russe quelle politique comptait suivre le gouvernement. Il y était dit : « Le meurtre vil et criminel de l'empereur russe parmi son peuple fidèle, prêt à donner sa vie pour lui, par des malfaiteurs indignes, est un acte terrible, honteux, inoui, qui assombrit toute notre terre de douleur et d'horreur. Mais au milieu de notre grande douleur la voix de Dieu nous ordonne de prendre courageusement la direction du gouvernement, confiant dans la Providence divine, avec la foi en la force et la vérité du pouvoir autocratique, que nous sommes appelé à confirmer et à garder dans son intégrité pour le bien du peuple.

« Que les cœurs de nos sujets fidèles, qui aiment toujours la patrie, et, de génération en génération, sont dévoués au pouvoir impérial héréditaire, et qui sont frappés de confusion et d'horreur, prennent courage. Sous son égide, dans une union indissoluble avec lui, notre terre a maintes fois déjà vécu de grands troubles et a recouvré la force et la gloire au milieu des épreuves et des calamités terribles, par la foi en Dieu qui veille sur elle, En nous consacrant à notre grande tâche, nous appelons tous nos fidèles sujets à nous servir, nous et le pays, par la foi et la vérité, pour exterminer les criminels, qui font honte à la terre russe, pour affermir la religion et la morale par la bonne éducation des enfants, pour la disparition de l'iniquité et du pillage, pour le rétablissement de l'ordre et du droit dans le fonctionnement des institutions données à la Russie par son bienfaiteur, notre père bien aimé. Alexandre. »

Pour règner conformément aux principes exposés dans ce manifeste, Alexandre III prit de nouveaux collaborateurs : Vannovsky remplaça Milutine ; le comte Ignatiev, Loris-Melikov. Mais les ministres les plus in-

fluents, qui, en fait, dirigèrent toute la politique russe furent Pobiedonostzev et le comte D. Tolstoï.

Le gouvernement crut possible de s'engager dans la voie réactionnaire, d'abord parce que le meurtre d'Alexandre II avait soulevé d'horreur la haute bourgeoisie, qui suivait Loris-Melikov et croyait à l'esprit de réformes d'Alexandre II ; ensuite parce qu'il jugea que si le parti révolutionnaire n'était pas encore complètement anéanti, il s'en fallait de peu. En effet, les arrestations en masse, auxquelles avait procédé le gouvernement d'Alexandre II, à la fin de son règne, avaient porté un coup terrible à la *Narodnaia Volia*. D'autre part, les révolutionnaires, ayant abattu l'empereur, n'avaient fait aucune tentative pour s'emparer du pouvoir, ce qu'avait craint le gouvernement pendant plusieurs jours.

Dans sa lettre à l'empereur Alexandre III, le Comité exécutif lui avait indiqué les deux voies qu'il pouvait suivre : celle des réformes ou celle de la réaction. Alexandre III, délibérément, choisit cette dernière. Cependant le Comité exécutif répugnait à la politique de la terreur coûte que coûte. A l'occasion du meurtre du Président de la République des Etats-Unis, Garfield, il publiait même la déclaration suivante :

« En exprimant au peuple américain nos condoléances profondes pour la mort du Président James Abraham Garfield, le Comité exécutif croit devoir déclarer, au nom des révolutionnaires russes, qu'il proteste contre des actes semblables à l'attentat de Guitot. Dans les pays où la liberté individuelle donne la possibilité de la lutte loyale des idées, où la libre volonté du peuple définit non seulement la loi, mais désigne les gouvernants, dans de pareils pays le meurtre politique comme moyen de lutte est la manifestation du même esprit despotique que nous nous proposons de détruire en Russie. Le despotisme d'un individu et le despotisme d'un parti sont également révoltants et la violence ne se justifie

que quand elle est dirigée contre la violence. Comité exécutif, 10 septembre 1881. »

Après la réponse faite au manifeste du Comité exécutif la lutte terroriste recommença. La *Narodnaia Volia* continue à publier des journaux, et, par ordre du Comité exécutif, bon nombre de mouchards sont exécutés. A la terreur rouge le gouvernement répond par la terreur blanche.

Le règne d'Alexandre III débute par l'exécution des cinq révolutionnaires, parmi lesquels une femme, accusés dans l'attentat du 1er mars. Dans l'administration, quiconque est soupçonné de libéralisme est écarté sans iitié. Les gouverneurs généraux reçoivent l'ordre d'étouffer la moindre tentative d'organisation sociale, et, pour mieux peser sur les habitants, la moitié de la Russie est déclarée en « état de protection renforcée », qui donne un pouvoir extraordinaire non seulement aux gouverneurs généraux mais aux simples gouverneurs de province. De nombreux procès politiques sont jugés dans le courant de l'année 1881. Parmi ceux-ci il faut mentionner le procès de l'imprimerie clandestine qui publiait le journal *Tchorny Perediel.* Nous avons déjà parlé de la formation du parti de ce nom, issu de la scission du parti *Zemlia i Volià* (Terre et Liberté). Le premier numéro de son journal venait de paraître quand fut découverte l'imprimerie. Ce numéro, outre un article remarquable de Plekhanov, contenait une « Lettre ouverte aux anciens camarades » où l'on trouve toutes les idées qui ont servi ultérieurement de base à la formation du grand parti social-démocrate russe. Nous en citerons quelques passages :

« L'expérience historique nous apprend que la réorganisation de la société sur des bases justes n'est possible qu'avec la révolution économique et sociale, que les coups d'Etat politiques, *jamais et nulle part* n'ont pu garantir au peuple la liberté économique et politique.

Les idéals de la liberté politique — le droit suprême du peuple, le suffrage universel, — au nom desquels, si récemment encore, on faisait des révolutions, maintenant ont perdu toute force et tout charme.

« Les révolutionnaires politiques des temps modernes, à commencer par ceux de 1789 jusqu'à ceux de 1848, non seulement en France mais dans toute l'Europe, croyaient ardemment en la force rénovatrice de leurs idéals politiques et pensaient que le coup d'Etat suffit pour détruire l'ancienne société et, sur ses ruines, en ériger une nouvelle plus équitable et plus conforme aux exigences de leurs idéals... Ayant placé au premier plan les droits de l'homme, le droit suprême du peuple, ces gens ignorent les rapports réels économiques, en dehors desquels toute activité politique devient travail de Sisyphe.

« Après une lutte longue et obstinée, en 1848 les idées constitutionnelles triomphèrent dans toute l'Europe. Leur triomphe fut aussi celui de la bourgeoisie qui, dès lors, se consacre à leur défense. Pour la bourgeoisie ces idées sont nécessaires comme moyen de lutte contre les éléments qui lui sont hostiles : pouvoir royal ou pouvoir ouvrier. Ce que la bourgeoisie est devenue pour le peuple n'est que trop connu.

« Nous ne condamnons pas systématiquement la lutte politique, mais nous la plaçons dans la dépendance du travail préparatoire révolutionnaire dans le peuple. En ce qui concerne la Russie, la nécessité de ce moyen d'action nous paraît prouvée presque mathématiquement. Comment pensez-vous réaliser le coup d'Etat politique en Russie ? Pensez-vous vous appuyer sur certaines classes ou sur vos propres forces, sur les forces du parti ? En dehors de la conjuration de palais ou militaire, nous ne voyons pas d'autre voie pour réaliser chez nous, en ce moment, un coup d'Etat politique ; mais nous sommes convaincus que vous ne souille-

rez pas vos mains dans ce travail de boue qu'est la conjuration de palais. Quant aux révolutions militaires, plusieurs fois nous avons parlé de leur importance, et indiqué à quoi elles peuvent aboutir. La Russie, dans ce cas, ne peut être une exception. Les Romanov ne renonceront pas sans lutte à leurs droits « de par la grâce de Dieu ». Chez nous il y aura assez d'éléments réactionnaires, dans toutes les sphères, pour qu'ils puissent, avec leur aide, organiser une contre-révolution et étouffer une conjuration. On sait ce qu'il en résultera. Quant aux autres classes, vous-mêmes ne comptez pas sur elles, c'est du moins ce qui découle de vos propres paroles dans la caractéristique que vous donnez de notre Etat contemporain. La noblesse, la jeune bourgeoisie, les littérateurs et les savants, etc., n'ont chez vous aucune force indépendante et ne forment qu'une partie inséparable de notre Etat avec lequel ils sont liés, plus ou moins sincèrement, par les intérêts communs. Ils sont trop passifs, trop inexpérimentés dans la lutte, trop âpres au gain, pour risquer leur situation privilégiée et leur argent dans la lutte contre un gouvernement auquel ils obéissent depuis des siècles.

« Restent notre jeunesse intellectuelle et toutes les personnes appartenant aux différentes classes, qui composent le principal contingent du parti révolutionnaire. Que peut faire ce groupe relativement peu nombreux, plein d'énergie et de décision, qui croit en lui-même et en ses principes, pour accaparer le pouvoir par un coup d'Etat politique ? Son unique arme de lutte est la terreur systématique, comme l'a pratiquée si habilement le *Jond* polonais, dans la dernière révolte. Mais cette expérience a prouvé que le poignard des révolutionnaires n'est pas un point d'appui assez stable pour la liberté ni même pour l'indépendance nationale. Tout le système terroriste n'est basé que sur le hasard. Admettons que la chance vous favorise : le gouvernement effrayé

et troublé sera forcé de vous faire des concessions ; il consentira à convoquer des députés, il admettra le *Zemski Sobor*, en un mot donnera une Constitution. Et quelles seront les conséquences de tout cela pour le peuple (car il est entendu que vous travaillez pour le peuple) ? A *l'heure actuelle* vous insistez si fortement sur la nécessité de la lutte directe contre le gouvernement et sur la nécessité du régime constitutionnel parce que vous désirez : 1° empêcher chez nous la formation de la bourgeoisie comme classe économique et politique ; 2° préparer la voie pour l'activité plus féconde dans le peuple. Mais comprenez qu'en agissant ainsi, *maintenant*, malgré vous, fatalement, vous obtenez le contraire. Il est vrai que notre bourgeoisie, comme force politique, est encore à l'état potentiel ; mais, faible politiquement, elle est à présent, — à cause de notre misère économique générale — la seule force solide... Toujours prudente et timorée, notre bourgeoisie saura cependant profiter des troubles que vous avez l'intention de susciter. Quand il le faudra elle montrera assez d'énergie, de ruse et d'esprit et trouvera pour la défendre des écrivains, des savants, des orateurs, qui revêtiront ses exigences d'une forme légale. Déjà la plupart de nos savants et de nos publicistes travaillent au profit de la bourgeoisie. Avec eux les avocats, les littérateurs et principalement les capitalistes — les rapaces grands et petits — se précipiteront avidement sur le « gâteau » que leur jettera un Alexandre II ou un Alexandre III ou n'importe quel gouvernement provisoire révolutionnaire, sous l'aspect de la Constitution. Pendant que ces requins avides se régaleront de ce gâteau, vous vous trouverez à l'écart, impuissants dans votre colère. Quant au peuple, comme cela fut partout et toujours, il ne se mettra pas à défendre la Constitution. Vous comptez sur les campagnes électorales, sur les députés qui représenteront les paysans ? C'est en vain, et voici pourquoi : quand le

coup d'Etat se fera d'en haut le peuple sera pris à l'improviste.

« Mais nous respectons trop la personnalité humaine pour être adversaires de la liberté politique. De même qu'en Occident, chez nous aussi l'aspiration à la liberté politique est le résultat de notre développement, le produit de notre conscience sociale, une conception bien définie, formulée et reconnue clairement. Pour le peuple, la liberté politique est l'aspiration instinctive vers la liberté, en général, *toujours* associée à un fait concret, tangible (droit de jouissance égale de la terre ; droit de chaque travailleur de participer dans la discussion des affaires publiques, etc). Il est donc absurde de dire que l'idée de la liberté politique est quelque chose d'incompréhensible pour le peuple. Elle lui est aussi nécessaire qu'à l'intellectuel ; la différence c'est que, pour le peuple, ce besoin s'associe à d'autres, plus urgents, plus importants, de caractère économique. Chaque parti socialiste révolutionnaire qui désire que la liberté politique soit tout à fait établie et protégée contre les usurpations et les déformations des éléments hostiles doit donc tenir compte de ces besoins, ce qui ne peut être atteint qu'en organisant dans le peuple le parti de combat sur le terrain des rapports économiques tels que le peuple les comprend...

« Notre rôle dans le peuple est principalement initiateur. Tout le reste doit se faire par le peuple lui-même, par ses meilleurs représentants. Le peuple a déjà élaboré depuis longtemps ce type : je parle de ces éléments protestataires qu'à chaque moment on peut trouver dans le peuple, que ce soit un schismatique comme Nikita Séménkoff ou un agitateur habile et rusé comme Priadko (1). On pense ordinairement que la masse populaire est tout à fait uniforme, monotone, et d'après deux ou trois faits

(1) Paysan qui prit une grande part dans l'affaire de Tchiguirine et fut déporté en Sibérie.

on se permet de généraliser. Ceux qui ont vécu dans le peuple savent quelle variété dans les habitudes, les opinions, le degré de développement intellectuel, la capacité de protestation active il présente, rien que dans les limites d'une seule commune. Cette diversité de la masse est, selon nous, la condition la plus favorable pour l'activité révolutionnaire.... »

L'imprimerie du *Tchorny Perediel* ayant été découverte, fut saisie par la police ; les principaux collaborateurs du journal furent arrêtés et jugés, le 28 septembre 1881, par la Cour d'appel de St Pétersbourg. Le verdict était relativement peu sévère. La propriétaire de l'imprimerie, Mlle Krylov, et les autres inculpés étaient condamnés à la déportation en Sibérie, tandis qu'à Kiev, un jeune garçon de dix-huit ans était pendu parce qu'on avait trouvé chez lui une proclamation de la *Narodnaia Volia*.

C'est un type très curieux de la révolution russe que cette Marie Krylov, maitresse du logis où était l'imprimerie. A l'époque de son arrestation, elle avait quarante-cinq ans. Elle était parmi les membres les plus anciens et les plus militants du parti. Impliquée dans l'affaire Karakosov, elle avait été déportée dans une province du Nord, d'où, en 1874, elle avait réussi à s'enfuir. Depuis elle était ce que les révolutionnaires appelaient une « illégale », et, pendant seize années, elle ne cessa de travailler pour la cause, assumant toujours le rôle le plus dangereux. Sa spécialité était surtout les imprimeries clandestines, où elle travaillait comme compositrice.

Nous trouvons dans le livre de Stepniak, *La Russie souterraine*, la description de cette imprimerie du *Tchorny Peredieł*, et des renseignements intéressants sur les révolutionnaires qui travaillaient là. Vassili Bontch était le fils d'un général et le neveu du sénateur. Il était le locataire de Mlle Krylov, et chaque jour, à la même heure,

il sortait de la maison portant sous son bras une serviette renfermant les numéros du journal, dans laquelle il rapportait le soir le papier pour l'imprimerie. Un passe-port, le désignant comme employé dans un Ministère, lui permettait ces sorties régulières. C'était un jeune homme de vingt-six ans, pâle, élégant, distingué, mais taciturne au point qu'il se passait des journées entières sans qu'il ouvrît la bouche. Outre Marie Krylov et Lontch, le logis abritait un troisième locataire dont le nom est resté un mystère. Depuis plus de trois ans il appartenait au parti, jouissait de l'affection et de l'estime de tous, mais personne ne savait son nom ; le révolutionnaire qui l'avait introduit dans le parti était mort peu après. On ne le connaissait que sous le sobriquet de « L'Oiseau », qui lui avait été donné à cause de sa voix. Quand les gendarmes et la police firent irruption dans l'imprimerie du *Tchorny Peredjel*, il se logea une balle dans la tête, emportant avec lui le secret de son état civil.

Peu après l'affaire du 1er mars, un autre grand procès politique avait été jugé à Varsovie, où le mouvement révolutionnaire avait pris une grande extension. Il s'agissait d'imprimeries clandestines, de propagande parmi les ouvriers, de l'organisation d'un mouvement insurrectionnel polonais. Vingt-cinq personnes étaient inculpées. Déjà, en 1870, 1879 et 1880, trois autres procès basés sur les mêmes accusations avaient été jugés à Varsovie. Dans le premier 70 personnes, 40 dans le second et 20 dans le troisième étaient inculpées. La plupart des accusés de ces quatre procès avaient été condamnés aux travaux forcés et à la relégation dans la Sibérie orientale.

Pour enrayer le mouvement révolutionnaire qui grandissait de plus en plus et gagnait toutes les classes de la société, le gouvernement chercha des dérivatifs. Dans les années 70, ses agents excitèrent la population contre les étudiants, dont à Moscou, en 1878, il réussit à provoquer un véritable massacre. Les boutiquiers du

marché Okhotny Riad et leurs employés en furent les instruments, avec la populace qui s'était jointe à eux.

Mais l'indignation du public fut si forte que le gouvernement ne renouvela pas cette expérience. En 1881, le dérivatif choisi fut la population juive. Toute l'année 1881, du 5 avril jusqu'au 25 décembre, fut marquée par une série de pogroms, à Elisabethgrad, Kiev, Bielaia-Tzerkov, Konotop, Odessa, Romny, Volotchisk, Alexandrovsk, Borispol, Niejine, Lubory, Borsnia et Varsovie. Dans toutes ces villes des Juifs furent massacrés, leurs boutiques saccagées.

Le pogrom d'Elisabethgrad, le premier en date, dura trois jours, et ceux qui suivirent se déroulèrent de la même façon. Quelque temps avant que n'éclatassent les pogroms, le bruit courait que les Juifs veulent se livrer à des attentats contre les églises chrétiennes, ou qu'ils ont tué un enfant chrétien, et qu'à cause de cela il faut massacrer les Juifs. Les autorités locales ne prenaient aucune mesure pour empêcher les événements annoncés, ce qui confirmait l'opinion répandue partout que le gouvernement poussait les masses populaires au massacre des Juifs et leur assurait l'impunité.

Pendant huit mois tout le sud-ouest de la Russie, qui comprenait la fameuse zone de résidence des Juifs, fut livré au carnage. Des synagogues étaient abattues, des maisons incendiées, des magasins pillés, des banques dévalisées, des hommes assassinés, et partout la police laissait faire. Les gouverneurs des provinces où sévissaient les pogroms écrivaient même, dans leurs rapports à l'empereur, qu'il était très pénible aux autorités « d'être obligées de prendre la défense des Juifs contre la population russe », et sur le rapport du gouverneur général de Varsovie contenant ces paroles, Alexandre III écrivait : « C'est précisément ce qu'il y a de triste dans tous ces désordres antijuifs. »

Cette politique des pogroms comme dérivatifs du

mouvement révolutionnaire devait être fréquemment employée dans la suite, en particulier en 1903, date des terribles massacres de Kichinev.

Dans plusieurs villes, théâtres des pogroms, il arriva que le mouvement contre les Juifs se transforma en mouvement contre le gouvernement. Ce fut le cas à Borispol et à Niejine. Alors le gouvernement prit peur et, au lieu d'encourager les pogroms comme il l'avait fait précédemment, il commença à les réprimer d'une façon impitoyable. A Odessa, par exemple, on arrêta près de 800 personnes, dont 150 Juifs, qui avaient résisté aux massacreurs, on les plaça sur des radeaux, qu'on mit à la mer, et là ils furent molestés de telle manière que beaucoup moururent

Par ces massacres se terminait la première année du règne de l'empereur Alexandre III.

CHAPITRE XV

LE RÈGNE D'ALEXANDRE III. — LES GRÈVES OUVRIÈRES. — LA FORMATION DES PARTIS POLITIQUES. — LES LOIS OUVRIÈRES. — LES TROUBLES UNIVERSITAIRES. — QUELQUES ATTENTATS CONTRE ALEXANDRE III. — LE RÉGIME DES CRIMINELS POLITIQUES.

Les treize années du règne d'Alexandre III resteront dans l'histoire de la Russie l'une des périodes de la plus sombre réaction. A certains moments, on se croirait revenu au temps de Nicolas 1er. « Toutes les mesures gouvernementales prises au cours de ces treize années, écrivait Tchaïkovsky en 1895, ne tendent à rien d'autre qu'à la persécution ininterrompue de la conscience du peuple, de la pensée, de la littérature, de l'instruction, des institutions électives, des tribunaux. » En tête du gouvernement étaient des réactionnaires farouches comme le comte D. A. Tolstoï, qui avait la direction des trois administrations importantes : des Cultes, de l'Instruction publique et de l'Intérieur, Vannovski et Dournovo, qui dota la Russie des *Zemski natchalnik*, dont nous parlerons plus loin, et qui, en 1890, fit promulguer la nouvelle loi sur les zemstvos qui transformait ces assemblées libérales en assemblées d'agrariens.

Toute l'activité du règne d'Alexandre III eut un caractère destructif. On n'allait pas jusqu'à interdire à la presse de vanter les quelques institutions libérales d'Alexandre II, mais on était très mal vu quand on le faisait. Sous Alexandre III, toutes les institutions : école, presse, armée, bureaucratie, subirent un changement dans le sens de la réaction. On ne réfléchissait pas que la réaction introduite ainsi partout devait nécessairement raviver l'esprit révolutionnaire. Le comte D. Tolstoï, à qui l'on faisait une fois cette remarque, répondit avec cynisme, répétant

presque un mot historique : « Je sais, mais pour ceux qui viendront après nous. »

Mais tandis que toutes les manifestations révolutionnaires paraissent étouffées, ou vouées à la stérilité, deux phénomènes se produisent dans la vie russe, qui sont d'une importance historique considérable : d'une part, l'éclosion d'une série de grèves dans les usines et les fabriques ; d'autre part, un besoin impérieux de lecture, d'instruction, dans les masses populaires citadines et même rurales.

Sur l'arène de l'histoire russe paraît une nouvelle classe, qui réclame ses droits et sa place au soleil : le prolétariat. Si l'on ajoute à cela la multiplication extraordinaire des sectes rationalistes dans le peuple, malgré les répressions épouvantables que déploie contre elles le gouvernement, on voit que, pendant ce règne, la conscience populaire s'éveille dans toutes les manifestations de la vie.

Le mouvement populiste, l' « aller au peuple », s'était proposé d'éduquer le peuple pour en faire la force principale sur laquelle pourrait s'appuyer un parti politique national ; pendant le règne d'Alexandre III, nous assistons à la création de cette nouvelle force sociale. Toutes les représailles des treize années du terrible règne d'Alexandre III n'ont pu empêcher la création d'une nouvelle couche dans les masses populaires, et le gouvernement lui-même, sans le vouloir, aida au développement de la conscience de la classe ouvrière. Il transforma chaque grève en crime montrant à l'ouvrier qu'il ne peut compter sur le gouvernement pour faire droit à ses justes revendications qui, de purement professionnelles, se transforment alors en revendications politiques.

Parlant de cette politique ouvrière du gouvernement d'Alexandre III, Tchaïkovsky a dit avec juste raison, que « le mouvement des ouvriers qui exigent du pain, d'une façon fatale se transforme en mouvement de citoyens exigeant la liberté », et si, d'une part, les grèves furent réprimées d'une façon impitoyable, d'autre part

le gouvernement dut céder en partie aux exigences des ouvriers et créer des lois nouvelles réglant les rapports entre le capital et le travail.

L'une des premières grèves sérieuses fut celle de la fabrique de tissus, Girardov, près de Varsovie. Elle éclata à la suite d'une diminution de salaires, contre laquelle, les femmes, les premières, protestèrent. Huit mille ouvriers se mirent en grève. Les cosaques parurent. Leur tentative de disperser les grévistes à coups des nogaika n'ayant pas réussi, on tira. Il y eut des morts et des blessés. Mais les ouvriers tinrent bon, et, le sixième jour, les patrons cédèrent.

Le mouvement gréviste se répandit bientôt dans toute la Pologne, mais la grève dont les conséquences furent le plus considérables dans le développement de la question ouvrière fut celle des fabriques Morosov, en janvier 1885.

Les émeutes qui marquèrent cette grève se terminèrent par le grand procès des tisserands, à la suite duquel fut élaborée la législation industrielle de 1886.

L'exploitation des ouvriers, qui régnait dans les fabriques russes, avait pris, depuis 1880, des proportions fantastiques. Ainsi, dans les fabriques de Sava Morosov, les salaires, pendant les années 1882-1883, avaient été diminués à cinq reprises, et, à Pâques 1884, ils étaient encore abaissés de 25 0/0, sans parler qu'un système d'amendes, applicables à propos de tout, réduisait à presque rien le salaire des travailleurs. Les ouvriers étaient amenés au désespoir. La colère grondait et grandissait de jour en jour.

Le tisserand Pierre Moïsséienko (1) ayant été embauché dans la fabrique commença aussitôt l'agitation en vue d'une grève générale. Le terrain était favorable. La grève fut décidée pour le 7 janvier. Les grévistes, hommes et femmes, en tout environ cinq mille personnes, armées de bâtons, de briques, de fourches, se présentèrent

(1) Déporté dans les provinces du Nord, en 1878, pour l'organisation de la grève dans des fabriques de Saint-Pétersbourg.

devant la demeure du directeur et, malgré les exhortations des meneurs de ne commettre aucune violence, l'appartement du directeur fut saccagé, ainsi que ceux de plusieurs employés haïs des ouvriers. Le soir, le gouverneur de la province de Vladimir arrivait sur les lieux avec deux bataillons, renforcés le lendemain par un régiment. Les ouvriers ne cédèrent pas. Quelques-uns d'entre eux ayant été arrêtés, les autres se jetèrent sur les soldats pour les arracher de leurs mains. Alors les cosaques reçurent l'ordre de charger la foule. Le massacre fut épouvantable. Cependant les émeutes durèrent encore une semaine. Le travail ne reprit que le 14, et encore d'une façon incomplète : 800 ouvriers seulement, sur 8.000, étaient présents.

Le 23 janvier 1886, les principaux meneurs de cette grève, au nombre de trente-trois, étaient jugés à Moscou. Tous furent acquittés, mais cinq d'entre eux, Moisséienko, entre autres, étaient déportés administrativement dans différentes provinces du Nord. Les ouvriers de Morosov ne recueillaient directement aucun fruit de cette grève, mais leurs revendications principales étaient prises en considération dans les lois ouvrières de 1886.

Nous passerons sur les nombreuses grèves qui ont jalonné tout le règne d'Alexandre III, et se produisirent un peu partout en Russie. Ces grèves eurent pour conséquence l'union des ouvriers, la formation de syndicats et de différents groupements coopératifs, que les partis politiques tâchèrent aussitôt d'utiliser.

Parmi les premières sociétés politiques secrètes nées du mouvement ouvrier, l'une des plus importantes fut « Le Prolétariat », société formée en Pologne, en 1882, dont le but principal était la propagande révolutionnaire et l'organisation du mouvement socialiste parmi les ouvriers polonais.

Son programme, publié en 1882, mettait en première place : « la délivrance économique et politique des classes

ouvrières du joug qui les oppresse et la lutte organisée contre le gouvernement et les classes privilégiées ». En même temps, ce programme admettait la terreur économique et politique sous ses différentes formes.

Le fondateur de cette société était Louis Varinsky. Les premiers temps de son existence, « Le Prolétariat » consacra une grande partie de ses forces à la terreur politique, et fit procéder à l'exécution de plusieurs mouchards et de hauts fonctionnaires russes. En 1885, quelques-uns des principaux membres de la société furent jugés à Varsovie. Quatre d'entre eux : Roudnitzky, Bardovsky, Ossovsky et Petroussinsky furent pendus ; les autres étaient condamnés aux travaux forcés. Au cours des années 1883 et 1884 « Le Prolétariat » avait publié dans son imprimerie clandestine six numéros du journal *Le Prolétariat*, un grand nombre de brochures socialistes et de proclamations. Il avait également des organes à l'étranger.

La terreur politique, comme l'un des points principaux de son programme, devait forcément rapprocher « Le Prolétariat » de la *Narodnaia Volia*, et, au commencement de 1884, le Comité central de la première société adressa au Comité exécutif de la seconde une proposition de fédération, pour établir entre les deux groupes des rapports sous forme d'un traité formel. A cette époque la *Narodnaia Volia* était à son déclin, toutefois elle existait encore comme parti politique et le Comité exécutif était toujours en fonctions. Après de longues discussions le projet de fédération fut accepté, et l'esprit du traité, conclu définitivement le 1er mars 1884, est résumé dans le passage ci-dessous de la réponse du Comité exécutif :

« La lutte des sociétés russes et polonaises ne peut présenter aucune différence en ce qui concerne le renversement de l'ennemi commun : l'autocratie russe. Dans ce cas, l'unité morale des socialistes russes et polonais peut et doit se transformer en une véritable alliance. A l'ennemi commun nous devons opposer nos

forces unies. Sur ce point les idées du Comité exécutif concordent entièrement avec celles du Comité central. Le renversement du gouvernement russe, naturellement, incombe avant tout aux révolutionnaires russes auxquels, pour ce but particulier, se joignent les forces révolutionnaires polonaises comme un corps allié auxiliaire. »

« Le Prolétariat », son union avec la *Narodnaia Volia*, la formation d'autres groupes similaires en Russie, ayant surtout en vue l'organisation de la classe ouvrière et le transfert de la lutte politique sur le terrain économique, tout cela poussa le gouvernement d'Alexandre III, quelque réactionnaire qu'il fût, à améliorer le sort des ouvriers et à inaugurer une politique ouvrière pouvant être opposée à la propagande des révolutionnaires. Cette politique, comme nous le verrons plus loin, atteignit son apogée au temps du fameux Zoubatov.

Une des premières lois ouvrières, promulguée le 1er juin 1882, était la loi limitant le travail des enfants dans les fabriques et les usines. D'après cette loi, les enfants au-dessous de douze ans ne pouvaient être admis à travailler dans les usines et les fabriques ; de douze à quinze ans, ils ne devaient pas travailler plus de huit heures par jour, et enfin, il était interdit de faire travailler les enfants la nuit et les jours fériés. En même temps un corps d'inspecteurs de fabriques était créé, mais d'une façon si défectueuse, que la tâche des inspecteurs, bientôt se réduisit à des fonctions policières. Les industriels, de leur côté, faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher l'application de cette loi et le gouvernement, pour complaire aux capitalistes, modifia la loi, abaissant à dix ans l'âge limite d'admission des enfants à l'usine.

Les grandes grèves, entre autres celle des fabriques Morosov, de janvier 1885, amenèrent la promulgation de la loi du 3 juin 1885 sur le travail des femmes et des enfants, et celle du 3 juin 1886, sur les contrats ouvriers et les rapports entre patrons et ouvriers.

Il est intéressant de lire dans les « Considérations » qui accompagnent le rapport au Conseil d'Empire sur ces projets de lois les motifs qui ont amené le gouvernement à les promulguer : « Le gouvernement a craint que les enfants, brisés physiquement et moralement, ne soient une proie facile pour la propagande révolutionnaire. » « Le gouvernement est soucieux de rechercher les moyens d'écarter autant que possible, dans l'avenir, les grèves et les désordres. »

Mais après la débâcle de la *Narodnaia Volia*, dès l'accalmie dans les mouvements grévistes et révolutionnaires, du milieu de la décade des années 80, le gouvernement s'empressa de profiter de cette circonstance pour affaiblir et altérer la portée des lois ouvrières. Déjà la loi de 1886 si elle favorisait sur certains points les ouvriers, d'un autre côté les soumettait au pouvoir des industriels qui recevaient le droit de congédier les ouvriers selon leur bon plaisir et de détenir leurs passeports et leurs livrets de comptes.

La loi de 1890 marquait encore un pas en arrière : elle autorisait le travail de nuit, pendant six heures, pour les enfants de douze à quinze ans, dans les fabriques de verre. En outre, « dans certains cas » les femmes et les enfants pouvaient être astreints au travail de nuit. Cette violation flagrante de la loi de 1885 était motivée par des considérations d'ordre moral.

On ne sait jusqu'où le gouvernement serait allé dans cette voie régressive, si au commencement des années 90 le mouvement gréviste n'avait repris avec une force particulière, en même temps que la vague révolutionnaire s'enflait de nouveau et que paraissait sur l'arène le parti social démocrate.

Les grèves de 1894, 1895 et 1896, surtout celle de mai 1896, amenèrent le gouvernement à promulguer la loi du 2 juin 1897 sur la journée de 11 heures de travail.

Ainsi, tout le règne d'Alexandre III a été marqué par

le développement considérable du mouvement ouvrier qui s'associe au mouvement révolutionnaire et, bientôt, se confondant avec lui, engendre un parti politique.

Dès 1885 paraissait à Saint-Pétersbourg le premier groupement social démocrate *Rabotchi* (L'Ouvrier). Il avait son journal, dont le premier numéro, paru en janvier 1885, publiait des articles d'Axelrod et de Plekhanov.

La formation d'un groupe social démocrate en Russie avait été préparée à l'étranger, depuis 1883, où quelques-uns des anciens membres du *Tchorny Perediel* : Vera Zassoulitch, Plekhanov et Axelrod avaient fondé le groupe de « L'émancipation du travail », qui propageait les idées socialistes dans une série de brochures dont les plus connues sont celles de Plekhanov intitulées : *Le socialisme et la lutte politique* et *Nos discordes*.

Le mouvement social démocrate s'étendit rapidement en Russie. Un peu partout se formèrent des groupes qui se livraient à la propagande parmi les ouvriers et à leur organisation. Ils disposaient d'une masse d'imprimeries clandestines où se publiaient en plusieurs milliers d'exemplaires les brochures et les proclamations. Une des premières grandes manifestations de ces groupes social démocrates fut la grève grandiose, organisée en 1896, par les ouvriers de Saint-Pétersbourg.

« L'émancipation du travail » publia le programme social démocrate, qui resta le programme officiel du parti jusqu'au moment de sa scission en deux groupes adversaires : les *bolcheviki* et les *mencheviki*. Ce programme posait comme but immédiat « la création d'institutions politiques libres » et les socialistes devaient fournir à la classe ouvrière la possibilité de participer d'une façon active et féconde à la vie politique future de la Russie.

Le premier moyen pour atteindre ce but devait être l'agitation en faveur d'une constitution démocratique qui garantirait : 1° à chaque citoyen, n'ayant pas perdu par une condamnation infamante la capacité civique,

le droit d'être électeur et éligible à l'Assemblée législative et dans les organes de self-gouvernement communaux et provinciaux ; 2° un certain salaire, défini par la loi, aux représentants du peuple, permettant aux citoyens de la classe pauvre de pouvoir être élus ; 3° l'inviolabilité de la personne et de la demeure des citoyens ; 4° la liberté absolue de conscience, de parole, de presse, de réunion, d'association ; 5° la liberté de déplacement et de profession ; 6° l'égalité complète de tous les citoyens indépendamment des questions de race et de religion ; 7° le remplacement de l'armée permanente par une milice ; 8° la revision des codes civil et criminel, l'abolition des classes ainsi que des punitions incompatibles avec la dignité humaine.

Mais la réalisation de ce programme n'étant possible qu'avec la chute de l'absolutisme, la classe intellectuelle socialiste devait organiser les ouvriers et les préparer à lutter contre le système gouvernemental existant et contre les futurs partis bourgeois. C'est pourquoi le groupe de « L'émancipation du travail » reconnaissait la nécessité de la lutte terroriste contre l'autocratie, comme la *Narodnaia Volia* dont il se séparait sur ce qu'on appelait l'accaparement du pouvoir par le parti révolutionnaire et sur les buts de l'activité internationale des socialistes dans la classe ouvrière.

Commentant ce programme, Plekhanov, dans un article publié en 1892, dans la brochure : *Sur les buts des socialistes dans la lutte contre la famine en Russie*, écrivait :

« Le rôle historique du prolétariat est autant révolutionnaire que celui du moujik est conservateur. Le despotisme oriental appuyé sur le moujik est resté inébranlable des milliers d'années ; le prolétariat, en un temps relativement court, a ébranlé toutes les bases de la société occidentale européenne, et, en Russie, son développement et son éducation politique marchent beaucoup plus rapidement que cela n'a eu lieu à l'Occident. En Russie, le

prolétariat, tel le géant des contes de fées, grandit et se fortifie littéralement d'heure en heure. En une dizaine d'années il s'est transformé jusqu'à devenir méconnaissable.

« Le prolétariat russe est devenu particulièrement fort pendant le règne d'Alexandre III, c'est-à-dire à l'époque de la réaction la plus brutale et quand *l'intelligenzia* désenchantée perdait la foi en elle-même et en ses idéals. Dans ce pays où l'on avait prononcé l'arrêt de mort contre l'instruction et contre toutes les idées libérales, où les partisans même de ces idées commençaient à penser que rien ne pouvait arrêter ce mouvement rétrograde, dans ce pays appauvri, opprimé, imperceptiblement et sans bruit s'accomplissait le travail persévérant de la rénovation intérieure : la classe ouvrière lit, apprend, s'intéresse au mouvement du prolétariat occidental, se pénètre d'une haine irréductible pour le despotisme, de la conscience de sa force, de ses intérêts et de sa dignité et, par cela, réduit à néant les efforts de dix années de réaction. La Russie des années 90 est de beaucoup plus mûre pour la révolution que celle des années 70, alors au plus fort du mouvement révolutionnaire. »

Outre le mouvement ouvrier, qui se développe pendant le règne d'Alexandre III, plusieurs facteurs contribuent encore à mûrir le peuple pour la révolution.

C'est d'abord la terrible famine de 1891-1892, qui s'étendit sur une superficie de 475.000 kilomètres carrés, atteignant une population de près de trente millions d'âmes. Pareille famine n'avait pas sévi en Russie depuis Boris Godounov. Dans ce malheur, l'administration montra toute son incurie et son insuffisance. Elle interdit bien aux journaux de parler de la famine après avoir même essayé de la nier, mais les révoltes qui éclataient un peu partout dans les campagnes, ne permirent pas au gouvernement de se boucher plus longtemps les oreilles. Un crédit de deux cents millions de roubles fut ouvert pour combattre

le fléau. C'était un peu tard; cent mille victimes avaient déjà succombé. Léon Tolstoï, après avoir lancé au public un appel vibrant, organisa, avec l'aide de nombreux étudiants, professeurs, avocats et autres représentants des classes intellectuelles, des équipes de secours pour venir en aide aux populations rurales. Ainsi se renouvelait le généreux mouvement des années 70 ; de nouveau on « allait au peuple ».

Après la famine, un autre fléau s'abattit sur la Russie. Venu de la Perse, le choléra, ayant atteint Astrakhan, menaçait de s'étendre aux provinces baignées par le Volga. Les gouverneurs des provinces frontières de la Perse, au lieu de prendre des mesures énergiques pour combattre l'épidémie, ne songèrent qu'à fuir ; le gouverneur de Bakou s'était réfugié dans le Caucase ; le gouverneur de Saratov se cacha sur un vapeur. Quant à celui d'Astrakhan, il envoya dans la Caspienne des patrouilleurs avec l'ordre de retenir au large tous les bateaux venant de la côte persane. Quatre cents bateaux furent ainsi retenus, mais aux malheureux passagers on n'envoya ni eau potable, ni approvisionnements, et l'épidémie fit, parmi eux, les plus grands ravages. Il faut dire, qu'à défaut de vivres et de remèdes, on leur envoya un bateau chargé de cercueils. Enfin les bateaux reçurent l'autorisation de remonter le Volga, et lorsque les survivants racontèrent le traitement qu'ils avaient subi, les souffrances qu'ils avaient endurées, ce fut partout une explosion de révolte. En même temps, lancé d'ailleurs par l'administration elle-même, le bruit se répandait que les médecins, sur l'ordre des autorités, tuaient les gens. La foule, crédule, incendia les hôpitaux, massacra des infirmiers et des médecins. Alors des cours martiales furent établies, dans plus de vingt villes, pour juger les coupables. A Saratov, quarante personnes étaient condamnées à mort. Ces procès dévoilaient un tableau si terrifiant de l'incurie administrative et des abus du pouvoir, que même,

en condamnant à mort, les juges signalaient cette incurie et ces abus. Cependant les gouverneurs des provinces atteintes par le fléau, loin d'être traduits devant les tribunaux, comme on le pensait, reçurent différentes récompenses. Le peuple était indigné.

Il y avait juste dix ans qu'Alexandre III était monté sur le trône. L'empereur se rendit à Moscou pour recevoir les félicitations de la Ville sainte. Dans le palais du gouverneur général étaient réunis les représentants de la noblesse et de toutes les classes de la société de Moscou. L'empereur parut et ses premières paroles furent celles-ci : « Grâce à Dieu, les dix premières années de mon règne ont été heureuses. »

Un des traits caractéristiques du règne d'Alexandre III fut l'acharnement à détruire tout ce qui restait encore des réformes libérales d'Alexandre II. Enfermé dans le palais de Gatchina, se montrant rarement à Pétersbourg, l'empereur remettait à ses ministres réactionnaires l'œuvre de destruction.

Ce fut d'abord la réduction au minimum du nombre des paysans à admettre dans les Zemstvos, la création des *Zemski natchalnik* (1), la déclaration d'incompétence des jurys pour plusieurs catégories de crimes, la création d'une banque de la noblesse où l'on distribuait aux gentilshommes l'argent du peuple, la réintroduction des châtiments corporels pour les paysans.

Mais la haine d'Alexandre III visait surtout l'instruction. Sur un rapport du Ministre de l'Instruction publique il écrit de sa propre main : « Le malheur c'est que les paysans envoient leurs enfants à l'école. » Déjà sur le rapport du procès du 1er mars, que lui avait présenté le tout-puissant comte D. Tolstoï, il avait écrit ces mots : « Il faut supprimer l'instruction. »

(1) Fonction à la fois judiciaire et administrative, confiée pour la plupart à des gentilshommes propriétaires, à des officiers en retraite, desquels on n'exigeait aucune connaissance juridique ni administrative.

Le résultat de ces notes fut que le Ministre de l'Instruction publique, Délianov, envoya aux proviseurs des lycées une circulaire leur enjoignant de faire des enquêtes pour connaître la situation de famille des élèves, et cela afin d'écarter des lycées les enfants pauvres. Le 18 juin 1887, le même Délianov interdisait l'accès des lycées aux enfants « des blanchisseuses, des cuisinières, des domestiques, et en général, à toutes personnes des classes inférieures. » Les Zemstvos et les municipalités protestèrent violemment contre ce décret.

Les tracasseries ne se bornaient pas aux écoles secondaires et atteignaient également l'enseignement primaire et l'enseignement supérieur. Le 13 juin 1884 avait été promulguée la loi ordonnant l'ouverture d'écoles primaires ecclésiastiques pour lutter contre l'école laïque. Quant aux universités et aux écoles supérieures, une série de décrets les avait privées de leur autonomie. Les universités étaient placées sous le contrôle d'un Recteur d'Académie ; des inspecteurs étaient chargés d'une surveillance quasi policière. A la suite de ces mesures éclatèrent une série de troubles qui gagnèrent toutes les universités. Les plus graves se produisirent à Kiev, en septembre 1884, après que les autorités eurent interdit les fêtes du cinquantenaire de l'Université. Craignant des manifestations, il avait été décidé en haut lieu que la cérémonie serait célébrée en présence des personnages officiels seuls. Les étudiants, auxquels s'étaient jointes nombre de personnes sympathiques à leur cause, organisèrent une grandiose manifestation. La voiture de Pobiedonostzev fut criblée de pierres ainsi que celle du recteur Golonbtzov, et de plusieurs autres. Le lendemain, l'université était fermée ; près de trois cents étudiants étaient exclus, sans pouvoir être admis dans d'autres universités.

Le 4 décembre 1887, Signavsky, étudiant de l'Université de Moscou, souffletait, à un concert, l'inspecteur Brysgalov. Les troubles universitaires qui se produisirent

à cette occasion gagnèrent bientôt la rue, où une foule immense conspuait le gouvernement et la police. Les cosaques chargèrent la foule. Il y eut des tués et des blessés. Plus de huit cents étudiants furent arrêtés, beaucoup déportés administrativement dans les régions du nord de la Russie. Signavsky était envoyé pour trois ans dans un bataillon disciplinaire.

Ces troubles de l'Université de Moscou eurent leur répercussion dans toutes les autres universités et dans toutes les Ecoles supérieures. Partout les étudiants demandaient la démission de D. Tolstoï et, en attendant, beaucoup venaient grossir les rangs de l'armée révolutionnaire. L'effervescence qui ne cessait de régner dans les milieux scolaires se traduisit de nouveau, en 1890, par des désordres sérieux qui éclatèrent dans les universités de Kiev, Kharkov, Odessa, Varsovie, Derpt et dans l'Ecole d'Agriculture de Moscou.

Un autre fait très important marque le règne d'Alexandre III. C'est le développement considérable des différentes sectes religieuses et rationalistes. Les persécutions religieuses ont été poussées, pendant le règne d'Alexandre III, à un degré qui n'avait été atteint que sous Nicolas Ier. Les sectes les plus inoffensives : les molokans, les stundistes, dont la doctrine se résumait à la reconnaissance pure et simple de l'Evangile et à l'abstinence de l'alcool, déclarées « nuisibles », furent poursuivies avec une rigueur inouïe. Le fait de se réunir pour lire l'évangile était un crime passible d'un emprisonnement de six mois. Le résultat de ces persécutions fut un développement considérable de ces sectes dont les adhérents se montraient également sympathiques au mouvement révolutionnaire.

Enfin, en 1883, paraissait l'article de Léon Tolstoï sur le recensement à Moscou ; la même année la revue *Rousskaia Mysl* devait publier ses « Confessions », qui, interdites par la censure, parurent à l'étranger. A dater de cette

époque commence l'apostolat de Tolstoï, qui devait avoir une si grande influence.

Les contes populaires, les pamphlets, les articles contre la religion officielle, contre le service militaire, contre toutes les institutions gouvernementales, surtout contre le régime despotique russe, paraissent sans interruption, et cette voix puissante, aucune censure, même celle d'Alexandre III, ne pouvait l'étouffer. Les imprimeries clandestines tiraient en centaines de mille d'exemplaires les petites brochures et les articles du comte L. Tolstoï. En 1885, Tolstoï et quelques-uns de ses amis, Tchertkov, Gorbounov, Birukov, fondaient la maison d'édition *Posrednik* (L'Intermédiaire), qui publiait les écrits de Tolstoï, en petites brochures, vendues à très bas prix, même à un kopek, répandues par millions d'exemplaires dans toute la Russie. L'influence de Tolstoï atteignit son apogée pendant le règne de Nicolas II, cependant sous Alexandre III elle se faisait déjà fortement sentir jusque dans les couches les plus profondes du peuple.

Persécuteur de l'instruction, Alexandre III le fut aussi de la presse ; les journaux et les revues étaient poursuivis impitoyablement : les revues *Otietchestvennia Zapiski*, *Dielo*, *Rousskoié Slovo*, le célèbre journal *Goloss*, le *Moskovski Telegraph*, *la Strana*, les plus répandus en Russie, furent tour à tour supprimés.

Un autre événement qui contribua beaucoup à éveiller la conscience du peuple russe, écrasé par le régime réactionnaire d'Alexandre III, fut l'alliance franco-russe. En 1891, la flotte française, commandée par l'amiral Gervais entrait dans les eaux de Cronstad. L'empereur, entouré de sa famille et des hauts dignitaires, se rendit à la revue de la flotte française, et, monté sur le bateau amiral, il fut salué par *la Marseillaise*.

A partir de ce jour l'hymne de Rouget de Lisle, jusqu'alors interdit en Russie, commença sa marche triomphale à travers le grand empire. Dans tous les théâtres,

dans tous les lieux publics, la foule demandait *la Marseillaise*, qu'en son cœur elle avait adoptée pour hymne national.

Le mouvement révolutionnaire s'était beaucoup ralenti pendant le règne d'Alexandre III. La société la plus puissante, la *Narodnaia Volia*, déclinait peu à peu. Cependant un assez grand nombre d'attentats révolutionnaires eurent lieu pendant les treize années du règne d'Alexandre III, dont plusieurs dirigés contre la personne même de l'empereur. Dans l'un de ceux-ci quinze personnes étaient impliquées, cinq furent condamnées à mort et exécutées à Schlusselbourg, parmi lesquelles un jeune homme de dix-neuf ans, A. Oulianov, dont le frère, plus connu sous le nom de Lénine, devait être plus tard le dictateur de la Russie. Un autre attentat avait été préparé pour le 1er mars 1887 : une bombe devait être lancée sur Alexandre III, mais, un peu avant que l'attentat ait lieu, les trois principaux conjurés : Gueneralov, Andréuchkine et Ossipanov, étaient arrêtés dans la rue. L'année suivante, le 17 octobre, une machine infernale faisait sauter le train impérial à la station de Borki. Le wagon dans lequel se trouvaient l'empereur et sa famille fut complètement démoli ; cependant il n'y eut pas de victimes : Alexandre III, doué d'une force peu commune, soutint de ses mains le toit du wagon, ce qui permit aux siens et à lui-même de sortir indemnes. Cependant, à partir de cette époque, sa robuste santé commença à s'altérer, et quelques années plus tard, le 20 octobre 1894, il succombait à une néphrite.

Parmi les autres attentats révolutionnaires, outre l'exécution de nombreux espions et agents provocateurs, il faut mentionner le meurtre de Soudeikine, chef de la police secrète, tué le 16 décembre 1883, par Starodvorsky, Konachevitch et Dégaiev. Ce dernier, membre de la *Narodnaia Volia*, était un précurseur du fameux Azev : à la fois membre d'une société révolutionnaire et de l'Okhrana.

Démasqué par les révolutionnaires il obtint la vie sauve à condition qu'il donnerait la possibilité de tuer Soudeikine. Celui-ci fut attiré dans l'appartement de Dégaiev où le meurtre fut commis par Starodvorsky et Konachevitch. Arrêtés un an plus tard tous deux furent condamnés à la détention perpétuelle dans la forteresse de Schlusselbourg. Quant à Dégaiev, malgré toutes les mesures de la police et toutes les récompenses promises à qui le livrerait vivant ou mort, il réussit à disparaitre. D'après certains indices, on pense qu'il vit en Amérique, sous un nom d'emprunt. Degaiev avait livré plusieurs révolutionnaires, entre autres Vera Figner. C'était encore lui qui, en 1882, avait fait connaître au gouvernement les vraies forces de la *Narodnaia Volia*, de sorte que le gouvernement arrêta les concessions qu'il avait eu l'intention de faire, se croyant en face d'une organisation plus puissante.

Enfin, un autre meurtre sensationnel fut celui de Strelnikov, procureur auprès du Conseil de guerre, tué à Odessa par Jelvakov et Khaltourine, ce même Khaltourine qui avait organisé contre Alexandre II l'explosion du Palais d'Hiver.

Au commencement de 1890, un nouveau parti politique se formait en Russie. Son but était l'union des éléments révolutionnaires et des éléments libéraux sur le terrain commun de la lutte contre le despotisme. Ce parti qui s'appelait le « Parti du droit du peuple » exista près de dix ans puis se transforma progressivement en un parti encore plus puissant : « L'Union de la libération ». Il fit paraître un grand nombre de proclamations et de brochures qui eurent un grand retentissement, surtout celle intitulée : *La question urgente*. Jusqu'en 1894, le gouvernement n'avait pu découvrir les membres de ce parti, mais, à cette date, grâce à la trahison d'un agent provocateur, plusieurs d'entre eux furent arrêtés, et leur imprimerie de Smolensk fut découverte juste au moment où allait être tiré le premier numéro du journal que « Le

Parti du droit du peuple » se proposait de publier. Cependant, malgré le coup qui lui était porté, le parti subsista encore longtemps. Les idées exposées par « Le Parti du droit du peuple », dans un appel lancé au commencement de l'année 1894, furent reprises par « l'Union de la libération », et servirent de base à son programme. Voici quels étaient les points principaux de cet appel :

« Il est un moment dans la vie des peuples quand une seule question occupe une place prépondérante, reléguant à l'arrière plan tous les autres intérêts si importants soient-ils en eux-mêmes.

« La Russie se trouve à un pareil moment, et la question sur laquelle se joue sa destinée est celle de la liberté politique. L'autocratie, qui a reçu son expression la plus nette pendant le règne d'Alexandre III, a prouvé surabondamment son incapacité absolue de créer un ordre de choses qui garantirait au pays le développement le plus complet et le plus régulier de toutes ses forces morales et matérielles..... Le gouvernement continue implacablement à suivre la politique de l'abus administratif et des intérêts de classe sans apporter nulle attention aux questions urgentes de la vie populaire et publique. Le résultat de cette politique est la démoralisation sociale et l'abattement général du pays dont le gouvernement ne pourra empêcher les conséquences. Les hommes qui se rendent compte du danger de la situation ne voient le salut que dans un brusque tournant dans la direction de l'intérêt des masses, ce qui n'est possible qu'avec la participation du pays dans la direction des affaires. Comme il y a peu d'espoir que le gouvernement s'engage dans cette voie, le peuple n'a plus qu'une chose à faire : opposer la force de l'opinion publique organisée à l'inertie du gouvernement et aux intérêts dynastiques de l'autocratie.

« Le parti du droit du peuple se propose la création de cette force. Le peuple a droit à la liberté politique aussi bien qu'à la satisfaction de ses besoins matériels. Comme

garantie de ces droits, le parti estime nécessaire un gouvernement représentatif sur la base du suffrage universel ; la liberté des cultes, l'indépendance de la justice, la liberté de la presse, de réunion et d'association, l'inviolabilité de la personne et des droits humains.

« Prenant en considération que la Russie n'est pas une unité homogène mais un corps politique très complexe, la condition première de la liberté politique sera la reconnaissance de l'indépendance politique pour toutes les nationalités composant ce corps. Comprenant ainsi le droit du peuple, le parti se propose d'unir tous les éléments d'opposition du pays et d'organiser une force agissante qui, avec l'aide de tous les moyens moraux et matériels dont elle dispose, poursuivra l'abolition de l'autocratie et la garantie pour chacun des droits de l'homme et du citoyen. »

Plus tard nous retrouverons les mêmes principes énoncés dans le programme de l'Union des Zemstvos qui, historiquement, succède au « Parti du droit du peuple. »

Sous le règne d'Alexandre III, la littérature révolutionnaire prit une très grande extension et se répandit jusque dans les couches les plus profondes du peuple. Malgré toute la vigilance de la police et le nombre toujours croissant des agents provocateurs introduits dans les milieux révolutionnaires, les imprimeries clandestines se multiplient un peu partout et, à défaut d'imprimerie, les tracts et les brochures sont lithographiés en milliers d'exemplaires. C'est ainsi que furent répandus en Russie la plupart des écrits philosophiques de Léon Tolstoï. En Angleterre, deux puissantes Sociétés étaient fondées en vue de la diffusion de la littérature révolutionnaire. La première, *The english Society of friends of Russian Freedom* (La Société anglaise des amis de la liberté en Russie), fondée en 1889 à l'instigation de Kravtchinsky

(Stepniak), avait un organe mensuel : *Free Russia* (La Russie libre), publié en langue anglaise.

En Amérique paraissait une édition du même organe ; une autre, en langue allemande, paraissait en Suisse. Après Stepniak, la *Free Russia* fut dirigée par Volkhovsky et F. Green. Miss G. Mallet était secrétaire de la Société ; K.-S. Watson, le président.

La Société anglaise des amis de la liberté en Russie avait pour but : 1° de fournir au public, à l'étranger, des renseignements exacts sur ce qui se passait en Russie et que la police russe s'efforçait, souvent avec succès, de tenir caché ; 2° de soutenir les libéraux (1) russes dans leur lutte, en leur donnant une preuve évidente que le reste du monde civilisé est de cœur avec eux.

C'est aussi en Angleterre qu'avait été fondé, en 1891, par Kravtchinsky, Tchaïkovsky, Chichko, Volkhovsky et Voïnitch, « Le Fonds de la presse russe libre », dont le but était « de satisfaire le besoin qui se fait sentir en Russie, surtout en ce moment, d'une presse libre ». Le « Fonds » publia les ouvrages des groupes révolutionnaires les plus différents : ceux de la *Narodnaia Volia*, des social démocrates, les œuvres de Hertzen, celles de Dragomanov, de Léon Tolstoï, etc. Il exista jusqu'en 1917 et son catalogue contient des centaines de titres. Ces éditions, d'un format très portatif, furent répandues en Russie par milliers d'exemplaires et contribuèrent à développer dans le peuple russe la conscience de sa force politique et sociale. A un moment, notamment en 1896, le « Fonds » sortit de son rôle d'éditeur. Une grande grève venait d'éclater à Pétersbourg ; le « Fonds » réussit à organiser en Angleterre un Comité comprenant des représentants des organisations ouvrières et autres et réunit

(1) Le mot libéral est employé ici dans le sens qu'il a en Angleterre. Pour un Anglais, un membre du zemstvo, de la *Narodnaia Volia*, ou un social démocrate, sont des libéraux.

de très fortes sommes pour les grévistes, ce qui permit à ceux-ci de mener la lutte jusqu'au bout.

Le gouvernement d'Alexandre III ne se gênait pas pour réprimer de la façon la plus cruelle toutes les velléités révolutionnaires. Les pouvoirs, déjà presque illimités des gouverneurs généraux, encore étendus, leur donnaient en somme le droit de vie et de mort sur chaque citoyen. L'exil *administratif*, c'est-à-dire sans jugement et même, dans la plupart des cas, sans enquête, qui, sous Alexandre II, ne pouvait dépasser cinq ans, fut porté, par Alexandre III, à dix et quinze ans, et les limites en furent reculées jusqu'aux confins les plus septentrionaux de la Sibérie. Par décret du Comité des Ministres, du 5 septembre 1887, l'état de « protection renforcée » de près de la moitié de la Russie était prolongé pour trois années. Du reste cette « protection renforcée » dura tout le temps du règne d'Alexandre III et de son successeur Nicolas II. La plus grande partie de la Russie était ainsi en état de siège, ce qui permettait tous les abus administratifs et policiers.

La même année, une circulaire secrète informait les autorités que les Juifs impliqués dans des procès politiques ou exilés administrativement devaient être déportés dans la province de Iakoutsk. Pendant deux années (1886 et 1887), 1.424 personnes furent accusées de crimes contre l'Etat ; 1.548 de lèse-majesté, dont 65 0/0 d'orthodoxes, 19 0/0 de catholiques et 13 0/0 de juifs.

Le gouvernement d'Alexandre III poursuivait non seulement ceux qu'il soupçonnait de tendances révolutionnaires, mais, en général, quiconque appartenait aux classes éclairées de la société était plus ou moins traité en suspect. Il avait voué une haine féroce aux institutions des Zemstvos ; une série de mesures réduisit considérablement leur rôle. Plusieurs Zemstvos furent même dissous et leurs membres déportés ; tel fut le cas du Zemstvo de

Tcherepovietz, dont les délibérations s'inspiraient trop des idées constitutionnelles.

On peut dire que pendant les règnes d'Alexandre II et d'Alexandre III toute une génération des hommes les plus intelligents, les plus cultivés et les meilleurs, fut presque détruite. D'après l'almanach de la *Narodnaia Volia* de l'année 1883, le nombre des condamnés politiques impliqués dans les 124 procès qui eurent lieu au cours des deux règnes s'élève à 841. La statistique officielle des exils administratifs fait totalement défaut, mais du temps de Loris-Melikov, lorsque le gouvernement, pour réfuter l'accusation portée contre lui d'exiler la moitié de la Russie, voulut donner des chiffres, il avoua qu'il y avait, sur divers points de l'empire, 2.873 exilés, qui tous, sauf 271, avaient été déportés de 1878 à 1880. Ce chiffre est certainement au-dessous de la vérité. D'après les renseignements de la *Narodnaia Volia*, publiés par Tikhomirov, on estime à 8.157 le nombre des exilés administratifs, jusqu'au commencement de 1883. Pendant le règne d'Alexandre III ce nombre fut triplé. Stepniak, dans son livre remarquable *La Russie sous les tzars*, dit en citant ce chiffre : « Un millier d'exilés de plus ou de moins ne change rien à la chose. L'important est que, dans un pays si pauvre en forces intellectuelles, tout ce qui est noble, généreux, intelligent, se trouve représenté par ces six ou huit mille exilés et enseveli avec eux. Toute sa vitalité est là, dans cette foule des victimes de l'arbitraire, et s'ils ne sont pas douze ou onze mille c'est que la Russie est hors d'état d'en fournir autant. »

Pour donner maintenant une idée de ce qu'était l'exil dans la Russie septentrionale, nous citerons un passage d'une lettre d'un exilé déporté chez les Iakouts, que publièrent les *Rousskia Viedomosti*.

« Les cosaques qui m'avaient amené d'Iakoutsk ici m'ont laissé seul chez des Iakouts, qui ne comprennent pas un mot de russe. Ils me surveillent constamment,

craignant que je ne m'évade et que l'administration ne les rende responsables de ma fuite. Si je quitte la *yurta* (1) où je suffoque, pour faire une promenade, le Iakout soupçonneux me suit. Si je prends une hache pour fendre du bois, le Iakout, timide, me fait signe de la déposer et de rentrer dans la hutte. Je rentre et trouve assis devant le feu un Iakout nu, qui cherche ses poux. L'hiver, les Iakouts vivent dans le même réduit que leurs bestiaux, souvent sans qu'aucune cloison les sépare. Les excréments et les immondices s'entassent dans la *yurta*, dont la saleté ne peut se décrire. Le sol est couvert d'une couche de paille pourrie et de chiffons infects ; les insectes pullulent dans les grabats, l'atmosphère est infectée et littéralement irrespirable. Ajoutez à cela l'impossibilité de dire un mot de russe et vous comprendrez qu'il y a de quoi rendre un homme fou. La nourriture des Iakouts est tellement répugnante qu'il n'y a pas moyen d'y toucher ; elle est horriblement malpropre et presque toujours corrompue. Les Iakouts ne connaissent ni la vaisselle, ni les vêtements ; il n'y a pas de bains et, pendant l'hiver, qui dure huit mois, on devient malgré soi aussi sale qu'eux. Je ne puis m'absenter ; d'ailleurs la ville la plus proche est à deux cents kilomètres d'ici. J'habite à tour de rôle chez divers Iakouts du pays, six semaines chez chacun. Je n'ai ni livres, ni journaux et je ne sais rien de ce qui se passe dans le monde. »

L'auteur de ces lignes passa six années en exil, par ordre administratif, parce qu'on avait découvert chez lui, au cours d'une perquisition, quelques numéros du journal *Narodnaia Volia*.

C'est sous le règne d'Alexandre III que se passèrent dans le bagne de la Sibérie deux drames effroyables qui soulevèrent l'indignation dans toute l'Europe occidentale et suscitèrent une grande propagande, surtout en Angleterre, contre le régime despotique russe. Les deux drames

(1) Hutte des Iakouts.

étaient d'ailleurs intimement liés entre eux, le second n'étant que la conséquence du premier. Tous deux eurent lieu en 1889, le premier à Iakoutsk, le second à Khara.

En 1889, de nombreux déportés politiques, des Juifs surtout, se trouvaient concentrés à Iakoutsk, d'où, conformément à la circulaire secrète de 1887, ils devaient être conduits aux confins les plus reculés de la province. Au mois de mars, on reçut l'ordre d'expédier plusieurs de ces déportés à Srednié-Kolymsk. Cette mesure menaçait de mort ceux qu'elle visait, à cause du manque de voies de communications, de nourriture, du danger de maladies, etc. Les déportés en demandèrent l'ajournement jusqu'à ce que le temps devînt plus favorable. L'administration insista sur l'exécution immédiate de l'ordre reçu. Le 22 mars, des policiers et des soldats se présentèrent dans le logement des déportés pour les emmener. Les détenus voulurent essayer une dernière fois de parlementer avec la police, qui ne voulait rien entendre. Alors un coup de feu partit : la police tirait, et un soldat enfonça sa baïonnette dans la poitrine d'une condamnée, Sophie Gourévitch. Une bagarre terrible suivit au cours de laquelle six déportés étaient tués, plus de vingt étaient blessés, parmi eux Gotz et Minor, qui jouèrent plus tard un rôle dans la révolution de 1917. Tous les survivants furent traduits devant la Cour martiale, qui condamna à mort trois d'entre eux et doubla la peine des travaux forcés d'une vingtaine d'autres.

Quand la nouvelle du massacre des prisonniers politiques à Iakoutsk fut connue à Kara, le régime des condamnés y devint particulièrement sévère.

Afin d'attirer l'attention des sphères dirigeantes sur le martyre que subissaient les détenus politiques en Sibérie, et en particulier sur la cruauté du directeur Massukov, une détenue, V.-K. Siguida (1), lui donna un

(1) Arrêtée à Taganrog, en 1885, pendant la saisie d'une imprimerie de la *Narodnaia Volia*.

soufflet. Pour la punir de cet acte, le gouverneur général, baron Korf, lui fit infliger cent coups de verge. Quatre jours après la fustigation elle expirait en d'atroces souffrances. En apprenant sa mort, presque tous les déportés décidèrent de s'empoisonner. Sept d'entre eux moururent ; on put heureusement sauver les autres.

Tel était le régime des détenus politiques pendant le règne d'Alexandre III, surnommé le Pacificateur.

Si, par des mesures violentes, le gouvernement avait pu étouffer les manifestations du mouvement révolutionnaire, il ne pouvait éteindre le feu de l'esprit révolutionnaire qui couvait lentement et gagnait les couches profondes du peuple. A la fin du règne d'Alexandre III l'embrasement souterrain avait déjà une telle force que rien n'y pouvait plus mettre obstacle, et durant tout le règne de son successeur il ne fit que se propager de plus en plus, jusqu'à l'incendie final du mois de mars 1917.

TABLE CHRONOLOGIQUE

1790 Publication du livre de Radistchev : *Voyage de Saint-Pétersbourg à Moscou.*

1801 (12 mars). — Avènement d'Alexandre Ier.

1819 Révolte de Tchougouiev.

1820 (10 mars). — Assassinat de Kotsebue, par l'étudiant Zand.

1820 Révolte du régiment de la garde Sémionovsky.

1825 (19 novembre). — Mort d'Alexandre Ier.

1825 (12 décembre). — Avènement de Nicolas Ier.

1825 (14 décembre). — Révolte des Décembristes.

1846 Hertzen émigre à l'étranger.

1849 Procès des Petrachevtzy.

1850 (1er août). — Hertzen crée, à Londres, la première imprimerie russe à l'étranger. *L'Etoile polaire.*

1855 (18 février). — Mort de Nicolas Ier. — Avènement d'Alexandre II

1857 (1er juillet). — Parution du premier numéro du *Kolokol.*

1861 (19 février). — Emancipation des serfs.

1861 (juillet). — *Velikorouss,*

1861 Désordres universitaires.

1862 Proclamations : « A la jeune génération » ; « A la jeune Russie ». — Fondation de la Société *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté).

1863 Parution du roman de Tchernychevski : *Que faire ?*

1863 Insurrection polonaise.

1862-1864 Procès des Trente-deux.

1866 (4 avril). — Attentat de Karakosov.

1867 (25 mai). — Attentat de Berezovski.

1867 (juillet). — Parution du dernier numéro du *Kolokol.*

1868 Désordres universitaires.

1869 Les « Lettres historiques » de Pierre Lavrov.

1869 (21 novembre). — Assassinat d'Ivanov, par Netchaiev et Kouznetzov.

1869 Fondation du groupe des Tchaikovtzy.

1870 (9 janvier). — Mort de Hertzen.

1871 (1er juillet). — Procès des Netchaievtzy.

1873 (12 janvier). — Procès de Netchaiev.

1873 Décret rappelant les étudiants russes de Zurich.

1873 (1er août). — Fondation du journal *Vperiod.*

1874 (15 juillet). — Procès des Dolgouchintzy.

1875 Publication du journal *Nabat,* à Genève.

1876 (18 juin). — Mort de Bakounine.
1876 (6 décembre). — Manifestation de la place de Kazan.
1877 (février-mars). — Procès des Cinquante.
1877 L'affaire de Tchiguirine.
1877 (octobre)-1878 (janvier). — Procès des Cent quatre-vingt-treize.
1877-1879 L'Organisation ouvrière l' « Union du Nord ».
1878 (24 janvier). — Attentat de Vera Zassoulitch, contre Trépov.
1878 (4 août). — Assassinat du chef de la gendarmerie Mezentsev.
1878 (9 août). — Ukase.
1879 (2 avril). — Attentat de Soloviov contre Alexandre II.
1879 (17-20 juin). — Congrès de Lipetzk.
1879 (juillet). — Congrès de Voronèje.
1879 (octobre). — Scission de la *Zemlia i Volia* en deux groupes : la *Narodnaïa Volia* et le *Tchorny Perediel*.
1879 (19 novembre). — Attentat de Perovskaia et Hartman, contre Alexandre II.
1880 (5 février). — Attentat de Khaltourine, au Palais d'Hiver.
1880 (12 février). — Création de la « Commission extraordinaire » présidée par Loris-Melikov.
1880 (20 février). — Attentat de Mlodetzky contre Loris-Melikov.
1881 (8 février). — Incident Sabourov, à l'Université de Moscou.
1881 (1er mars). — Meurtre d'Alexandre II.
1881 (12 mars). — Lettre du Comité exécutif, à Alexandre III.
1881 (29 avril). — Manifeste définissant la politique intérieure d'Alexandre III.
1881 (28 septembre). — Procès du *Tchorny Perediel*.
1881 (avril-décembre). — Les pogroms juifs.
1884 Schlusselbourg devient lieu de détention des condamnés politiques.
1883 (8 mai). — Mort de Netchaiev.
1883 (16 décembre). — Assassinat de Soudeikine, chef de la police secrète.
1884 (13 juin). — Les lois scolaires.
1885 (janvier). — Grèves des établissements Morosov. — Formation du groupement social-démocrate *Rabotchi*.
1885 Procès de la Société « Proletariat ».
1886 Les lois ouvrières.
1887 (1er mars). — Attentat contre Alexandre III.
1887 (4 décembre). — Tumultes universitaires à Moscou.
1889 Révolte des détenus politiques à Kara.
1890 Fondation, à Londres, de « The English Society of friends of Russia Freedom ».
1889 (17 octobre). — Mort de Tchernychevski.
1891-1892 La famine en Russie.
1891 Visite de la flotte française à Cronstadt.
1891 « Le Fonds » de la Presse russe libre.
1894 (20 octobre). — Mort d'Alexandre III.

TABLE DES MATIÈRES



Pages

